



Ben Laden : malaise dans le monde musulman

● Silence et embarras des dirigeants, désarroi et humiliation des opinions, montée de l'anti-américanisme dans le monde islamique ● Moyen-Orient, Afrique, Asie : l'état de la colère après deux vagues de frappes contre l'Afghanistan ● Washington n'exclut pas de viser « d'autres Etats » ● Des agents de renseignement français sur le terrain ● Le mystère du deuxième cas d'anthrax en Floride

SOMMAIRE

● **Le monde musulman après les frappes** : Nos correspondants racontent le climat politique dans les pays musulmans après le début des frappes américaines. Palestine, Afrique de l'Est, Syrie, Jordanie, Indonésie, Malaisie, Égypte : ils décrivent des régimes inquiets et des opinions déchirées, travaillées par la haine de l'Amérique. p. 2 à 4

● **La campagne militaire contre Al-Qaïda** : Kaboul et Kandahar bombardées en plein jour. La déclaration des Etats-Unis à l'ONU. En Afghanistan, l'opposition renforce ses positions. Des agents français sur le terrain. p. 6 et 7

● **Les conséquences pour la région** : Une bourrasque anti-occidentale sur le Pakistan. Le cauchemar ethnique du « Grand Pachtounistan ». Le conflit vu sur l'antenne d'Al-Jazira. p. 8 et 9



● **L'enquête et la sécurité** : Mohamed Atta aurait rencontré un agent irakien à Prague. Enquête en Allemagne sur un Syrien de Hambourg. Londres extrade l'islamiste Rachid Ramda vers la France. Un deuxième cas d'anthrax dans un comté de Floride où ont résidé les pirates de l'air. p. 11 et 12

● **Les débats en France** : La gauche plurielle divisée. Les ONG contre la « propagande humanitaire ». p. 13

● **Horizons-Enquête** : Des spécialistes des sectes, de l'islam et du terrorisme commentent les dernières consignes des kamikazes. p. 14

● **Horizons-Analyses** : Notre éditorial : « Certains silences ». p. 15

● **Horizons-Débats** : « La seule réponse au terrorisme », par le juge Baltazar Garzón p. 16

► www.lemonde.fr/11septembre2001



CINÉMA

Un Rivette enchanté

Emballé par Jeanne Balibar (photo), *Va savoir*, le nouveau film de Jacques Rivette, est une réjouissante farandole de quiproquos amoureux, de rebondissements romanesques et d'interrogations artistiques. Une lueur d'optimisme dans une semaine marquée également par la sortie de *Treize jours*, reconstitution, sur le mode de la fiction, de la crise des fusées de Cuba. Les autres sorties de la semaine. p. 32 à 34

► www.lemonde.fr/cinema

Petit baby-boom en France

LA FRANCE connaît depuis 1995 un mini-baby-boom : avec 779 000 naissances en l'an 2000, la natalité française a connu, selon l'INED, « la plus forte hausse enregistrée depuis vingt ans », soit 5 %, une tendance confirmée par les premiers chiffres de 2001. Aujourd'hui, la France a un taux de fécondité de 1,89, ce qui la place au deuxième rang de l'Union européenne, derrière l'Irlande. L'âge moyen au premier enfant continue à augmenter : en vingt-cinq ans, de 1975 à 2000, il est passé de 26,7 ans à 29,4 ans. Enfin, le mariage connaît à nouveau un fort engouement : le seuil des 300 000 cérémonies a été franchi en l'an 2000 pour la première fois depuis 1983.

Lire page 20

Pas de corps, pas de cimetière, et chaque jour des funérailles à New York

STATEN ISLAND
de notre envoyée spéciale

Des funérailles. Encore des funérailles. Chaque jour des funérailles. « Et, chaque jour, tant de douleur ! », soupire le pompier Joe Lapointe, en détournant son regard vert et en enfilant ses gants blancs. « L'impression que les morts et les pleurs s'enchaînent, qu'un voile noir nous a tous recouverts et que la lumière ne perce plus. » Il n'en dira guère plus, en ce jour enssoleillé et froid, dans la banlieue new-yorkaise de Staten Island. Ni l'envie, ni l'humeur, ni le temps. Comme la plupart de ses collègues, il ne cesse de courir autour de New York rendre hommage à ses « frères » pompiers disparus le 11 septembre dans les ruines du World Trade Center. Mieux : il fait partie du petit noyau d'organisateur de ces cérémonies. Une à trois chaque jour, pour ce qui le concerne. C'est devenu un plein-temps.

Il les voudrait grandioses, dans la tradition de New York - « en temps ordinaire, six mille pompiers se déplacent pour enterrer un de nos frères ». Il les voudrait parfaites : défilés, drapeaux, uniformes, cornemuses. A la mesure du

mythe. Une brigade spéciale a mis au point, depuis des décennies, un rituel composé de mille détails. Mais il faudrait répéter, partir en reconnaissance. Le temps manque cruellement. Alors, Joe Lapointe fait au mieux. Il instruit et discipline ses gars, s'enquiert des souhaits des familles, prend contact avec les prêtres, pasteurs, rabbins, calcule la capacité des édifices, le trajet de la procession. Il improvise beaucoup. Comment faire autrement ? Les mauvaises années, le département des pompiers de New York pouvait perdre six hommes. Jamais, non jamais, il n'a imaginé en perdre 343, en l'espace d'une matinée.

Des crépitements d'applaudissements sortent des haut-parleurs installés près du porche de l'église Sainte Margaret Mary. La cérémonie d'hommage au lieutenant Philip Petti touche à sa fin. Une voix de soprano entonne *God Bless America*, plusieurs personnes enfouissent leur visage dans leurs mains. « Vous êtes nos héros », clame une banderole accrochée sur le fronton. Le mot, cent fois, vient d'être prononcé pour évoquer le courage, la fougue, l'abnégation de ce jeune pompier reparti tout droit

vers la mort, dans un escalier enfumé, après avoir déjà sauvé plusieurs blessés. Joe Lapointe demande à ses camarades de s'aligner. De 500 à 600 pompiers en uniforme marine, casquettes sombres ou blanches, forment une haie d'honneur, tandis que six sonneurs de cornemuse, kilt vert, veste rouge, prennent position. La famille descend. Un adolescent porte sur son cœur le casque de son père. Il n'y a pas de corps, il n'y aura pas de cimetière. Les sonneurs, au pas, vont donc ouvrir la marche vers la petite école où se retrouveront les amis.

Adossé contre un mur, un jeune lieutenant regarde la foule, l'air songeur. « Les frappes en Afghanistan ont commencé, dit-il, Mais cela ne me fait pas de bien. Oh non. Cela me fait peur, cela me glace. Quelles ripostes sur notre sol ? Combien d'innocents risquent encore de souffrir ? » Un autre pompier dégage une gerbe de fleurs : « Je voudrais être en colère, furieux, vengeur. Je n'y arrive pas. Tous ces enterrements, ces casques poussiéreux remis aux familles. Non, la tristesse l'emporte. Y compris sur la haine. »

Annick Cojean



LUCA BRUNO/AP

CATASTROPHE AÉRIENNE 118 morts à Milan

Selon les premiers éléments de l'enquête, une erreur humaine serait à l'origine de la collision entre deux avions, lundi 8 octobre, sur l'aéroport de Milan-Linate. Un appareil de la SAS était en phase de décollage lorsqu'il a heurté, dans le brouillard, un petit avion d'affaires. L'appareil de la SAS s'est écrasé contre un hangar de l'aéroport. Bilan : 118 morts. p. 18

La SFP privatisée



VINCENT BOLLORÉ

L'HOMME d'affaires Vincent Bolloré, associé à Euromedia, prend le contrôle de la Société française de production (SFP), privatisée, en crise depuis sa création en 1974. Son ancien PDG, Roland Fizez, est en colère : il a découvert un micro dans son bureau.

Lire page 23

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 49 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1010 - 7,90 F - 1,20 €



Reverso Gran'Sport

JAEGER-LECOULTRE

DUBAIL

21, Place Vendôme Paris 1^{er} Tél. 01 42 61 11 17

66, rue François 1^{er} Paris 8^e Tél. 01 53 57 42 00

Aura le plaisir de vous remettre gracieusement le Livre de la Manufacture Jaeger-LeCoultre.

POINT DE VUE

A propos de la « supériorité » occidentale

par Umberto Eco

TOUTES les guerres de religion qui ont ensanglanté le monde durant des siècles sont nées d'adhésions passionnelles à des oppositions simplistes : Nous et les Autres, bons et méchants, Blancs et Noirs. Si la culture occidentale s'est montrée féconde (pas seulement des Lumières à aujourd'hui, mais bien plus tôt, à l'époque où le franciscain Ruggiero Bacone invitait à cultiver les langues parce que, même des « infidèles », nous avions des choses à apprendre), c'est aussi parce qu'elle s'est efforcée de « dissoudre » les simplifications néfastes à la lumière de la recherche et de l'esprit critique.

Naturellement, elle ne l'a pas toujours fait : même Hitler - qui brûlait les livres, condamnait l'art « dégénéré », tuait les races « inférieures » - ou le fascisme - qui m'enseignait à l'école à chanter « Dieu maudit les Anglais » parce qu'ils étaient « le peuple des cinq repas par jour », et donc des gloutons inférieurs à l'Italien frugal et spartiate -, même tout cela fait partie de la culture occiden-

tale. Mais ce sont les meilleurs aspects de notre culture que nous devons discuter avec les jeunes, et de toutes couleurs, si nous ne voulons pas que de nouvelles tours s'effondrent, y compris dans les temps qu'ils vivront après nous.

Élément de confusion : souvent, on ne réussit pas à saisir la différence qui existe entre l'identification et ses propres racines, la compréhension de ceux qui ont d'autres racines, et le jugement de ce qui est bien ou mal. Concernant mes racines, si l'on me demandait où je préférerais passer mes années de retraite, dans un village du Monferrato, dans le cadre majestueux des Abruzzes ou sur les douces collines entourant Sienne, je choisirais le Monferrato. Mais cela n'implique pas que je juge d'autres régions d'Italie inférieures au Piémont.

Lire la suite page 17

Umberto Eco est titulaire de la chaire de sémiotique de l'université de Bologne et écrivain.



GÉRARD UFFERAS/RAPHO

PRÊT-À-PORTER

Stella McCartney, premier défilé

Joli parterre, lundi 8 octobre à Paris, pour le premier défilé signé Paula McCartney, qui vient de lancer sa marque de prêt-à-porter sous l'égide de Gucci. Son père (le Beatle Paul), Denis Hopper et Jude Law, notamment, se pressaient dans l'assistance pour une collection à l'accent cockney. p. 29

► www.lemonde.fr/mode-ete2002

Horizons	14	Météorologie	31
International	18	Jeux	31
France-Société	20	Culture-Cinéma	32
Régions	22	Carnet	35
Entreprises	23	Kiosque	36
Tableau de bord	25	Abonnements	36
Aujourd'hui	28	Radio-Télévision	37

CONFLIT Au lendemain des premières frappes contre l'Afghanistan, le discours d'Oussama Ben Laden, retransmis par la chaîne Al-Jazira, contre les injustices subies par les

Palestiniens a sensibilisé une partie des opinions publiques dans le monde arabe et musulman. ● EN EGYPTE, une dizaine de milliers d'étudiants ont manifesté, lundi 8 octo-

bre, contre les Etats-Unis. Ils ont qualifié le président George W. Bush d'« ennemi d'Allah ». ● A GAZA, les forces de sécurité palestiniennes sont intervenues brutalement pour

dispenser une manifestation de soutien à Ben Laden. Les affrontements ont fait deux morts et plusieurs dizaines de blessés. ● EN INDONESIE, ainsi qu'en Malaisie, les extré-

mistes cherchent à tirer profit de la situation et mettent les gouvernements respectifs dans une situation délicate. (Lire aussi notre éditorial page 15.)

L'anti-américanisme mobilise une partie des opinions arabes et musulmanes

Au lendemain des premières frappes américaines en Afghanistan, de violents affrontements ont eu lieu à Gaza. Les forces de sécurité palestiniennes sont intervenues contre une manifestation de soutien à Ben Laden. Bilan : deux morts et des dizaines de blessés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le secteur des universités bouclé, des tirs sporadiques, la fumée âcre de pneus enflammés, la description dressée, lundi 8 octobre par des témoins des affrontements qui ont saisi dès le milieu de la matinée le quartier résidentiel de Rimal, à Gaza, avait des allures de guerre civile. L'Autorité palestinienne de Yasser Arafat redoutait qu'une violente riposte aux attentats de New York et de Washington pousse dans la rue une partie de sa population sensible au discours anti-américain comme cela avait déjà été le cas à Naplouse (Cisjordanie) le 11 septembre. Dimanche soir, les images de la chaîne arabe Al-Jazira, seule présente en Afghanistan, retransmises également par la télévision publique palestinienne, ont précipité une mobilisation qui a pris corps le lendemain matin, près de

l'université islamique où le Mouvement de la résistance islamique (Hamas) est solidement implanté.

Quelques centaines de manifestants, souvent très jeunes selon des témoins, ont manifesté leur soutien à Oussama Ben Laden – cible des frappes américaines – qui avait évoqué longuement la Palestine dans le message diffusé la veille par Al-Jazira. Les forces de sécurité palestinienne ont tenté de les disperser brutalement en multipliant les charges musclées et les tirs de gaz lacrymogènes. Le cortège d'environ un millier de personnes qui tentaient de rejoindre le Conseil législatif palestinien, au centre ville, a refléchi vers l'université islamique. Là, selon les autorités palestiniennes, des hommes armés et masqués mêlés aux étudiants auraient ouvert le feu en direction des forces de sécurité qui auraient répliqué. Cette version a été contredite par une organisation pales-

tinienne de défense des droits de l'homme qui a dénoncé, par ailleurs, l'usage excessif de la force par la police.

LE PRÉCÉDENT DE 1994

Les tirs, qui se sont prolongés tard dans l'après-midi dans certaines rues de Rimal, ont fait deux morts, deux jeunes Palestiniens âgés de 13 et de 21 ans, et plusieurs dizaines de blessés parmi la police et les manifestants. Une troisième personne a été déclarée cliniquement morte mais maintenue artificiellement en vie. Les derniers grands affrontements inter-palestiniens remontaient à novembre 1994. Des combats opposant déjà les forces de sécurité à des militants du Hamas autour de la mosquée Palestine, alors bastion du mouvement islamiste, avaient fait quinze morts. Les événements de lundi se sont ajoutés à de précédents actes de défiance contre les

autorités, dans les camps de réfugiés de la bande de Gaza, notamment à Jabaliyé, ainsi qu'à Rafah où deux postes de la sécurité préventives avaient été brûlés le 27 septembre par une foule en colère après la mort de trois Palestiniens dans des circonstances peu claires. Ils ont suivi de peu le nouvel appel lancé le 6 octobre par l'Autorité palestinienne au respect du cessez-le-feu proclamé le 18 septembre, au nom des intérêts palestiniens.

Le chef de l'Autorité, Yasser Arafat, qui s'était rendu le matin en Egypte pour s'entretenir avec Hosni Moubarak de la situation nouvelle créée par les bombardements américains sur l'Afghanistan, a tenté de reprendre rapidement le contrôle d'une situation déléter. Dans la soirée, un communiqué émanant du Haut comité des forces nationales et islamiques mis en place depuis les débuts de l'Intifada a invité toutes les factions pales-

tiniennes à l'unité, Hamas compris. « Ce qui s'est passé à Gaza aujourd'hui va à l'encontre de notre Intifada qui unit les Palestiniens par le sang », a précisé le communiqué.

Plusieurs responsables palestiniens se sont également efforcés de récuser la rhétorique déployée par Oussama Ben Laden. Yasser Abed Rabbo, ministre de l'information, a ainsi dénoncé un « amalgame », soulignant que « l'oppression, le terrorisme et les assassinats dont nous sommes victimes ne justifient en aucun cas que l'on tue ou terrorise des civils à Washington, New York, ou ailleurs ». La veille, aucun responsable palestinien n'avait souhaité réagir aux frappes américaines, alors que le Hamas et le Djihad islamique, opposés par ailleurs au cessez-le-feu, les avaient vivement condamnées.

Les enterrements des victimes des affrontements, mardi, devai-

ent constituer un test important pour la capacité de l'Autorité palestinienne à garder le contrôle des événements. Cette dernière n'a pas lésiné sur les moyens pour éviter que les troubles fassent tache d'huile, alors que la Cisjordanie, lundi, était restée dans l'ensemble plutôt calme à l'exception de Jérusalem ou une manifestation de soutien à Oussama Ben Laden avait rassemblé environ deux mille personnes. A Gaza, l'université islamique et celle voisine d'Al-Azhar, bastion du Fatah, ont été fermées jusqu'à nouvel ordre ainsi que toutes les écoles pour la journée de mardi. Une stricte censure a été pratiquée à l'encontre des journalistes présents sur place. Dès la fin de matinée, enfin, l'unique point de passage d'Erez, au nord de la bande de Gaza, avait été provisoirement fermé aux étrangers.

Gilles Paris

La traque du dirigeant d'Al-Qaida accentue les divisions au sein de la Ligue arabe

LE CAIRE

de notre correspondant

Les frappes américaines ont transformé le monde arabe en un puzzle dont les morceaux seront presque impossibles à rassembler à court terme. En effet, les divisions qui se sont opérées dépassent aujourd'hui les clivages qui séparaient auparavant les classiques anti-américains comme l'Irak des pro-américains comme le Koweït.

Dans la nouvelle donne on trouve désormais des alliés « tièdes » comme l'Egypte et des adversaires « amicaux » comme le Soudan. Et si cela ne suffisait pas, les lignes de clivage apparaissent aussi au sein d'un même pays d'une part entre régime et opinion publique et d'autre part entre courant libéral et islamiste.

Dans ces conditions, les chances de succès de la réunion ministérielle arabe prévue, mercredi 10 octobre, en marge des travaux de la conférence des chefs de diploma-

tie de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) à Doha, sont très minces. Pour tenter de masquer l'apparition de ces divisions au grand jour, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a affirmé, au Caire « qu'aucun pays arabe ne pouvait accepter le terrorisme international ». Il a aussi appelé à « la retenue » et à la nécessité d'éviter « un élargissement de la confrontation ». « Il ne faut porter atteinte à aucun pays arabe », a conclu Amr Moussa. Ces propos pourraient bien servir de base à la discussion et à la déclaration commune.

LA SYRIE CONCILIANTE

Quelle que soit la teneur de la déclaration qui sera adoptée par les Etats arabes, celle-ci ne changera pas la situation sur le terrain. L'Irak reste foncièrement anti-américain et demeure le seul pays arabe à ne pas avoir condamné les attentats du 11 septembre. Déjà soumis aux raids américano-britan-

niques depuis une dizaine d'années, le régime de Bagdad estime qu'il n'a rien à perdre en se positionnant ouvertement contre les frappes. « Une agression criminelle », selon le quotidien Babel dirigé par le fils du président Saddam Hussein qui fait le rapprochement entre les frappes contre « le peuple Afghan » et les raids « contre le peuple irakien ».

La Syrie, autre pays dans le colimateur de Washington pour son soutien au Hezbollah libanais et l'accueil fourni à plusieurs organisations palestiniennes considérées comme « terroristes » a adopté une attitude plus conciliante. « Avec le début des opérations militaires américaines et britanniques contre l'Afghanistan, nous insistons sur l'importance de notre appel à un effort international sous l'égide de l'ONU afin de trouver des mécanismes efficaces pour éradiquer le terrorisme », a indiqué Radio-Damas dans un commentaire. « Une maturité qui s'explique par le

désir de la Syrie de ne pas donner prise à ceux qui voulaient empêcher son élection comme nouveau membre au Conseil de sécurité de l'ONU » estime un analyste.

PAS D'ÉTATS D'ÂME AU KOWEÏT

Dans le camp des alliés des Etats-Unis, la prudence est de mise. Le prince Saoud Al-Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, a admis qu'il « y avait une preuve évidente » qu'Oussama Ben Laden était « lié » aux attentats anti-américains. Le chef de la diplomatie du royaume wahhabite s'est refusé à en dire plus afin de ne pas accorder le moindre crédit au chef de l'organisation Al-Qaida qui, depuis des années, dénonce le régime saoudien qui, à ses yeux, « permet aux mécréants de souiller la terre de Mahomet ». La péninsule arabique abrite en effet les deux grands lieux saint de l'islam, la Mecque et Médine.

Si le gouvernement koweïtien n'affiche aucun état d'âme dans

son soutien à la lutte anti-terroriste, la société koweïtienne, elle, est profondément divisée. Les libéraux sont passés de la défensive à l'attaque contre les fondamentalistes islamiques. Ils ont trouvé dans les associations caritatives islamiques soupçonnées de financer, sciemment ou inconsciemment,

La Jordanie dénonce

« la sale guerre »

La Jordanie est une fois de plus sur la corde raide. Les islamistes, notamment les Frères musulmans, qui sont puissant au Royaume Hachémite du jeune roi Abdallah II, ont dénoncé « la sale guerre d'extermination ». Partant du principe qu'il vaut mieux prévenir que guérir, le gouvernement a mis en garde contre toute « tentative de déstabilisation ». Dans le royaume, le discours d'Oussama Ben Laden fait recette notamment celui sur injustices subies par les Palestiniens et « le martyre des enfants irakiens » victimes des sanctions imposées à Bagdad. Ces propos recueillent un large écho auprès d'une grande partie de l'opinion publique même si celle-ci n'éprouve pas toujours de la sympathie Ben Laden. Que se passera-t-il si des bavures sont commises au cours des frappes en Afghanistan ? - (Corresp.)

les mouvements extrémistes musulmans leur cheval de bataille. Profitant des pressions américaines sur le Koweït qui vient de signer un accord de coopération avec les Etats-Unis en matière de renseignement, les libéraux ont obligé le gouvernement à adopter des mesures pour contrôler dorénavant ces associations. Ces décisions ont provoqué les protestations du puissant courant islamiste qui dispose de la majorité au Parlement.

Le changement le plus remarquable est cependant celui de la junte islamiste soudanaise. Ce régime avait pourtant offert l'asile à Ben Laden pendant des années. Aujourd'hui, il coopère pleinement avec les Américains.

Il va même au devant des demandes des services de sécurité de Washington en matière d'informations sur les groupuscules extrémistes musulmans qui étaient basés au Soudan. Khartoum espère que cette coopération va se traduire par une levée des sanctions économiques et surtout par un feu vert donné aux compagnies pétrolières américaines pour investir au Soudan. Cela n'a cependant pas empêché le pouvoir islamique du général Omar Al-Béchir de condamner les frappes américaines. « Pour la consommation locale » explique un expert.

Alexandre Bucciantini

Au Niger, on dénonce « le grand Satan du monde »

SOLIDARITÉ, soutien, mais incitation à la prudence : les premières réactions officielles au lendemain des premières attaques américaines en Afghanistan oscillent autour de ces attitudes alors même que les opinions publiques semblent plus partagées quand elles ne sont pas hostiles à Washington.

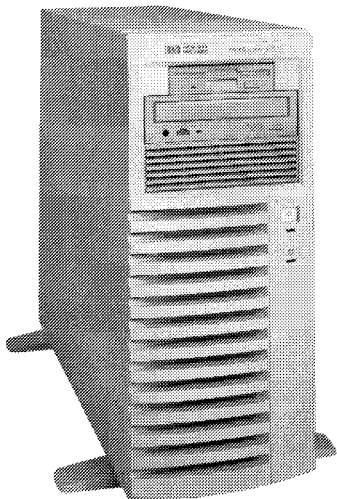
Prévenu dimanche 7 octobre de l'imminence de l'attaque américaine et mandaté par les Etats-Unis pour relayer la nouvelle dans la région, le président du Nigeria, Olesegun Obasanjo a donné le ton en réaffirmant, par la voix de son porte-parole, son « soutien à un effort international concerté pour combattre le terrorisme ». « Nous voyons la guerre contre le terrorisme comme une action qui n'est pas dirigée contre une race, un pays ou une religion », a ajouté le porte-parole de la présidence. C'est (une guerre contre) des individus ou groupes qui utilisent le terrorisme contre l'humanité. Dans le même temps, cependant, plusieurs milliers de manifestants défilaient dans la ville (musulmane) de Kano, dans le nord du pays, au cours de laquelle les organisateurs exprimaient leur soutien à Oussama Ben

Laden, le responsable présumé des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Une solidarité identique est perceptible au Niger, pays voisin, où les Etats-Unis sont désignés par des responsables islamiques comme « le plus grand Satan du monde ».

En revanche, l'Afrique du Sud, pourtant politiquement proche des Etats-Unis, n'a pas jusqu'à présent, commenté les frappes, le pouvoir estimant, lundi, qu'il ne disposait pas de détails suffisants pour se prononcer. « Les détails des frappes militaires, y compris la nature des cibles, sont encore imprécis », a fait valoir le gouvernement sud-africain dans un communiqué.

En Afrique de l'Ouest, la presse fait montre d'un scepticisme que l'on retrouve dans le quotidien *Le Soleil* lorsque son éditorialiste s'interroge sur le « dilemme » qui se pose au monde : « ne pas punir les terroristes, c'est courir le risque de voir des gens enragés dicter leurs lois (...) mais éliminer des gouvernements sous prétexte qu'ils soutiennent des terroristes, c'est aussi exposer la planète à une guerre sans fin, pouvant déboucher sur l'apocalypse ». (AFP, Reuters.)

Prêt à l'emploi,
prix incroyable.



hp netserver e800 (P5370T)

- Équipé du processeur Intel® Pentium® III 933 MHz, évolutif bi processeurs
- Mémoire 128 Mo extensible à 2 Go
- Disque dur 18 Go 10 000 tpm (extensible 144 Go)
- Lecteur CD-ROM
- Adaptateur réseau 10/100 base T
- Lecteur DAT 24i inclus

13 490 Fht* 2 056,54 €ht*



0826 800 400 (0,98 Ftc la min), en précisant le code "rentrée" - www.hp.com/fr

Hewlett-Packard 2001. Tous droits réservés. HP invent est une marque déposée de Hewlett-Packard. Intel®, le logo Intel® Inside® et Pentium® sont des marques ou des marques déposées de Intel Corporation ou de ses filiales aux Etats-Unis ou dans les autres pays. Toutes les autres marques sont fournies à titre de simple information et appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Offre exclusivement réservée aux professionnels du 11 octobre au 31 octobre 2001 dans la limite des stocks disponibles, chez les revendeurs participant à l'opération (les revendeurs sont libres de leur politique tarifaire). *Prix conseillés. Les prix varient fréquemment et sont sujets à réajustement sans préavis. Photo non contractuelle.



Les bombardements en Afghanistan provoquent la colère en Afrique de l'Est

NAIROBI

de notre correspondant

A 21 heures, au moment du journal télévisé, il se fait d'ordinaire un grand silence parmi les consommateurs

REPORTAGE

Cette lointaine « guerre contre la terreur », semble promettre peu de justice

teurs agglutinés devant le récepteur de télévision au *Sipper's Pub*, un bar de la capitale kenyane fréquenté par la classe moyenne. Mais, lundi soir 8 octobre, lorsque les images des forces aéronavales américaines engagées dans les frappes sur l'Afghanistan apparaissent à l'écran, les buveurs se détournent du poste, tandis qu'enfle le ton des conversations. Henry Njuguna, étudiant en communication, résume l'agacement général : « *Que sommes-nous censés faire ? Regarder ces images de porte-avions du matin au soir et applaudir ? S'il y a des preuves, qu'on arrête les terroristes et qu'on les juge. Ces frappes sont brutales, elles risquent d'avoir des effets désastreux. Quand on frappe un nid de guêpe, on a toutes les chances d'être piqué. Malheureusement, c'est nous, en Afrique, qui allons souffrir. Quand les terroristes voudront se venger, rien n'est plus facile que de se glisser dans nos pays depuis le Golfe ou le Moyen Orient. Notre région est la plus vulnérable de la planète.* »

Pays traditionnellement proche des Etats-Unis et d'Israël, le Kenya ne vient pas de se découvrir une hargne anti-américaine. Frappés par un acte terroriste aux origines similaires, il y a trois ans, lorsqu'un attentat contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi, déjà attribué à Oussama Ben Laden, avait fait deux cent treize morts, dont douze Américains, les Kenyans avaient été globalement saisis de compassion pour les victimes de New York et de Washington. Pour ces crimes, comme pour ceux de 1998, ils attendaient un châtement exemplaire. Mais cette lointaine « guerre contre la terreur », entamée dans le flou télévisuel, semble promettre peu de justice et beaucoup de dérapages. Irène Wangai, informaticienne, s'inquiète de voir le Kenya entraîné malgré lui dans le conflit : « *Les Américains achètent leurs soutiens. L'Inde a eu son chèque, le Pakistan le sien, et le Kenya suivra bientôt. On nous prend pour des enfants, mais il arrivera peut-être que nous aussi, dans nos pays pauvres, nous en avons assez et que nous renvoyions les Etats-Unis avec leurs dollars. Les terroristes, eux, ont déjà une monnaie plus forte : c'est leur sang. Nous aurions tort de croire les Américains lorsqu'ils nous disent que des missiles vont frapper tous les hommes prêts à mourir pour Ben Laden sur cette planète. Certains d'entre eux sont sans doute déjà cachés au Kenya et ils vont devenir enragés.* »

Vingt-quatre heures après le début des opérations, aucune déclaration officielle n'avait encore précisé le point de vue du Kenya, de l'Ouganda ou de la Tanzanie au sujet des frappes, reflet de l'embarras des gouvernements d'Afrique de l'Est à applaudir une opération militaire qu'une partie

au moins de leur population désavoue. Les journaux témoignent plus franchement de la circonspection ou de l'agacement ressentis dans la région à l'ouverture des hostilités : « *Un mois après les attaques terroristes sur New York et Washington, les Etats-Unis et leurs alliés ont finalement commencé la guerre* », écrit un éditorialiste du *Kenya Times*, le journal gouvernemental. « *Cette guerre est mauvaise. (...) Elle est mauvaise car elle affectera des multitudes d'innocents qui ne sont ni du côté des Etats-Unis, ni du côté des terroristes (...) Des vies seront perdues, tandis que la pauvreté se répandra. Ceci signifie que de nombreux pays vont payer le prix fort pour cette guerre. Ici, au Kenya, où nous avons déjà été touchés par le terrorisme et sommes, aujourd'hui, des cibles potentielles, le coût sera immense* », rajoute-t-il.

Encore timides, ces critiques risquent sans doute de prospérer au rythme des « dommages collatéraux » et des vagues de bombardements sur l'Afghanistan, mais les autorités ont veillé jusqu'ici à ce qu'elles ne se transforment pas en tremplin de soutien à Oussama Ben Laden. Sur la Côte de l'océan Indien, des Imams avaient appelé la semaine passée à une manifestation de protestation contre le soutien du Kenya aux Etats-Unis. Elle a été aussitôt interdite par les autorités. Quant à la poignée de graffitis à la gloire de Ben Laden qui

Vingt-quatre heures après le début des opérations, aucune déclaration officielle n'était venue du Kenya, d'Ouganda ou de Tanzanie, reflet de l'embarras des gouvernements

avaient fleuri çà et là sur les murs, ils ont été effacés en quelques heures par la police. En Ouganda, le gouvernement a de son côté engagé formellement les radios à éviter les commentaires « irresponsables et provocateurs » sur les événements, anticipant une flambée de critiques contre l'opération dirigée par les Etats-Unis en Afghanistan. Au Soudan, le gouvernement islamique appelle à mettre un terme à « cette guerre contre un pays musulman ». « *Nous rejetons cette guerre car elle ne peut constituer un moyen efficace pour combattre la violence* », indique un communiqué publié à l'issue d'une réunion du cabinet présidé par le général Omar Al-Béchir. En Tanzanie, où vit une importante communauté musulmane, certains titres vont plus loin : « *La guerre ne serait pas dirigée contre des musulmans ? Vaine rhétorique !* », affirme l'hebdomadaire *L'Express*, qui évoque la « *paranoïa* » des pays occidentaux qui « *voient un ennemi dans chaque musulman* ».

Jean-Philippe Rémy

Inquiétude en Malaisie et en Indonésie après l'intervention américaine

Les extrémistes islamistes cherchent à tirer profit de la situation

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Le début des frappes contre Al-Qaïda et les talibans a entamé la marge de manœuvre des gouvernements qui gèrent des populations à majorité musulmane, ce qui est le cas en Malaisie et, surtout, en Indonésie. Djakarta a ainsi indiqué « *suivre avec une vive préoccupation l'action militaire en cours en Afghanistan à la suite de l'attaque terroriste du 11 septembre* » aux Etats-Unis. Le communiqué du ministre indonésien des affaires étrangères poursuit en « *insistant sur le fait que les opérations doivent avoir un caractère limité afin d'épargner des vies humaines* », ce qui semble quelque peu en retrait par rapport à l'appui offert par la présidente, Megawati Sukarnoputri, lors de sa visite à Washington, fin septembre. De son côté, le premier ministre malaisien n'a annoncé « *aucune initiative propre à soutenir cette action* ». Tout en maintenant son appui à la guerre contre le terrorisme déclenchée par les Américains, le D' Mahathir Mohamad a estimé que les frappes occidentales contre l'Afghanistan ne peuvent déboucher que « *sur une catastrophe pour ce pays* ».

La réprobation ainsi exprimée s'explique, au moins en partie, par la crainte de voir des opposants islamistes augmenter leur audience auprès de publics musulmans pour lesquels guerre antiterroriste et agression contre l'islam se confondent. En Malaisie, le Parti Islam Se-Malaysia (PAS), qui domine une opposition parlementaire réduite, a dénoncé les frappes occidentales comme « *un acte de terrorisme* ». Le numéro deux de ce parti a accusé les Etats-Unis d'être des « *criminels de guerre* ». Le D' Mahathir, cependant, tient encore fermement la barre.

« TERRORISME D'ÉTAT »

La situation en Indonésie paraît plus volatile. En prélude à de plus amples manifestations prévues vendredi 12 octobre, deux cents à trois cents personnes se sont rassemblées, lundi 8 octobre, à Djakarta, devant la chancellerie américaine, pour appeler à la rupture diplomatique avec Washington ou à la « *guerre sainte contre les Etats-Unis terroristes* ». L'ambassade américaine a été placée sous la protection de la police anti-émeutes et une douzaine de blindés ont été stationnés à proximité. Largement minoritaires dans un pays qui compte près de deux cents millions de

musulmans, les extrémistes islamistes n'en sont pas moins actifs et peuvent servir les intérêts de mouvements politiques hostiles au gouvernement. Le ministre des affaires étrangères a d'ailleurs appelé la population « *à ne pas entreprendre des actions qui pourraient porter atteinte à l'ordre public* ».

Les réactions des grandes organisations musulmanes témoignent de leur malaise. Le Nahdlatul Ulama, plus vaste organisation d'Oulémas de la planète, a exprimé ses « *regrets* » à la suite des bombardements de l'Afghanistan et relevé que ces derniers « *offrent une raison aux éléments durs de répondre aux attaques de façon imprévisible* ». Le chef de la Muhammadiyah, deuxième mouvement de masse musulman d'Indonésie, a évoqué un « *terrorisme d'Etat* » et un acte « *très imprudent* ». Enfin, le Conseil indonésien des Oulémas, organe conservateur, a parlé de « *manifestation d'arrogance et de tyrannie, contre l'humanisme, la justice et la vérité* ».

Des mesures ont été prises pour assurer la sécurité des étrangers qui se sentent les plus menacés, à commencer par les Américains, les Britanniques et les Australiens.

Jean-Claude Pomonti



Les frappes américaines mettent le président égyptien dans une position délicate

L'attaque de l'Afghanistan a provoqué des manifestations, lundi, au Caire. Les étudiants ont traité George Bush d'« ennemi d'Allah ».

Pourtant Hosni Moubarak doit préparer son peuple à la perspective d'un engagement solide au côté de la coalition

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

La priorité du président égyptien, Hosni Moubarak, est claire : il lui faut maintenir l'indispensable équilibre entre la dépendance de son pays à l'égard des Etats-Unis - Washington l'assiste économiquement et militairement à raison de 2 milliards de dollars l'an - et le souci de calmer les ardeurs d'une rue prompte à s'agiter en raison du début de la campagne de frappe américaine en Afghanistan. Certes, l'Egypte et ses 65 millions d'habitants reste sous la houlette autoritaire de l'héritier de Sadate et la rue reste sinon baillonnée, tout au moins sévèrement encadrée. Et si les dernières élections législatives de novembre 2000 n'ont pas été entachées par les fraudes habituelles et ont marqué un recul du Parti national démocrate (PND), celui du pouvoir, le rais reste solidement aux commandes d'un appareil d'Etat dont la nature est celle d'une « dictature molle ».

Les observateurs de la scène caïrote s'interrogent donc sur l'attitude que va adopter M. Moubarak. Dans un contexte fort différent de la guerre du Golfe, avamcent certains, le président veillera soigneusement à ne pas apparaître comme le complice d'une attaque contre un pays musulman, fut-ce celui des talibans, cordialement méprisés ici. Mais solidarité avec l'Amérique oblige, affirment d'autres, le président est en train de préparer le terrain à son peuple dans la perspective d'un engagement solide au côté de la coalition. D'autant qu'il ne lui a pas été demandé d'apporter le concours de ses troupes dont Washington n'a nul besoin : c'est

sur le plan du renseignement que l'Egypte revêt toute son importance. Ce qui ne risque pas de faire de vagues trop fortes dans les universités... « Après tout, remarque un analyste, si (Hosni) Moubarak pouvait finalement apparaître comme un modérateur qui, tout en insistant sur une nécessaire coopération anti-terroriste, a exhorté l'Amérique à la retenue tout en demandant à George Bush de faire pression sur (Ariel) Sharon pour faire avancer la question palestinienne, ce serait tout bénéfice pour lui ! »

L'Egypte a longtemps été au centre du volcan islamiste, quand les extrémistes musulmans se sont levés contre les régimes « impies » du monde arabe, surtout à partir des années 1980, c'est-à-dire au lendemain de la paix israélo-égyptienne signée à Camp David (près de Washington) et après la révolution iranienne. Il n'y a qu'à consulter la liste des associés égyptiens de Ben Laden pour prendre la mesure du rôle joué par les radicaux de ce pays : D'abord, il y a Ayman Zawahiri, considéré comme le bras droit d'Oussama Ben Laden.

L'homme est un docteur caïrote d'une redoutable intelligence, devenu dans les années 1980 le chef du Djihad, l'une des deux grandes formations islamistes armées de l'Egypte. En 1986, il disparaît pour refaire surface dix ans plus tard en Afghanistan. Il y est toujours. Les services égyptiens estiment qu'il a été derrière les attentats contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya, en 1995. « Son nom a été constamment associé à tous les incidents impliquant les extrémistes islamistes depuis les années 1970. Et

son expérience est bien plus étendue que celle de Ben Laden », explique le chercheur Dia'a Rashwan, l'un des meilleurs spécialistes égyptiens des questions islamistes. I

Il y a aussi un certain Sobhi Sohat, censé présider « l'armée islamique de libération des lieux saints », qui a revendiqué la paternité de ces mêmes attentats. Il est lui aussi en Afghanistan où sa propre fille a épousé le fils de Ben Laden, en janvier, à Kandahar. On peut également mentionner Mohammed

D'ia Rashwan explique que les tenants de la lutte armée, s'appuyant sur le concept du Djihad, ont eu parfois des objectifs contradictoires : « Les responsables du Djihad islamique ont développé une stratégie de confrontation directe avec l'Etat pour renverser le gouvernement par le biais de l'action clandestine tandis que les leaders de la Gamaa Islamiya ont cherché à combiner violence et réislamisation de la société », affirme-t-il en faisant référence aux deux grands mouve-

ments islamistes égyptiens. Au final, les deux organisations ont fini, au lendemain du sanglant massacre de Louxor où cinquante-huit touristes ont été tués par des extrémistes, en novembre 1997, par déclarer une trêve avec l'Etat égyptien. Celle-ci tient toujours et les incidents signalés parfois en province tiennent sans doute plus du banditisme que de l'assaut désespéré des soldats perdus de l'islamisme. « Les réseaux de la lutte armée ont été totalement éradiqués

par le régime », note encore M. Raswhan. Reste que de nombreux facteurs sociaux, économiques et internationaux n'interdisent pas de penser, comme le redoutent certains analystes, que la république égyptienne n'est jamais à l'abri du retour à la violence. Même si tous les grands leaders de la mouvance sont aujourd'hui soit en Afghanistan, morts ou en prison.

La crise économique, l'impact des « ajustements structurels » sur le chômage, la lassitude quasi générale face à un régime qui ne songe visiblement que de se succéder à lui-même, sont forcément des facteurs d'instabilité. L'attitude de M. Moubarak n'est certes pas dépourvue d'ambiguïté : l'arrestation récente d'une cinquantaine d'homosexuels, celle d'un intellectuel américano-égyptien, Saïd Ibrahim, différentes affaires de censure à l'égard de livres jugés « indécents » ou « pornographiques » sont interprétées comme une volonté du rais à ne pas heurter la sensibilité des plus conservateurs.

L'activiste des droits de l'homme Gasser Abdel Razek note ainsi que « toute tolérance a disparu. Quand Moubarak faisait face à la menace islamiste, il avait intérêt à s'assurer le concours des libéraux. La trêve de 1997 avec les mouvements de lutte armée a mis fin à tout cela. En fait, le régime frappe dans toutes les directions, les frères musulmans [le grand mouvement de l'Islam politique né en Egypte dans les années 1920], comme les ONG, les intellectuels. Moubarak a élargi le champ de ses cibles »

Une seule chose soude en fait

les Egyptiens : un sentiment anti-américain qui s'appuie sur le rejet de la politique de Washington à l'égard d'Israël, même si ces réactions sont largement instrumentalisées à son profit par le gouvernement. L'intellectuel frère musulman Issam Eriyan, considéré comme modéré, estime que « l'immobilisme de la scène politique donne l'impression qu'une transition non violente est impossible ici ». Les frères musulmans, comme il le souligne en riant, « est un mouvement légal-illégal, interdit mais toléré et sous surveillance ». M. Eriyan, qui a passé cinq ans de sa vie en prison, souligne également que la « corruption, les difficultés économiques, l'affaiblissement des structures sociales (famille, éducation) peuvent donner des raisons à une certaine jeu nesse de reprendre le chemin de la violence ». Les frères musulmans, qui recrutent notamment dans la petite bourgeoisie conservatrice, ont toujours dénoncé les méthodes et les fins de la lutte armée, même si les tenants de celle-ci pouvaient être issus, jadis, de ce mouvement.

L'Egypte va mal. Les prochains développements de la situation internationale, permettront de savoir comment va réagir ce pays pivot du monde arabe à l'heure où l'opinion publique s'émeut des attentats anti-américains tout en condamnant par avance une action violente et concertée contre l'Afghanistan. Il est vrai que pour la plupart des Egyptiens, Ben Laden n'est pas coupable. Et que les Etats-Unis paient le prix des « excès » de sa politique...

Bruno Philip

Prudence des autorités et colère des étudiants

LE CAIRE

de notre correspondant

Prudent soutient des autorités, colère des étudiants et attentisme de la majorité silencieuse : tel est le sentiment des Egyptiens après deux nuits de raids en Afghanistan. La première et la plus significative des réactions officielles a été celle d'Oussama el Baz, conseiller politique du président égyptien Hosni Moubarak. Un modèle dans le genre « soutien réservé ». En effet, Oussama el Baz, a mis trois conditions à son soutien des frappes américaines. « Si les Etats-Unis ont des preuves concluantes qu'Oussama Ben Laden et son groupe Al-Qaida ont perpétré ces actes terroristes et si le gouvernement afghan les a aidés à les perpétrer ou les cache, alors Washington a le droit de riposter ». Troisième condition: la riposte doit se faire « dans le respect de toutes les lois internationales ». Le conseiller du rais a aussi souligné la préoccupation des autorités égyptiennes pour le sort du peuple afghan. « Ce sont des civils innocents » a-t-il expliqué avant de souhaiter que les frappes « n'entraînent pas une aggravation de la misère du peuple afghan ».

Ces précautions de la part du res-

ponsable, pourtant considéré comme un proche des Etats-Unis, reflètent la préoccupation des autorités face à une opinion publique anti-américaine qui a déjà exprimé sa condamnation des raids américains. Une dizaine de milliers d'étudiants ont en effet manifesté, lundi 8 octobre, dans plusieurs universités égyptiennes. C'est à l'université islamique d'Al Azhar qu'ont eu lieu les rassemblements les plus importants. Les étudiants ont qualifié le président George Bush « d'ennemi d'Allah ». Dans les universités du nord du pays, les slogans ont été encore plus violents. Les manifestants ont appelé le gouvernement à autoriser « la mobilisation pour le Djihad afin de combattre les juifs et les Américains qui veulent anéantir l'Islam ». Les étudiants se sont également fait l'écho des craintes de beaucoup d'Egyptiens de voir le conflit s'élargir. « Après l'Irak et l'Afghanistan, ce sera le tour de l'Egypte et du Soudan » ont-ils scandé.

Toutefois, ces manifestations ne constituent pas encore un vrai sujet de préoccupation pour les autorités. En effet, les étudiants sont restés dans le campus et ne

ont pas sortis dans la rue. Une manière d'éviter la confrontation avec les brigades anti-émeutes stationnées aux portes des universités. Autre élément important, les manifestants appartenaient pour la plupart à la mouvance islamiste, un courant plus réceptif aux déclarations anti-occidentales d'Oussama Ben Laden. Les choses pourraient se compliquer si la colère débordait du cadre islamiste et étudiant. Le Caire craint surtout que les frappes s'éternissent jusqu'au ramadan, à la mi-novembre.

En attendant, les plus grandes manœuvres multinationales du monde baptisées *Bright Star* ont commencé sur la côte ouest égyptienne avec la participation de 20 000 militaires américains dont des Delta Force, ces commandos de l'US Air Force dont un contingent se trouve actuellement en Ouzbékistan pour une mission de « recherche et sauvetage ». En dépit des circonstances, le Caire n'a pas reporté ces manœuvres qui ont lieu tous les deux ans. Un risque calculé, justifié par l'aide américaine annuelle de 2 milliards de dollars.

Alexandre Buccianti

« Les Etats-Unis nous forcent à les haïr ! »

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

L'homme est empâté, moustachu, d'allure débonnaire dans sa galabeya de coton à rayures. Assis dans un surprenant salon rétroci par les masses des fauteuils couverts de tissu et couronnés de moulures de bois doré, tapis imitation persan au sol, table en verre et coupes en simili cristal pour servir le Seven Up, Ahmed personnalise jusqu'à la caricature la petite classe moyenne égyptienne « arrivée ». Arrivé pas très loin, d'ailleurs, puisque ce quadragénaire, fonctionnaire dans une banque, habite, avec sa famille, dans une modeste demeure d'Imbaba, quartier dit « informel » : ce qui signifie que l'on a construit ici sans permis sur des terres agricoles. L'immense bidonville s'est ainsi étendu au gré du temps et de l'exode rural, symbole vivant de la surpopulation de la mégalopole caïrote (13 millions d'habitants) avec ses rues défoncées, ses restaurants ouverts tard dans la nuit, ses hommes en turban tétant leur *chicha* (pipe à eau) dans la fraîcheur du soir.

UN HOMME EN COLÈRE

Ahmed est un homme en colère, mais il a des idées très arrêtées sur ce qu'il décrit comme la « dangereuse situation internationale » créée par les attentats aux Etats-Unis. « Le terrorisme, l'Egypte sait ce que c'est, puisqu'elle a été la première à en subir les conséquences au temps où les [extrémistes islamistes] étaient actifs. Mais pourquoi les Etats-Unis veulent-ils faire une nouvelle croisade ? Pourquoi dire au monde : "Vous êtes contre nous ou avec nous" ? »

Suit un discours récurrent, connu, mêlant bon sens et anti-américanisme primaire, haine d'Israël et méfiance de l'Europe et de l'Occident : « Où sont les Américains quand les Palestiniens se font bombarder par les avions de marque américaine d'Israël ? Où étaient les Américains quand ils créaient Ben Laden, ce même Ben Laden qui leur est hostile aujourd'hui, mais qui est pourtant resté le même homme ! Hier, l'Amérique a été attaquée, alors tout le monde doit faire bloc autour de la grande puissance. Je ne suis pas d'accord ! »

Le moindre des dangers, selon lui, est d'ailleurs bien d'élargir « l'écart qui existe déjà entre le monde musulman et l'Occident ». D'autant que, continue notre banquier, « les Etats-Unis ne font qu'une seule chose : utiliser les pays musulmans. Ils ont besoin du Pakistan pour sa proximité avec l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite pour son soutien politique et financier, et, plus largement, de l'accord du monde arabe pour bâtir leur coalition. Ça rend les Arabes furieux un tel égoïsme ! En fait, les Etats-Unis nous forcent à les haïr ! »

Mais tout cela n'empêche pas Ahmed, musulman pieux, anti-extrémiste et bon père de famille, d'assurer : « Qu'ils tuent donc Ben Laden et les terroristes ! J'en serai le premier ravi. Si ce sont des musulmans qui sont responsables des attentats, eh bien, ce ne sont pas des musulmans ! Ils disent qu'ils le sont, mais c'est faux ! Mais qu'on épargne ce pauvre Afghanistan qui n'a pas besoin de morts en plus ! » Et Ahmed conclut, définitif : « De toute façon, dans cette histoire, quels seront les perdants ? Les musulmans, bien sûr ! »

B. P.

Après les attentats, « j'ai été heureux, et puis j'ai réfléchi »

LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Ici, tout le monde l'appelle Hassan « Karaté ». Surnom approprié pour cet homme de trente-quatre

PORTRAIT

Hassan, l'islamiste égyptien repenté, en veut surtout aujourd'hui à M. Moubarak

ans qui connut son heure de gloire sur les tatamis : trois fois le titre de champion d'Egypte dans cette martiale et japonaise spécialité ! Aujourd'hui, Hassan tient un stand de pâtisseries en plein cœur du quartier populaire d'Imbaba qui fut, avant la trêve déclarée en 1997 par les organisations de lutte armée islamistes, un repaire des militants de la Gamaat Islamiya. Celle-ci était l'un des deux mouvements extrémistes égyptiens dont les figures de proues, proches de Ben Laden, résident depuis des années en Afghanistan. Hassan, au temps des années chaudes, mit ses talents de voyou des faubourgs au service de la Gamaat, dont il devint un militant local connu. Mais c'était il y a longtemps, quand, en 1992, Imbaba fut « assiégée » durant plus d'un mois par les forces de sécurité qui y entrèrent ensuite pour casser de l'islamisme, le temps où les « émirs » du mouvement paraient dans cet immense bidonville devenu ville où logent, dans la crasse, la fumée et la promiscuité, environ 700 000 personnes. Et en ce soir d'octobre, à une heure avancée de la nuit caïrote, assis sur une chaise bancale devant son étal, mâchonnant l'embout de sa pipe à eau, crachant à l'occasion dans la poussière et ponctuait son discours de grand rire, Hassan le « repenté » repense aux jours anciens.

« L'objectif, bien sûr c'était de renverser ce gouvernement et tout ce que nous faisons c'était dans ce but : les réunions avec nos "frères", l'agitation syndicaliste, les manifs, le soutien aux islamistes afghans. Mais pour moi, maintenant, la lutte c'est fini. Même à l'époque, on se disait : faisons attention, mieux vaut être en liberté et militer, parler, que de crouper en prison. » Hassan « Karaté », le pragmatique, a tout de même été incarcéré par deux fois, durant plusieurs mois.

A sa manière, il symbolise un étrange échantillon de ce que purent être certains de ces petits « caïds » locaux qui versèrent un

temps dans la lutte armée. Autant pour échapper à leur condition que pour continuer à faire la loi dans les rues. Car les activistes recrutèrent, comme c'est encore le cas aujourd'hui, chez les défavorisés : élevé dans un milieu de violence, au sein d'une famille pauvre, fils de boulanger, Hassan trouva son inspiration dans les films de kung-fu. C'est en tout cas ce que soutient le chercheur suisse Patrick Haenni, auteur d'une thèse sur « Imbaba, banlieue indocile » : selon lui, le futur fier-à-bras de la Gamaat « a pris sa revanche, ne serait-ce que de manière symbolique, dans les salles obscures après tant d'années d'humiliation ». Ainsi, les islamistes avaient de surprenants alliés, puisque lorsqu'il faut recruter, l'on se doit de ratisser large. Même si Hassan est sans doute loin de définir les contours du portrait-robot type des militants acharnés des « années de plomb » de l'Egypte.

Car Hassan le repenté a finalement « mal tourné ». De son pro-

Hassan « Karaté », au temps des années chaudes, mit ses talents de voyou des faubourgs au service des islamistes

pre aveu, le barbu rigolard avoue boire de la bière, tromper sa femme et trouver « pénible » son frère qui le bassine en passant à la maison des cassettes religieuses. « Après tout, dit-il, c'est vrai, nous avons perdu, la répression de l'Etat nous a forcés à plier, mais je suis prêt à m'engager de nouveau si un leader se levait pour réveiller les gens. » Il ajoute aussitôt : « Et après tout, peu importe que cela soit au nom des valeurs islamistes ou de la démocratie laïque ! »

Mais pense-t-il que, chômage et détérioration sociale aidant, les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets, c'est-à-dire entraîner un regain de l'extrémisme musulman ? « Les réseaux sont cassés par les services dès qu'ils se reconstituent. Mais les nouveaux militants sont encore plus radicaux que nous l'étions. » Et la répression ? Hassan lâche l'embout de la

chicha et lâche doucement : « Depuis les attentats contre l'Amérique, elle est trois fois pire qu'avant. Les arrestations se multiplient dans le quartier. » A propos des attentats aux Etats-Unis, « Karaté » confie avoir « été heureux, au début, que l'Amérique soit touchée. Et puis j'ai réfléchi et quand j'ai vu que c'était surtout des chrétiens et des musulmans qui étaient morts, et pas des juifs, je me suis dit que les responsables des attaques auraient dû éviter les civils et viser uniquement des cibles portant atteintes aux intérêts de l'Etat ». Et Ben Laden, dans tout ça ? « Oh, tranche Hassan sans trop se mouiller, c'est un homme qui sait prendre des décisions ! »

Mais, au-delà de la haine pour Israël et de son mépris pour l'Amérique - ce que l'essentiel de ses concitoyens partagent aujourd'hui en guise de vision politique -, c'est surtout à l'Egypte que Hassan réserve en définitive ce qui subsiste de son ancien courroux : « Tous pourris, s'esclaffe-t-il : le président Moubarak, le cheikh Tantaoui de la mosquée Al-Azhar, le pape Chenouda III (pontife des chrétiens coptes). Nous, dans la Gamaat Islamiya, on avait au moins le mérite de la sincérité ! » Hassan Karaté, le pur.

B. P.

ISTH
Enseignements Supérieurs Privés

2^{ème} Cycle

ENM/EFB
Préparations complètes et par correspondance

IEP/HEC
Admission directe à bac + 2 et 3

ÉCOLES DE JOURNALISME
CFJ/ESJ/IPJ/CELSA...

SUCCÈS CONFIRMÉS

Tél : 01 42 24 10 72
2, rue de Rémusat, Paris 16^e

Washington poursuit les frappes aériennes sur l'Afghanistan

Une deuxième vague de bombardements a été lancée lundi 8 octobre qui pourrait préparer le terrain à des opérations terrestres. L'état d'urgence a été décrété sur l'ensemble du territoire américain par crainte de nouveaux attentats

WASHINGTON
de notre correspondant

La deuxième vague de bombardements en Afghanistan, lundi 8 octobre, a été menée par les seules forces américaines, alors qu'un sous-marin britannique avait participé aux opérations de la veille. Cinq bombardiers – dont deux B 2 « furtifs » venus des Etats-Unis – et dix appareils de l'aéronavale ont procédé à ces frappes, avec des appareils de couverture, tandis que quinze missiles de croisière Tomahawk étaient lancés à partir de navires de surface.

Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, et le chef d'état-major interarmes, le général Richard Myers, ont indiqué que les cibles de ces attaques étaient analogues à celles de la veille. Dimanche, selon le général Myers, trente et un objectifs ont été visés. Il s'agissait principalement d'anéantir les moyens d'enlever aux talibans toute possibilité d'action aérienne en détruisant leurs avions, leurs radars et leurs armes anti-aériennes.

Les responsables du Pentagone ont indiqué que les résultats obtenus

par ces premières frappes n'étaient pas complètement établis. Au début de la matinée, George Bush avait déclaré, sans plus de précision, que « la mission a rempli son programme ». M. Rumsfeld a admis qu'au-delà de la destruction des moyens aériens, « certaines forces au sol » avaient aussi été visées. Il semble que les bombardements aient ciblé une concentration de troupes d'Oussama Ben Laden et de talibans. Il semble aussi que le ministère de la défense, à Kaboul, ait été détruit en réponse à l'attaque menée le 11 septembre contre le Pentagone.

Les bombardements de lundi étaient destinés, notamment, à compléter ceux de la veille sur certaines cibles, que les militaires n'étaient pas sûrs d'avoir détruites. C'est ainsi que l'aérodrome de Kaboul a été de nouveau visé. M. Rumsfeld a affirmé que tous les objectifs choisis sont « militaires » et qu'il n'y a pas eu « d'attaques sur Kaboul ». Quant aux fameuses missiles sol-air Stinger, dont les talibans ont hérité après que les Etats-Unis les eurent distri-

buis aux guérillas islamiques contre les Soviétiques dans les années 1980, le général Myers pense que certains ont été utilisés sans résultat, dimanche, contre les avions américains.

Le gouvernement a confirmé, sans entrer dans les détails, qu'il cherche à favoriser la prise du pouvoir, en Afghanistan, par l'Alliance du Nord et par ce que M. Rumsfeld a appelé « des tribus du Sud ». En revanche, sur les opérations militaires elles-mêmes, les informations restent rares et vagues. La Maison Blanche expliquant que la guerre contre le terrorisme ne se limite pas à un homme, Ben Laden, que M. Bush avait fait vœu de capturer « mort ou vif ».

L'idée s'est répandue que le chef terroriste avait quitté l'Afghanistan. M. Rumsfeld s'est dit persuadé du contraire, jugeant « assez clair qu'il est quelque part » dans ce pays. L'un des buts visés par les bombardements serait d'amener l'état-major d'Al-Qaïda à se montrer, soit en quittant les lieux où il se cache, soit en communiquant électroniquement.

Les frappes aériennes pourraient donc ne durer que quelques jours. Au demeurant, comme la répète M. Rumsfeld, les cibles possibles pour ce genre d'attaques ne sont pas très nombreuses en Afghanistan, après vingt ans de guerre contre les Soviétiques.

L'un des buts visés par les bombardements serait d'amener l'état-major d'Al-Qaïda à se montrer

ques, puis de guerre civile, enfin de régime taliban.

La phase décisive sera donc celle de l'entrée en action des forces terrestres. Selon le *Washington Post*, qui estime que la campagne aérienne sera terminée à la fin de la semaine, de nouveaux déploiement de troupes terrestres autour

de l'Afghanistan sont déjà prévus pour ce moment-là. Ces forces pourraient remplir diverses missions à l'intérieur du pays, en appui aux commandos ou unités spéciales chargées de capturer les états-majors d'Al-Qaïda et des talibans.

Le début des opérations militaires est massivement approuvé par les Américains, selon des sondages faits dimanche après-midi et publiés lundi, mais la crainte d'attentats terroristes n'en est pas moins grande. L'état d'alerte maximale a été décrété sur l'ensemble du territoire américain, alors que l'attorney général John Ashcroft n'a pas rejeté l'éventualité d'une attaque bioterroriste.

Le vice-président, Richard Cheney, a quitté Washington pour un lieu qui n'a pas été précisé, afin que le président et lui ne risquent pas d'être tous deux victimes d'un même attentat. M. Bush a installé officiellement, lundi, le directeur de la sécurité du territoire (« Homeland Defense »), nouvel office créé le même jour, par décision présidentielle, à la Maison Blanche. Le républicain Thomas

Ridge, proche de M. Bush, vient de quitter ses fonctions de gouverneur de la Pennsylvanie pour exercer cette responsabilité dans laquelle certains voient une mission impossible, supposant de faire travailler ensemble des services traditionnellement rivaux. « Ils sont rivaux en temps de paix. Or, nous sommes en guerre », répond le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer.

La surveillance des aéroports, des gares, des centrales nucléaires a été encore renforcée depuis dimanche. Le nombre de réservistes et de gardes nationaux mobilisés est maintenant de vingt-sept mille. Les Américains sont déterminés : un déséquilibre cherchant à s'introduire dans la cabine de pilotage d'un avion de ligne parti de Los Angeles pour Chicago a été maîtrisé par le personnel avec l'aide des passagers. Les autorités ont craint, pourtant, un détournement terroriste, et fait escorter l'appareil par des avions militaires jusqu'à sa destination.

Patrick Jarreau

Au Conseil de sécurité, les Etats-Unis menacent « d'autres actions concernant d'autres Etats »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Réuni en session urgente à la demande des Etats-Unis, lundi 7 octobre, le Conseil de sécurité de l'ONU a apporté son soutien « sans réserve » à l'action militaire américaine en Afghanistan. Contrairement à ce que certains avaient prévu, les premières frappes américaines n'ont pas eu raison de l'unanimité qui règne au Conseil depuis le 11 septembre.

Cette unanimité a résisté de surcroît à une importante clarification faite par les Américains sur deux points essentiels et qui aurait pu susciter les polémiques. Premièrement, la campagne militaire entamée dimanche peut durer pendant plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Deuxièmement, les Etats-Unis se réservent le droit de mener « d'autres actions militaires contre d'autres organisations et d'autres Etats ». Cette déclaration d'intention n'a suscité « aucun

commentaire, aucune interrogation ni aucune réserve » des pays membres du Conseil de sécurité, pas même de la part des trois pays musulmans qui en font partie, à savoir la Tunisie, le Bangladesh et le Mali, rapporte l'un des participants à la réunion.

La Syrie élue membre non permanent

La Syrie a été élue, lundi 8 octobre, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour deux ans, bien qu'elle figure toujours sur la liste des pays « terroristes » du département d'Etat américain. Les Etats-Unis ne s'y sont pas opposés. L'année dernière, ils avaient avec succès fait campagne contre la candidature du Soudan, un autre pays inscrit sur leur liste de pays « terroriste », avec Cuba, l'Irak, l'Iran, la Libye et la Corée du Nord. Lors du vote à bulletins secrets à l'Assemblée générale, la Syrie a obtenu 160 des 178 voix. Aucun pays n'a voté contre, aucun ne s'est abstenu. Certains ont simplement choisi de ne pas participer au vote.

La Guinée et le Cameroun ont remporté les sièges réservés à l'Afrique, la Bulgarie à battu la Biélorussie pour le seul siège destiné à l'Europe de l'Est et le Mexique l'a emporté contre la République dominicaine dans le groupe latino-américain. Ce renouvellement d'un tiers des membres du Conseil prendra effet le 1^{er} janvier.

Dans une lettre datée du dimanche 7 octobre, quelques heures après le début des frappes, adressée à chaque membre du Conseil de sécurité, l'ambassadeur américain John Negroponte déclare que les Etats-Unis ont entamé cette action militaire « dans l'exercice de

leur droit inhérent à la légitime défense individuelle ou collective », conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies.

Il ajoute, à propos des attentats du 11 septembre contre son pays : « Notre enquête n'en est qu'à ses débuts, il y a beaucoup de choses que nous ignorons ; ainsi pourrions-nous découvrir que notre droit à la légitime défense nécessite d'autres actions concernant d'autres organisations et d'autres Etats ».

« UN CERTAIN FRISSON »

« Personne n'a fait allusion à cette phrase » pendant la réunion, témoigne un diplomate. Les Américains préviennent maintenant qu'ils s'estiment en droit d'agir ailleurs qu'en Afghanistan, « afin de profiter de l'unanimité actuelle au sein du Conseil », commente-t-il. Résumant le sentiment général au Conseil de sécurité, l'ambassadeur français Jean-David Levitte explique cette unanimité : « Les atten-

tats du 11 septembre sont reconnus comme une agression armée contre toute la communauté internationale, et les ripostes américaines comme le droit à la légitime défense. »

De nombreux dirigeants, en particulier ceux des pays arabes, avaient cependant plus ou moins publiquement fait savoir ces dernières semaines qu'ils reconnaissent aux Américains un droit de riposte contre le régime taliban qui protège Oussama Ben Laden, mais qu'ils étaient farouchement hostiles à toute intervention dans un pays arabe, une éventualité qui, pour beaucoup d'entre eux, est une véritable hantise.

Au Secrétariat général, la phrase par laquelle John Negroponte évoque la possibilité d'autres actions contre d'autres pays aurait engendré « un certain frisson, une certaine surprise » lorsqu'elle a été lue dimanche soir par Kofi Annan. M. Annan aurait par ailleurs exprimé sa surprise devant le « silence

assourdissant » des gouvernements arabes après le message « terrifiant » d'Oussama Ben Laden transmis par la télévision Al-Jazira. « On aurait pu penser que les chefs d'Etats arabes réagiraient à ce message pour dire que Ben Laden ne parle pas au nom de l'islam, explique la même source ; mais ils ne disent rien, ils laissent le champ ouvert à Ben Laden. »

Kofi Annan qui, disent ses proches, avait été informé, par le secrétaire d'Etat Colin Powell « tôt dimanche matin », de la décision américaine de lancer l'opération en Afghanistan, a diffusé une déclaration solennelle affirmant que « pour défaire le terrorisme, il faut un effort soutenu et une large stratégie qui unisse tous les pays et concerne tous les aspects du fléau ». Kofi Annan devrait informer le Conseil, mardi 8 octobre, de la situation humanitaire en Afghanistan.

Afsané Bassir Pour

Pour la première fois, Kaboul et Kandahar ont été bombardées en plein jour

Le nombre des victimes est incertain. Selon les talibans, Oussama Ben Laden et le mollah Omar sont toujours vivants

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Kandahar, le siège du mouvement taliban, et Kaboul, la capitale afghane, ont été de nouveau secoués, mardi 9 octobre à l'aube, par la poursuite des bombardements américains qui, pour la première fois, ont eu lieu de jour. D'après des témoins, ces bombardements se poursuivaient à Kandahar à 8 h 30, heure locale (5 h 30 en France), et ils ont été plus violents que les précédents.

Compte tenu des conditions de sécurité extrême qui règnent depuis dimanche soir dans cette ville où réside toujours le chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, les rues étaient

désertes au moment des explosions. Les bombardements auraient de nouveau visé l'aéroport, à 30 kilomètres de la cité, et le complexe où se trouvent les principaux bureaux des talibans, dans la vieille ville. Selon un officiel taliban, le mollah Omar aurait quitté, dimanche soir, son bureau, quinze minutes seulement avant les frappes de missiles qui ont atteint les bâtiments des talibans.

Après les trois bombes tombées en début de soirée de lundi, qui avaient visé une nouvelle fois l'aéroport et, semble-t-il, une immense antenne de communications située sur une colline non loin de quartiers habités, Kaboul a aussi été réveillée à l'aube par un avion

solitaire qui a largué une autre bombe au nord de la ville. Selon l'agence privée Afghan Islamic Press (AIP), qui ne fait pas état de victimes, une bombe aurait touché le sol à environ 400 mètres d'un hôpital pour femmes.

L'une des bombes de la nuit a tué, en tout cas, quatre employés locaux d'une agence de l'ONU s'occupant de déminer la capitale afghane. Situé près de l'antenne de communications, l'immeuble de deux étages où ils se trouvaient a été réduit en poussière et les quatre hommes tués. Un cinquième aurait reçu des soins à l'hôpital de Wazir Akhbar Khan.

« JAMAIS DE COMPROMIS »

Comme la veille, les raids américains ont visé les aéroports, les sites de missiles, les centres de communications, rudimentaires chez les talibans, pour s'assurer la maîtrise totale du ciel.

Outre Kaboul, les raids de lundi et mardi ont touché Kandahar, Jalalabad, où l'aéroport serait en feu. Mazar-e-Charif et Kunduz, au nord du pays, qui possèdent des aéroports, ont aussi été touchés. La défense anti-aérienne talibane est entrée en action dès les premières apparitions des avions. A l'inverse de dimanche, elle n'a pas annoncé avoir atteint d'appareil. Les avions volaient à très haute altitude, selon des témoins, et ils ont lancé des fusées éclairantes avant leurs bombes.

Dès les premières détonations, l'électricité a été coupée à Kaboul. Dans une directive annoncée par Radio Charia, la radio officielle des talibans, le

ministère de l'intérieur avait enjoint les Kabouli « durant les tyrannies attaques américaines, de rester dans leurs maisons et d'éteindre toutes les lumières. Les citoyens de Kaboul peuvent être assurés que toutes les mesures de sécurité ont été prises », avait ajouté le bulletin.

Le début des opérations militaires américaines n'a pas fait flancher la détermination des talibans,

lah Muttaqi a affirmé que le chef suprême des talibans, le mollah Mohammad Omar, s'est entretenu par radio avec tous ses commandants pour les exhorter à se battre jusqu'à la mort. « Mollah Omar a parlé à tous les principaux commandants militaires pour leur annoncer qu'il avait survécu à l'attaque des missiles américains et les encourager à se battre », a-t-il dit. Les talibans ont aussi conclu à l'échec des

La journaliste Yvonne Ridley rejoint le Pakistan

Liberée officiellement dimanche, la journaliste britannique du *Sunday Express* Yvonne Ridley est arrivée, lundi 8 octobre, au poste frontière de Torkham, entre l'Afghanistan et le Pakistan, où un responsable taliban l'a remise aux officiels pakistanais. « Je vais bien, je suis heureuse d'être ici », a-t-elle déclaré, avant d'ajouter : « Les talibans m'ont traitée avec respect et courtoisie. » Dans un article pour le *Daily Express*, Yvonne Ridley raconte toutefois comment elle a fait une grève de la faim pour obtenir le droit de téléphoner.

Yvonne Ridley était entrée illégalement en Afghanistan le 28 septembre. Arrêtée puis retenue à Jalalabad, où elle a été interrogée par les services de renseignement talibans, elle avait été conduite à Kaboul et emprisonnée en compagnie des six femmes expatriées de l'organisation caritative allemande Shelter Now International (SNI). Deux hommes sont aussi détenus dans cette affaire. Le sort des deux guides qui accompagnaient la journaliste demeure inconnu.

dont le gouvernement réuni en session d'urgence, lundi à Kaboul, a décidé de « résister énergiquement aux attaques américano-britanniques ».

Selon le ministre de l'éducation, le mollah Amir Khan Muttaqi, les talibans ont aussi décidé de renforcer leurs positions militaires, de déployer plus d'hommes et de mettre en œuvre des tactiques de résistance.

Dans un bref entretien au journal pakistanais *The News*, le mol-

premiers raids américano-britanniques, en affirmant qu'ils n'avaient pas atteint leurs objectifs.

A Islamabad, où il tient la vedette, l'ambassadeur d'Afghanistan, le mollah Abdul Salam Zaeef, a déclaré que « si les Etats-Unis pensent qu'ils obtiendront des résultats de ces attaques, ils se trompent car ils échoueront ». Dans un appel voilé à la solidarité du monde islamique et une critique directe du Pakistan, l'ambassadeur a poursuivi

vi : « Ce qui se passe est une honte et un déshonneur pour le monde islamique. Les Afghans ne feront jamais de compromis avec leur religion et leur honneur pour de l'argent. Ils les défendront par leurs sacrifices ». M. Zaeef a affirmé qu'une vingtaine de personnes, « femmes, enfants et vieillards », avaient été tués, dimanche soir, à Kaboul près de l'aéroport.

Ce bilan n'a pas été confirmé de source indépendante et la visite de quatre hôpitaux par le correspondant de l'agence Associated Press à Kaboul n'a pas permis de le confirmer. En revanche, trois personnes ont été tuées alors à Kandahar et plusieurs autres, selon un témoin, auraient aussi été tuées à Jalalabad, où une mosquée aurait été atteinte.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

L'ambassadeur Zaeef a confirmé que le mollah Omar et Oussama Ben Laden étaient en vie. A propos du second, il a ajouté : « Nous n'avons pas de contact avec lui, mais il est encore en Afghanistan et vivant. »

Lors de la réunion de cabinet, le gouvernement taliban avait affirmé qu'il n'avait pas changé sa politique vis-à-vis de Ben Laden et qu'il était hors de question de faire quoi que ce soit à son égard sans preuves. Pour l'instant, les talibans semblent tenir le choc et les commentaires de la population, notamment à Kaboul, étaient plutôt dirigés contre les Etats-Unis.

Françoise Chipaux

► www.lemonde.fr/afghanistan



VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

75

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris,
Jeudi 25 Octobre 2001 à 14h30 - En un lot

à PARIS 16^{ème}

14, Villa Guibert

APPARTEMENT au rez-de-chaussée
superficie de 88,4 m²

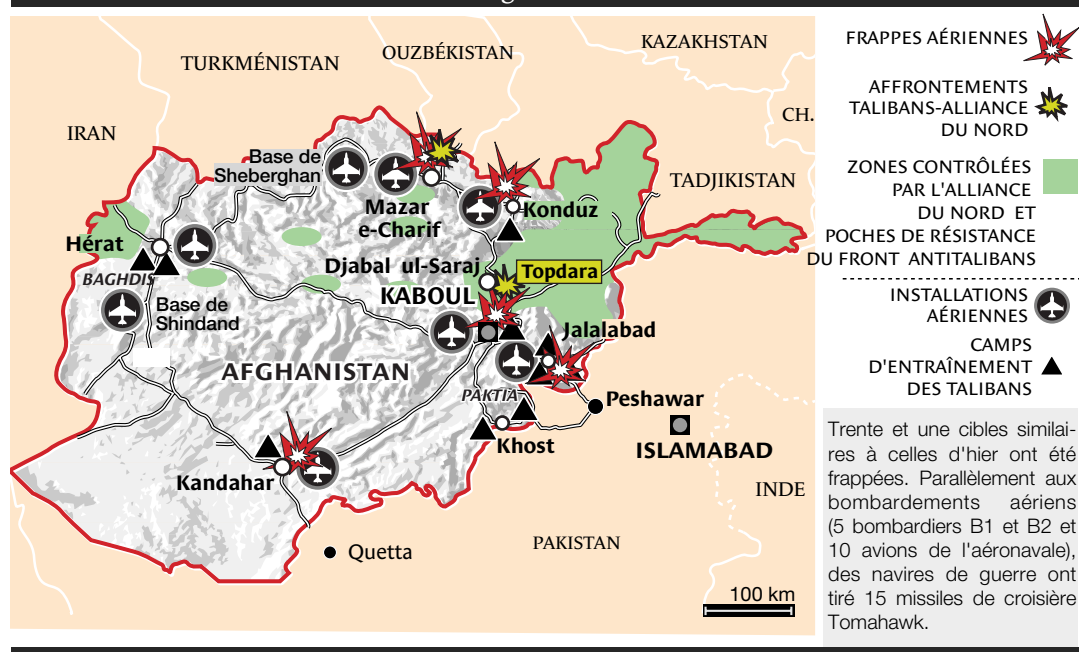
APPARTEMENT au 1^{er} étage
superficie de 194,10 m²

Mise à Prix : 1.500.000 F

S'adresser à Maître Ali EL-ASSAAD, Avocat à Paris 8^{ème},
29, Rue Cambacérès - Tél : 01.44.51.51.00 - Au Greffe des
Criées du Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier
des charges est déposé - Internet : www.licitor.com

Sur les lieux pour visiter le Mardi 23 Octobre 2001 de 10h à 11h

La deuxième vague de bombardements



L'opposition armée afghane tente d'étendre son contrôle dans la région nord de Mazar-e-Charif

TOPDARA, DJABAL UL-SARAJ (Afghanistan)
de notre envoyée spéciale
La ligne de front à quarante kilomètres au nord de Kaboul était, à

REPORTAGE
Avant d'avancer vers Kaboul, l'Alliance du Nord attend que les talibans soient affaiblis

l'exception de quelques rares tirs d'artillerie, particulièrement calme, mardi 9 octobre, au lendemain de la deuxième nuit de frappes aériennes américaines et britanniques sur l'Afghanistan.

Dans cette région où vivent de nombreux réfugiés chassés de leurs villages, plus au sud, par l'avancée des talibans voici deux ans, le déroulement des bombardements sur Kaboul – visibles la nuit lorsque des lueurs apparaissent à l'horizon, derrière la crête des dernières mon-

dant que les bombardements américains fassent leur effet, tout en concentrant des efforts sur la région, plus au nord, de Mazar-e-Charif, déterminante pour les routes d'approvisionnement l'hiver et les communications avec les pays voisins d'Asie centrale, notamment l'Ouzbékistan où se trouvent des troupes américaines.

« Nous n'avons pas donné l'ordre à nos troupes d'avancer » en direction de Kaboul, a déclaré lundi après-midi le chef politique de l'Alliance du Nord, le Docteur Abdullah, qui tirait le bilan des premières frappes aériennes. Il n'a toutefois pas exclu que cela puisse se produire « dans une semaine », ajoutant toutefois que l'Alliance avancerait « si nous pensons qu'il n'y aura pas de victimes », donc pas de combats.

« Aucun radar des talibans ne fonctionne désormais, ils sont tous détruits, ainsi que toute la défense anti-aérienne de Kaboul, Kandahar, Jalalabad et Mazar-e-Charif », a affirmé le Docteur Abdullah. Il a en outre laissé entendre que des frappes américaines pourraient être ciblées pour mieux faciliter l'avancée des forces de l'opposition, sans fournir d'indication quant aux délais. « Tous les aspects, dont celui là, sont discutés » avec des responsables américains, « avec lesquels nous sommes en contact constant », a-t-il précisé.

Seul changement notable depuis le début des frappes aériennes, « des progrès ont été enregistrés par nos troupes dans la région de Mazar-e-Charif ». Deux districts au nord de la ville auraient été « libérés » par des opérations des troupes du général Dostom, l'un des chefs de guerre de l'Alliance, a annoncé le Docteur Abdullah. Il a réitéré l'idée que ses troupes attaqueraient là où les talibans seraient le plus affaiblis. « Dans le nord du pays, les talibans sont plus vulnérables, car leurs lignes d'approvisionnement sont étirées. L'une d'elle passe par le centre du pays, et nous pouvons la couper. »

« DÉFECTIONS » CHEZ L'ENNEMI

L'Alliance prétend en outre que les « défections » continuent chez l'ennemi, notamment « dans la région de Baghdis et la province de Paktia », estimant que cela représenterait le ralliement supplémentaire de « mille hommes armés, pour la seule journée de lundi ». L'opposition afghane affirme disposer de 15 000 combattants réguliers, auxquels s'ajouteraient quelque 20 000 réservistes. L'Alliance, qui n'a pas d'aviation, à l'exception de deux hélicoptères soviétiques de combat, suit de près la destruction, par l'aviation américaine, des avions et aéroports côté taliban. Trois jours avant le début des frappes américaines, un avion des talibans avait survolé la région de Djabal ul-Saraj, pour la première fois depuis trois semaines, déclenchant des tirs de défense anti-aérienne de l'Alliance.

L'Alliance est par ailleurs en train de construire, à l'aide de camions et de bulldozers, une piste d'atterrissage pouvant servir, selon des observateurs, à des gros porteurs militaires, derrière le village de Sherkat, non loin de Djabal ul-Saraj. « Mais notre vrai objectif, en ce moment, est le front plus au nord », assure le Docteur Abdullah.

Dans la nuit de lundi à mardi, sur les hauteurs de Topdara, un hameau surplombant la plaine de la Shomali menant vers Kaboul, et où les équipes de télévision occidentales ont pris l'habitude de se poster

pour espérer apercevoir des lumières d'explosions à Kaboul, ville cachée par les montagnes, des moudjahidins de l'Alliance coordonnaient en toute tranquillité, à l'aide d'une radio, les tirs de leurs pièces d'artillerie installées plus bas, dans la vallée. A un rythme indolent, comme alourdi par le poids de l'habitude après des années déjà passées à tenir tête aux talibans, ces combattants fournissaient des informations codées sur les points à viser. « Secteur 17, bien tiré, ils sont touchés », commentait un commandant dans la radio.

Vers dix heures du soir, heure locale, seul signe de l'autre guerre en cours, la guerre haute technologie menée par les avions américains, un moutonnement de lumières jaunâtres émergeait, l'espace de quelques secondes, dans la direction de Kaboul. « Voilà les missiles américains », commenta avec satisfaction un moudjahidin.

Natalie Nougayrède

Des agents de renseignement français auprès de l'Alliance du Nord

Paris étudie un renforcement de son implication militaire en Afghanistan

LA FRANCE a légèrement renforcé les effectifs de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et ceux de la direction du renseignement militaire (DRM) présents en Afghanistan auprès des forces de l'Alliance du Nord. Il s'agit d'« une poignée », explique-t-on dans les milieux militaires, d'experts du renseignement opérationnel et non de spécialistes de l'action clandestine, qui étaient déjà en Afghanistan depuis le passage à Paris, début avril 2001, du commandant Massoud, reçu au Quai d'Orsay, et depuis sa visite au Parlement européen, à Strasbourg.

Le ministre français de la défense, Alain Richard, l'a reconnu, lundi 8 octobre, après des entretiens avec Jacques Chirac et Lionel Jospin. M. Richard n'a donné aucune précision sur la provenance de ces personnels.

C'est avant les attentats du 11 septembre, à New York et à Washington, que ces effectifs ont été légèrement augmentés, indique-t-on dans les milieux militaires, au point de constituer des équipes de moins d'une dizaine d'hommes chacune à l'heure actuelle. Dans le passé, la division des opérations extérieures de la DGSE (l'ancien service « action ») a eu des contacts suivis avec l'opposition afghane – lors des opérations que celle-ci a menées contre les forces russes – en lui fournissant des conseillers et des armes. Cette collaboration, dont la difficulté est liée à la connaissance des langues locales, s'est faite ensuite plus sporadique et elle a été relancée lors de la visite de Massoud à Paris.

Au lendemain des attentats du 11 septembre, la coopération avec les Etats-Unis et la Grande-Bretagne s'est intensifiée dans le domai-

ne du renseignement (*Le Monde* du 14 septembre). Les Américains ont apprécié, avant d'envoyer des commandos spéciaux en Afghanistan, que les Français aient eu des contacts anciens et réguliers avec l'Alliance du Nord. Ce qui leur a facilité le travail d'identification de cibles éventuelles.

En Afghanistan, il n'existe pas aujourd'hui, dit-on de source militaire en France, d'« échelons avancés des opérations spéciales » qui relèvent du commandement des

veaux moyens, que la France se place « dans une hypothèse longue, avec la perspective d'opérations diversifiées nécessitant des contributions à géométrie variable ».

Outre l'envoi d'unités du COS accompagnées d'autres forces terrestres, d'un soutien naval supplémentaire en mer d'Oman ou de moyens aériens de reconnaissance et de combat, la France vient d'accepter de prendre le relais des Etats-Unis en matière de surveillance générale aérienne au-dessus des Balkans et, plus spécialement, de la Bosnie et du Kosovo.

Il s'agit, en la circonstance, d'avions-radars quadriréacteurs E-3F qui dépendent de la 36^e escadre de détection et de contrôle aéroportés et qui sont, en quelque sorte, « les yeux » du commandement dans le ciel.

Cela participe d'une requête des Etats-Unis à certains de leurs alliés, dans le cadre de l'article 5 de la charte de l'OTAN, pour leur permettre de transférer leurs avions-radars Awacs vers les approches et au-dessus de l'Afghanistan. Ce déplacement des Awacs américains, dont le nombre sera accru dans la région, laisse présager que Washington et Londres préparent leur dispositif à d'autres formes de riposte (*Le Monde* des 7 et 8 septembre). Et, plus spécialement, à des raids offensifs – différents des bombardements à base de missiles de croisière Tomahawk – de leurs avions d'appui.

De tels raids, guidés par les radars volants, auraient pour but de soutenir des actions à terre pour démanteler le « système » taliban, qu'elles soient, ou non, combinées avec l'Alliance du Nord.

Jacques Isnard

Des combats près de la frontière tadjike

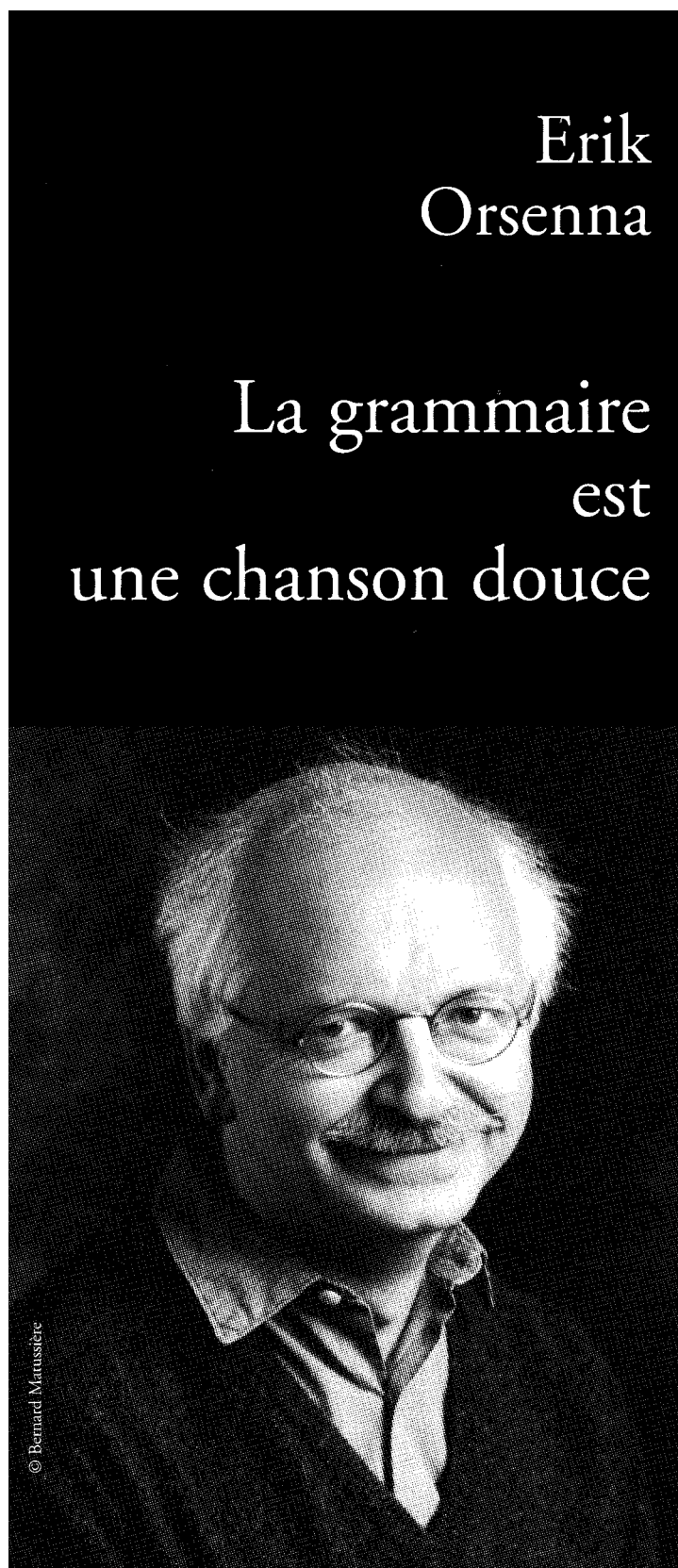
Des combats entre les forces des talibans et celles de l'Alliance du Nord ont été observés, lundi soir 8 octobre, dans le nord de l'Afghanistan, près de la frontière tadjike, selon les gardes-frontières russes déployés au Tadjikistan. Les combats d'artillerie auraient eu lieu près de la ville afghane de Konduz, à une centaine de kilomètres à l'est de Mazar-e-Charif.

Onze mille gardes-frontières russes surveillent la frontière, longue de plus de 1 200 kilomètres, entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, depuis un accord de coopération signé en 1992 entre les deux pays. Par ailleurs, Moscou a annoncé, mardi 9 octobre, son intention de renforcer l'aide humanitaire envoyée aux réfugiés des régions nord de l'Afghanistan. Le ministère russe des situations d'urgence dit avoir déjà acheminé 123 tonnes d'aide. – (AFP.)

tagnes – est suivi avec anxiété et espoir.

Des habitants sont inquiets du sort de leurs proches restés, par manque de transports et de moyens, de l'autre côté du front, en zone bombardée. Certains s'étonnent, au deuxième jour de l'offensive aérienne, de l'absence, pour l'heure, de répercussions sur la situation militaire au sol. Dans l'ensemble, dans ces contrées habituées depuis de longues années au son de la canonnade, et où la proximité d'explosion ne suscite pas de panique, l'humeur est à l'attente, avec l'idée générale qu'à terme, la destruction des équipements talibans par les bombes permettra d'avancer sans grandes pertes vers la capitale afghane.

Les troupes de l'Alliance du Nord sont renforcées face à Kaboul. Mais en dépit de tirs d'artillerie plus intenses dans la journée de dimanche, où l'imminence des frappes américaines avait provoqué une tension certaine, rien n'indique que l'Alliance du Nord soit, ici, sur le point de donner l'assaut. La stratégie semble être plutôt de camper sur ses positions, en atten-



Erik Orsenna

La grammaire est une chanson douce

« Un voyage drôle et joyeux au merveilleux pays de la grammaire. »

Marie-Laure Delorme, *Le Journal du Dimanche*

« Une jubilatoire reconquête de la parole. »

Y. B., *Le Nouvel Observateur*

« Orsenna vient de rendre ses lettres de noblesse à un genre délaissé depuis bien longtemps : le conte. »

François Busnel, *L'Express*

« Une déclaration d'amour à la langue française. »

Bruno de Cessole, *Valeurs Actuelles*

« Cette fable est un vrai bonheur. Si les enfants pouvaient apprendre comme Thomas et Jeanne, il faudrait nommer Erik Orsenna, à vie, ministre de l'Éducation Nationale. Mais le poste ne doit guère être drôle, et il a son œuvre à écrire, c'est mieux. »

Jean-Jacques Brochier, *Le Magazine Littéraire*

Stock

Une bourrasque anti-occidentale se lève sur le Pakistan

Des manifestations violentes se sont tenues dans toutes les grandes villes du « pays des Purs » pour protester contre les frappes militaires en Afghanistan et contre la participation du régime du général-président Moucharraf à la coalition antiterroriste

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Un mort, peut-être deux, plusieurs centaines de blessés, des arrestations en masse, une demi-douzaine de bâtiments publics et privés incendiés, des journalistes pris à partie : un vent mauvais se lève sur le Pakistan. Lancées – parfois récupérées – par les formations religieuses, des manifestations et des marches de protestation plus ou moins massives, mais parfois extrêmement violentes, continuent d'être organisées dans tout le pays et jusque dans les régions frontalières tribales séparant l'Afghanistan du Pakistan.

« *Bush murdabad ! Oussama zindabad !* » (A mort Bush ! Vive Oussama Ben Laden ! en ourdou). Partout les mêmes slogans, partout la même émotion populaire contre des bombardements américano-britanniques de plus en plus perçus par l'opinion comme cruels et honteux. Islamabad, Karachi,

Lahore, Peshawar, Quetta : toutes les grandes villes pakistanaises ont connu, lundi 8 octobre, des débordements plus ou moins graves. Quetta, la grande ville frontalière du Balouchistan, qui se situe à quelque deux cents kilomètres de Kandahar, « capitale » spirituelle des talibans, et qui compte plusieurs centaines de milliers de réfugiés et d'immigrés afghans, a connu, pendant quelques heures, une situation quasi insurrectionnelle.

« UNE GUERRE DE RELIGION »

Plusieurs milliers de manifestants, de plus en plus convaincus – par les leaders religieux mais pas seulement eux – que le conflit en cours « est bien une guerre de religion entre Islam et Occident », se sont répandus dans la ville, contournant ou s'affrontant violemment aux forces anti-émeutes. S'en prenant à la fois aux bâtiments publics, attributs d'une autorité militaire accusée de « tra-

hir le monde musulman en s'alliant avec les assassins américains », et aux symboles de l'Occident, les manifestants ont incendié et mis à sac des banques, une galerie marchande, un cinéma qui projetait un film américain. Un commissariat de police et plusieurs véhicules blindés des forces de l'ordre ont été attaqués, parfois incendiés.

Les charges policières, les tirs de gaz lacrymogènes et, en certains endroits, les rafales de balles réelles, lâchées au-dessus des cortèges, ont provoqué des mouvements de panique et enragé les manifestants les plus décidés.

A Chaman, à cent kilomètres au nord-ouest de Quetta, sur la frontière pakistano-afghane, plusieurs milliers de protestataires ont défilé dans les rues. *Idem* à Landi Kotal, Dera Ismail Khan, Shitral ou Mohmand, dans les zones semi-autonomes occupées par les tribus pachtones, cousines de celles qui

composent l'essentiel du mouvement taliban en Afghanistan (*lire ci-dessous*).

« *Le facteur de solidarité ethnique pachtonne ne jouera pas en faveur des talibans car ceux-ci, depuis cinq ou six ans, l'ont reniée au profit de la religion* », nous a affirmé, lundi, Abdel Latif Afridi, élu local et membre d'une des grandes familles pachtones de la passe de Khyber. Affirmation qui reste à confirmer, compte tenu de rumeurs selon lesquelles plusieurs centaines de jeunes moudjahidins pachtones traversent, ces jours-ci, la frontière poreuse pour aller aider leurs « frères » talibans.

Partout, des effigies de George W. Bush, voire du général Moucharraf, ont été brûlées sous les vivats de la foule. Plus graves et plus emblématiques peut-être d'une colère anti-occidentale, parfois aveugle mais qui monte dangereusement, des attaques ont été

menées par de petits groupes de protestataires contre diverses antennes des Nations unies.

ONG ET JOURNALISTES ATTAQUÉS

Des ONG qui viennent en aide aux réfugiés afghans et un bâtiment occupé par le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (UNHCR) ont été attaqués. Le siège de l'Unicef a été incendié et ses personnels, indemnes, évacués par la police. Des mouvements de fureur à l'encontre des centaines de journalistes occidentaux disséminés dans la région ont été, pour la première fois depuis le 11 septembre, enregistrés.

Coups de poing à Peshawar contre certaines équipes de télévision, menaces « plus sérieuses », selon la police, contre l'un des hôtels qui abritent la presse internationale à Quetta. Dans cette ville, un couvre-feu a été décrété pour mardi et la presse étrangère interdite de travailler « pour sa pro-

pre sécurité », ont expliqué les autorités. D'épais nuages de fumée noire s'élevaient, mardi soir, au-dessus de la cité.

« *L'immense majorité de l'opinion pakistanaise est avec nous* », répète à l'envi le général-président Moucharraf à Islamabad. Mais, ici comme ailleurs, l'immense majorité du pays, aux deux tiers analphabètes, est silencieuse. Les images des bombardements sur l'Afghanistan, qui semblent devenir quotidiens, la troublent profondément. Dans la presse locale, des éditorialistes plutôt laïcs et généralement modérés dissertent à longueur de colonne sur les morts musulmans de Palestine et de Tchétchénie que l'« Occident tolère sans sourciller depuis des années ». Minoritaires, les manifestants islamistes qui occupent la rue ? Peut-être. Mais, en la circonstance, le danger est bien réel...

Patrice Claude

Islamabad tente d'apaiser les tensions avec l'Inde

ISLAMABAD

de notre envoyée spéciale

Mettant fin, au moins pour l'instant, à une série d'échanges acrimonieux avec l'Inde, le président pakistanais, le général Pervez Moucharraf, a appelé, lundi 8 octobre, le premier ministre indien, Atal Bihari Vajpayee, à reprendre le dialogue engagé en juillet à Agra (Inde).

Dans une conversation téléphonique d'environ quinze minutes à son initiative, le président Moucharraf a réaffirmé la condamnation par le Pakistan de toute forme de terrorisme. Il a présenté ses condoléances à M. Vajpayee pour les quarante morts tués par l'explosion d'une voiture piégée à Srinagar, devant l'assemblée provinciale du Cachemire, il y a une semaine. Dans une lettre au président américain, M. Vajpayee avait pointé le doigt vers le Pakistan pour la responsabilité de cet attentat. L'Inde accuse depuis toujours le Pakistan de soutenir les groupes de guérilla, qu'elle appelle « terroristes », au Cachemire.

Le président pakistanais a exhorté M. Vajpayee à résoudre toutes les causes de tension dans la région et, en premier lieu, la question du Cachemire. Ce territoire est disputé depuis 1947 entre l'Inde, qui en contrôle les deux tiers, et le Pakistan, qui contrôle le reste. Selon des sources indiennes et pakistanaises, les deux dirigeants se sont promis d'éviter une escalade de la tension dans la région, étant donné la situation délicate présente.

Aux prises avec une opposition, minoritaire mais active, à sa décision de soutenir les Etats-Unis dans les attaques contre l'Afghanistan, le président Moucharraf fait tout pour éviter d'enflammer les esprits. Renouvelant son invitation au premier ministre indien à venir au Pakistan, le général-président ne peut se payer le luxe d'une tension forte sur la frontière avec l'Inde alors que les talibans menacent de créer des troubles le long de leur frontière avec le Pakistan.

F. C.

Quand Moscou cherchait à renforcer Massoud contre les talibans

DJABAL-UL-SARAJ (Afghanistan)

de notre envoyée spéciale

Au moment où l'Afghanistan est entré dans une nouvelle phase de guerre et de bouleversements géopolitiques, un proche collaborateur du commandant Massoud, l'ancien chef charismatique de l'opposition armée afghane tué voici un mois dans un attentat à la bombe, lève le voile sur un épisode qui semble avoir eu un effet déterminant sur le rapport de forces militaire actuel dans le pays. Selon cette source vivant dans le nord-est de l'Afghanistan, et qui a demandé de pouvoir conserver l'anonymat, le commandant Massoud a effectué en mars un voyage secret à Moscou, afin de participer à une rencontre de responsables de services de sécurité et de défense de toute cette région d'Asie centrale. Le but était de préparer une contre-attaque face aux forces des talibans.

« *Personne n'a jamais rendu compte publiquement de cette réunion* », relate cette source, « *Massoud est sorti d'Afghanistan par Douchanbé (la capitale du Tadjikistan). Là, un avion spécial russe, un Tupolev 154 civil, l'a transporté vers Moscou, où son séjour a duré quatre jours. Il était logé dans le centre-ville, dans une ancienne résidence de [feu le chef du Parti communiste de l'Union soviétique] Iouri Andropov. Ce voyage, il l'a effectué à l'invitation des Russes, qui voulaient établir un contact plus proche avec Massoud, prendre sa mesure.* » Ce

responsable ajoute avec un sourire que, « *contrairement à ce qui a été dit et écrit, le voyage de Massoud à Paris, qui s'est fait quelques semaines plus tard [en avril], n'était donc pas son premier séjour en Europe* ».

« LE DON DE CONVAINCRE »

A Moscou, les entretiens réunissaient, aux côtés de Massoud, des représentants des ministères de la défense et des organes de sécurité de Russie, du Tadjikistan, d'Ouzbékistan, d'Iran et d'Inde, affirme également cette source. « *Il s'agissait des vice-ministres de la défense. Seuls les Indiens se sont fait représenter à un niveau plus bas, envoyant des fonctionnaires de leur ministère. Côté russe, un adjoint du chef du Conseil de sécurité était, en outre, présent.* » Le thème des discussions, les premières tenues à ce niveau, avec cette dimension régionale, et en présence du chef de l'opposition afghane intérieure, était « *l'action commune contre les extrémistes et les terroristes* »...

Quelle fut l'issue de cette rencontre secrète ? La même source indique que la réunion de Moscou a été le point de départ d'une consolidation des forces antitalibans en Afghanistan. « *En avril, le général Dostom (chef de guerre ouzbek rallié à l'Alliance du Nord) est rentré de Turquie vers l'Afghanistan* », qu'il avait quitté après la défaite de ses forces à Mazar e-Charif en 1998. « *Quelque temps plus tard, Ismaïl*

Khan (chef de guerre tadjik également rallié à l'opposition, ancien commandant de Hérat et ancienne figure de la résistance à l'invasion soviétique) est à son tour rentré en Afghanistan » à partir de l'Iran, où il s'était réfugié avec ses hommes après la prise de Hérat par les talibans en 1995.

Aujourd'hui, les poches de territoire contrôlées dans le nord et le centre de l'Afghanistan par les forces de Rachid Dostum et d'Ismaïl Khan constituent des éléments importants de la stratégie de l'Alliance du Nord, qui espère profiter des attaques aériennes américaines pour refouler militairement les talibans et prendre le pouvoir à Kaboul. Le rôle de Moscou apparaît ainsi déterminant.

« *Les Russes ont apprécié Massoud, qui avait le don de convaincre ses interlocuteurs* », continue notre interlocuteur, qui exprime toutefois une méfiance. « *Dans le passé, l'aide que nous recevions de la Russie et de l'Iran ne visait qu'à nous maintenir la tête hors de l'eau, mais pas à permettre une totale victoire sur les talibans. Moscou a toujours voulu que les divisions et l'instabilité persistent dans cette région, pour y maintenir son influence, commente cet ancien proche collaborateur de Massoud. Nous verrons, maintenant que les circonstances ont changé, quel sera le vrai degré du soutien russe.* »

Natalie Nougayrède

URGENCE AFGHANISTAN

UN PEUPLE AU BORD DE L'ASPHYXIE Plus d'1,5 million de personnes ont fui leur maison, leur village faute de nourriture et par crainte des combats. Depuis quelques jours, ils sont en plus des centaines de milliers sur les routes de l'exode, hagards, tétanisés par la peur, épuisés par la faim. Dans quelques semaines, il fera -20 °C. Sans nourriture, sans toit, à bout de force, c'est toute une population qui risque de sombrer !

Merci de votre aide. Vos dons nous aideront à fournir des couvertures pour l'hiver, des médicaments, de la nourriture. Aujourd'hui, après l'évacuation de nos équipes expatriées, nos 350 employés locaux maintiennent nos programmes de soutien médical auprès des populations vulnérables.

Aide Médicale Internationale, en Afghanistan depuis plus de 20 ans, n'abandonnera pas les populations.

AVEC UN DON DE
150 F (23 €)

Vous permettez à une famille de se construire un abri en bois pour l'hiver, et de se munir de couvertures.

AVEC UN DON DE
350 F (53 €)

Vous permettez à 100 personnes de bénéficier de médicaments essentiels pour l'hiver.

AVEC UN DON DE
250 F (38 €)

Vous assurez à 500 enfants une ration alimentaire pendant une semaine.

AVEC UN DON DE
500 F (76 €)

Vous permettez à 150 personnes de bénéficier de médicaments essentiels pour l'hiver.

Envoyez dès aujourd'hui votre chèque à l'ordre d'**Aide Médicale Internationale**, 119, rue des Amandiers 75020 Paris. Tél : 01 46 36 04 04 / CCP 45 44 V

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Je souhaite en savoir plus sur **Aide Médicale Internationale**. Merci de me faire parvenir une présentation. **www.amifrance.org**

Réduction d'impôts : la moitié de votre don est déductible de vos impôts. Vous recevrez un reçu fiscal. *Aide Médicale Internationale est une association loi 1901 à but non lucratif. Les informations demandées sont nécessaires et sont destinées à Aide Médicale Internationale. Conformément à la loi informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification, soit sur place, soit par courrier auprès d'AMI, 119, rue des Amandiers, 75020 Paris



Aide Médicale Internationale

Le cauchemar ethnique

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Un jour qu'on lui demandait malicieusement de bien vouloir définir une fois pour toutes son identité, Khan Abdoul Gaffar Khan, feu le « père » du nationalisme pachton au Pakistan, eut cette subtile réponse : « *Oh, c'est très simple, voyez-vous : je suis pachton depuis cinq mille ans, musulman depuis mille quatre cents ans, et pakistanais depuis quarante-deux ans...* » Plus d'une décennie après, Haji Ghoulam Ahmad Bilour, l'un de ses héritiers, à la tête de l'Awami National Party, première formation politique de la quatrième province pakistanaise, nous fait en souriant une réponse presque identique : « *A cinquante-quatre ans bientôt, l'Etat pakistanais est encore plus jeune que je ne le suis...* »

Nouveaux maux de tête en perspective pour le président Pervez Moucharraf et ses alliés américains ? Dix millions d'un côté de la frontière, au moins dix autres millions de l'autre : les Pachtons afghans, qui dominent le pouvoir à Kaboul depuis des siècles, et leurs frères en ethnie, qui restent les plus nombreux dans la province pakistanaise de la North-West Frontier, ont-ils encore quelque chose en commun ? « *Même culture, même langue, même religion : on ne comprend rien aux démonstrations de solidarité manifestées par nos jeunes en ce moment à l'endroit des talibans [essentiellement Pachtons eux aussi] si l'on néglige ce phénomène* », souligne M. Bilour.

« *Nous sommes sans doute plus évolués que nos frères afghans, nous dit le docteur Sher Zahman Taizi, écrivain et poète prolifique de la culture pachtonne. Mais nous partageons encore beaucoup de*

traits communs. » Au reste, il y a longtemps que les experts ont noté que l'islam pur et dur des talibans afghans recoupe souvent, dans ses pratiques « justicières » les plus expéditives notamment, certaines des plus anciennes traditions du « pachtonwali », l'anti-code social des tribus pachtones qui reste en vigueur tout au long de la frontière, dans les zones dites « tribales » justement, du Pakistan...

UNE FRONTIÈRE « PASSOIRE »

Est-ce un hasard ? En dépit de leur proximité historique avec les autorités pakistanaises, qui, elles, ont presque toujours été dominées à Islamabad par les grands rivaux du Pendjab, les talibans, pas plus que leurs prédécesseurs à Kaboul, n'ont jamais voulu reconnaître la fameuse « ligne Durand », imposée au XIX^e siècle par le colonialisme britannique en guise de frontière internationale entre Pakistan et Afghanistan.

« *Pour eux comme pour beaucoup d'entre nous, dans les régions tribales notamment, cette frontière, qui est d'ailleurs une passoire, n'existe tout simplement pas*, remarque M. Bilour. *Moi-même, je veux bien reconnaître la ligne Durand comme frontière internationale, mais je la refuse en tant que ligne de fracture entre Pachtons.* » Six années de prison pour « agitation séparatiste » sous le régime de Zulfikar Ali Bhutto puis celui de son successeur, le général dictateur islamiste Zia Ul-Haq ont appris à notre interlocuteur à s'exprimer avec prudence...

Il y a d'ailleurs beau temps que l'Awami National Party, qui occupe aujourd'hui trente-deux sièges sur les soixante de l'Assemblée provinciale, ne milite plus pour le



AFP/AL-JAZIRA

Khalil, réfugié afghan en Belgique, hésite entre l'espoir et la résignation

BRUXELLES

de notre correspondant

Khalil attend depuis trois ans des nouvelles de sa famille. Il sait que son frère et son père ont été arrêtés par les talibans. Du sort de sa mère et de sa sœur, il ignore tout. A Bruxelles, le jeune Afghan, né à Hérat, la ville culturelle de l'Ouest, attend aussi son statut de réfugié politique. Longtemps, des fonctionnaires n'ont pas compris pourquoi il avait quitté son pays. Deux mille Afghans sont réfugiés en Belgique. Quinze cents seraient, en réalité, des Pakistanais se faisant passer pour des victimes des talibans, et qui se débrouillent facilement une fois qu'ils ont reçu un permis de séjour, parce qu'ils parlent anglais et qu'ils sont pris en charge par des compatriotes. Les vrais Afghans, eux, ne connaissent souvent que le persan et affrontent la méconnaissance de l'administration quant au sort de leur pays.

De la route qu'il a suivie pour arriver à Bruxelles, il ne dira rien. De sa souffrance non plus. De sa colère, un peu plus. « Les gens m'interpellent : "Pourquoi vous faites la guerre tout le temps ?" Je leur réponds : "Croyez-vous que, plus que d'autres, les Afghans veulent mourir ?" Depuis que je suis tout petit, je me demande pourquoi mon peuple est une victime. »

Les événements récents ont compliqué un peu plus sa vie quotidienne. Indifférents avant les attentats, les Belges le voient désormais comme « un Arabe, un poseur de bombes, un partisan des exécutions

publiques ». Alors que, souligne-t-il, la plupart de ses compatriotes n'ont que deux défauts : « Ils sont trop calmes et trop confiants, ce qui va peut-être leur valoir d'être les autres victimes de Ben Laden. » L'espoir, quand même ? Infime. Sauf « si on laisse les Afghans s'exprimer et choisir ». Or, redoute-t-il, ce pays pourrait, une fois encore, se voir imposer des choix effectués à l'étranger.

« PAS "VENDEUR" »

En Belgique, Khalil est soutenu par Afghanistan-Europe, un groupe de bénévoles qui tentait, depuis deux ans, de sensibiliser à la situation d'un pays martyr. « Des journalistes nous ont dit que ce n'était pas "vendeur". Des fonctionnaires nous ont suspectés de nous livrer à de la propagande. Les affaires étrangères nous ont promis une aide, qui n'est jamais venue », explique Miriam Pountney, la présidente du comité.

A force de travail, elle est pourtant parvenue, la semaine dernière, à obtenir une résolution signée par six sénateurs qui ont invité le gouvernement belge et la Commission européenne à apporter une aide politique et humanitaire à la résistance. M^{me} Pountney aimerait pouvoir acheminer cinquante tonnes de vêtements et, un jour, appliquer dans le pays un programme de formation d'institutrices. Un jour. Quand Khalil aura des nouvelles des siens et qu'elle pourra, pour la première fois, se rendre dans ce pays qui l'émerveille.

Jean-Pierre Stroobants

du « Grand Pachtounistan »

Les Pachtounes au pouvoir à Kaboul depuis des siècles



« Grand Pachtounistan », lequel fait si peur à Islamabad que la North-West Frontier Province (NWFP) du Pakistan est encore, à ce jour, la seule du pays à ne pas porter le nom de son ethnie majoritaire. « Bien que nos trois autres provinces, le Sind, le Pendjab et le Cachemire, aient été, elles aussi, divisées en deux par l'histoire troublée de notre région — une partie de chacune d'entre elles appartenant, depuis la grande partition de 1947, à l'Inde voisine —, nous restons la seule à être désignée par un vocable géographique et non culturel », regrette notre poète pachtoune.

« Etrange survivance colonialiste » que son parti, l'Awami, a essayé de renverser pour ressusciter une appellation plus neutre et qui remonte au XIII^e siècle : le « pachtounkwa », c'est-à-dire le « foyer des Pachtouns ». Fin 1997, le parti avait même réussi à obtenir un vote ultra-majoritaire à l'Assemblée pro-

vinciale pour un changement constitutionnel de nom. Peine perdue : le pouvoir fédéral, à Islamabad, se contenta d'ignorer le scrutin. Les dramatiques événements en cours peuvent-ils encore une fois réveiller le nationalisme pachtoune ?

Politicien prospère, le Haji Bilour prétend que non. « Si les Américains attaquent l'Afghanistan avec l'aide du Pakistan, nos frères, de l'autre côté du col de Khyber, vont nous haïr. Il y aura peut-être des représailles. Selon moi, le "Grand Pachtounistan" est moins que jamais à l'ordre du jour. » Littérateur septuagénaire, le docteur Taizi est moins formel. « Le seul élément qui ressort clairement de la crise actuelle, c'est que notre malheureuse région aurait bien besoin d'une restructuration géostratégique complète. L'avenir dira ce qu'il en est. Et alors, pourquoi pas le "Pachtounkwa" ? »

Patrice Claude

Al-Jazira, de Kaboul à Gaza en passant par une interview de Tony Blair

HIER HÉROS d'Al-Jazira, Teysir Allouni, l'unique correspondant à Kaboul, a été relégué, au deuxième jour des frappes américano-britanniques, au rang de banal reporter de guerre. Peu d'interventions à l'écran, comme si ses collègues du siège central à Doha l'avaient tout simplement oublié. Comme si la guerre était déjà banalisée.

Pourtant Teysir Allouni fait du mieux qu'il peut : dans la nuit noire de Kaboul, il réussit à filmer le ciel en feu. Entre deux lointaines déflagrations, on a pu entendre la sourde panique de ses techniciens. Pendant la journée, Teysir Allouni va à la rencontre des Afghans après une première nuit de guerre. Dans un marché à moitié désert, il discute d'une voix douce et complie avec de jeunes chômeurs qui espèrent « avec l'aide de Dieu que les choses vont s'arranger » pour qu'ils puissent « se remettre à chercher du travail ».

Dans son reportage, Teysir Allouni croise sur son chemin une famille afghane qui s'apprête à prendre la route (sans armes mais avec beaucoup de bagages) et nous souffle au passage qu'« actuellement » ce n'est pas évident pour un journaliste de filmer ce qu'il veut ni d'interviewer qui il veut dans les rues de Kaboul. Hors champ, les talibans armés ne doivent pas le lâcher. Dans ces conditions, on ima-

gine qu'il n'a pas dû être facile de négocier quelques plans d'un radar détruit. Mais il l'a fait. Pour le témoignage d'une victime présentable, Teysir Allouni se dirige vers un vieil homme déboussolé sur les ruines de sa maison fraîchement bombardée. Quand le reporter arrive pour recueillir le récit de l'habitant sinistré, il reçoit des poignées de sable rouge sur le visage : « Quel intérêt de nous filmer ? Les agressions sont notre lot quotidien depuis vingt ans et personne n'entend nos plaintes. A quoi ça sert alors de nous plaindre ? » Implacable. Fin de mission pour Teysir Allouni, qui n'interviendra plus de la journée...

COMME À LA GUERRE

La star du jour, lundi, à Al-Jazira, c'est donc le journaliste d'origine jordannienne Sami Haddad. Cet ancien commentateur politique du département arabe de la BBC anime, à partir de Londres, des émissions de débats politiques. C'est lui qui a décroché l'interview avec Tony Blair. « Que faites-vous de la présomption d'innocence », demande, à propos de Ben Laden, le journaliste au premier ministre britannique. « Mais je l'ai vu sur votre propre chaîne de télévision se réjouir de la mort de sept mille innocents ! », rétorque Blair.

Cet échange de mots entre le journaliste arabe volant au secours

de Ben Laden au nom des principes de « la justice britannique » et Tony Blair parlant d'Al-Jazira a tellement plu à la chaîne que c'est précisément cet extrait de l'entretien qui a tourné en boucle durant toute la soirée. A la guerre comme à la guerre, dans l'info-promo tout le monde trouve son compte : Blair voulait parler à la communauté arabo-musulmane ; Al-Jazira, qui a déjà l'exclusivité Ben Laden, n'était pas mécontente d'avoir aussi sur son antenne un des ennemis les plus farouches du chef de la Qaida.

Par ailleurs, les bombes verbales de Ben Laden lancées la veille sur Al-Jazira ont déjà causé des dégâts considérables au Pakistan et dans les territoires palestiniens. Le « Je jure que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse » a eu les échos que l'on sait. La présentatrice vedette des JT, l'Algérienne Khadidja Benguenna, n'a pas épargné ses interlocuteurs officiels palestiniens, le capitaine de la police Jabril Errahoub, de Gaza, et le secrétaire général du conseil des ministres palestinien, Ahmed Abderahmane, de Ramallah : « Comment pouvez-vous ouvrir le feu sur des étudiants désarmés ? C'est la seule façon que vous avez pour canaliser vos manifestants ? »

Tewfik Hakem

Speedmaster, la légende qui défie le temps



www.omegawatches.com

La Speedmaster Broad Arrow

Broad Arrow est le nom donné aux aiguilles qui indiquent l'heure de l'OMEGA Speedmaster 1957. La Speedmaster est devenue une légende en accompagnant les astronautes sur la lune ou durant tous les vols spatiaux habités, les cosmonautes sur MIR, et en faisant partie de l'équipement officiel des équipages de la station spatiale internationale. Les fameuses aiguilles Broad Arrow sont à l'origine du nom du

dernier-né des chronographes automatiques Speedmaster. Les maîtres horlogers d'OMEGA ont développé un mouvement chronographe entièrement nouveau et exclusif certifié chronomètre par le COSC. Son mécanisme ce chronographe de type roue à colonnes assure une haute précision pour toutes les fonctions et est le signe d'un grand chronographe. La Broad Arrow perpétue ainsi la légende de la Speedmaster dans le 21^e siècle.

Ω
OMEGA

7 Rue de la Paix, Paris - 69 Rue d'Antibes, Cannes

Mohamed Atta aurait rencontré un agent irakien à Prague en juin 2000

Les services tchèques cherchent à savoir si d'autres terroristes identifiés auraient séjourné dans le pays

PRAGUE

de notre correspondant

Le terroriste Mohamed Atta, qui se trouvait selon toute vraisemblance aux commandes de l'avion ayant percuté la tour nord du World Trade Center, le 11 septembre, aurait rencontré à Prague, l'an dernier, un agent des services secrets de Saddam Hussein, Ahmed Khalil Ibrahim Samir Ani, ancien consul et second secrétaire de l'ambassade d'Irak en République tchèque.

Selon des sources proches du gouvernement tchèque, l'entretien aurait eu lieu en juin 2000 à l'aéroport ou près de l'aéroport de la capitale tchèque, le jour où Atta a quitté l'Europe pour les Etats-Unis à bord d'un avion de la compagnie Czech Airlines. D'après une information du contre-espionnage tchèque (BIS) publiée, vendredi 5 octobre, dans le quotidien tchèque *Dnes*, la rencontre aurait eu lieu lors d'un second séjour à Prague, entre juin 2000 et début 2001.

Interrogé par *Le Monde*, le ministre tchèque de l'Intérieur, Stanislav Gross, a affirmé « ne pouvoir confirmer qu'une rencontre entre Atta et un agent ou des agents irakiens a eu lieu » à un moment ou un autre dans le pays. M. Gross a néanmoins indiqué que l'Égyptien Mohamed Atta « a effectué un séjour de moins de vingt-quatre heures à Prague en juin 2000 ».

Le ministre tchèque des affaires étrangères, Jan Kavan, en visite aux Etats-Unis la semaine dernière, a informé son homologue américain Colin Powell des indices recoltés par les services de son pays, a-t-on

appris de source diplomatique tchèque.

Selon le chef de la police nationale, Jiri Kolar, Atta avait passé quelques heures en transit à l'aéroport de Prague, entre l'atterrissage de son avion en provenance de Hambourg, où il étudiait à l'université technique, et le vol de la compagnie tchèque CSA en partance pour Newark dans le New Jersey (Etats-Unis). Il n'avait pas quitté la zone internationale de l'aérogare faute de visa d'entrée sur le territoire tchèque.

Selon d'autres sources proches des enquêteurs, Atta aurait en fait été en possession d'un visa délivré en Allemagne et serait venu en voiture de location à Prague où il aurait rencontré M. Ani avant de s'enregistrer et d'embarquer à bord du Boeing de CSA à destination de Newark. Selon les sources du BIS citées par le quotidien pragois, Mohamed Atta serait revenu une seconde fois à Prague, quelques mois plus tard.

Son séjour n'aurait pas duré plus d'une journée et il aurait utilisé de nouveau l'aéroport de Prague pour se rendre aux Etats-Unis. Les divergences entre les versions présentées trahissent les tensions entre les différents services chargés de la lutte contre le terrorisme, particulièrement sensibles depuis les tragiques attentats de septembre.

S'il s'avérait exact que Mohamed Atta a rencontré l'un des responsables des espions irakiens en Europe centrale - l'entretien n'a pas été enregistré par le BIS et son existence repose sur le témoignage d'une tierce personne -, cela confir-

merait que certains terroristes du 11 septembre ont eu des contacts avec l'Irak, une hypothèse que les services occidentaux ont soulevé dès le début de l'enquête sans pouvoir l'étayer.

La teneur des échanges entre ce diplomate espion irakien - il a été expulsé de République tchèque en avril 2001 pour « activités contraires à son statut » - et l'un des principaux acteurs des attentats contre New York et Washington demeure toutefois inconnu. Il est peu probable que M. Ibrahim Samir Ani, rentré à Bagdad, se confie de sitôt aux enquêteurs tchèques ou américains. Officiellement, le régime irakien a nié toute participation dans les attentats du mois de septembre et l'ambassade irakienne à Prague a démenti toute rencontre entre ses diplomates et le terroriste islamiste.

UN AUTRE DES DIX-NEUF PIRATES

Les services tchèques tentent actuellement de savoir si Atta ou d'autres parmi les terroristes identifiés ne se seraient pas rendus également en République tchèque, en particulier au cours des tout derniers mois. Selon certaines sources, il serait établi qu'au moins un autre des dix-neuf pirates kamikazes aurait séjourné en République tchèque, mais son identité n'a pas été révélée.

Depuis le drame du 11 septembre, les autorités tchèques et leurs services spéciaux sont sur les dents. Le pays fut, à l'époque du communisme, un sanctuaire pour toutes sortes d'extrémistes et de terroristes, en particulier du Proche-

Orient, mais aussi un lieu où certains ont reçu diverses formations militaires.

Le terroriste Carlos a ainsi séjourné à quelques reprises à Prague avec la bénédiction des dirigeants prosoviétiques. La Tchécoslovaquie fut aussi un fournisseur d'armes et d'explosifs à des régimes aujourd'hui inscrits sur la liste américaine des Etats qui soutiennent le terrorisme. La connaissance du terrain tchèque que peuvent avoir certains terroristes inquiète les dirigeants pragois, d'autant que la capitale tchèque abrite une cible de choix : la radio Europe libre dont les émissions en arabe et en perse, en particulier à destination de l'Irak et l'Iran, ne sont pas du goût des autorités visées mais aussi des mouvements islamistes. Situé en plein cœur de la ville, le bâtiment qui abrite Radio Free Europe a été transformé en place forte, ceinte d'un muret en béton haut d'un mètre et gardé par des policiers et militaires d'élite assistés par quatre blindés.

Prague, forte de l'approbation des trois quarts des Tchèques, soutient sans condition Washington et a proposé, dans le cadre de l'activation de l'article 5 de la Charte de l'Atlantique nord, plusieurs de ses unités pour soutenir l'opération américaine « Liberté ». Son régime de lutte anti-NBC (nucléaire-bactériologique-chimique), qui avait participé à la guerre du Golfe dix ans plus tôt, son hôpital de campagne déployé au Kosovo en 1999 et son unité de commandos d'élite ont été pressentis.

Martin Plichta

Nouvelle enquête en Allemagne sur un Syrien de Hambourg

LA POLICE criminelle fédérale allemande (BKA) a confirmé, lundi 8 octobre, l'ouverture d'une nouvelle enquête par le parquet général fédéral sur un homme d'affaires syrien habitant à Hambourg, dans le cadre de l'investigation déclenchée après les attentats du 11 septembre. Lors d'une conférence de presse à Meeckenheim, le directeur du BKA, Manfred Klink, a ainsi confirmé partiellement une information publiée par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* paru lundi, mais s'est refusé à donner de plus amples détails « pour des raisons de tactique d'enquête ». *Der Spiegel* avait affirmé que le parquet allait élargir son enquête à un Syrien, Mamoun Darkazanli, propriétaire d'une entreprise d'import-export à Hambourg, ville où ont vécu trois des kamikazes présumés du 11 septembre.

Le président américain George W. Bush avait publié le 24 septembre une liste de 27 personnes, entreprises ou établissements financiers soupçonnés de soutenir des organisations terroristes islamistes, dans laquelle figurait le nom de Mamoun Darkazanli. Le 2 octobre, le gouvernement allemand avait aussi annoncé le gel

de 214 comptes bancaires suspects, dont celui de Darkazanli. Le parquet fédéral avait toutefois estimé, le 26 septembre, qu'il n'y avait aucun soupçon contre lui dans le cadre de la préparation des attentats aux USA.

Dans une interview publiée par le *Financial Times Deutschland* le 26 septembre, Darkazanli avait indiqué avoir connu « de vue » les kamikazes de Hambourg - l'Égyptien Mohamed Atta, l'émirati Marwan Al-Shehhi et le Libanais Ziad Jarrah - et avoir été invité au mariage du Marocain Said Bahaji, recherché par mandat d'arrêt international. L'homme d'affaires avait aussi reconnu avoir été en contact avec le chef financier présumé du réseau d'Oussama Ben Laden, Mamdouh Mahmoud Salim, arrêté en 1998 en Allemagne et extradé vers les Etats-Unis.

« SOUTIEN FINANCIER ET LOGISTIQUE »

Le gouvernement allemand est intervenu pour faire changer d'avis le procureur général fédéral, Kay Nehm, écrit l'hebdomadaire. Selon *Der Spiegel*, une réunion s'est tenue en sa présence, mercredi à la chancellerie, la première depuis les attentats. De nouveaux éléments à

charge lui ont été remis à cette occasion, ajoute *Der Spiegel*, qui précise que Washington a transmis à l'Allemagne un dossier de 31 pages sur des éléments rassemblés contre le milliardaire islamiste d'origine saoudienne Oussama Ben Laden. Darkazanli, quarante-trois ans, est désormais « soupçonné d'avoir fourni un soutien financier et logistique aux kamikazes de Hambourg », poursuit l'hebdomadaire.

Par ailleurs, la police criminelle régionale du Bade-Wurtemberg (sud-ouest de l'Allemagne) a indiqué lundi avoir ouvert une enquête sur un Pakistanais soupçonné d'avoir proféré des menaces à l'encontre des Etats-Unis après les attentats du 11 septembre.

L'homme, âgé de trente et un ans, qui travaillait alors à l'Institut européen des éléments transuraniens (élément chimique de numéro atomique supérieur à celui de l'uranium) à Karlsruhe, aurait déclaré, deux jours après les attentats, que ce n'était que le début pour les Etats-Unis, selon le directeur de l'Institut, Roland Schenkel. Il aurait également insinué que l'Allemagne serait la prochaine cible. - (AFP.)

Le gouvernement britannique accepte l'extradition de Rachid Ramda vers la France

Le militant islamiste était impliqué dans les attentats commis dans l'Hexagone en 1995

LE GOUVERNEMENT britannique a donné son feu vert à l'extradition en France de Rachid Ramda, militant islamiste soupçonné d'être le financier de la vague d'attentats commis dans l'Hexagone en 1995 par les Groupes islamiques armés (GIA) algériens, a annoncé le ministère de la justice français, lundi 8 octobre. Rachid Ramda dispose de sept jours pour faire appel de la décision. Emprisonné en Angleterre depuis le 4 novembre 1995, soit presque six ans, cet algérien de trente et un ans est devenu le symbole des difficultés de la coopération judiciaire avec la Grande-Bretagne.

Dans un communiqué diffusé lundi, le garde des sceaux, Marylise Lebranchu, s'est félicité de « cette décision qui intervient après de très nombreux échanges entre les autorités judiciaires des deux pays, et qui concrétise le renforcement de la coopération entre les partenaires européens pour renforcer la lutte contre le terrorisme ». Délégué général de l'association SOS-attentats, Françoise Rudetzki a également exprimé sa satisfaction. « S'il est regrettable que cette décision ait été obtenue à cause des événements du 11 septembre, six ans après les premières demandes

des juges d'instruction et des parties civiles, elle devrait permettre enfin de clôturer l'instruction des dossiers en cours », a-t-elle déclaré dans un communiqué.

Interrogée par *Le Monde* mardi matin, M^{me} Rudetzki s'est cependant dite « préoccupée » du fait que Rachid Ramda bénéficie encore, au Royaume-Uni, de recours susceptibles de retarder une nouvelle fois son extradition. « J'espère que les autorités britanniques vont raccourcir au maximum les délais afin que ces procédures ne traînent pas encore des mois, voire des années », a déclaré la déléguée générale de l'association. Elle souhaitait également, « afin d'éviter dans l'avenir ces délais interminables, que les parlementaires français ratifient la convention, signée à Dublin en septembre 1996, visant à accélérer et simplifier les procédures d'extradition au sein de l'Union européenne ». « Il est tout à fait anormal que les autorités judiciaires soient dépendantes du contexte international et du bon vouloir des politiques », a conclu M^{me} Rudetzki.

De fait, la décision du ministère anglais de l'intérieur, qui s'était jusque-là toujours opposé à l'extradition de Rachid Ramda tant que ce

dernier n'aurait pas épuisé tous les moyens que lui offre le droit britannique, semble avoir obéi à des motivations plus politiques que juridiques. La participation de La Grande-Bretagne - qui a perdu plusieurs centaines de ses ressortissants lors des attentats contre le World Trade Center - à l'offensive déclenchée par les Etats-Unis contre les bases d'Oussama Ben Laden en Afghanistan a placé le gouvernement de Tony Blair dans une position délicate. Plusieurs partenaires européens de la Grande-Bretagne, notamment la France, s'étaient étonnés à mots couverts ces dernières semaines du manque de coopération de Londres en matière de lutte contre le terrorisme.

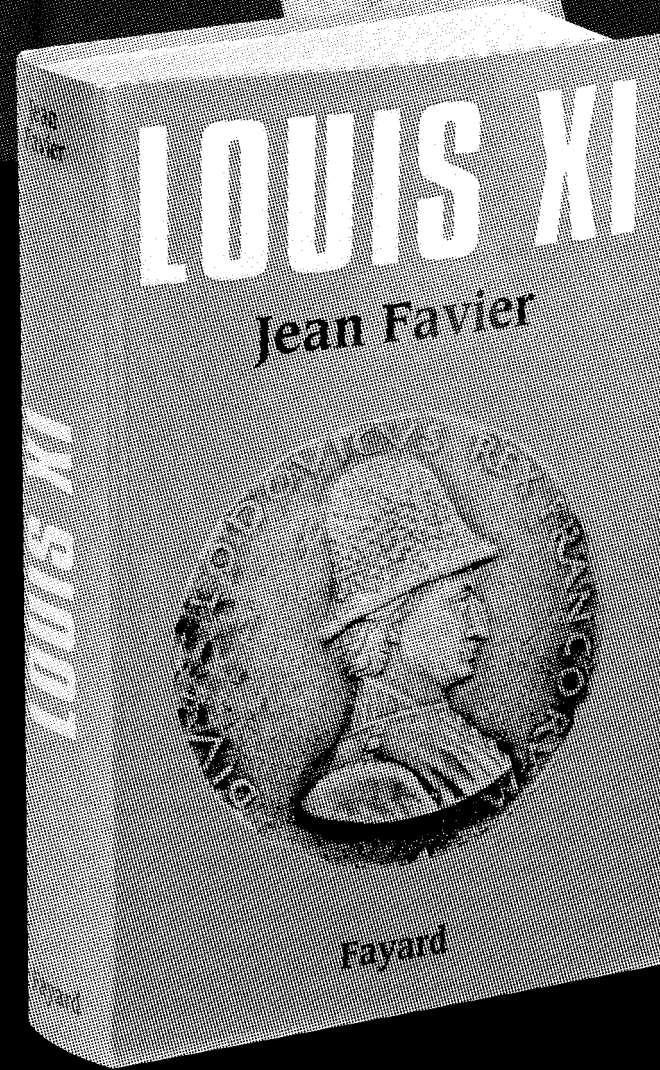
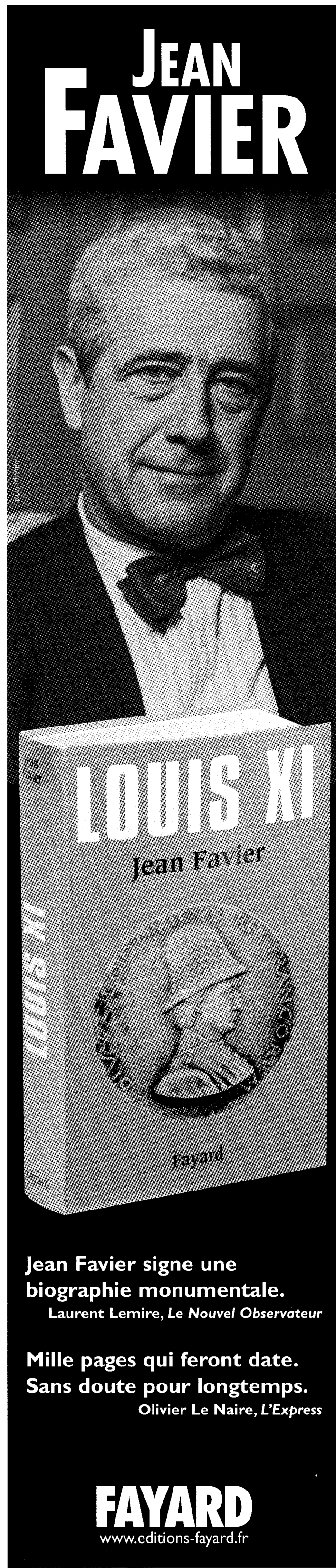
AGACEMENT DES POLICIERS FRANÇAIS

A de nombreuses reprises ces dernières années, des policiers et des magistrats français avaient fait part de leur agacement face aux lenteurs de la procédure britannique. De ce point de vue, le cas de Rachid Ramda, qui constitue la plus ancienne demande d'extradition en souffrance émise par la France, leur paraissait emblématique. Le président de la République, Jacques Chi-

rac, l'avait d'ailleurs évoqué lors d'une visite à Londres, en 1997. L'irritation des enquêteurs français avait été renforcée par le fait que les éléments à charge retenus contre Rachid Ramda semblaient solides, et qu'ils avaient été réunis, en grande partie, par la police anglaise. Le militant islamiste, qui était chargé à Londres de la rédaction et de la diffusion d'*Al-Ansar*, l'organe de presse des GIA en guerre contre le pouvoir algérien, serait le financier de la campagne d'attentats de 1995.

Visé par un mandat d'arrêt international délivré par les juges d'instruction antiterroriste parisiens Jean-Louis Bruguière et Laurence Le Vert, Rachid Ramda avait été placé sous écrou extraditionnel le 8 novembre 1995. En juin 1996, la justice anglaise avait autorisé son extradition. Le jeune Algérien, qui n'a jamais voulu s'expliquer sur les accusations portées contre lui, avait aussitôt déposé un recours, avant de se désister quelques semaines plus tard, laissant au ministère de l'intérieur le soin de statuer sur son sort.

Fabrice Lhomme



Jean Favier signe une biographie monumentale.

Laurent Lemire, *Le Nouvel Observateur*

Mille pages qui feront date. Sans doute pour longtemps.

Olivier Le Naire, *L'Express*

FAYARD
www.editions-fayard.fr

Le FBI enquête sur deux cas suspects d'anthrax en Floride

Dix-huit cas de la maladie du charbon seulement ont été recensés aux États-Unis pendant tout le XX^e siècle. Deux ont été signalés en moins d'une semaine dans le comté de Palm Beach, où ont résidé la plupart des pirates de l'air auteurs des attentats du 11 septembre

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

L'image de Ben Laden affirmant, à l'ombre de son rocher, que l'Amérique ne serait plus jamais tranquille, prenait lundi 8 octobre une étrange résonance. New York, affirmait son maire, était placée en état d'alerte générale, des policiers surveillant le moindre carrefour, et la garde nationale patrouillant les aéroports, et filtrant tous les accès à la ville. Chicago faisait état d'un contrôle inédit, ses fameuses grandes tours, les Sears Towers, étant placées sous haute vigilance.

Dallas, Minneapolis, San Francisco annonçaient les mêmes exigences de sécurité. Mais voilà que l'inquiétude est venue de Floride et qu'entre deux images de tirs américains sur l'Afghanistan, CNN a glissé celles d'une longue file de personnes attendant devant le bureau de la santé du comté de Palm Beach, à Delray Beach, de passer devant un médecin afin de détecter leur éventuelle contamination par la bactérie du charbon. Deux hommes ayant travaillé dans le même bâtiment qu'eux avaient été exposés à cette bactérie mortelle, l'anthrax. Le premier était mort vendredi, le second hospitalisé à Miami. Le spectre du terrorisme bactériologique était bien là. Le ministre de la justice lui-même, John Ashcroft, ne le repoussait pas.

Si l'annonce du décès du photographe Robert Stevens, 63 ans, pour cause d'anthrax - 18 cas seu-

lement ont été recensés aux États-Unis durant tout le XX^e siècle, le dernier en Californie en 1976 - avait d'abord inquiété avant d'être qualifié par les autorités sanitaires de « cas isolé », la révélation, lundi, de l'hospitalisation d'un de ses collègues de bureau, un américain cubain travaillant au courrier, a provoqué un grand choc dans le

Le FBI a aussitôt ouvert une enquête et fait sceller le bâtiment d'American Media, à Boca Raton, qui abrite les bureaux de la plupart des tabloïds de supermarché, tels que *The Star*, *The Globe*, *The National Enquirer*, et notamment *The Sun*, où travaillaient les deux victimes. Les trois cents employés du groupe ainsi que tous les visiteurs

répondre à toutes leurs questions.

Il se pourrait, a reconnu le ministre de la justice, que l'enquête en cours devienne « une enquête criminelle ». Il se pourrait, a aussi déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, que « le terrorisme » soit une explication possible. On n'en a encore aucune preuve. Mais le FBI prend l'affaire « très au sérieux, a indiqué de son côté Jeb Bush, gouverneur de Floride et frère du président. « C'est la nouvelle réalité. On a parlé de ces agents biologiques et chimiques comme parts de l'arsenal terroriste. Et que ce soit le cas ou non, il faut s'y préparer. Ce doit être une priorité bien plus grande que par le passé. »

Lundi soir, tandis que les employés d'American Media remplissaient un questionnaire concernant leurs antécédents médicaux, leur situation dans l'immeuble et leur fréquentation, ou non, de la salle du courrier et de la photocopie dans laquelle travaillaient les deux contaminés, des enquêteurs spécialisés, revêtus de combinaisons blanches étanches, se rendaient les bâtiments. L'urgence est d'identifier l'origine des bactéries et de déterminer comment les deux hommes ont été infectés. Le courrier ? Les bouches d'aération ? Un visiteur malveillant ?

Le journaliste enquêteur Michael Isikoff, du magazine *Newsweek*, indiquait dans la soirée sur CNN que le FBI recherchait activement un stagiaire d'été, ori-

ginaire du Proche-Orient, dont le courriel d'adieu, à tous les employés, avait frappé par sa bizarrerie et l'évocation d'une « surprise » laissée derrière lui. D'autres salariés se rappellent aussi une lettre étrange arrivée peu avant le 11 septembre et contenant de la poudre blanche.

Tous les invités des chaînes d'information - experts, médecins,

L'urgence est d'identifier l'origine des bactéries et de déterminer comment les deux hommes ont pu être infectés

sénateurs - étaient en tout cas alarmés. « Oui, déclarait notamment la sénatrice démocrate Jane Harman à Larry King, ce pourrait bien être le début d'une nouvelle attaque ». Aucun ne relevait cependant l'étrange coïncidence par laquelle Mohamed Atta, l'un des terroristes du 11 septembre, avait longuement fréquenté ce coin précis de Floride. L'aéroport dans lequel il a loué quatre fois un

avion au mois d'août 2001 n'est situé qu'à un kilomètre et demi de la maison du photographe décédé. Et l'aérodrome dans lequel il s'était apparemment renseigné sur la location d'avions d'épandage est à une soixantaine de kilomètres de l'immeuble d'American Media...

Coïncidence ? Sur la liste des 19 pirates de l'air diffusée le 28 septembre par le FBI, six ont précisément comme « possible résidence », la localité de Delray Beach. Dès la mi-septembre, les enquêteurs étaient venus y recueillir les indices sur le passage des terroristes : saisie de disques durs d'ordinateurs à la bibliothèque, fouille de l'appartement haut de gamme du 5^e étage du Delray Racquet club où habitaient Ahmed Al-Nami et Saeed Al-Ghamdi, recueil de témoignages dans le magasin de photo où Marwan Al-Shehhi avait loué une caméra vidéo le 27 juin...

Sans connaître l'existence d'un second cas d'anthrax en Floride, le *New York Times* du week-end consacrait son principal éditorial à la peur de cette maladie et de la variole. Inutile de se ruier préventivement vers les pharmacies, insistait-il. Judith Miller, journaliste du *New York Times* et coauteur de l'inattendu et nouveau best-seller « *Microbes : les armes biologiques et la guerre secrète des États-Unis* », n'en est pas moins submergé d'appels de lecteurs paniqués.

Annick Cojean

Quand le manuel d'un médecin devient un best-seller

UN MÉDECIN urgentiste de l'Ohio ne se doutait pas que son manuel à l'usage des hôpitaux et services d'urgence pour répondre à une attaque bioterroriste, publié en mai 2000, serait un jour un best-seller en rupture de stock. Le Dr Rega, de l'hôpital de Toledo, n'a fait aucune publicité pour son manuel. Il n'est pas à la tête d'une maison d'édition mais d'une « petite structure » dans laquelle il se charge, avec son associé, de l'expédition de ses ouvrages. Et il explique l'avalanche de commandes par « le bouche à oreille, l'effet Internet » et la prise de conscience de la menace.

Le manuel intitulé *Bio-Terry, manuel d'identification et de soin des maladies du bioterrorisme*, est un simple classeur blanc, aux nombreux croquis, qui décrit les symp-

tômes et donne les traitements adaptés à chacun des germes (virus ou bactéries) de l'arsenal biologique.

Maladie du charbon, botulisme, peste, agent de la fièvre Q, toxine de la ricine, variole, entérotoxine, mycotoxine, brucellose, tularémie, alphavirus, fièvre hémorragique : sous chaque onglet figure le mode de transmission, la durée d'incubation, les symptômes et les dosages des médicaments à prescrire.

SIX JOURS

« Je n'avais pas l'intention d'écrire un best-seller », explique l'auteur. « Au départ j'ai regroupé des notes pour moi-même en allant à des conférences, pour apprendre à reconnaître et traiter les effets de ces armes », dit-il.

« En tant que médecin urgentiste,

c'était une préoccupation majeure pour moi, en première ligne non seulement pour traiter des victimes mais aussi pour protéger mon personnel médical », ajoute-t-il encore.

Dans son premier chapitre consacré à l'« anthrax », terme anglais pour la maladie du charbon, le docteur identifie comme signes précurseurs la toux qui peut s'accompagner de fièvre, malaise, frissons.

La bactérie libère une toxine qui tue en six jours. Si la bactérie est traitée avant la production de la toxine, explique le Dr Rega, la maladie peut être vaincue par des antibiotiques de type Ciprofloxacine ou équivalents, dont les pharmacies américaines ont noté une augmentation des ventes ces dernières semaines.

Le Dr Jim Augustine, urgentiste et ancien président de l'organisation Premier Health Care, considère l'ouvrage comme « le meilleur matériel de référence que j'ai trouvé sur ces sujets complexes et techniques ». L'inflation de commandes, pousse le médecin à songer à une association avec un distributeur, pour améliorer la diffusion du recueil. Mais « j'espère que les gens n'auront jamais à l'utiliser », conclut-il. - (AFP.)

« Je ne vais tout de même pas vivre avec un masque à gaz »

NEW YORK

de notre envoyée spéciale

Spécialiste des maladies infectieuses au Lennox Hill Hospital, le docteur Len Horowitz a reçu, vendredi dernier, un appel téléphonique d'une New-Yorkaise totalement angoissée par l'éventualité d'une attaque chimique ou biologique. « Elle voulait, raconte-t-il, un masque à gaz pour son bébé et des médicaments pour son chien. Dans une ville comme New York, il y a toujours des fous. Je répète à mes patients que ça ne sert à rien de prendre des antibiotiques à titre préventif. C'est même dangereux. » Le médecin se veut rassurant : « La majorité des gens ne cèdent pas à la panique. Pour l'anthrax, nous disposons d'antibiotiques. On doit être rationnel, même en cas d'infection, nous disposons d'assez de temps pour réagir. »

Un médecin de ville, exerçant la même spécialité, raconte qu'après le 11 septembre, il a reçu « un déluge d'appels ». « Maintenant ça s'est calmé. quinze à vingt personnes nous téléphonent chaque jour. Je leur répète qu'un traitement, pour l'instant, n'est pas approprié. » John, un dentiste, a donné des antibiotiques à ses secrétaires pour les rassurer. « Moi-même, je n'en ai pas sur moi. » Une pharmacienne renvoie chez leur médecin des clients affolés, « mais ils constituent une extrême minorité ».

« JE PRÉFÈRE NE PLUS AVOIR PEUR »

Lisa, une baby-sitter, éclate de rire : « Je ne vais tout de même pas vivre avec un masque à gaz vingt-quatre heures sur vingt-quatre. J'ai un peu peur mais je ne change pas ma manière de vivre. De toute façon,

que peut-on y faire ? » John, un écrivain, pense qu'en fait, « un masque à gaz te fait gagner peut-être une heure avant la mort, c'est ridicule ».

En écoutant les avis des experts à la télévision, en lisant les enquêtes publiées dans les journaux, certains New-Yorkais restent circonspects : « Qui croire ? Est-ce qu'on surestime ou on sous-estime la menace ? Peut-être nous ment-on pour éviter des mouvements de panique », se demande Kate, une traductrice. « On a été sous le choc, maintenant, je préfère ne plus avoir peur », explique Lisa, professeur de littérature qui, depuis le 11 septembre, part chaque week-end se reposer à la campagne. « S'il y a un quelconque danger, on sera vite informé, on prendra des mesures », est convaincue Mary, photographe.

« Il y a eu une telle chute d'activité que la préoccupation essentielle est de se remettre à travailler, raconte un chirurgien qui a vu son volume d'opérations baisser de moitié. Ce qui me surprend, c'est que personne ne parle de ces menaces au travail. » La crainte est diffuse, chacun cherche à la surmonter. Certains ont pris la décision de ne plus envoyer leurs enfants dans les transports publics car ils redoutent d'autres formes d'action qu'une attaque chimique ou bactériologique. « Des collègues refusent de prendre le métro, explique Patty, comptable. Moi, je ne veux pas y penser. »

De nombreux New-Yorkais répètent, sur un ton déterminé : « Je ne crains pas de voir ma vie menacée. » Certains ajoutent : « Ce serait donner une belle victoire à ceux qui nous ont attaqués. »

Dominique Le Guilledoux

Bruxelles veut renforcer la sécurité dans le transport aérien

La Commission propose la définition de normes européennes communes

BRUXELLES

de notre correspondant

La Commission de Bruxelles devait dévoiler, mercredi 10 octobre, une proposition de règlement visant à renforcer la sécurité dans les aéroports et dans les appareils.

Une panoplie de mesures ont été définies et soumises aux ministres des transports des quinze pays de l'Union, conformément au souhait exprimé, notamment, par les chefs d'Etat et de gouvernement, au lendemain des attentats du 11 septembre aux États-Unis. Dans son document, la Commission souligne que « les mesures préventives mises en œuvre dans un aéroport nous concernent tous et ne peuvent plus être laissées à la seule appréciation des autorités locales, ni même des autorités nationales dont relève cet aéroport ».

Elle suggère donc, dans son projet de règlement (et non de directive, afin de gagner du temps), la définition de normes européennes communes. Le texte souligne d'abord la nécessité d'un contrôle (screening) plus strict de la totalité des bagages embarqués. La surveillance des bagages de soute

et de fret ainsi que du courrier transporté est, en effet, jugée « très partielle » actuellement dans certains États membres.

Dans ce chapitre, la proposition va jusqu'à évoquer la possibilité d'un contrôle plus sévère des diplomates et des personnalités (VIP). Seules les « valises diplomatiques », celles des chefs d'Etat et celles des hôtes officiels des gouvernements continueraient à bénéficier d'une immunité totale.

La Commission évoque, par ailleurs, d'autres mesures très concrètes, comme celle qui viserait à empêcher que le même employé contrôle pendant plus de vingt minutes d'affilée les bagages soumis aux rayons X. Le règlement envisagé propose, d'autre part, des modifications concernant les systèmes d'accès aux aéroports et au tarmac, les déplacements dans l'enceinte des aéroports, le contrôle des passagers et des personnels, etc.

Il énumère ensuite tous les objets à proscrire dans les salles d'embarquement et les cabines, des épées aux feux d'artifice, des pics à glace aux battes de baseball... Comment vérifier le contrôle de la bonne application des

mesures qui seraient adoptées ? Par un système de contrôle mutuel (peer review) et la création d'un service d'inspection de la Commission. Les équipes vérifieraient chaque année environ 20 % des aéroports de la Communauté, soit de soixante-dix à quatre-vingts sites.

Empêcher que le même employé contrôle pendant plus de vingt minutes d'affilée les bagages soumis aux rayons X

Le texte n'évoque que brièvement deux points majeurs qui figuraient dans les recommandations du Conseil européen : la sécurisation des cockpits et la formation des équipages à la sécurité. Ces points nécessitent d'autres instruments juridiques qui sont à l'examen, indique la Commission.

La question de la sécurité des communications air-sol est, elle aussi, provisoirement évacuée. Isabelle Durant, la ministre belge qui préside le conseil des ministres européens des transports, indique, de son côté, que deux mesures seront envisagées : le renforcement des systèmes de fermeture des cabines de pilotage et l'installation d'une caméra qui permettrait au commandant de bord de contrôler la situation dans son appareil.

La ministre se réjouit, par ailleurs, que la récente assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qui s'est tenue à Montréal, ait rejeté l'idée de confier des armes aux équipages.

Dans le domaine de la formation du personnel de bord, la ministre belge croit possible de progresser rapidement grâce, notamment, à un projet de directive européenne qui avait été élaboré, puis enterré. Qui financera ces projets ? « Les États, les compagnies et les passagers. Il faut savoir ce que l'on veut », a déclaré M^{me} Durant.

Jean-Pierre Stroobants

Le Monde et LE ROBERT

Grand Concours de la langue française

un Grand Robert, dix Robert Historique et dix Petit Robert à gagner chaque jour, jusqu'au 19 octobre (Le Monde daté 20)

- 1 Citer deux mots français à terminaison *-bo* qui sont directement empruntés au futur de l'indicatif d'un verbe latin.
- 2 Le mot « arguer » se prononce en dissociant les deux voyelles, comme dans « tuer ». On fait donc entendre le « u », comme dans « argument », qui est un mot de la même famille. Comment s'appelle ce type de prononciation, qui dissocie en deux syllabes un groupe vocalique ?
- 3 Dans quel chef-lieu de canton s'est produite en 1906 la catastrophe minière qui fit entrer dans la langue française un mot picard désignant une personne sortie vivante d'un grave accident, d'un sinistre ? (Les journalistes l'avaient entendu sur les lieux et employé dans leurs comptes rendus pour la presse parisienne.)

Envoyez vos réponses sur carte postale à :

Jeu-concours Dictionnaires Le Robert, 27, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13

Parmi les bonnes réponses, chaque jour, 21 gagnants seront désignés par tirage au sort. Résultats et liste des gagnants dans *Le Monde* daté 4-5/11. Le règlement complet du jeu est déposé et disponible gratuitement chez M^{me} Dubois huissier de justice à Paris, 35, rue Vineuse, 75116 Paris. Jeu gratuit sans obligation d'achat.

Nouvelle édition revue et augmentée
LE GRAND ROBERT
DE LA LANGUE FRANÇAISE

Souscription en librairie à 2 100 F
jusqu'au 15 novembre 2001, au lieu de 2 600 F

R

La majorité plurielle se divise sous l'effet de la riposte américaine

Les Verts et le Parti communiste réclament un débat au Parlement assorti d'un vote sur l'engagement de la France au côté des Etats-Unis. Le président (PS) de l'Assemblée nationale, Raymond Forni, écartait, mardi matin, cette éventualité

LES PREMIÈRES FRAPPES américaines sur l'Afghanistan font tanguer la majorité plurielle. Le Parti socialiste, dont le premier secrétaire, François Hollande, avait jugé, dimanche soir, « légitime » l'action militaire des Etats-Unis, est désormais confronté à une mini-fronde de ses principaux alliés. Les Verts et le PCF ont tenu, lundi 8 octobre, à souligner leur différence. S'inquiétant des conséquences pour les populations civiles et des modalités de l'engagement français, ils réclament instamment un « vrai » débat au Parlement – assorti d'un vote.

Interrogé mardi matin sur France 2, Raymond Forni, président (PS) de l'Assemblée nationale, a tenté de couper court à ces revendications. Il a estimé qu'il n'y avait pas de « données nouvelles » justifiant un nouveau débat au Parlement, en rappelant que le 3 octobre « tous les groupes avaient pu s'exprimer ». « Nous n'avons pas d'intervention particulière des forces françaises au côté des Etats-Unis » a-t-il ajouté, arguant d'une « différence de nature » entre la présence d'agents de renseignements français sur le sol afghan – évoquée par Libération le jour même – et un engagement militaire. « Quand la France décidera d'être au côté des Etats-Unis militairement parlant, il y aura une information du Parlement, le premier ministre Lionel Jospin s'y est engagé » a-t-il assuré, sans mentionner la question du vote. M. For-

ni a par ailleurs précisé que les commissions de la défense et des affaires étrangères de l'Assemblée entendraient mardi Alain Richard et Hubert Védrine. « Je préfère une assemblée sérieuse à une assemblée qui blablate un peu en l'air » a-t-il déclaré. M. Jospin devait néanmoins être interpellé sur le sujet lors de la séance de questions au gouvernement, mardi après-midi au Palais Bourbon.

Les propos de M. Forni ne sont pas de nature à calmer la fronde qui agite Verts et communistes. Ce changement d'attitude s'est concrétisé lors de la réunion des signataires de l'appel du Mouvement de la Paix, lundi à la Bourse du Travail, à Paris. Alors qu'au cours des précédents rencontres, le PCF et les Verts s'étaient abstenus de s'enga-

ger – comme le réclamait l'extrême gauche, certains mouvements pacifistes et les syndicats SUD – sur une date de manifestation, ces deux formations ont donné leur accord pour un défilé, jeudi 11 octobre, en fin d'après-midi, à Paris. Autre signe : la CGT qui, après avoir hésité, avait refusé de s'associer à l'appel du Mouvement de la Paix, a revu sa position, annonçant qu'elle appellerait, elle aussi, à la manifestation de jeudi.

« Les Verts sont tous d'accord, il n'y a pas de différence entre eux » avait indiqué, quelques heures auparavant, Dominique Voynet, à l'issue du collège exécutif de son parti. La secrétaire nationale des Verts donnait ainsi quitus à Noël Mamère qui, dès dimanche soir, avait qualifié les bombardements

« d'acte de guerre contre le peuple afghan ». Elle répondait aussi, de fait, au porte-parole du PS, Vincent Peillon, qui avait sévèrement rappelé à l'ordre le député (Vert) de la Gironde, en qualifiant ses propos de « grave erreur ». « Nous considérons ces frappes comme légitimes et nous leur apportons notre soutien », insistait M. Peillon, estimant que la position de M. Mamère relevait de la « confusion d'esprit ».

Cette position apparaît pourtant majoritaire chez les Verts, dont le communiqué, publié lundi, dénonçait une « logique de guerre » qui « ajouterait la violence armée à la violence terroriste, aucune procédure juridique internationale n'ayant été initiée ». M. Peillon explique par des « raisons internes » – le débat autour de la désignation du candidat des Verts à la présidentielle – les déclarations de M. Mamère. Il souligne que ce dernier avait pris, lors de la guerre du Golfe et de l'intervention au Kosovo, une position « interventionniste ». Ainsi qu'ils l'avaient déjà réclamé le 18 septembre, les Verts exigent un débat au Parlement, jugeant qu'« en aucun cas, le gouvernement français ne doit s'avancer plus avant dans cette guerre sans que le Parlement ait été de nouveau réuni ».

L'inflexion est identique au PCF. Alors qu'au conseil national du 13 septembre, Robert Hue exprimait « sa solidarité à l'ensemble des citoyens américains et aux dirigeants qu'ils se sont donnés », le

secrétaire national confirmait, lundi, l'inflexion de sa réflexion. Le candidat communiste à l'élection présidentielle a mis en garde contre les risques « réels d'engrenages » avant d'ajouter que « la forme prise par l'intervention américaine en Afghanistan avec ce qui apparaît comme des bombardements massifs, me fait craindre que le piège tendu par Ben Laden et les talibans fonctionne ». M. Hue a demandé que « l'ONU soit saisie de cette nouvelle situation » et exigé, à son tour, que l'engagement de la France, sous quelque forme que ce soit, ne puisse être envisagé avant un débat suivi d'un vote à l'Assemblée nationale.

Cette ligne a été approuvée par le député (PCF) de Seine-Saint-Denis Patrick Braouezec, qui avait « critiqué » la position initiale de M. Hue. Celui-ci a écrit à M. Jospin pour réclamer une consultation de l'Assemblée. « Si les parlementaires étaient mis devant le fait accompli », il pourrait en résulter « un schisme » entre le PCF et les autres composants de la gauche plurielle, a prévenu André Gerin (Rhône), opposant à M. Hue. « Schisme, c'est un peu fort, mais dans l'hypothèse d'une participation française sans débat préalable, il faudrait une rencontre au sommet de la gauche plurielle pour analyser la nouvelle donne », a tempéré M. Braouezec.

Elie Barth, Béatrice Gurrey et Caroline Monnot

Les ONG déplorent la « propagande » humanitaire

VINGT-QUATRE HEURES après le début de l'offensive américaine et britannique contre les bases supposées des réseaux Ben Laden en Afghanistan, deux organisations non gouvernementales (ONG) françaises ont déploré, lundi 8 octobre, que les frappes militaires aient été couplées à des largages de vivres.

Médecins sans frontières (MSF) a dénoncé dans un communiqué ce parachutage de rations alimentaires, qui, à ses yeux, relève de la « propagande » et ne poursuit qu'un seul objectif : obtenir l'adhésion de l'« opinion publique internationale » aux bombardements. Joint par téléphone, lundi, alors qu'il se trouvait à Islamabad, capitale du Pakistan, Jean-Hervé Bradol, président de MSF, a regretté cette « confusion entre aide humanitaire et opérations militaires ». « Ça va être plus difficile de prouver notre bonne foi [aux autorités afghanes], a-t-il confié au Monde. A la limite, ça nous met même un peu en danger. »

Interrogé par Le Monde, Claude Moncorgé, président de Médecins du monde (MDM), a, lui aussi, fait part de sa désapprobation : « C'est pénalisant car on mélange tout », a-t-il estimé. De tels largages de nourriture peuvent, d'après lui, instiller l'idée que les ONG ne sont pas indépendantes. « La préoccupation première d'une opération humanitaire, a affirmé M. Moncorgé, est de protéger des civils. Les militaires, eux, sont dans une autre logique. »

MSF et MDM n'en demeurent pas moins mobilisés pour secourir les populations civiles afghanes. La première de ces ONG envisage d'ouvrir un nouveau camp à proximité de Peshawar, « dans l'éventualité d'un afflux de réfugiés », précise M. Bradol. L'ONG française est, en outre, prête à accueillir d'éventuels réfugiés dans un camp implanté en Iran ; elle espère « faire rentrer dès que possible » en Afghanistan les « troupes » qu'elle a déployées dans quelques pays limitrophes ; enfin, elle dispose d'équipes sur le territoire afghan, à Mazar-e-Charif et dans la zone contrôlée par l'Alliance du Nord.

Pour sa part, Médecins du monde compte encore trois cents personnes à Kaboul et à Hérat ; en outre, l'ONG a dépêché des équipes médicales au Pakistan, en Iran et en Ouzbékistan, non loin de la frontière afghane. Enfin, la Croix-Rouge française devrait annoncer, mardi, « une initiative nationale en concertation avec d'autres organisations humanitaires ». Le millier de personnes qui travaillent sur le sol afghan pour le compte du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) continuent d'installer des unités de chirurgie et de soins. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, elle, « pré-positionne » d'importants moyens à la frontière du pays : tentes, couvertures, engins pour rendre l'eau potable, etc.

Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin

Bertrand Bissuel

Manifestations contre les frappes américaines

Trois cent cinquante personnes se sont rassemblées, lundi 8 octobre en fin d'après-midi, à Paris, place de la Concorde, non loin de l'ambassade des Etats-Unis, pour protester contre les frappes américaines en Afghanistan. Les manifestants ont été immédiatement encerclés par un cordon policier, près du jardin des Tuileries, tandis que d'autres étaient contenus rue de Rivoli. Ce rassemblement, organisé à l'appel du collectif Faut réagir, n'avait pas été autorisé par la préfecture de police. « Ni OTAN ni taliban », « Bush assassin, Chirac complice », « Liberté pour le peuple afghan », ont scandé les manifestants, parmi lesquels figuraient des militants de SUD, de la CNT, d'Alternative libertaire, de la Fédération anarchiste, de la LCR, de l'Étincelle ou d'AC !, mais aussi des personnes n'appartenant à aucun mouvement. D'autres rassemblements ont eu lieu à Strasbourg, Brest et Marseille. En Europe, des manifestations ont rassemblé 500 personnes à Vienne et à Bruxelles, 1 000 à Madrid, 2 000 à Athènes et Berlin et plusieurs milliers à Rome.

La palette des états d'âme chez les militants communistes

LA PORTE pourrait être celle d'une petite épicerie, à ceci près que, sur la devanture bordeaux, sont fièrement peints la faucille et le marteau. La section communiste du 4^e arrondissement de Paris a des airs d'antan. Roland, Gérard, Yvon, Michel et Sonia cumulent à eux seuls deux cent quatorze ans de militantisme au PCF. Pourtant, à entendre ces communistes débattre de l'intervention en Afghanistan, lundi 8 octobre, on se dit que tout a changé dans le parti de Robert Hue.

Autant de militants, autant d'opinions. Yvon Debost, communiste depuis 1972, est « absolument contre cette intervention militaire : aucun mandat n'autorise les USA à intervenir de cette manière barbare », estime-t-il. « S'attaquer aux « nids de terroristes », on sait bien que ce n'est pas vrai. Cela ne peut qu'enclencher d'autres attentats par des groupes incontrôlés », ajoute ce sexagénaire. Il est en désaccord total avec les positions prises par la direction du parti, qui « manquent de fermeté ».

Gérard Renault les trouve aussi « trop molles », mais pour des raisons inverses. « On ne peut pas être un cran en dessous de la réaction nécessaire face aux attentats du

11 septembre », estime le responsable de la section, favorable à l'intervention telle qu'elle est menée, parce qu'« il y a des périodes de l'histoire où l'on n'a pas réagi, et on voit où cela nous a conduits ». « Où tout cela va-t-il nous mener ? », s'inquiète justement Marguerite Rivet, soixante-treize ans, d'une voix étranglée. Farouchement opposée aux bombardements « sur un pays déjà misérable », elle fait observer que, « des bases terroristes, il y en a aussi au Soudan et au Yémen ».

L'Argentine Mariana Kreimer résume son opinion d'une formule : « La guerre non, le droit oui. » « Il n'est pas possible que les Etats-Unis prennent une décision unilatérale et n'en parlent qu'après avec les autres pays », dit-elle. Sonia Louis, membre du parti depuis 1958, se demande si cette intervention « ne va pas donner l'occasion aux Etats-Unis de mettre le pied où ils ne l'avaient pas ». Michel Pomeranc, cinquante-quatre ans de parti, fulmine, lui, contre Lionel Jospin : « Il avait dit que les décisions seraient prises avec le Parlement. Et, là, on apprend qu'il y a déjà des bateaux et des hommes sur place ».

Béatrice Gurrey

L'intervention télévisée de M. Chirac irrite Matignon

UNE NOUVELLE FOIS depuis les attentats terroristes contre New York et Washington, Matignon enrage. En silence. Jacques Chirac est le chef des armées, c'est la Constitution qui le dit, et le premier ministre n'y peut rien. Depuis un mois, Lionel Jospin, relayé par le premier secrétaire du PS, François Hollande, ont fait en sorte que rien ne vienne ternir l'image d'un exécutif soudé face aux menaces de guerre. Dimanche 7 octobre, pourtant, l'intervention du président de la République a pris de court le premier ministre, et l'a placé dans une situation politique embarrassante. M. Chirac y expliquait solennellement aux Français que « nos forces participeraient » aux opérations militaires en Afghanistan et que, « à ce stade, des navires français sont associés » à l'opération. « Ces derniers jours, les Etats-Unis nous ont présenté des nouvelles demandes de participation militaire. Nous assurerons notre part (...) C'est que j'ai dit au président Bush qui m'a appelé cet après-midi avant le début des opérations », expliquait M. Chirac.

L'intervention présidentielle a vivement contrarié Lionel Jospin. Pour lui, M. Chirac a été imprudent. Le président de la République peut en effet laisser entendre que l'engagement militaire français en Afghanistan pourrait aller très au-delà des « navires français » dont il venait de révéler la mobilisation. De fait, ces déclarations ont immédiatement fait souffler un vent de panique sur la gauche plurielle, qui était pourtant restée singulièrement soudée après les attentats du 11 septembre (lire ci-dessus). Devant l'éventualité d'une participation plus massive, une partie de la majorité, les Verts et les communistes, ont en effet immédiatement réclamé un vote du Parlement, que Lionel Jospin n'envisage pas pour le moment.

« Comme souvent, il a été non pas trop rapide à intervenir - c'est sa fonction et c'est son droit -, mais trop prompt à apporter une réponse à une question qu'on ne connaissait pas, c'est à dire le montant des demandes

américaines et leur détail -matériels ou humains », résume le porte-parole du PS, François Hollande. Mardi après-midi, devant l'Assemblée nationale, Lionel Jospin devait revenir sur ces demandes, même si le secret militaire et l'évolution des demandes d'engagement américains l'obligent à une certaine prudence. Il devait ainsi tenter de rassurer sa majorité plurielle en expliquant que le Parlement, qui s'interroge « légitimement » sera « consulté » régulièrement et expliquer aux plus rétifs, que la France n'ira pas là où elle ne veut pas aller.

L'intervention de M. Chirac a aussi fait naître un doute : le premier ministre est-il aussi bien informé que le président des opérations en cours ? « Je suis quand même un peu navré que le ministre de la Défense, Alain Richard, apprenne le début des frappes américaines sur l'Afghanistan au milieu d'une émission de télévision », a ainsi expliqué lundi soir le président de DL Alain Madelin sur France 2, en faisant allusion à l'intervention d'Alain Richard au « Grand jury -RTL-Le Monde-LCI », dimanche 7 octobre, au moment même où débutaient les frappes américaines sur Kaboul.

En réalité, le ministre de la défense sait. Depuis peu de temps. Dimanche soir, vers 17 heures 30, Georges Bush joint Jacques Chirac et l'avertit du déclenchement des opérations. Immédiatement après, le président de la République s'entretient avec Lionel Jospin. Vers 18 heures 15, le premier ministre appelle le ministre de la défense qui se fait maquiller pour le « Grand jury RTL-Le Monde ». Le premier ministre lui explique qu'il sait que Jacques Chirac va intervenir, mais qu'il ne connaît pas le contenu de son intervention. « Ils savent tous les deux, mais il n'y en a qu'un qui parle », commente un proche de M. Jospin.

Raphaëlle Bacqué et Ariane Chemin

Bertrand Bissuel

"J'AI TOUJOURS ENVIE D'ALLER AUX GALERIES"

GALERIES
Lafayette

LES PLUS BELLES MARQUES À PRIX 3J

PROLONGATION
JUSQU'AU SAMEDI 13 OCTOBRE

A la veille de leur opération-suicide contre New York et Washington, le 11 septembre, les pirates de l'air avaient en main un curieux texte de quatre pages, sorte de feuille de route du kamikaze, mêlant conseils pratiques et aide spirituelle. Ce manuscrit, rédigé en arabe classique, retrouvé en trois exemplaires sur les lieux du drame et publié avec l'aval du FBI (« Le Monde » du 2 octobre), soulève de nombreuses interrogations. Nous avons demandé à cinq spécialistes du terrorisme, des sectes et de l'islam de l'analyser. Il en ressort une série de dérives et d'adaptations incongrues du Coran, qui classent le groupe terroriste parmi les sectes



Mohammed Atta et Abdul Aziz Al-Omar, filmés le 10 septembre sur le parking d'un restaurant de South Portland, dans le Maine.

« Si tu vois l'ennemi comme fort, souviens-toi des rassemblements, la coalition qui s'est formée pour combattre le prophète Mahomet. Ils étaient dix mille. Et souviens-toi que Dieu a donné la victoire à ses fidèles serviteurs. Dieu a dit : "Quand les fidèles ont vu les rassemblements, ils ont dit : "Voilà ce que Dieu et le Prophète ont promis et ils ont dit la vérité." Cela n'a fait qu'augmenter leur foi." »

Ce passage fait référence au verset 22 de la sourate 33 (Les Coalisés) : « Si tu vois l'ennemi comme fort, souviens-toi des rassemblements la coalition qui s'est formée pour combattre le prophète Mahomet. Ils étaient dix mille. Et souviens-toi que Dieu a donné la victoire à ses fidèles serviteurs. Dieu a dit : "Quand les fidèles ont vu les rassemblements, ils ont dit : "Voilà ce que Dieu et le Prophète ont promis et ils ont dit la vérité." Cela n'a fait qu'augmenter leur foi." »

Une coalition mecquoise s'était formée contre les musulmans de Médine en l'an 5 de l'hégire (627 ap. J.-C.). Elle se dirigea vers Médine pour réprimer définitivement les musulmans. Cette armée, évaluée à 10 000 hommes, 600 chevaux et des chameaux, était sous le commandement d'Abou Soufyân ibn Harb. Un esclave persan qui faisait partie de l'armée musulmane, conseilla de creuser une tranchée, technique non utilisée habituellement par les Arabes, pour entraver l'assaut des coalisés. Un fossé fut creusé en six jours, d'où le nom de « bataille du Fossé ». Les troupes d'Abou Soufyân ne purent franchir cet obstacle. La bataille du Fossé fut une victoire défensive pour les musulmans. La conclusion à en tirer est double : d'abord cette victoire contre les coalisés fut proprement défensive et non pas offensive, comme en témoigne d'ailleurs le verset 25 de la sourate 33 : « Et Allah a renvoyé, avec leur rage, les infidèles sans qu'ils n'aient obtenu aucun bien, et Allah a épargné aux croyants le combat. Allah est Fort et Puissant. »

Ensuite, Salmân al-Farîsî était chrétien, et même si l'on veut admettre qu'il se convertit volontiers et de bonne foi à l'islam pour ne contrarier aucun théologien, il n'en reste pas moins que c'est un chrétien qui sauva Médine et les musulmans à cette occasion ! Donc invoquer l'épisode des coalisés pour combattre l'Occident est pour le moins incongru.

Mourad Faher

« Si tout va bien, chacun de vous tapera sur l'épaule de l'autre, confiant que (M) et (T) dénombreront (K). Rappelle à tes frères que cet acte est pour le Tout-Puissant. Ne les trouble pas et ne les distrais pas. Dieu leur annoncera les heureuses nouvelles et les apaisera, et les encouragera et il les fera se souvenir de lui. Il est beau que quelqu'un lise ces paroles de Dieu : "Et ceux qui préfèrent la vie après ce monde devront se battre pour l'amour de Dieu." Ainsi que Ses paroles : "Ne croyez pas que ceux qui sont tués pour l'amour de Dieu sont morts ; ils sont vivants..." Et d'autres encore. Ou bien ils entonneront des chants pour se donner du courage, comme les premières générations pieuses l'ont fait dans les affaires du combat, pour apporter le calme, la paix et la joie dans le cœur de leurs frères. »

Il y a une gradation dans les sourates. Plus on avance, plus elles sont nombreuses. Et plus la sourate devient précise et impliquante. Chacune agit comme un déclencheur d'action, mais d'une action minime. Et c'est la somme de ces actions qui va conduire à l'attente. Chaque sourate agit un peu comme un verrou anti-retour. A la phase 3, le terroriste est porté par un système autoconditionné. La personne s'entoure d'une aura mystique qui se déplace avec elle. Elle entre dans une vision prophétique et sacrificielle.

Jean-Marie Abgrall

Propos recueillis par Xavier Ternisien

Retour sur la feuille de route des kamikazes

« Fais le serment de mourir et renouvelle ton intention. Rase ton corps et passe-le à l'eau de Cologne. Douche-toi. »

La purification renvoie à la peur de la souillure, à l'idée que par des pratiques rituelles on peut se débarrasser du mal, le rendre extérieur à soi, n'être que purifié. Ce qui est recherché, c'est l'innocence, celle du bébé qu'on lave et du paradis perdu. Cette quête de l'innocence par des pratiques de purification est caractéristique d'une dérive sectaire. Et là, dans le contexte, ce dont on doit se débarrasser, c'est la faute de vouloir mourir, de le jurer. On est en plein paradoxe sectaire : la religion musulmane, comme tous les monothéismes, interdit le suicide. Là, il est imposé au nom de la religion : cette contradiction terrible doit être levée par la purification.

Anne Fournier, agrégée d'histoire, collaboratrice de la mission interministérielle de lutte contre les sectes (MILS), auteur de « La dérive sectaire » (avec Michel Monroy, PUF, 1999).

« Assure-toi de bien connaître tous les détails du plan, et attends-toi à la riposte, à une réaction, de l'ennemi. »

« Lis al-Tawba et Anfâl, les chapitres guerriers traditionnels du Coran, réfléchis à leur signification et pense à tout ce que Dieu a promis aux martyrs. (...) »

« Prie pendant la nuit et persévère à demander à Dieu de te donner la victoire, le contrôle et la conquête, et de te rendre la tâche plus facile et de ne pas nous démasquer. »

« Pense à Dieu souvent, et la meilleure manière de le faire est, selon tous les érudits pour autant que je sache, de lire de Saint Coran. Il nous suffit qu'il [le Coran] soit la parole du Créateur de la Terre et des végétaux, Celui que tu connaîtras [le jour du Jugement]. »

« Purifie ton âme de tout ce qui est souillure. Oublie complètement ce qu'on appelle "ce monde-ci", la vie ici-bas. L'heure du jeu n'est plus, l'heure grave est sur nous. Combien de temps avons-nous perdu dans notre vie ? Ne faut-il pas profiter de ces dernières heures pour accomplir de bonnes actions et obéir ? »

Nous sommes en présence d'un processus de conditionnement opérant, destiné à déclencher un méca-

nisme presque pavlovien. Je pense qu'il y a eu vraisemblablement des répétitions préalables, un jeu symbolique. C'est comme ça que j'interprète la formule « l'heure du jeu n'est plus ». Le conditionnement s'est effectué à deux niveaux : un protocole guerrier (« affûter le couteau ») et un protocole mystique (réciter les sourates du Coran). Le texte décrit toute une série de rituels secondaires qui mécanisent l'action et sont destinés à perdre le terroriste dans les détails, pour lui éviter de commettre une erreur tactique et empêcher l'anxiété.

Docteur Jean-Marie Abgrall, psychiatre et criminologue, expert auprès de la Cour de cassation.

« Bénis ton corps avec des versets du Coran (pour cela, on lit les versets entre les mains de quelqu'un, puis on frotte les mains au-dessus de ce qu'on veut bénir), et bénis les bagages, les vêtements, le couteau, bénis tes effets personnels, ta carte d'identité, ton passeport, et tous tes papiers. »

Ce qui surprend un peu, c'est cette bénédiction des objets, qui ne ressemble pas du tout aux pratiques en vigueur dans l'islam. Nous sommes en présence d'un ritualisme qui tient plus de la religion populaire, ou à la rigueur du soufisme, mais qui n'est pas salafite. Le salafisme d'inspiration wahhabite a horreur de ce côté ritualiste, et de tout ce qui peut s'apparenter à des superstitions. On a l'impression d'une espèce de syncrétisme. Cela sonne un peu bizarre. On voit bien que les terroristes ont opéré un bricolage à partir de niveaux d'islam assez différents.

La purification du corps est une pratique plus classique, qu'on retrouve par exemple chez les activistes du Cachemire, mais beaucoup moins en Palestine. Au Cachemire, on se prépare pour la mort exactement comme pour un mariage. Avec de l'eau de Cologne par exemple.

Olivier Roy, islamologue, spécialiste de l'Afghanistan, auteur de « L'échec de l'islam politique » (Le Seuil, 1992).

« Dis la prière du matin en commun et médite les grandes récompenses qu'elle donne. Dis ensuite les sup-



pliques, et ne pars pas de chez toi sans avoir fait tes ablutions (car les anges demanderont ton pardon aussi longtemps que tu es en état d'ablution, et ils prieront pour toi). »

On voit manifestement une prétention d'utilisation, pour ne pas dire d'asservissement, des anges au projet destructeur que suggère la lettre des terroristes. Or le verset 12 de la sourate 8, cité plus loin, affirme formellement la subordination des anges à Allah et non pas aux hommes. Il s'agit même fondamentalement d'une attitude blasphématoire vis-à-vis des anges en islam que de les considérer comme subordonnés délibérément à l'homme ou au service de ses projets.

Mourad Faher, spécialiste du Coran, collaborateur régulier du site oumma.com

« Dieu a dit : "Frappe au-dessus du cou, et à toutes les extrémités." »

Il s'agit en fait d'une citation du verset 12 de la sourate 8 (Le Butin). Ce verset suggère l'intervention d'anges pour aider les musulmans contre la troupe ennemie pendant la bataille de Badr (624). Le verset 12 explique l'effroi des Mecquois devant les musulmans : « Et ton Seigneur révéla aux anges : "Je suis avec vous : affermissez donc les croyants. Je vais jeter l'effroi dans les cœurs des mécréants. Frappez donc au-dessus des cous et frappez-les sur tous les bouts des doigts." » Ce sont les anges dont il est question. La volonté de « mimer » les anges est une attitude blasphématoire.

Mourad Faher

« Si tu massacres, ne cause pas de souffrances à celui que tu tues, car c'est une des pratiques du Prophète, paix sur lui. »

Ce mélange de compassion mélangée au crime est extrêmement choquant : il faut tuer, mais doucement... Le passage auquel il est fait allusion concerne en fait l'abattage d'un animal, pour le manger. Transposer cela pour des humains, c'est de la manipulation pure et simple. Dans toutes les citations, on trouve cette décontextualisation de la référence coranique. L'acte est commis au nom d'un idéal religieux, comme un acte qui plaît à Dieu, ce qui est d'une violence extraordinaire. C'est un discours anachronique, amputé de son contexte. Des sourates très circonstancielles sont appliquées au XXI^e siècle, dans un contexte qui n'a rien à voir avec les circonstances de leur révélation. On peut malheureusement embrigader des jeunes dans cette lecture simpliste du Coran et des hadiths.

Tarek Oubrou, imam de la mosquée de Bordeaux, conférencier à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF).

« Que tu ne sois pas distrait par [illisible] et que tu ne délaisses ce qui est au-dessus, pour prêter attention à l'ennemi. Car ce serait trahir, et cela ferait plus de mal que de bien. Si cela arrivait, l'action en cours doit l'emporter, car l'action est une obligation, et le reste est un choix. Et l'obligation a priorité sur le choix. »

On retrouve là un mécanisme connu des groupes sectaires, où l'obéissance au gourou et au groupe devient la seule règle morale, la seule éthique possible, qui surpasse tout, même les règles morales communément admises. Cette injonction d'obéissance se retrouve partout dans le texte, et dans sa forme même. Il s'agit d'obéir à la lettre à ce qui est écrit là. Lié au thème de l'obéissance, le thème de la trahison et celui de la peur. Celui qui n'obéit pas est un traître. Traître à Dieu, traître à ses frères. On retrouve ce mécanisme de l'empêchement du doute par le jugement négatif du groupe, par la dévalorisation de celui qui serait incapable de faire ce que le groupe attend de lui. Dans ce texte, le groupe apparaît en filigrane sous le terme « frères ».

Anne Fournier

En raison des circonstances

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

DEVANT la cavalcade d'informations depuis un mois, la question paraît pertinente : oui ou non, l'Histoire s'accélère-t-elle ?

A coup sûr, suggère la presse. Pas du tout, simple vertige, conteste l'historien Jean-Noël Jeanneney (il signe un essai sur ce thème, ces jours-ci, chez Gallimard). Une hypothèse serait de nature à les départager. Les métiers du présent et les métiers du passé ne seraient-ils pas en train de se disputer un des pouvoirs naissants, et décisifs, de ce temps : celui de désigner les actualités qui feront date, période, tournant ?

La mondialisation des affrontements, des images et des émotions a annulé l'ancien critère de proximité prêté à la curiosité publique par les journalistes. Trois accidentés au village voisin n'équivalent plus à trois cents noyés en Inde. C'était encore vrai il y a dix ans. Pendant la guerre du Golfe, j'ai vu une cinquantaine de vacanciers du troisième âge envahir en chantant le vol Dubaï-Paris, à l'escale du Caire, retour d'un séjour insouciant sur le Nil (l'un d'eux croyait mordicus rentrer de Bahia, destination de ses précédentes vacances !). Ce droit à l'étourderie est en voie de disparition.

Le privilège occidental de bronzer en toutes saisons aux antipodes pourrait se perdre à son tour. La couche d'ozone et les budgets de carburant y gagneraient. Après les clubs du Zambèze,

les gîtes de Corrèze ! Le slogan rimé des décolonisateurs à sang froid reprendrait du service. Du bon usage des crises et des pénuries !

L'interruption du match France-Algérie, le 6 octobre, était-elle un événement « majeur », comme on dit maintenant de tout ? Oui, du moins avant que ne l'éclipsent les frappes américaines en Afghanistan, et si l'on misait aussi gros qu'Albert Camus sur les vertus réconciliatrices du sport, nettement mises en échec. Oui, si on juge scandaleux que l'hymne d'un pays soit hué par qui a choisi d'y vivre. Non, si la mémoire joue encore son rôle, qui est de relativiser.

Qui se souvient, par exemple, du dernier défilé militaire du temps de l'Algérie française, au cours duquel des petits « musulmans » exhibés sur les Champs-Élysées en signe d'intégration réussie ont agité des drapeaux « fellaghas » sous le nez du bon monsieur Coty – geste à la fois plus dangereux, et cohérent, que celui du Stade de France ? Comme quoi quarante ans d'appels à l'apaisement et une heure et quart de foot n'ont pas supprimé l'attrait des bravades, par quoi tout adolescent pense devenir quelqu'un.

Autre confirmation de la semaine : peu de règles nobles résistent au pragmatisme des opportunités. Sitôt menacées, les démocraties ne regardent plus de trop près si les régimes qui

offrent leurs services sont fréquentables ou pas. Les champions de la liberté et de la civilisation sont obligés de faire transiter leurs forces par des contrées dont le principal mérite est de jouer le champ de bataille. Morale de... l'Histoire : tôt ou tard, elle obéit à la géographie.

Quand elle ne se soumet pas aux intérêts électoraux ! Déjà, les chauffards tablent sur des amnisties au printemps prochain, tandis que les détenus octogénaires rêvent de libérations anticipées. Si le dernier rescapé de Vichy bénéficiait d'une grâce, on aimerait que celle-ci vise en bloc tous les détenus de sa génération ; ainsi rendrait-il service à ses contemporains – idéal dont il s'est dit obsédé –, et la mesure ne pourrait-elle pas être interprétée comme un pardon, tel qu'il ne l'a jamais demandé à ses victimes. Au lieu de porter sur « A quoi bon la prison à cet âge ? », la réflexion risque d'être : « En intentions de vote, où Maurice Papon pèse-t-il le plus, sous les verrous ou dehors ? » L'abolition de la peine de mort, dont on fête les vingt ans, ne se ressentait pas, quant à elle, de tels calculs. A la dignité de la décision s'ajoutait celle d'intervenir au mépris de sondages hostiles, et au risque, tout proche, de votes sanctions.

Penser et agir « en raison des circonstances » ou « pour le principe » : si telle était la question ?

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Certains silences

C'EST entendu : l'islam n'a pas de porte-parole unique, ni pape ni comité central. L'un des trois grands monothéismes de la planète, il est riche de la diversité de ses écoles et de ses interprètes. On ne pouvait donc s'attendre à un commentaire autorisé sur l'appel au djihad – contre « les juifs », contre « les Américains », contre les « mécréants » – lancé dimanche 7 octobre par Oussama Ben Laden et son porte-parole. Et lancé avec un art consommé de la communication moderne, puisque repris par toutes les télévisions du monde. Mais, compte tenu de ce qu'on sait de son auteur, il s'agissait ni plus ni moins que d'un appel à la violence indiscriminée – une violence raciste, contraire à toutes les traditions de l'islam.

Or on attend toujours les condamnations, publiques, non équivoques, de la part des autorités religieuses musulmanes les plus autorisées. On attend les dénonciations de la grande mosquée Al-Azhar au Caire, celles des prédicateurs du Machrek, du Maghreb et d'Asie. On espérait autre chose des oulémas marocains qu'une dénonciation sectaire de la cérémonie œcuménique organisée par Rabat en signe de solidarité avec les victimes de New York.

On n'entend guère non plus les grands intellectuels musulmans. On comptait sur eux pour rejeter une caricature de l'islam. Pour stigmatiser un appel au djihad qui sonne comme la négation de l'école d'ouverture et de spiritualité qu'est cette religion. Les uns et les autres manquent à leur tâche.

Trop peu sûrs de leur légitimité, les régimes arabes sont restés silencieux eux aussi. Pas un seul d'entre eux n'a dit publiquement sa solidarité avec l'opération lancée par les Etats-Unis, appuyés par leurs alliés européens mais aussi par la Chine et par la Russie.

La Ligue arabe a appelé Washington « à la retenue ». Le Caire a insisté sur l'importance d'établir des « preuves concluantes » de la culpabilité de Ben Laden. Amman a peur d'une déstabilisation intérieure. Damas était hostile et Riyad royalement silencieuse. Aucun n'ose se proclamer pour l'attaque contre les talibans et contre Ben Laden. Yasser Arafat, qui a choisi le camp de la coalition américaine, a dû lundi affronter la colère des étudiants de Gaza. Bref, monarchies et républiques arabes sont sur la réserve. Elles savent qu'une partie de leurs administrés sont en phase, sinon avec Ben Laden, du moins avec les thèmes qu'il exploite avec habileté dans sa croisade obscurantiste (conflit israélo-palestinien et sort réservé à l'Irak).

Le monde musulman est mal à l'aise avec « Liberté immuable ». Des régimes se sentent menacés, des opinions incompréhensibles. Face à cette situation dangereuse, Tony Blair, en bon communicateur, a choisi la chaîne qatarie Al-Jazira, c'est-à-dire le même média que Ben Laden, autre grand communicateur, pour lui donner la réplique. Et dire, redire avec insistance, que l'Occident n'est pas contre l'islam. Et qu'il ne faut pas tomber dans le piège tendu par Ben Laden, celui d'une guerre des civilisations.

Poubelle par Ronald Searle



Une politique monétaire de crise

EN CES TEMPS de globalisation et de volatilité extrême des marchés financiers, la politique monétaire ne saurait être étrangère à la conjoncture diplomatique-militaire. Et de ce point de vue, un événement récent est passé trop inaperçu : la baisse des taux menée de concert par la Réserve fédérale américaine et la Banque centrale européenne, lundi 17 septembre. Elle devrait pourtant rester dans les annales.

Six jours après les attaques terroristes qui ont endeuillé les Etats-Unis, il s'agissait de rassurer les marchés boursiers et d'envoyer un message de confiance aux acteurs économiques : pour la première fois, les deux institutions signalaient qu'elles entendaient tout faire pour limiter les risques de récession. Leur geste – une baisse des taux conjointe d'un demi-point de pourcentage – a été aussitôt imité par de nombreuses banques centrales dans le monde. Peut-être sera-t-il vite oublié dans le fracas des armes, surtout si son impact économique-psychologique reste, en fin de compte, modeste.

Néanmoins, fait inédit, les gardiens monétaires de Francfort, mis en cause ces derniers mois pour leur inaction face au ralentissement économique mondial, ont fait preuve, dans l'urgence, d'un réel esprit de solidarité. Si cette opération confirme une nouvelle fois la crédibilité d'Alan Greenspan et la superpuissance monétaire des Etats-Unis, elle offre une occasion de « rachat » inespérée pour la BCE. Cette dernière s'est doublement mise en vedette sur des terrains où elle n'était pas vraiment attendue.

D'abord, la jeune Banque centrale européenne fait une entrée remar-

quée sur la scène internationale. Plus de trois ans après sa naissance, il s'agit même d'une petite consécration. Le récent partenariat démontre que l'institut d'émission de la zone euro est devenu un interlocuteur incontournable aux yeux des responsables américains, alors même qu'aux Etats-Unis, la BCE et la monnaie unique restent très méconnues. Alan Greenspan, le président de la Fed, et son homologue européen Wim Duisenberg, sans jouir de la même aura internationale, se connaissent bien. Ils se sont entretenus au téléphone à de nombreuses reprises entre le moment de la catastrophe et la baisse des taux.

DÉTAIL RÉVÉLATEUR

Très vite, après le 11 septembre, BCE et Fed ont soutenu le système bancaire par le biais d'injections massives de liquidités. Juste avant la décision de la Fed, Christian Noyer, vice-président de la BCE, a été informé par M. Greenspan de l'imminence d'un nouvel assouplissement monétaire aux Etats-Unis – M. Duisenberg étant en déplacement. Il a été convenu d'agir le même jour que la Fed, afin de renforcer l'impact psychologique du geste.

Un détail est révélateur : tandis que Tony Blair, premier ministre britannique, est l'allié le plus actif de George W. Bush sur le plan militaire, la Banque d'Angleterre n'a emboîté le pas à la Fed qu'un jour plus tard, et de manière modeste (un quart de point). Cela démontre peut-être que les Britanniques n'ont pas été mis dans le secret des délibérations menées entre la BCE et la Fed. « La Banque d'Angleterre a pris sa décision en concertation avec... le

Financial Times », ironise-t-on dans les cercles proches de la BCE. Les responsables de la BCE n'hésitent plus à penser qu'elle est de fait en situation de « coleadership » mondial avec la Fed, le Japon étant dans une position trop délicate pour réellement peser sur les événements.

La seconde surprise n'en est pas moins grande : le geste de soutien à la croissance constitue un autre élément inédit dans la stratégie mise en œuvre depuis des mois par la BCE. Critiquée pour son immobilisme – alors que la Fed avait déjà baissé la garde à sept reprises entre début janvier et le 11 septembre –, la BCE a longtemps défendu le statu quo, estimant la zone euro à l'abri du ralen-tissement américain. Elle mettait en avant la lutte contre le rebond de l'inflation survenu au premier semestre. Ce n'est que tardivement que les gardiens monétaires ont commencé à détendre, à petits pas, le loyer de l'argent dans la zone, avec deux baisses d'un quart de point, en mai et en août. Lors de son ultime décision, le 30 août, la BCE reconnaissait avoir sous-estimé l'impact des difficultés aux Etats-Unis, mais sans donner l'impression de vouloir accélérer le rythme.

L'onde de choc suscitée par les attaques kamikazes est venue précipiter le mouvement. La baisse des taux menée avec la Fed a même toutes les apparences d'un revirement, réalisé sous l'influence de l'approche « agressive » chère à M. Greenspan. Pour la première fois, la BCE réagit préventivement à un changement brutal de son environnement économique et non plus après coup. Pour la première fois, elle passe au second plan sa mission première en

matière d'inflation – celle-ci pourrait d'ailleurs reculer encore avec le coup de frein apporté à l'activité, surtout si les cours du pétrole continuent à se tasser –, pour voler au secours de la croissance. Les attentats « ont accru l'incertitude relative à l'économie américaine et mondiale et sont de nature à peser sur la confiance au sein de la zone euro ainsi que sur les perspectives à court terme de croissance économique », soulignent depuis les gardiens monétaires européens, usant d'un langage pour le moins hors du commun dans leur bouche.

S'il n'est probablement que provisoire, ce changement de cap a d'ores et déjà été applaudi par les gouvernements européens, à Washington et au Fonds monétaire international, qui appellait depuis des mois la BCE à passer à l'offensive. A l'inverse, certains esprits chagrins se sont émus d'un tel tournant dans la zone euro, qui fait basculer la politique monétaire européenne hors de l'orthodoxie. Ils estiment que cette volte-face peut nuire à la crédibilité de M. Duisenberg et de ses collègues. Il paraît pourtant déplacé de faire la fine bouche. La montée en puissance internationale de la BCE, en particulier par le biais d'une coopération rapprochée avec la Fed, a offert l'occasion légitime de réorienter la politique monétaire dans un sens plus favorable à la croissance.

Quelle que soit l'ampleur de la riposte américaine, et ses conséquences économiques, nul doute que l'activité dans la zone euro ne devrait pas souffrir de cette conversion, même si elle n'était que passagère.

Philippe Ricard

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'offensive nationaliste égyptienne

IL EST DIFFICILE de prétendre que la dénonciation du traité anglo-égyptien de 1936 constitue véritablement une surprise. Il y a six ans jour pour jour, le gouvernement égyptien faisait savoir qu'il envisageait de réclamer la révision de ce traité. Les négociations entamées depuis lors entre Londres et Le Caire n'ont jamais abouti.

L'an dernier à la même époque, le discours du trône du roi Farouk promettait au peuple égyptien qu'avant l'expiration de l'année parlementaire le traité serait abrogé purement et simplement. A la veille des vacances parlementaires, c'est cette promesse qu'entreprend de réaliser Nahas pacha. Le premier ministre égyptien a affirmé que « l'ère des palabres et des conversations était terminée », que « le moment d'agir était venu ». Il semble toutefois

qu'un nouveau délai soit encore possible, puisque l'abrogation officielle du traité ne prendra effet qu'à la rentrée du Parlement en novembre, après qu'une commission spéciale aura déposé ses conclusions et que ces dernières auront été ratifiées par la Chambre et le Sénat. D'ici là, il n'est pas impossible qu'une manière moins brutale de réaliser les aspirations nationales égyptiennes puisse être trouvée avec l'accord de la Grande-Bretagne.

Il n'en reste pas moins que, pour Londres, la décision égyptienne, suivant de quelques jours l'évacuation des raffineries d'Abadan en Iran, constitue un coup sensible. La Grande-Bretagne reçoit aujourd'hui la note à payer pour l'immobilisme de ses conceptions au Proche-Orient, et son exemple pourrait servir à d'autres.

(10 octobre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

La seule réponse au terrorisme

par Baltazar Garzón

RESTER muets dans cette espèce de théâtre de la guerre dans lequel nous sommes acteurs, puis-que que c'est de notre avenir qu'il s'agit, est une démission très grave ou une acceptation coupable d'actions belliqueuses proclamées de façon réitérée par les Etats-Unis, et exigées par les citoyens américains qui réclament « vengeance ».

L'acceptation officielle muette de l'Occident, essentiellement des pays européens, m'atteint au plus profond du cœur et doit nous remplir de désespoir. On entend des grands discours, on décide d'importants accords de principe, mais on accepte et même on partage la réponse violente. Que les Etats-Unis réagissent comme ils avaient annoncé qu'ils le feraient – invasion de l'Afghanistan, interventions de commandos, bombardements, actions clandestines –, c'était logique et l'on s'y attendait. Mais pouvait-on prévoir cette soumission caricaturale de tous ? Il est par exemple inquiétant que des pays comme la France ou l'Espagne n'aient pas élevé la voix d'une manière claire, pour dire non, pour ne pas accepter la solution violente comme la seule possible, pour démasquer le grand mensonge de la « solution finale » du terrorisme.

Il n'est pas possible, quand on vit

dans un pays qui subit le terrorisme depuis plus de trente ans, qui y fait front en clamant chaque jour la légalité et l'Etat de droit, de le voir maintenant coiffer un casque militaire et décider d'aider sans limite un hypothétique bombardement du néant, un massacre de la misère ; une atteinte à la logique élémentaire qui veut que la violence engendre la violence, que la spirale du terrorisme – ou plutôt des terrorismes, parce que tous ne sont pas identiques, ni dans leur origine, ni dans leur développement, ni dans leurs fins – s'alimente de toujours plus de morts,

rorisme intégriste islamique, ou fondamentaliste, est une menace diffuse ; mais il est surtout, et depuis longtemps, une réalité inquiétante et cruelle. Il constitue un phénomène auquel, nous tous, et particulièrement les pays occidentaux – sur la suprématie desquels je ne mise pas, contrairement aux propos tenus, hélas, par le premier ministre italien –, avons contribué à donner forme par notre propre intransigence, notre volonté d'imposer le « nous » face à « l'autre », avec le refus de tout ce qui est différent de notre culture, voire de notre « religion civilisée ».

La paix et la liberté durables ne peuvent venir que de la légalité, de la justice, du respect de la diversité, de la défense des droits de l'homme, de la réponse mesurée, juste et efficace

et que cette multiplication du nombre des victimes lui apporte une justification de son attitude et même lui confère plus de « légitimité » pour poursuivre son activité criminelle.

Quelqu'un a dit que le terrorisme, et particulièrement le ter-

L'Occident et ses hiérarchies politiques, militaires, sociales et économiques se sont davantage occupés du progrès abusif et honteux de la production, de la spéculation et des bénéfices mondialisés, que d'une répartition adéquate de la richesse ; d'une politique

d'exclusion sociale que d'une plus grande attention à l'intégration des peuples ou d'une politique d'immigration progressiste et solidaire ; du maintien et de la perception de la dette extérieure que de l'implantation d'activités productives dans ces pays auxquels on demande maintenant aide et compréhension, ou que l'on menace de la guerre finale, avec la « justice infinie » ou avec la paix durable. Du fait de ces oublis conscients, on subit aujourd'hui les conséquences terribles d'une violence extrême, irrationnelle et fanatiquement religieuse.

Et pourtant la paix et la liberté durables ne peuvent venir que de la légalité, de la justice, du respect de la diversité, de la défense des droits de l'homme, de la réponse mesurée, juste et efficace. Comme disait Victor Hugo : « Le droit est au-dessus du pouvoir. » C'est le droit qui doit montrer le chemin et le respect de ces principes traditionnels qui constituent l'essence de la civilisation moderne et lui donnent forme et contenu. En définitive, on ne peut pas construire la paix sur la misère ou l'oppression du faible par le fort. Surtout, nous devons garder présent à l'esprit que viendra le moment où il faudra exiger des comptes, déterminer les responsabilités, pour avoir oublié ce principe, pour avoir perdu une

chance historique de faire ce monde plus juste et plus équitable.

Je ne me réfère pas ici aux responsabilités criminelles de ceux qui ont programmé et exécuté les terribles événements du 11 septembre. Ces responsabilités-là, c'est à la justice nationale ou internationale de les déterminer, comme il revient aux services de police ou de renseignement de rechercher et de produire les preuves permettant un procès et un jugement en bonne et due forme. Dire : « J'ai les preuves, mais je ne les rends pas publiques parce que je ne peux pas nuire à mes sources » n'est pas recevable. Non ! ce n'est pas sérieux. C'est, tout simplement, illégal.

Certes, tout le monde a établi la responsabilité définitive d'Oussama Ben Laden, et probablement à juste titre, en tant que leader suprême du terrorisme fondamentaliste islamique, ou comme inspirateur direct des crimes. Mais nous ne devons pas oublier que, même si nous sommes devant un crime atroce, il s'agit toujours, quelle que soit cette atrocité, d'un crime où les charges doivent être dûment signifiées, où il doit y avoir inculpation, acte d'accusation et procès public.

Or que se passe-t-il ? Parallèlement à l'approbation de la résolution du Conseil de sécurité et de celle dont l'Assemblée générale a commencé la discussion, tous les pays occidentaux acceptent l'élimination physique de cet homme et de ses adeptes. C'est-à-dire que, dans le même temps où l'on prêche la légalité, on n'en tient pas compte, en arguant de la nécessité et de l'urgence de mettre fin au danger que représente l'organisation terroriste. Et l'on exige aussi d'admettre sans conditions que les preuves « existent », lesquelles, curieusement, ne sont pas soumises à l'analyse des juges mais à celle des politiques. Et ce sont eux qui, sur cette base, désignent les « coupables » et ceux qui ne le sont pas. C'est réellement grave.

d'y déclarer les biens et d'y dénoncer leurs titulaires ; la disparition du principe de la double mise en examen dans deux pays différents ; la création d'un espace unique universel, ce qui suppose nécessairement la ratification urgente du statut de la Cour pénale internationale et la qualification du terrorisme comme crime contre l'humanité relevant du principe de justice pénale universelle ; la disparition de l'extradition et son remplacement par la livraison des responsables ; la création d'une authentique communauté des services de renseignement ; la création d'un Observatoire international du terrorisme ; et l'aide aux pays concernés pour qu'ils puissent accroître leurs moyens – pas leurs moyens militaires, mais humanitaires, culturels, économiques...

Certes, c'est la ligne qui a été définie par le Conseil de sécurité ; mais qui peut garantir que cet énoncé de principes ne va pas rester un simple effet de vitrine ? Quelles sanctions imposera-t-on aux pays qui ne la respectent pas ? L'Europe a fait un pas en avant, mais elle ne devrait pas se perdre en digressions inutiles sur les particularités de tel ou tel terrorisme. Je crois que le temps est venu où les principes de souveraineté territoriale, de droits de l'homme, de sécurité, de coopération et de justice pénale universelle doivent être harmonisés dans le sens d'une intégration. C'est cela, et pas autre chose, qui doit être le but de la grande coalition des Etats face au terrorisme.

On me dira probablement que tout ce qui précède est une utopie, voire une vision métaphysique. Pourtant, j'aspire à vivre dans un monde où le rationnel l'emporte sur l'absurde ; où, pour une fois, le concept de communauté internationale soit interdépendant et non erratique et contradictoire ; où l'on comprenne que la raison du plus fort ne donne pas de force à la raison, mais au contraire l'élimine.

Nous ne devons pas oublier que, même si nous sommes devant un crime atroce, les charges doivent être dûment signifiées, il doit y avoir inculpation, acte d'accusation et procès public

Je ne me réfère pas non plus aux possibles responsabilités, par leur défaillance coupable, de tous les services de sécurité, de renseignement et de police des Etats-Unis dans la non-prévention du massacre. Celles-là, je suppose qu'on les connaîtra tôt ou tard et que l'exigence de vérité et de justice sera à la mesure de l'ampleur de la catastrophe.

Non, la responsabilité dont je veux parler est celle que l'on peut reprocher non seulement aux talibans, pour leur régime d'oppression et de répression en Afghanistan, mais aux gouvernants des pays occidentaux qui, de manière irresponsable, ont créé et continuent de créer chez le peuple afghan une psychose de panique, à travers la couverture des médias, devant l'imminence de l'invasion et du massacre prévisible et l'ont obligé à une fuite vers ce qu'il croit être la sécurité et la liberté, mais le conduit en réalité à une catastrophe humanitaire plus que certaine. Qui répondra de ces morts ? Et qui répondra de ce fait en soi que sont ces migrations forcées ? Personne, probablement, ne s'intéresse aux milliers d'Afghans promis à la mort, parce que, malgré tous les grands discours, leur sort est déjà scellé.

Mais la réponse que je veux et que, j'en suis sûr, le peuple américain et le monde civilisé entier désirent, si l'on explique bien et avec rigueur la situation et le phénomène, n'est évidemment pas militaire. Elle part nécessairement du droit, à travers l'élaboration et l'approbation urgente d'une Convention internationale sur le terrorisme, qui unifie les concepts et inclut les normes devant réguler les modes d'investigation et de coopération policière et judiciaire, et permettre l'élimination de toutes les entraves aux enquêtes dans les pays ou enclaves où règne l'opacité fiscale ; l'obligation d'y ouvrir et de communiquer les comptes,

Le moment est venu de découvrir la taille et l'envergure historiques et éthiques de nos hommes politiques et de nos gouvernants comme hommes d'Etat et non comme des fantoches entre d'autres mains.

Si quelque chose est devenu clair depuis le 11 septembre, c'est qu'il n'existe dans le monde aucune région sûre, et que tout pays qui sous-estime cette réalité subira, tôt ou tard, les mêmes conséquences que celles qu'ont vécues New York et Washington. Ce ne sont pas la force et la colère qui doivent prévaloir, ici et maintenant, mais l'humilité et la nécessité d'une coordination et d'une coopération effectives dans tous les domaines, et particulièrement politique, policier et judiciaire, pour combattre et faire front à l'un des défis les plus graves du nouveau siècle : le terrorisme, face auquel on doit abandonner la fausse idée romantique ou pseudo-progressiste qu'il y a des bons terroristes « nationalistes » qui peuvent être défendus, et des mauvais terroristes « extrémistes » qui doivent être combattus. Cela relève d'une vision myope du phénomène ; en outre, il s'agit là une dégénérescence de même nature que ledit phénomène et d'une conception politiquement perverse, qui est aussi nocive que les actions des organisations terroristes elles-mêmes.

Nous savons déjà quelles sont les conséquences de la violence et des armes. Eprouvons maintenant la force des mains unies pour la paix, le droit et contre le terrorisme. C'est la seule réponse, même s'il est probable qu'on ne l'appliquera pas.

Baltazar Garzón est magistrat à l'Audience nationale espagnole.

Traduit de l'espagnol par François Maspero.

© El País

COMPLIANCE

i

LES INDEPENDANTS

Les Français aiment leurs radios régionales

A la question, *si demain vous ne pouviez recevoir qu'une seule station de radio...*, du baromètre IPSOS-Stratégies, les radios régionales membres des Indépendants arrivent en 3^{ème} position derrière RTL et France Inter, et devant toutes les radios musicales*.

80 radios - 350 fréquences
Les Indépendants, toute la radio régionale

* Baromètre IPSOS-Stratégies (mai 2001). Question posée : Si demain, vous ne pouviez recevoir qu'une seule de ces stations de radio, laquelle choisiriez-vous ?
RTL : 12%, France Inter : 10%, Les Indépendants : 9%. Liste des radios citées : Chérie FM, Europe 1, Europe 2, France Bleu, France Info, France Inter, Fun Radio, les radios des Indépendants, NRJ, Nostalgie, RFM, RTL, RTL 2, Skyrock. Méthodologie : les résultats donnés aux Indépendants représentent un sous-total des réponses obtenues sur les 77 radios des Indépendants.

LES INDEPENDANTS, LE 1^{ER} DE LA RADIO

120, AVENUE DU GENERAL LECLERC - 75014 PARIS - TÉL. : 01 58 14 22 40 - FAX : 01 58 14 22 41
www.lesindependants.com - Toutes les fréquences au 08 92 68 68 42 (2.21 F la minute)

ADO 97.8, ALQUETTE, ALPES 1, ARL, BELLEDONNE FM, BEUR FM, BLACKBOX, BRUAYS FM, CANNES RADIO, CATALOGNE NORD, CHAMPAGNE FM, COCKTAIL FM, COLLINES FM, CONTACT FM, COULEUR 3, DELTA FM, EST FM, EVASION FM, FLORIVAL, FORUM, FREQUENCE JAZZ, FREQUENCE PLUS, FUGUE, HAPPY FM, JORDANNE FM, KISS FM, MEDIA TROPICAL, MISTRAL FM, MIX FM, MONA FM, MONTAGNE FM, MTL, NORMANDIE FM, ODS RADIO, OUEST FM, OUI FM, RADIO 6, RADIO 8, RADIO CRISTAL, RADIO DREYCKELAND, RADIO ESPACK, RADIO FG, RADIO HORIZON 62, RADIO ISA, RADIO JERICHO METZ, RADIO LATINA, RADIO MARTINA, RADIO MELODIE, RADIO MENERGY, RADIO MONT-BLANC, RADIO MONTAGNES NOIRES, RADIO NOHAIN, RADIO NOVA, RADIO SCOOP, RADIO STAR MARSEILLE, RADIO STAR VESOUL, RADIO TEMPO, RADIO VITAMINE, RADIO OCEAN, RDL, RESONANCE, RMB, RNM, ROC FM, RTS, SEA FM, SOLEIL FM, TFM, THOLLON LA RADIO, TOP MUSIC, VIBRATION, VIRE FM, VOLTAGE.

A propos de la « supériorité » occidentale

Suite de la première page

Et donc, si, par ses propos sur la « supériorité » de la civilisation occidentale, le président du conseil italien Silvio Berlusconi voulait dire qu'il préfère vivre à Arcore plutôt qu'à Kaboul, et se faire soigner dans un hôpital milanais plutôt que dans un hôpital de Bagdad, je serais tout prêt à souscrire à son opinion (Arcore mis à part). Même si l'on me disait que Bagdad possède l'hôpital le mieux équipé du monde, à Milan, je me trouverais davantage chez moi et cela augmenterait mes chances de guérison. Les racines peuvent même être plus larges que les simples racines régionales ou nationales. Je préférerais vivre à Limoges, par exemple, qu'à Moscou. Mais pourquoi ? Moscou n'est-elle pas une ville magnifique ? Certes, mais à Limoges je comprendrais la langue.

Bref, chacun s'identifie avec la culture dans laquelle il a grandi, et les cas de transplantation radicale, s'il y en a quelques-uns, sont une minorité. Lawrence d'Arabie s'habillait exactement comme les Arabes, mais il est quand même finalement retourné chez lui.

Passons maintenant à la comparaison des civilisations, car c'est de cela qu'il s'agit. L'Occident, bien que ce soit souvent pour des raisons d'expansion économique, a été curieux des autres civilisations. Il les a, trop de fois, liquidées avec mépris. Les Grecs appelaient barbares, c'est-à-dire balbutiants, ceux qui ne parlaient pas leur langue - ce qui équivalait à ne pas parler du tout. Mais des Grecs plus avisés, comme les stoïciens (peut-être parce que certains étaient d'origine phénicienne), se sont vite rendu compte que les barbares usaient de mots différents des mots grecs mais se référaient aux mêmes pensées.

A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'anthropologie culturelle s'est développée comme une tentative de guérir l'Occident du remords de ses comparaisons avec les Autres, et particulièrement ces Autres qui étaient définis comme sauvages, sociétés sans histoire, peuples primitifs. Le but de l'anthropologie culturelle était de démontrer qu'il existait des logiques différentes des logiques occidentales, et qu'elles devaient être prises au sérieux et non méprisées et réprimées.

La vraie leçon que l'on doit tirer de l'anthropologie culturelle est que, pour dire si une culture est supérieure à une autre, il faut fixer des paramètres. Une chose est de dire qu'il s'agit d'une culture, et une autre de dire sur la base de quels paramètres nous la jugeons. Une culture peut être décrite d'une manière relativement objective : ces individus se comportent ainsi, il croient aux esprits ou en une divinité unique qui est répandue dans toute la nature, ils s'unissent en clans parentaux selon telle et telle règle, ils considèrent que c'est beau d'avoir le nez percé (ce qui pourrait être une description de la culture de la jeunesse occidentale), ils considèrent que la viande de porc est impure, ils pratiquent la circoncision, ils élèvent des chiens pour les faire passer à la marmite les jours de fête, ou, comme le disent encore les Américains des Français, ils mangent des grenouilles.

Naturellement, l'anthropologue sait que l'objectivité est toujours battue en brèche par beaucoup de facteurs. L'an passé, je suis allé en pays dogon et j'ai demandé à un petit garçon s'il était musulman. Il m'a répondu, en français : « Non, je suis animiste. » Or, croyez-moi, un animiste ne se définit pas comme animiste s'il n'a pas au moins décroché un diplôme à l'École des hautes études de Paris, et pourtant cet enfant parlait de sa propre culture en se servant des termes employés par les anthropologues. Des anthropologues africains m'expliquaient que, lorsqu'un anthropologue européen arrive, les Dogons, désormais parfaitement dans le coup, lui racontent ce qu'a écrit, il y a bien des années, un anthropologue, Marcel Griaule (à qui, c'est du moins ce qu'assurent mes amis africains cultivés, les informateurs indigènes ont raconté des choses passablement décousues qu'il a ensuite réunies dans un système fascinant mais d'une authenticité douteuse). Néanmoins, une fois la part faite de tous les malentendus possibles d'une culture autre, on peut

obtenir une description relative-ment « neutre ».

Les paramètres du jugement sont autre chose, ils dépendent de nos racines, de nos préférences, de nos usages, de nos passions, d'un système de valeurs qui nous appartient. Un exemple : considérons-nous que porter la durée moyenne de la vie de quarante ans à quatre-vingts ans soit une valeur ? Personnellement, je le crois, encore que beaucoup de mystiques pourraient me dire qu'entre une crapule qui atteint 80 ans et saint Louis de Gonzague qui n'en a dépassé 23, c'est le second qui a eu la vie la plus pleine. Mais admettons que l'allongement de la vie soit une valeur : s'il en est ainsi, la médecine et la science occidentales sont certainement supérieures à beaucoup d'autres pratiques et savoirs médicaux.

Croyons-nous que le développement technologique, l'expansion du commerce, la rapidité des transports soient une valeur ? Très nombreux sont ceux qui le pensent, et ils ont le droit de juger que notre civilisation technologique est supérieure. Mais, à l'intérieur même du monde occidental, il en est qui estiment que la vie en harmonie avec un environnement intact est une valeur primordiale, et qui sont donc prêts à renoncer aux avions, aux voitures, aux réfrigérateurs pour tresser des paniers et se déplacer à pied d'un village à l'autre, pourvu qu'ils n'aient pas le trou d'ozone. Et l'on voit donc bien que, pour déterminer qu'une culture est meilleure que l'autre, il ne suffit pas de la décrire (comme le fait l'anthropologie), mais qu'il convient de recourir à un système de valeurs auquel nous considérons ne pouvoir renoncer. C'est seulement dans ces conditions que nous pouvons dire que notre culture, pour nous, est meilleure.

Ces derniers jours, on a pu voir s'exprimer diverses défenses de cultures différentes sur la base de paramètres discutables. Il y a peu, justement, je lisais une lettre adressée à un grand quotidien, qui demandait sarcastiquement pour quelle raison les prix Nobel vont toujours à des Occidentaux et jamais à des Orientaux. A part le fait qu'il s'agissait d'un ignorant qui ne savait pas combien de prix Nobel de littérature sont allés à des individus à la peau noire et à des grands écrivains islamiques, et que le prix Nobel de physique de 1979 est allé à un Pakistanais qui se nomme Abdus Salam, affirmer que les récompenses scientifiques vont naturellement à ceux qui travaillent dans le milieu de la science occidentale, c'est découvrir l'évidence, parce que personne n'a jamais mis en doute que la science et la technologie occidentales sont aujourd'hui à l'avant-garde.

A l'avant-garde de quoi ? De la science et de la technologie. Le paramètre du développement technologique est-il pour autant absolu ? Le Pakistan a la bombe atomique, et l'Italie ne l'a pas. Nous sommes donc une civilisation inférieure ? Vaut-il mieux, pour autant, vivre à Islamabad qu'à Arcore ? Les partisans du dialogue nous demandent de respecter le monde islamique en rappelant qu'il a donné des hommes comme Avicenne (qui, soit dit en passant, est né à Boukhara, pas très loin de l'Afghanistan) et Averroès - il est regrettable qu'on ne cite jamais que ces deux-là, comme s'ils étaient les seuls, et qu'on ne parle pas d'Al-Kindi, d'Avenpace, d'Avicbron, d'Ibn Tufayl, ou du grand historien du XIV^e siècle que fut Ibn Khaldoun, considéré à juste titre par l'Occident comme le père des sciences sociales. Ils rappellent que les Arabes d'Espagne cultivaient la géographie, l'astronomie, les mathématiques ou la médecine, quand le monde chrétien était loin derrière eux.

Toutes choses très vraies, mais ce ne sont pas des arguments, car raisonner ainsi reviendrait à dire que Vinci, noble commune toscane, est supérieure à New York parce que Léonard est né à Vinci quand, à Manhattan, trois Indiens assis par terre avaient encore plus de 150 ans à attendre avant que n'arrivent les Hollandais qui leur achèteraient la péninsule entière pour 24 dollars. Et pourtant, sans vouloir offenser personne, aujourd'hui, le centre du monde est New York, et pas Vinci.

Les choses changent. Il est inutile de rappeler que les Arabes d'Espagne étaient très tolérants à l'égard des chrétiens et des juifs, à l'époque où, chez nous, on assaillait les

ghettos. Ou que Saladin, quand il a reconquis Jérusalem, a été plus miséricordieux que ne l'avaient été les chrétiens envers les Sarrasins quand ils avaient conquis Jérusalem. Toutes choses exactes mais, aujourd'hui, il y a dans le monde islamique des régimes fondamentalistes et théocratiques qui ne tolèrent pas les chrétiens, et Ben Laden n'a pas été miséricordieux avec New York. La Bactriane a été un croisement de grandes civilisations mais, aujourd'hui, les talibans canonisent le bouddhas. A l'inverse, les Français ont fait le massacre de la Saint-Barthélemy mais, aujourd'hui, cela n'autorise personne à dire qu'ils sont des barbares.

Ben Laden et Saddam Hussein sont des ennemis féroces de la civilisation occidentale, mais à l'intérieur de la civilisation occidentale nous avons eu des messieurs qui s'appelaient Hitler ou Staline (Staline était si cruel qu'on l'a toujours qualifié d'oriental, bien qu'il ait étudié au séminaire et lu Marx).

Non, le problème des paramètres ne se pose pas en termes historiques mais en termes contemporains. Or une des choses les plus estimables des cultures occidentales (libres et pluralistes, et ce sont là les valeurs que nous considérons comme inaliénables) est qu'elles se sont rendu compte depuis longtemps que la même personne peut

ment qui, ensuite, produisent la pollution.

La culture occidentale a élaboré la capacité de mettre librement à nu ses propres contradictions. Elle ne les résout peut-être pas, mais elle sait quelles elles sont, et elle le dit. En fin de compte, tout le débat sur globalisation ou pas globalisation est là, sauf pour les agités qui veulent absolument que tout soit noir. Comment rendre supportable un quota de globalisation positive en évitant les risques et les injustices de la globalisation perverse ? Comment faire pour allonger aussi la vie des millions d'Africains qui meurent du sida (et allonger du même coup la nôtre) sans accepter une économie planétaire qui fait mourir de faim les malades du sida et nous force à ingérer des aliments pollués ?

Mais c'est justement cette critique des paramètres, poursuivie avec courage par l'Occident, qui fait comprendre à quel point la question des paramètres est délicate. Est-il juste et acceptable pour la société de protéger le secret bancaire ? Beaucoup pensent que oui. Mais si ce secret permet aux terroristes de mettre leurs fonds à l'abri dans la City de Londres ? Dans ce cas, la défense de cette supposée *privacy* est-elle une valeur positive ou une valeur douteuse ?

Nous remettons continuellement nos paramètres en discussion. Le monde occidental est ainsi fait qu'il accepte que ses propres citoyens puissent nier toute valeur positive au paramètre du développement technologique et se faire bouddhistes, ou aller vivre dans une communauté où l'on refuse de se servir de pneus, même pour les charrettes à chevaux. L'école doit enseigner à

analyser et à discuter les paramètres sur lesquels se fondent nos affirmations passionnelles.

L'Occident a consacré de l'argent et de l'énergie à étudier les us et coutumes des Autres, mais personne n'a réellement permis aux Autres d'étudier les us et coutumes de l'Occident, si ce n'est dans les écoles tenues outre-mer par les Blancs, ou en acceptant que les Autres les plus riches aillent étudier à Oxford ou Paris - et ensuite, voyez ce qui arrive : après avoir fait leurs études en Occident, ils retournent chez eux pour organiser des mouvements fondamentalistes, car ils se sentent liés à leurs compatriotes qui n'ont pas pu faire les mêmes études. C'est d'ailleurs une vieille histoire : déjà, les intellectuels qui se sont battus pour l'indépendance de l'Inde avaient fait leurs études chez les Anglais.

Imaginez que des fondamentalistes musulmans soient invités à mener des études sur le fondamentalisme chrétien (en ne s'occupant pas pour cette fois des catholiques, mais des protestants américains, plus fanatiques qu'un ayatollah, qui cherchent à expurger l'école de toute référence à Darwin). Je crois que l'étude anthropologique du fondamentalisme d'autrui peut servir à mieux comprendre la nature du sien. Ils étudieront notre concept de guerre sainte (je pourrais leur conseiller beaucoup d'écrits intéressants, y compris récents), et ils verront peut-être d'un œil plus critique l'idée de guerre sainte telle qu'elle existe chez eux.

Umberto Eco
Traduit de l'italien par
François Maspéro.
© La Repubblica

Imaginez que des fondamentalistes musulmans soient invités à mener des études sur le fondamentalisme chrétien. Ils étudieront notre concept de guerre sainte et ils verront peut-être d'un œil plus critique l'idée de guerre sainte telle qu'elle existe chez eux

Ne sollicitons pas l'histoire, car c'est une arme à double tranchant. Les Turcs empalaient (et c'est mal), mais les Byzantins orthodoxes crevaient les yeux de leurs parents dangereux et les catholiques brûlaient Giordano Bruno. Les pirates sarrasins n'y allaient pas avec le dos de la cuiller, mais les corsaires de Sa Majesté britannique, forts de leurs lettres de marque, mettaient à feu et à sang les colonies espagnoles dans

être portée à employer des paramètres distincts et contradictoires entre eux, sur des questions différentes. Par exemple, on prend comme un bien l'allongement de la vie et comme un mal la pollution atmosphérique, mais nous percevons parfaitement que, pour avoir de grands laboratoires où l'on étudie l'allongement de la vie, il faut probablement avoir des systèmes de communications et d'approvisionne-

Des technologies si différentes...



et pourtant un même héritage

Depuis 1887, Yamaha conçoit et fabrique toute une gamme de pianos acoustiques (droit et queue) reconnus

pour leur excellence par les amateurs et les professionnels du monde entier. Yamaha est aussi l'inventeur du Clavinova, le premier piano numérique, équipé d'un système électronique intégré et d'une prise casque ; il se connecte à un ordinateur, au web, édite les partitions, et vous permet d'écouter vos compositions...

Oui, c'est aussi cela les pianos d'aujourd'hui. Yamaha produit des instruments avec un réel objectif de perfection pour le plus grand plaisir des musiciens...

Et celui des autres.

A partir de 1430 €* (9380,19 F)

Pour en savoir plus :

0810 803 801

NUMÉRO AZUR

(coût d'une communication locale)
(du lundi au samedi de 8h30 à 20h30)

YAMAHA

ADOPTÉZ L'ESPRIT 'KANDO'.

Kando : l'inspiration du cœur et de l'esprit



CATASTROPHE Une collision entre un avion de ligne de la compagnie aérienne scandinave SAS et un petit appareil privé a fait cent dix-huit morts, lundi 8 octobre, sur l'aéroport de Milan-Linate.

● **LE PILOTE** du petit Cessna, selon les premiers éléments de l'enquête, a coupé la piste à l'avion de la SAS en plein décollage. L'aéroport était plongé dans un

épais brouillard, mais les autorités de l'aviation civile italienne (Enav) ont provisoirement dérogé la responsabilité du contrôleur aérien et de l'aéroport, dont le radar de terre ne fon-

ctionnait plus depuis novembre 1999. ● **LE MONDE DE L'AVIATION** est victime d'une série noire alors que le trafic aérien est en fort repli depuis les attentats du 11 septembre.

● **DEPUIS TROIS ANS**, sept accidents aériens avaient provoqué la mort de plus de cent personnes. L'accident de Milan intervient quatre jours après celui du Tupolev 154, jeudi 4.

Cent dix-huit morts lors d'une collision sur l'aéroport de Milan

Un petit appareil privé a heurté un avion de ligne de la compagnie aérienne scandinave SAS. Selon les premiers éléments de l'enquête, le pilote du petit Cessna n'a pas respecté la signalisation, alors qu'un épais brouillard enveloppait la région

ROME

de notre correspondante

Un rugissement énorme, bientôt suivi de deux autres explosions, d'immenses flammes bondissant vers le ciel de l'aéroport de Linate à Milan : en début de matinée, lundi 8 octobre, un avion de ligne scandinave de la SAS heurte au décollage sur la piste un petit Cessna. Des témoins sous le choc racontent cet enfer soudain. Au fil interminable des heures, parmi les carcasses fumantes, se fait le funeste décompte des victimes d'abord anonymes, à l'identité enfin confirmée en fin de journée aux proches paralysés d'angoisse.

Il n'y a pas de survivant, ni parmi les passagers ni parmi les membres de l'équipage. Cent dix-huit

Cinq morts dans la chute d'un hélicoptère

Cinq personnes ont été tuées dans la nuit du lundi 8 au mardi 9 octobre, lorsqu'un hélicoptère de secours médical a chuté dans les environs de Grosseto, en Toscane, dans le centre du pays, a-t-on appris auprès des carabinieri. L'hélicoptère (un Agusta Bell 109), qui se rendait de Grosseto à Pise (Centre), transportait un malade, un médecin, une infirmière et deux pilotes.

Un sauveteur d'une brigade de pompiers a dit à la télévision italienne que la cause exacte de l'accident n'était pas connue, mais a ajouté qu'il y avait du brouillard dans la région lorsque l'hélicoptère s'est écrasé. Les premières déclarations des carabinieri confirment cette information.

L'accident, qui intervient au lendemain de la catastrophe de Milan, serait dû, selon eux, à la brume intense qui flottait sur les collines de cette région pendant la nuit. - (AFP, Reuters.)

morts par un matin de brouillard comme il y en a tant au-dessus de la capitale économique de la péninsule. Linate et Malpensa, les deux aéroports milanais connaissent des retards proverbiaux dus aux mauvais temps. Mais, cette fois-ci, c'est la catastrophe aérienne la plus grave qu'ait connue l'Italie depuis trente ans.

Le MD-87 de la Sasa qui allait décoller pour Copenhague en bout de piste avec ses moteurs en poussée maximale avait à son bord cent quatre passagers, dont cinquante-six Italiens, deux pilotes et un steward suédois et trois hôtesses de l'air danoises. Deux Allemands et deux Italiens dans le Cessna, quatre employés aux bagages, italiens, dans un hangar au sol, tous sont morts sur-le-champ.

Normalement, à cette heure-là, une vingtaine de personnes auraient dû être au travail dans ce hangar totalement détruit, situé à quatre cents mètres du point de décollage de l'appareil de la SAS. L'actrice danoise Brigitte Nielsen qui devait embarquer sur ce vol avait, elle, annulé son voyage à la dernière minute pour participer à une émission de la télévision publique RAI, La vie en direct. « Je ne sais pas quoi dire, c'est le destin », déclare-t-elle d'une voix tremblante à l'agence italienne Ansa.

« On a d'abord pensé à un attentat », témoigne pour sa part Giovanni Cervone, un employé de la SEA qui gère l'aéroport de Linate. Les premiers commentaires sur les radios et les télévisions sont prudents. Bientôt on se rend à l'évidence : la catastrophe est due à un accident. Mais alors à qui la faute ? Au brouillard ? A une erreur des pilotes du Cessna venu heurter l'avion de ligne ? A la défection d'un radar au sol, comme dénoncent plus tard, en cours de journée, des contrôleurs au sol indignés ?

Trois enquêtes ont été immédiatement ouvertes - une administrative, une de la sécurité aérienne et



une troisième judiciaire - et il faudra attendre leurs premiers résultats pour trancher parmi ces hypothèses. Sans attendre, la presse quotidienne dans la péninsule accuse. « Linate sans radar, 118 morts à Milan », titre en

« une » le *Corriere della sera*, (centre-droit), le plus vendu. « Linate, 118 morts pour un radar qui n'existe pas », lit-on en manchette de *l'Unità* (ex-communiste).

Les déclarations faites à Linate par le ministre des transports

Les principaux accidents depuis trois ans

Rappel des accidents d'avions ayant fait plus de cent morts depuis trois ans :

- **31 octobre 1999** : un Boeing 767 de la compagnie égyptienne Egyptair disparaît au large de la Côte est des Etats-Unis avec 217 personnes à bord.
- **31 janvier 2000** : en Côte d'Ivoire, un Airbus A310 de Kenya Airways s'abîme en mer après son décollage d'Abidjan : 169 morts.
- **19 avril** : aux Philippines, un 737-200 d'Air Philippines s'écrase sur l'île de Samal : 131 morts.
- **9 juillet** : en Colombie, un avion cargo DC4 de la compagnie

Coral s'écrase au sol après son décollage de Villavicencio (sud-est de Bogota), l'accident fait 113 morts.

- **25 juillet** : en France, un Concorde d'Air France à destination de New York s'écrase sur un hôtel près de l'aéroport parisien de Roissy, faisant 113 morts.
- **23 août** : un Airbus A320 de la Gulf Air s'abîme dans les eaux du golfe de Bahreïn peu avant son atterrissage : 143 morts.
- **3 juillet 2001** : la chute d'un avion de ligne russe, en Sibirie orientale, provoque la mort de 145 personnes. Le triracteur

Pietro Lunardi n'ont pas convaincu. « Erreur humaine », a-t-il affirmé, sur la foi d'une première reconstitution des faits par les autorités de l'aviation civile italienne (ENAV), qui mettait en cause le Cessna qui avait coupé la piste à l'avion de la SAS en plein décollage.

L'ENAV a provisoirement dérogé la responsabilité du contrôleur aérien et de l'aéroport dont le radar de terre ne fonctionnait plus depuis 1999. Cet appareil servant à relever les mouvements à terre des appareils en cas de mauvaise visibilité n'est « pas obligatoire », soutient l'ENAV, et « la règle prévoit en cas d'absence ou d'interruption du service du radar des procédures appropriées destinées à garantir le déplacement sûr des avions ».

Un nouveau système est d'ailleurs en cours d'installation, selon l'ENAV. « Incurie coupable », lui rétorquent pilotes et syndicats avec violence. Ils ne sont pas du tout convaincus par les explications données à chaud, comme celles fournies par Aldo Rossi, un expert interviewé par l'AFP. Comment le pilote du Cessna aurait-il sciemment grillé deux

feux rouge successifs, l'un lui interdisant le départ de la petite piste privée ATA où il venait d'atterrir, le second lui interdisant de traverser la piste principale de décollage des avions commerciaux ? Selon Osvaldo Gammino, président de l'association des compagnies utilisatrices de Linate, le pilote du Cessna aurait emprunté à contre-sens une piste à sens unique. Pour raccourcir son trajet ?

Le Parlement a été interpellé pour un débat d'urgence, et la colère monte dans l'opinion. En début

Le Parlement a été interpellé pour un débat d'urgence, et la colère monte dans l'opinion

de soirée, lundi à Linate, le président de la SAS Jorgen Lindgaard arrivé en hâte avec quelques parents des victimes avait, au cours d'une conférence de presse, annoncé que sa compagnie débloquerait 25 000 euros pour les familles et qu'une aide psychologique spécialisée serait mise à leur disposition.

Dans la chapelle ardente dressée sur une base militaire proche de l'aéroport, des centaines de parents pleurent leurs proches disparus par un matin de brouillard sur le sol milanais. Et les messages de condoléances, arrivés de toutes parts, sont peu face à leur peine.

Le président de la République italienne, Carlo Azeglio Ciampi, a adressé un message de condoléances aux familles des victimes et au roi Carl Gustav de Suède.

Danielle Rouard

Le « Koursk » a été remonté du fond de la mer de Barents

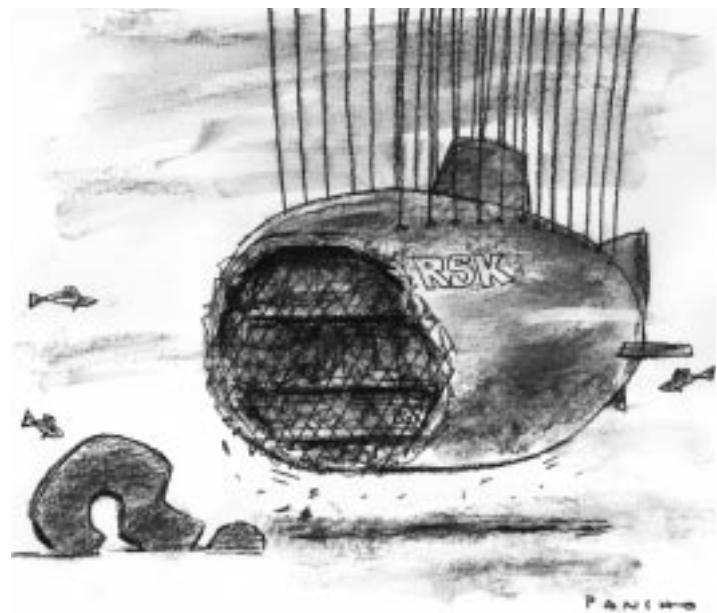
Le sous-marin russe est en cours de remorquage, quatorze mois après la catastrophe

MOSCOU

correspondance

Les sceptiques ont perdu leur pari. En dépit de multiples ajournements, dus tantôt aux conditions climatiques, tantôt à des incidents techniques, le *Koursk* a quitté le fond de la mer de Barents, lundi 8 octobre, soit plus de trois semaines après la date prévue. Le sous-marin nucléaire, qui s'était échoué par 108 mètres de fond le 12 août 2000 avec 118 hommes à bord, a été fixé sous une immense barge, *Géant-4*, puis remorqué sous l'eau, mardi, vers le village de Rosliakovo, à une dizaine de kilomètres de Mourmansk. Alors que, après la catastrophe, la presse avait accusé le pouvoir de mensonges et l'avait traité d'irresponsable (les secours étrangers n'avaient été acceptés qu'une fois perdu tout espoir de sauver des vies), et en particulier le président Vladimir Poutine, qui n'avait quitté son lieu de villégiature que plusieurs jours plus tard, les journaux russes restaient relativement discrets sur l'événement, mardi, réservant leur « une » aux attaques américano-britanniques en Afghanistan.

L'opération de renflouage, aboutissement de trois mois de préparatifs, a commencé lundi, peu avant 4 heures du matin, lorsque le bâtiment, qui reposait dans deux mètres de vase, a été soulevé par 26 câbles d'acier, pesant chacun 22 tonnes. Au cours de la remontée, un filet a été apposé à l'avant, afin d'éviter que des objets ne disparaissent dans l'eau. Le sous-marin a en effet été découpé : le premier compartiment, endommagé, risquait de mettre en péril l'équilibre du bâtiment et gît donc toujours par le fond. Les prévisions



météorologiques étant mauvaises, l'opération a été réalisée dans l'urgence. Aucun incident n'a toutefois perturbé la manœuvre. A 19 heures, le sous-marin, d'un poids de 18 000 tonnes sous l'eau, était arrimé à la barge de la compagnie néerlandaise Mammoet, spécialement conçue pour cette opération.

RÉCUPÉRATION DES CORPS

La barge et le sous-marin devraient atteindre la côte mercredi. Le submersible sera mis en cale sèche puis déplacé de quelques kilomètres dans un chantier naval à Rosliakovo, ville de 12 000 habitants. Les corps des naufragés seront alors récupérés. Deux mois après la catastrophe, douze d'entre eux avaient été remontés à la surfa-

ce par des plongeurs, mais ceux-ci avaient dû abandonner leur tâche, les dégâts à l'intérieur du bâtiment les empêchant de se déplacer. Après les corps, les 22 missiles Granit qui sont dans le submersible en seront extraits, puis le bâtiment sera examiné pendant deux à trois mois. Une cérémonie à la mémoire des 118 naufragés a eu lieu en mer. Des marins et les participants à l'opération de renflouage, transportés par huit navires, sirènes hurlantes, ont jeté des fleurs à la mer. Les plongeurs ont déposé une plaque de marbre au fond de l'eau.

Une semaine auparavant, l'opération semblait compromise. Les autorités russes et les responsables de la société Mammoet, qui ont travaillé de concert, s'étaient réunis pour décider du bien-fondé de la

poursuite de l'opération, malgré le mauvais temps. « Nous avons décidé de poursuivre mais cela a été une décision difficile à prendre », avait déclaré le vice-premier ministre Ilia Klebanov, qui a supervisé pendant un an la commission chargée du renflouage. Les autorités auront tout fait pour tenir leur promesse de remonter le submersible cette année. Les détracteurs de l'opération n'en continuent pas moins de critiquer la méthode. Selon eux, les éléments qui permettraient d'élucider les causes de la catastrophe sont restés au fond de l'eau, dans le premier compartiment, où a eu lieu l'explosion. Et c'est, disent-ils, la raison pour laquelle cette partie du submersible n'a pas été remontée. Le directeur de Roubine, le bureau qui avait conçu le *Koursk*, a indiqué il y a quelques semaines que le premier compartiment serait lui aussi renfloué, en mai ou juin prochain. Mais la décision finale n'est pas encore prise.

Les autorités régionales ont élaboré un plan d'évacuation pour la population de Rosliakovo (*Le Monde* du 27 octobre) qui serait mis en œuvre en cas d'accident nucléaire. « Je veux que tout le monde le comprenne : nous sommes absolument sûrs que rien n'arrivera au réacteur », déclarait mardi matin Ilia Klebanov, en précisant qu'un navire contrôlant les radiations serait à la hauteur du dock où le sous-marin sera vidé de son eau. « Seront informés du niveau de radiation, non seulement les habitants de Rosliakovo et de Mourmansk, a-t-il assuré, selon l'agence Interfax, mais le monde entier. »

Marie-Pierre Subtil

L'Irlande du Nord s'achemine vers une crise institutionnelle

LONDRES

de notre correspondant

A moins d'un heureux coup de théâtre, l'Irlande du Nord s'achemine vers une crise institutionnelle majeure qui pourrait sonner le glas de l'accord dit du Vendredi saint. Ce compromis entre catholiques et protestants, durement négocié en 1998 sous l'égide de Londres, avait entériné un gouvernement semi-autonome et suscité, après trente ans de violences, un véritable espoir de paix. Le dirigeant protestant modéré David Trimble, Prix Nobel de la paix et premier ministre démissionnaire depuis le 1^{er} juillet, a confirmé, lundi 8 octobre, qu'il annoncerait prochainement la démission des ministres de son Parti unioniste d'Ulster (UUP), la principale formation protestante de la province.

David Trimble a provoqué l'accélération de la crise en déposant devant l'assemblée semi-autonome réunie à Stormont, près de Belfast, une motion qui demandait d'exclure du gouvernement les deux ministres du Sinn Fein, l'aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), Bairbre de Brun et Martin McGuinness. Dans l'esprit de David Trimble, cette exclusion visait à sanctionner le non-désarmement de l'IRA. Une motion similaire a été présentée par le Parti unioniste démocrate (DUP), petit parti protestant extrémiste, que dirige le révérend Ian Paisley. Ces deux textes ont été rejetés par l'Assemblée de cent huit membres.

En conséquence de ce rejet, les trois ministres de l'UUP boycottent cette semaine les réunions du cabinet, avant de démissionner formellement la semaine prochaine. David Trimble ne cache pas son

objectif : « obtenir la suspension complète et indéfinie de l'Assemblée », et provoquer, de ce fait, la paralysie des institutions nées des accords de 1998, dont il souhaite la totale remise à plat. Au cours du débat à Stormont, l'ancien premier ministre a une nouvelle fois accusé l'IRA de tout faire pour éviter de tenir son engagement de désarmer. Gerry Adams, chef du Sinn Fein, a répliqué que les républicains avaient « honoré chacun de leurs engagements et tenté de jouer un rôle positif dans le processus de paix ». Il a mis le geste de David Trimble sur le compte de « la bataille pour la direction de l'unionisme ».

CHOIX DIFFICILE

La prochaine paralysie des institutions nord-irlandaises placera le Royaume-Uni devant un choix difficile : soit convoquer de nouvelles élections, soit suspendre *sine die* le gouvernement et l'assemblée semi-autonome et reprendre en main la gestion des affaires. Cette deuxième option a la préférence de Londres, car elle permet de ménager l'avenir et de ne pas enterrer totalement les accords de 1998. Tony Blair devait recevoir mardi matin les deux dirigeants du Sinn Fein, Gerry Adams et Martin McGuinness. Le premier ministre - qui consacre presque tout son temps en ce moment à la guerre en Afghanistan - saura-t-il le convaincre de la nécessité pour l'IRA de faire enfin le geste que l'on attend d'elle à Londres comme à Washington : entamer la destruction de ses armes ? C'est seulement à ce prix que les accords de 1998 pourraient être sauvés.

Jean-Pierre Langellier

DÉMOGRAPHIE Un rapport de l'Institut national d'études démographiques (INED), rendu public mardi 9 octobre, indique que la natalité française a connu, en 2000, « la plus forte

hausse enregistrée depuis vingt ans », de l'ordre de 5 % par rapport à 1999. ● QUELQUE 779 000 naissances ont été recensées, soit 35 000 de plus qu'en 1999, année où la reprise

était déjà bien amorcée. Les sept premiers mois de 2001 confirment la tendance. ● L'INDICE de fécondité se situait à 1,79 enfant par femme en 1999, ce qui place la France au deuxi-

me rang de l'Union européenne derrière l'Irlande. La performance est d'autant plus remarquable que le nombre de femmes françaises en âge de procréer diminue depuis 1995.

● L'ANNÉE 2000 a été encore plus propice aux mariages qu'aux naissances. En 2000, 304 300 mariages ont été célébrés, soit une hausse de 10 % par rapport à 1999.

La France connaît depuis 1995 un mini baby-boom

Les premiers chiffres des naissances de 2001 confirment l'embellie enregistrée depuis 1995, qui s'était accentuée en l'an 2000 : aujourd'hui, selon l'INED, la France est le pays de l'Union européenne qui connaît la plus forte hausse de la fécondité

ÉPIPHÉNOMÈNE ou tendance de fond ? L'embellie des naissances enregistrée en 2000 laissait jusqu'à présent les démographes plutôt perplexes. Le rapport de l'Institut national d'études démographiques (INED) sur la situation démographique de la France, rendu public mardi 9 octobre, leur donne un début de réponse : l'« effet 2000 » semble devoir se poursuivre en 2001. Le nouveau millénaire et la Coupe du monde de football n'expliquent pas tout.

Confirment les données provisoires avancées par l'Insee au début de l'année (*Le Monde* du 8 février), l'Ined indique que la natalité française a, l'an passé, connu « la plus forte hausse enregistrée depuis vingt ans », de l'ordre de 5 %. Quelque 779 000 naissances ont été recensées, soit 35 000 de plus qu'en 1999, année durant laquelle la hausse des naissances était déjà bien amorcée. Ce mini-baby-boom de l'an 2000 n'est donc pas sans lendemain. Les sept premiers mois de 2001 confirment ce qui apparaît davantage comme une tendance de fond : les naissances se sont situées, durant cette première moitié d'année, au niveau - important - atteint en 2000.

On a dénombré 450 000 naissances durant les sept premiers mois de 2001, chiffre globalement équivalent aux sept premiers mois de l'année précédente. « Une stabilisation à un haut niveau, alors que l'on s'attendait à ce que cela redescende un peu », reconnaît-on à l'Insee, qui fournit ces chiffres provisoires. « Cela semble confirmer une tendance à un peu plus solide que celle des "bébés de l'an 2000" », ajoute Françoise Prioux, chercheuse à l'Ined, précisant qu'à sa connaissance, aucun autre pays de l'Union européenne

ne connaît de phénomène équivalent.

Une « performance » d'autant plus remarquable que le nombre de femmes françaises en âge de procréer diminue depuis 1995, les générations nées avant 1975 étant remplacées par des générations moins nombreuses. « L'augmentation des naissances en 1999 et 2000 traduit une hausse de fécondité encore plus importante en valeur relative, car l'effet des femmes d'âge fécond baisse progressivement », explique Françoise Prioux. L'indice de fécondité se situait à 1,89 enfant par femme en 1999 (et 1,83 en 1986), avec un nombre de naissance presque identique. Ce niveau de fécondité a placé la France en 1999 au deuxième rang de l'Union européenne derrière l'Irlande (1,88) et au troisième rang de l'Europe occidentale derrière l'Irlande et la Norvège (1,84). La France est aujourd'hui le pays de l'Union européenne où naissent le plus d'enfants.

DIFFICULTÉS D'INTERPRÉTATION

Si le nombre de naissances augmente de façon continue depuis 1995 après avoir chuté entre 1987 et 1994, l'embellie récente se singularise tant par son ampleur que par sa répartition entre les différents groupes d'âge. La reprise de la natalité de la seconde moitié des années 1990 ne concernait que les femmes de 30 ans et plus. Depuis 1999 en revanche, et même si les augmentations les plus fortes sont enregistrées chez les femmes au moins trentenaires, c'est « la première fois depuis de longues années que la fécondité des plus jeunes femmes augmente », indique l'Ined. Ainsi, non

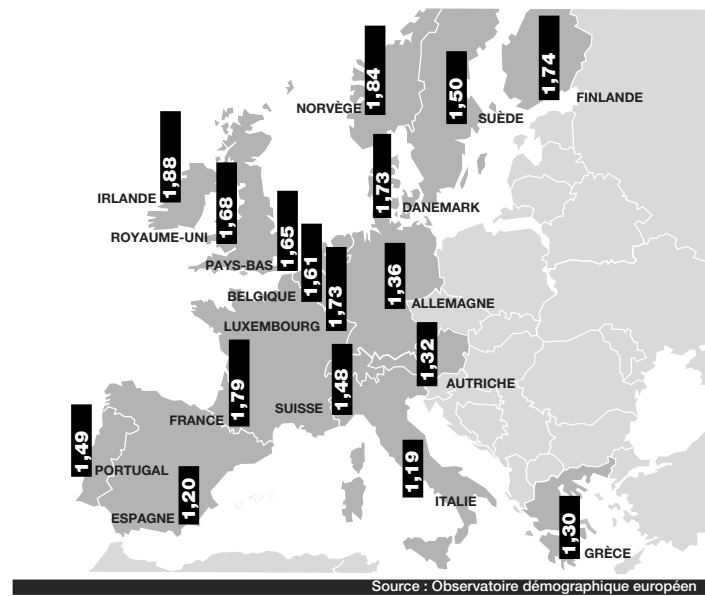
seulement le long processus de retard des maternités, engagé depuis le milieu des années 1960, toucherait à sa fin, mais il pourrait laisser place à un mouvement inverse ». Reste que la fécondité des femmes de 20-24 ans a été divisée par trois entre 1964 et 1998, et qu'il « est peu vraisemblable que l'on puisse revenir à de tels niveaux ».

Pour les femmes qui ont passé le cap de la trentaine, la hausse de la fécondité a été forte ces toutes dernières années : entre 1995 et 2000, elle a augmenté de 19 % chez les 30-35 ans, de 27 % chez les 35-40 ans, de 35 % chez les quadragénaires. En 2000, les femmes de 30 à 34 ans ont une fécondité plus forte que celles de 1964 (592 pour mille en 2000 contre 557 en 1964). En revanche, contrairement à une idée reçue, la fécondité des plus de quarante ans reste globalement plus faible qu'en 1964. « Malgré tout, note l'Ined, cette hausse de la fécondité au-dessus de trente ans indique que le phénomène de récupération des naissances s'amplifie, c'est-à-dire que naissent, après trente ans, de plus en plus d'enfants que les femmes n'avaient pas eus avant cet âge. » L'âge moyen de la femme à la maternité est ainsi passé de 26,7 ans en 1975 à 29,4 ans en 2000. Aujourd'hui, parmi les femmes de 34 ans n'ayant pas eu d'enfant, une sur deux aura un enfant plus tard. En 1970 ou 1980, cette probabilité n'atteignait pas 30 %.

Les démographes n'hésitent pas à avouer leur incapacité à interpréter sérieusement les évolutions récentes. « Nous n'avons aucune idée de la cause exacte de cette reprise vigoureuse de la fécondité », dit simplement Françoise Prioux. Prudence, circonspec-

La France au deuxième rang derrière l'Irlande

ÉVOLUTION DE L'INDICATEUR CONJONCTUREL DE LA FÉCONDITÉ EN EUROPE OCCIDENTALE EN 1999 (nombre moyen d'enfants par femme)



Avec un taux de fécondité de 1,79 enfant par femme en moyenne, en 1999, la France se place au deuxième rang de l'Union européenne derrière l'Irlande (1,88). La reprise de la natalité en France (+ 5%) est par ailleurs la plus forte d'Europe. Le nombre de naissances a également augmenté aux Pays-Bas (+ 3%), en Italie (+ 2%) et au Danemark (+ 1,5%). Il a en revanche baissé au Royaume-Uni, en Finlande et en Autriche.

tion... « On n'a jamais vraiment expliqué le baby-boom », s'amuse le sociologue de la famille François de Singly. Faut-il y voir l'impact de la reprise économique ? « Lorsqu'on essaye de corréler les naissances et des évolutions macroéconomiques (chômage, investissements, moral des ménages, etc.), on s'aperçoit que c'est à l'indice du moral des ménages (par rapport à la situation présente, et non future) que les naissances correspondent le

mieux, explique Laurent Toulemon, de l'INED. Mais cette relation ne fonctionne pas toujours. Juste après la présidentielle de 1995, par exemple, le moral a baissé sans que baissent les naissances. Par ailleurs, c'est substituer un problème à un autre puisqu'on ne sait pas analyser les raisons des variations de l'optimisme des Français ! »

Le démographe cite, en vrac, d'autres explications plausibles : la

généralisation de l'allocation parentale d'éducation (APE) aux mères de deux enfants ; une politique familiale plutôt favorable aux naissances ; la possibilité de concilier activité professionnelle et maternité plus facilement que dans d'autres pays européens, notamment du Sud ; arrêt, pour les plus jeunes, de l'allongement de la durée des études et amélioration de leur situation sur le marché de l'emploi.

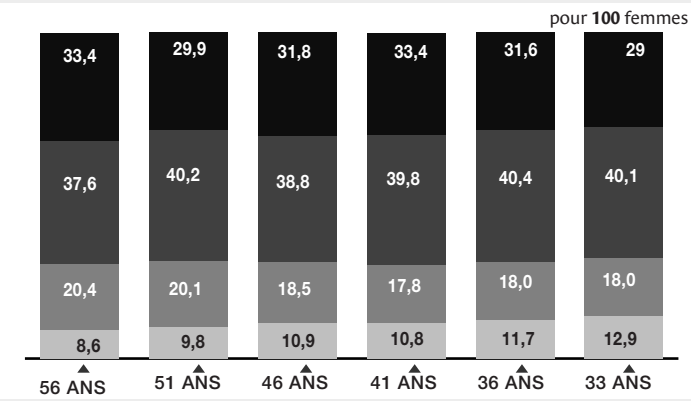
« LA STABILITÉ DOMINE »

« Mais, sur le long terme, la stabilité domine », relativise Laurent Toulemon. L'indice de fécondité demeure globalement assez inchangé depuis un quart de siècle, et la stabilisation consécutive à la fin du baby-boom, en 1976. Il oscille autour de 1,8 enfant par femme, avec une hausse au début des années 1980 (1,95 en 1981), une baisse au milieu des années 1990 (1,65 en 1993), et à nouveau une hausse depuis 1994 (1,9 en 2000). Autre grande constante : la répartition des tailles des familles. Chez les femmes nées en 1968, seules 12,9 % n'auront pas d'enfant. 18 % auront un enfant. 40,1 %, deux enfants. 20,6 %, trois enfants. Et 8,4 %, quatre enfants ou plus. Une prédominance des familles de deux enfants elle aussi stable depuis vingt-cinq ans. Par ailleurs, « le niveau relativement faible de l'infécondité et le maintien d'une proportion relativement forte de familles de trois enfants ou plus (trois femmes sur dix depuis la génération 1950) expliquent le maintien de la fécondité française aux premiers rangs de l'Union européenne », constate l'Ined.

Pascal Krémer

La prédominance des familles de deux enfants

RÉPARTITION DES FEMMES NÉES DEPUIS 1945 SELON LE NOMBRE FINAL D'ENFANTS NÉS VIVANTS

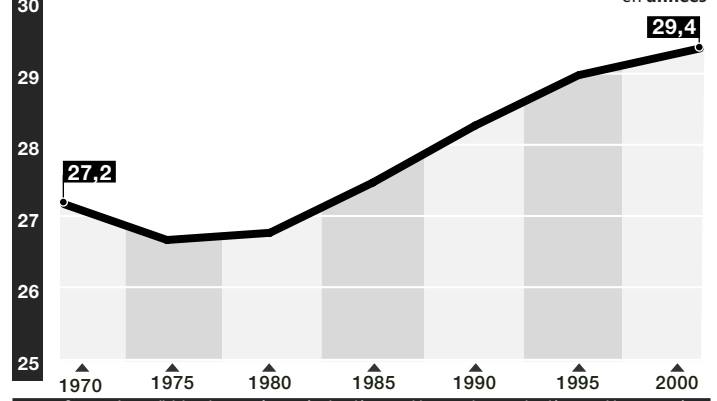


Source : L. Toulemon et M. Mazuy, 2001 (d'après l'enquête Etude de l'histoire familiale, 1999), et statistique de l'état civil

Les femmes âgées de 33 ans ont plus souvent deux enfants que celles âgées de 56 ans. Les familles de trois enfants et plus sont de moins en moins nombreuses.

Des enfants de plus en plus tard

ÂGE MOYEN À LA MATERNITÉ



Source : Insee division des enquêtes et études démographiques et observatoire démographique européen

L'âge moyen de la femme lors de la naissance du premier enfant est passé de 27,2 ans en 1970 à 29,4 ans en 2000. Pour les femmes qui ont passé la trentaine, la hausse de la fécondité a été forte ces toutes dernières années : entre 1995 et 2000, elle a augmenté de 19 % chez les 30-35 ans, de 27 % chez les 35-40 ans de 35 % chez les quadragénaires.

59 millions d'habitants en métropole

● **Espérance de vie.** En 2000, l'espérance de vie à la naissance était estimée à 75,2 ans pour les hommes et 82,7 ans pour les femmes, en hausse de 0,3 an par rapport à 1999. L'écart entre les sexes, qui culminait à 8,2 ans à la fin des années 1980 et au début des années 1990, fluctue autour de 7,5 ans aujourd'hui, et reste le plus fort de l'Union européenne.

● **Mortalité.** Les décès en 2000 sont en légère baisse (- 0,6 %) par rapport à 1999. Le taux d'accroissement naturel est ainsi à nouveau légèrement supérieur à 4 %, comme il y a dix ans.

● **Migrations.** Le solde migratoire est en légère hausse. Il est évalué à 55 000 personnes, en augmentation de 10 000 par rapport à 1999. L'accroissement

total de la population est donc proche de 300 000 personnes en 2000. La population de métropole dépassait les 59 millions d'habitants au 1^{er} janvier. Elle pourrait, selon l'Ined, plafonner à 64,5 millions d'habitants vers 2040, avant de commencer à diminuer.

● **Viellissement.** Entre les deux derniers recensements, celui de 1990 et celui de 1999, la population a vieilli. La proportion des jeunes de moins de 20 ans est passée de 26,5 % en 1990 à 24,6 % en 1999. Celle des personnes âgées de 60 ans ou plus, de 20 % à 21,3 %. Ces derniers représenteront entre 32 % et 39 % de la population française en 2050. Corrélativement, la part des jeunes, et celle du groupe d'âges intermédiaires, se réduira progressivement.

Après une longue période de désintérêt, le mariage suscite à nouveau un fort engouement

LA DERNIÈRE année du siècle aura été encore plus propice aux mariages qu'aux naissances. Le seuil des 300 000 cérémonies a même été franchi pour la première fois depuis 1983. En 2000, 304 300 mariages ont été célébrés, contre 285 400 en 1999, soit une hausse de plus de 10 %. Comme pour les bébés, ce regain d'intérêt semble devoir perdurer au-delà des festivités de l'an 2000. Environ 135 600 couples se sont unis durant les six premiers mois de 2001, contre 124 600 durant la même période de l'année précédente. « Mais il y avait un samedi de plus en juin 2001 », relève l'Insee. C'est donc globalement stable. »

Après un minimum historique de 254 000 mariages environ en 1994 et 1995, 1996 avait marqué une reprise. L'impact de la modification de la fiscalité des couples non mariés avec enfants avait alors été évoqué, interprétation confortée par la forte augmentation des mariages légitimant un ou plusieurs enfants. Mais l'engouement pour le mariage perdure. « Le fléchissement de la proportion de mariages légitimant des enfants en

1998 (27,7 %) et 1999 (28 %), par rapport à 1997 (28,8 %), démontre que la fiscalité n'est pas le seul facteur en cause », selon l'Ined.

« UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ »

Comme pour les naissances, tous les âges sont concernés, « deuxième rupture dans l'évolution observée depuis dix ans », souligne l'Ined. Car la reprise de 1996 touchait essentiellement les hommes et femmes relativement âgés. Les 20-24 ans, désormais, ne sont plus en reste, après une longue période de désintérêt pour l'institution matrimoniale. Globalement, le taux de nuptialité des célibataires retrouve en 2000 un niveau inégalé depuis 1983 : 60 premiers mariages pour 100 hommes et 62 pour 100 femmes. Il est vrai, pondère Françoise Prioux, de l'Ined, que « la France avait connu une baisse du mariage plus profonde que dans beaucoup de pays européens. Le niveau de nuptialité rattrape aujourd'hui le niveau européen moyen ».

Le pacte civil de solidarité (pacs) a fait peu d'ombre au mariage, même si l'absence de statistiques sur l'âge

et le sexe des partenaires rend l'analyse particulièrement délicate. Du 15 novembre 1999, date d'entrée en application de la loi, jusqu'à la fin du premier trimestre 2001, un peu moins de 37 000 pacs ont été enregistrés. « C'est peu, résume l'Ined, au regard du nombre de couples cohabitants sans être mariés », soit 2,5 millions de couples. D'autant que ce décompte ne comprend pas les couples homosexuels concernés eux aussi par le pacs.

François de Singly, sociologue de la famille, professeur à l'université Paris-V, estime que le mariage « continue d'être associé à un certain sentiment de sécurité, pas seulement pour les enfants, mais pour les conjoints eux-mêmes » : « Or nous sommes dans une conjoncture (peurs alimentaires, mondialisation, et maintenant attentats) qui nous donne un sentiment d'insécurité globale. Le mariage moderne, grâce à la relative facilité du divorce, est une forme de garantie dont on reste responsable, parce qu'on peut toujours partir. Il redevient donc attractif. »

P. Kr

MSF se mobilise contre l'expulsion des sans-papiers malades

MÉDECINS sans frontières (MSF) devait lancer, mercredi 10 octobre, une campagne pour la protection des étrangers malades en Europe, lors d'un colloque à Paris. S'appuyant sur cinq années d'étude de l'accueil des malades, l'association réclame que des mesures soient prises à l'échelon européen contre tout éloignement ou expulsion d'un malade. Elle souhaite leur garantir un droit au séjour et aux soins afin d'éviter qu'ils soient condamnés à être « soignés trop tard et à mourir trop tôt ».

Intitulée 1997-2001 : l'exercice d'un droit à l'épreuve des chiffres, l'étude retrace le parcours d'une centaine d'étrangers qui ont fini par obtenir un titre de séjour en raison de leur état de santé. Ce sont en majorité des jeunes (trente-six ans en moyenne), vivant seuls, qui viennent consulter la cellule d'accueil de MSF. Ils sont atteints de pathologies graves, parfois incurables (cancer, sida, polyarthrite, sclérose en plaque, etc.). Venus de pays parmi « les plus pauvres du monde » - l'Algérie, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, et les Comores -, ils sont entrés régulièrement en France pour y suivre des études, y travailler ou comme demandeurs d'asi-

le. En moyenne, ce n'est que quatre ans après leur arrivée en France qu'ils découvrent leur maladie et deux ans plus tard qu'ils viennent consulter. Les deux tiers des patients n'ont alors plus de titre de séjour valable. « Cela montre que, contrairement aux idées reçues, ils ne viennent pas en France avec leur virus dans leur sacochette », remarque Noëlle Lasnes, responsable des programmes à MSF.

La plupart étaient installés depuis cinq, voire dix ans quand ils sont tombés malades, ont perdu leur travail et leur droit au séjour. Lors de leur première consultation, la plupart étaient en situation de « grande précarité » : seuls 17 % avaient un travail. Les autres survivaient grâce à la solidarité de proches (41 %), à des petits boulots (24 %) ou restaient sans ressources (16 %). Leurs conditions de logement s'en ressentait, la majorité vivait chez des amis ou de la famille, dans un hébergement précaire (foyer, squat, hôtel) ou dans la rue. Par peur d'une arrestation, beaucoup ne sortaient plus et se rendaient à pied à l'hôpital pour éviter les contrôles. « La clandestinité a hypothéqué l'accès aux soins », explique M^{me} Lasnes. On a vu beaucoup de gens mourir en

train d'attendre leurs papiers. » Finalement, 6 % des patients suivis sont décédés pendant la période de régularisation. Ces malades sont sortis de l'ombre après la circulaire de régularisation de 1997, qui reconnaissait, pour la première fois, un droit au séjour pour les malades. La loi sur l'immigration de juillet 1998 a officialisé cette pratique puisque tout étranger résidant en France « dont l'état de santé nécessite une prise en charge médicale dont le défaut pourrait entraîner pour lui des conséquences d'une extrême gravité » a droit à une carte de séjour « vie privée et familiale ».

Dès la première année d'application de la loi, 1 393 personnes ont bénéficié de cette disposition ; ils seraient, depuis, 1 500 chaque année. La conséquence essentielle de leur régularisation est l'accès au travail. Ils sont 50 % à exercer un emploi depuis l'obtention de leur titre de séjour, tandis que 20 % touchent l'allocation adulte handicapé. « Le changement est radical », insiste le rapport de MSF. Ces malades peuvent alors envisager de partir voir leur famille au pays, sans peur de ne pouvoir revenir.

Sylvia Zappi

Au procès de la MNEF, le parquet abandonne l'accusation contre Dominique Strauss-Kahn

Pour le substitut, les infractions reprochées à l'ancien ministre ne sont plus que « vent et sable »

Au procès de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF), qui se tient depuis le 1^{er} octobre devant la onzième chambre correc-

tionnelle du tribunal de Paris, le substitut du procureur a abandonné, lundi 8 octobre, l'accusation portée contre Dominique Strauss-Kahn,

poursuivi pour « faux et usage de faux ». L'avocat de l'ancien ministre, M^{re} Jean Veil, a plaidé pour une relaxe « franche, sincère, totale ».

LE SUBSTITUT du procureur de la République de Paris et chef de la section financière du parquet David Peyron a décidé, lundi 8 octobre, d'abandonner l'accusation contre Dominique Strauss-Kahn, poursuivi dans l'un des deux volets de l'affaire de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) qu'examine, depuis lundi 1^{er} octobre, la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Cette affaire avait conduit M. Strauss-Kahn, prévenu de « faux et usage de faux », à démissionner de son poste de ministre de l'économie et des finances, le 2 novembre 1999.

Alors que l'accusation avait déjà considérablement varié au cours de l'instruction, le représentant du parquet a préféré, en définitive, « s'en rapporter à l'appréciation du tribunal », afin que celui-ci dise si les documents litigieux relatifs à sa prestation d'avocat-conseil de la MNEF, entre 1994 et 1996, relevaient ou non, juridiquement, de la qualification de « faux et usage de faux ». Affirmant avoir changé son opinion au vu de l'audience

menée par la présidente Sophie Portier, qui n'avait pas hésité à stigmatiser publiquement « le flou » des accusations (*Le Monde* du 4 octobre), M. Peyron a abandonné l'idée qu'il y ait pu avoir intention chez les prévenus de « masquer » la réalité à un quelconque organisme de contrôle. « Tout ceci n'est plus que vent et sable », a-t-il dit.

Au cours de l'enquête, M. Strauss-Kahn avait rapidement reconnu avoir antidaté un courrier justifiant son intervention destinée à finaliser l'entrée de la Compagnie générale des eaux (CGE, devenue Vivendi) dans le capital de Raspail participations et développements (RPD), holding regroupant l'essentiel des filiales de la MNEF. Mais l'ancien ministre avait toujours argué de ce que ce courrier avait bel et bien « reflété la réalité ».

M. Peyron a prononcé son réquisitoire, tel un funambule, sur le fil tenu d'une argumentation parfois très morale. S'agissant d'une facture et d'un courrier d'accompagnement qui présentaient tous deux des dates inexacts, le substitut a volontiers reconnu qu'il pouvait s'agir d'« erreurs », comme le soutenait l'ancien ministre. « Le parquet n'a aucune version de rechange à proposer », a-t-il dit.

Concernant le traitement comptable et fiscal de cette facture par la MNEF, le représentant du parquet a estimé en revanche qu'« il y avait eu manifestement dissimulation », mais que celle-ci ne pouvait se traduire juridiquement. Il a relevé le faible nombre de documents qui pouvaient attester la réalité de la prestation de M. Strauss-Kahn. Selon lui, il a pu y avoir quelques réticences à montrer au grand jour les activités de l'ancien ministre liées à l'exploitation de son carnet d'adresses.

« BÊTISE CRASSE » DES ENQUÊTEURS

Ensuite, dans l'autre volet de l'affaire examinée – l'achat controversé, en 1990, par une filiale de la MNEF, d'un immeuble parisien –, qui ne concerne pas M. Strauss-Kahn, M. Peyron a requis deux ans de prison, dont un avec sursis, et 500 000 francs d'amende contre Olivier Spithakis, l'ancien directeur général de la mutuelle. Il a également réclamé un an de prison, dont six mois avec sursis, et 250 000 francs d'amende contre François Bernardini, ancien président du conseil général des Bouches-du-Rhône et ex-premier secrétaire de la fédération du Parti socialiste de ce département, et William Bihi-Zenou, présenté com-

me l'homme de confiance de M. Spithakis, soupçonnés d'avoir opéré au profit de ce dernier un montage financier frauduleux.

Agrégeant la défense de M. Strauss-Kahn, au nom de ses confrères M^{re} Georges Jourde et Léon Lef Forster, M^{re} Jean Veil est alors revenu sur l'« impréparation » du dossier de « faux et usage » ayant abouti devant le tribunal, fustigeant au passage la « bêtise crasse » des enquêteurs qui avaient imaginé un temps qu'il s'était agi, pour l'ancien ministre, de tromper le représentant du bâtonnier de Paris, saisi pour donner son avis sur la matérialité du travail effectué. L'avocat s'est dit persuadé que l'ancien ministre n'avait pas pu bénéficier d'un non-lieu, à l'issue de l'instruction, parce qu'était advenu, dans le même temps, l'épisode de la cassette Méry. Critiquant la campagne médiatique « assez dégueulasse », qui a pesé, selon lui, sur la procédure, M^{re} Veil a donc demandé une relaxe « franche, sincère, totale », non sans citer nombre de décisions de non-lieu prononcées dans diverses autres affaires de courriers antidatés... parfois même par des juges.

Jean-Michel Dumay

L'un des dirigeants politiques de l'ETA a été arrêté en France

MADRID

de notre correspondante

Moins de deux semaines après l'arrestation en France du chef supposé de l'appareil logistique de l'ETA, Asier Oyarzabal Txapartegi, dit « Baltza » (*Le Monde* du 25 septembre), la police française, en collaboration avec la police espagnole, a interpellé, samedi 6 octobre, dans un appartement de Tarbes (Hautes-Pyrénées), celui qui passe, selon le gouvernement espagnol, pour l'un des principaux dirigeants politiques de l'organisation séparatiste basque armée : Bixente Goikoetxea Barandiaran, dit « Willy ». Il était visé par un mandat d'arrêt international délivré en 1995 par la juge d'instruction antiterroriste parisienne Laurence Le Vert pour « participation à association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

Lors de son interpellation, « Willy », âgé de quarante-deux ans, était en compagnie d'une jeune femme française et d'un enfant. Les enquêteurs ont saisi un ordinateur, un pistolet et une importante documentation concernant le fonctionnement de l'ETA. Les deux adultes ont été placés en garde à vue au commissariat de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques).

Ce nouveau coup de filet opéré en France, à trois jours du sommet franco-espagnol de Perpi-

gnan, où le dossier du terrorisme aura une place centrale, a été salué à Madrid comme une preuve de « l'excellence de la coopération entre la France et l'Espagne » par le ministre de l'intérieur, Mariano Rajoy. Selon M. Rajoy, Bixente Goikoetxea Barandiaran serait le principal lieutenant de Mikel Albizu Iriarte « Antza », idéologue de l'ETA et numéro un de son appareil politique.

FAUX PAPIERS ET LOGISTIQUE

De fait, « Willy », qui est originaire de Asasua, en Navarre, ne fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire en Espagne. Sans avoir été un homme d'action des commandos de l'ETA, il avait été interpellé en 1990 par la police espagnole et soupçonné d'avoir pris part à plusieurs attentats contre des intérêts français en Navarre. Il avait eu aussi quelques accrochages avec la police et pris part à la « kale borroka », la lutte des rues, menée à coups de cocktail Molotov par les jeunes radicaux indépendantistes au Pays basque. En France, il a été condamné par contumace en 1995 à trois ans de prison, dans le cadre de la collaboration entre l'ETA et certains activistes bretons.

Sa spécialité était plutôt la fabrication de faux papiers et faux documents, ainsi que la logistique. Ce n'est que par la suite, peut-être à

la suite des démantèlements répétés de la coupole dirigeante de l'organisation indépendantiste armée, que « Willy » est devenu le bras droit supposé du chef politique de l'organisation. Ce qui lui vaudra de prendre part, en 1998, aux conversations secrètes avec les formations nationalistes modérées du Pays basque, comme le Parti nationaliste basque (PNV), qui ont débouché sur l'accord de Lizarra-Estella, le 12 septembre 1998, et sur une trêve de dix-huit mois dans la lutte armée. Ce serait également « Willy », qui, caché par une cagoule et des lunettes noires, aurait, accompagné d'un autre etarra, donné la mémorable interview accordée à la BBC, dans laquelle il expliquait les raisons de la trêve. Lui encore qui aurait rédigé ou inspiré un grand nombre des derniers « zutabe », ces « bulletins internes » de l'ETA.

L'arrestation de « Willy » intervient au moment où – fait très rare – l'ETA, dans son dernier « zutabe », vient de reconnaître « l'échec de sa stratégie politique de ces trois dernières années », qui s'est soldée par la perte de la moitié des députés de la coalition indépendantiste Herri Batasuna aux dernières élections basques, annonçant du même coup une « profonde réflexion ».

Marie-Claude Decamps

Les islamistes interpellés avant France-Algérie déferés au parquet de Paris

LES QUATRE HOMMES soupçonnés d'appartenir à la mouvance islamiste qui avaient été interpellés, vendredi 5 octobre, dans les Yvelines et la Seine-Saint-Denis par les policiers de la brigade criminelle, ont été déferés au parquet de Paris, mardi 9 octobre. Ces arrestations avaient été décidées à la veille du match de football France-Algérie au Stade de France, après que des conversations téléphoniques jugées suspectes eurent été interceptées par les services de renseignement. Selon nos informations, l'une des personnes écoutées indiquait notamment à son interlocuteur : « Faut vous bouger pour le match ». Ces informations avaient fait l'objet d'un rapport des renseignements généraux de la préfecture de police, remis jeudi 4 octobre à la police judiciaire parisienne.

SIGNATURE D'UN NOUVEAU GROUPE

Le lendemain, les enquêteurs procédaient à trois interpellations dans la cité des Indes à Sartrouville (Yvelines) et une autre interpellation à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). A cette dernière adresse, était arrêté en possession de faux papiers Charres Beterki, présenté par les policiers comme une relation de l'émir des Gardiens de la prédication salafiste (GPS), un groupe d'islamistes radicaux algériens, dont ce serait la première apparition en France, selon les enquêteurs. Créé en 1998 en Algérie, ce mouvement serait

issu d'une dissidence des Groupes islamistes armés (GIA) de l'émir Antar Zouabri, et plus particulièrement d'un groupuscule des GIA dénommé « la terreur ». A ce jour, il ne s'était fait connaître que de l'autre côté de la Méditerranée et ne semble pas, selon les spécialistes policiers, entretenir de lien avec la mouvance islamiste internationale du milliardaire d'origine saoudienne, Oussama Ben Laden,

commises en Algérie. Ils étaient rédigés en arabe et portaient la signature des GPS. Outre ces documents, les policiers saisissaient des faux papiers, du matériel de faussaire pour fabriquer des documents administratifs – papiers d'identité, permis de conduire, cartes grises –, un stylo-pistolet, des armes de poing et des manuels destinés à la fabrication d'explosifs. Les enquêteurs s'emparaient

Le procès « Mamache » devrait se poursuivre

L'interpellation, vendredi 5 octobre, de Nasreddine Mamache, l'un des vingt-quatre islamistes qui comparaissaient libres, depuis le 28 septembre, devant le tribunal correctionnel de Paris, ne devait pas remettre en cause le déroulement du procès. Celui-ci devait reprendre normalement, mercredi 10 octobre, au rythme de trois journées par semaine, seule l'audience de vendredi 5 octobre ayant été annulée.

Emprisonné pendant plus de deux ans à la suite d'une première interpellation, le 21 janvier 1997, M. Mamache avait donné son nom au dossier examiné par les juges. Il est accusé d'avoir participé, comme les vingt-trois autres prévenus, à une association de malfaiteurs « en relation avec une entreprise terroriste » spécialisée dans le trafic d'armes, de voitures et de faux papiers à destination du Groupe islamique armé (GIA) algérien (*Le Monde* du 1^{er} octobre).

impliqués dans les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

A Sartrouville, lors de la perquisition qui suivit les interpellations de Rabieh Chenine, Nasseridine Mamache, et d'un jeune homme de vingt ans, qui venait d'arriver d'Algérie, les enquêteurs découvraient des communiqués de revendication d'actions terroristes

également d'ordinateurs, qui seront soumis à expertise. Pendant l'opération de police, vendredi 5 octobre vers 11 heures du matin, un attroupement se formait au bas de l'immeuble de la cité des Indes. Une centaine de personnes s'en prenaient aux forces de police en jetant des projectiles sur les voitures. Une personne

était interpellée. Elle a été jugée lundi 8 octobre en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris.

La personnalité des quatre hommes intéresse particulièrement les enquêteurs. Nasseridine Mamache, qui comparaitrait libre devant le tribunal correctionnel depuis le 28 septembre, était poursuivi pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ». Il est suspecté, dans cette affaire, d'avoir participé en 1996 à un trafic d'armes, de voitures et de faux papiers à destination du maquis algérien (*lire ci-contre*).

Rabieh Chenine est le frère d'Abderaman Chenine, qui est parvenu à échapper, vendredi, au coup de filet policier. Ce dernier avait déjà été interpellé le 6 août 1994 à Puteaux (Hauts-de-Seine). Il paraît alors une maîtrise de sciences, et était soupçonné d'être en liaison avec le Front islamique du salut (FIS), la formation islamiste algérienne d'Abassi Madani, déclarée hors-la-loi après l'interruption du processus démocratique en Algérie en janvier 1992. Abderaman Chenine était également soupçonné d'avoir commis une attaque à main armée contre un bureau de poste situé près de Rouen (Seine-Maritime). Il devrait comparaître pour ces faits devant la cour d'assises spéciale à Paris à la fin de l'année.

Pascal Ceaux

Le gouvernement propose de nouvelles mesures contre les licenciements

Le projet de modernisation sociale revient au Sénat

LA NOUVELLE donne économique produit ses effets. Confronté, depuis quatre mois, à une recrudescence des licenciements et à une hausse du chômage, le gouvernement a décidé d'introduire, mardi 9 octobre, de nouvelles dispositions dans le projet de loi de modernisation sociale. Ce texte, qui avait suscité un vif débat dans les rangs de la gauche et de la solidarité, revient en effet en seconde lecture au Sénat. Elisabeth Guigou, la ministre de l'emploi et de la solidarité, devait ainsi présenter trois amendements censés compléter et renforcer la panoplie de mesures « anti-licenciements ».

La première de ces propositions consisterait à appliquer le Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE) aux salariés victimes d'un licenciement économique avant même qu'ils ne soient inscrits à l'ANPE. Les prestations du PARE, en vigueur depuis le 1^{er} juillet pour tous les demandeurs d'emploi dûment inscrits à l'Agence (bilans de compétence, solutions de reclassement ou de formation, etc.), s'appliqueraient donc, par anticipation, aux personnes licenciées dans les entreprises de moins de 1 000 salariés, en restructuration, « en redressement et/ou en liquidation judiciaire ».

Cette proposition devra figurer dans les lettres de licenciements, à charge pour le salarié d'y répondre dans les huit jours, à la condition qu'il possède au moins quatre mois d'ancienneté. Le dispositif prendrait ensuite effet pendant la période de préavis comprise entre un et deux mois, trois mois pour les cadres, et alors que le salarié est toujours rémunéré par son entreprise. « Cette mesure concourt à améliorer (ses) chances (...), peut-on lire dans l'exposé des motifs. Des études de l'ANPE montrent en effet que la prise en charge du salarié le plus en amont possible est un gage indé-

niable de succès dans le reclassement. » Avantage : ce dispositif est susceptible de retarder d'autant son inscription au chômage et donc son apparition dans les statistiques. C'est aussi, pour le gouvernement, une façon de remédier à la disparition des conventions de conversion, supprimées par le PARE et désignées par le ministère de l'emploi comme l'une des sources de l'augmentation récente du chômage. Enfin, il permet de répondre aux critiques d'une partie de la gauche qui regrettait que les mesures du gouvernement oublient les peti-

tes et moyennes entreprises (PME). Toutefois, il est conditionné à l'accord du patronat et des syndicats, gestionnaires de l'Unedic.

Deuxième proposition : sanctionner les entreprises de plus de 1 000 salariés qui ne respecteraient pas leurs obligations en matière de réindustrialisation des sites. Lors de la fermeture d'une usine, par exemple, le projet de loi prévoit qu'elles doivent prendre des mesures pour permettre la création d'autres activités. A défaut, précise l'amendement, elles seraient tenues de verser une pénalité comprise entre une et « quatre fois la valeur mensuelle » du Smic (29 554,72 francs au maximum) par emploi supprimé. C'est le préfet qui décidera du montant, en fonction de la situation locale et des capacités financières de l'entreprise.

« RESPONSABILITÉ SOCIALE »

Le rôle du représentant de l'Etat est d'ailleurs renforcé puisqu'il aura la charge de faire signer une convention à l'entreprise, à laquelle seront associés les organisations professionnelles, consulaires, et les élus locaux. « Cette démarche vise à créer une dynamique partenariale de concertation », précise l'amendement. Elle « concrétise la responsabilité sociale » de l'employeur. En l'absence de convention dans les six mois suivants la dernière réunion du comité d'entreprise, ou de réalisation partielle, celui-ci s'exposerait à verser des pénalités au Trésor public.

La troisième proposition est destinée à rassurer les entreprises. A la date de promulgation de la loi, prévue en janvier 2002, celles qui sont en cours de restructuration ne seront pas soumises aux nouvelles obligations en matière d'information de leurs salariés dès lors qu'elles ont enclenché la procédure avant.

Alors que les élus de droite, majoritaires au Sénat, ont prévu de supprimer des articles du projet de loi, comme l'amendement « Michelin », les communistes, eux, n'ont pas déposé de nouvelles propositions. « Nous interviendrons pour dénoncer une situation économique qui a empiré avec les attentats du 11 septembre, mais nous ne pouvons pas faire abstraction de ce qui a été si difficile à négocier au printemps », déclare Roland Muzeanu (PCF, Hauts-de-Seine). L'« union sacrée », cela fonctionne parfois.

Isabelle Mandraud

M. Chevènement compare Jean-Guy Talamoni à Ben Laden

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT a évoqué, lundi 8 octobre, à Villeurbanne (Rhône), lors d'une réunion publique de son comité de soutien pour l'élection présidentielle, l'offensive contre les talibans et le réseau d'Oussama Ben Laden. Affirmant qu'il ne fallait en aucun cas accepter la « moindre complaisance » envers le terrorisme, le candidat du Mouvement des citoyens à l'élection présidentielle a poursuivi : « Je parle de Ben Laden, mais je pourrais parler aussi de Jean-Guy Talamoni [le chef de file de l'organisation nationaliste Corsica Nazione], même si ce n'est pas à la même échelle. » Pour l'ancien ministre de l'intérieur, qui avait démissionné du gouvernement en raison de son opposition au processus de Matignon sur la Corse, « dans les deux cas, c'est le même déni profond de la démocratie. C'est une petite minorité qui s'arroge le droit de parler au nom d'une majorité qui se tait ».

DÉPÊCHES

■ **MUNICIPALES : le tribunal administratif de Marseille a annulé, lundi 8 octobre, les élections municipales de Bollène (Vaucluse), après avoir estimé que la diffusion d'un tract « à caractère injurieux et diffamatoire » à l'encontre de la tête de liste FN avait pu altérer la sincérité du scrutin. La liste de Marie-Claude Bompard (FN), épouse du maire d'Orange, Jacques Bompard, arrivée en tête lors du premier tour du scrutin, le 11 mars, avait été devancée au second tour par celle du maire sortant, Marc Serein (PS).**

■ **SYNDICALISME : les trésoriers des cinq confédérations syndicales CGT, CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC devaient affronter, mardi 9 octobre, au siège de la CGT, leurs positions sur la proposition de loi d'Henri Emmanuelli sur le financement du syndicalisme. Cette question était un des dossiers du chantier de la « rénovation sociale » annoncé par Lionel Jospin en juin.**

■ **FAIT DIVERS : les autopsies de trois des quatre corps retrouvés samedi 6 octobre dans un bar-tabac d'Athis-Mons (Essonne) ont confirmé que les victimes avaient été tuées d'une balle derrière la tête. Les cadavres de trois femmes avaient été retrouvés ligotés en bas de l'escalier de la cave, celui du patron près de la chambre froide.**

■ **DROGUES : les douaniers du poste frontière franco-espagnol du Perthus (Pyrénées-Orientales) ont saisi près de 2 tonnes de résine de cannabis lors d'un contrôle sur l'autoroute A 9, jeudi 4 octobre, dans un camion immatriculé en Grande-Bretagne.**

Une contre-expertise met en doute la nécessité d'un troisième aéroport

L'étude réalisée par un cabinet londonien et rendue publique, mardi 9 octobre, conclut que les deux plates-formes parisiennes pourraient absorber l'augmentation du trafic aérien. Ces experts, en revanche, accordent un crédit limité à l'hypothèse du développement des sites régionaux

LA CONTRE-EXPERTISE sur l'opportunité de construire un troisième aéroport dans le Bassin parisien devait être rendue publique mardi 9 octobre. Cette étude, effectuée en trois semaines par le cabinet londonien MVA et financée par la direction générale de l'aviation civile (DGAC), n'est, dans l'esprit de ses commanditaires – la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut), France Nature Environnement et les Amis de la Terre –, qu'une première étape avant de procéder à un audit plus approfondi.

Deux idées s'en dégagent néanmoins nettement : le trafic aérien international va effectivement doubler en vingt ans, et Roissy et Orly peuvent absorber cette augmentation pour autant que les pla-

fonds actuels soient supprimés. Cette affaire de contre-expertise a tout de même quelque chose d'irréel puisque la célérité avec laquelle les experts britanniques ont conduit leurs travaux tient à ce que Pierre Zémor, chargé de la mission intitulée « Démarche d'utilité publique concertée pour un site aéroportuaire international » (Ducsaï), a l'intention de rendre son rapport au gouvernement le 18 octobre. On peut se demander, d'ailleurs, à quoi servirait une étude plus lourde ultérieurement puisque la mission de la Ducsaï devrait se terminer à cette date.

On peut aussi s'interroger sur la fiabilité des prévisions de trafic effectuées par MVA, qui, faute de temps, reprend à son compte celles des professionnels de l'aviation civile : l'Institut du transport

aérien (ITA), la DGAC – dont les chiffres ont été repris par la Ducsaï –, les constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus, l'Association du transport aérien international (IATA). A quelque chose près, tous tablent sur un accroissement du trafic compris entre 3 % à 4 % par an, soit 140 millions de passagers en 2020 dans les deux aéroports parisiens, contre 73 millions en 2000.

Malgré la tragédie du 11 septembre, MVA considère que « les moyen-courriers ne seront pas affectés par les attentats et pourraient même bénéficier de ces événements car les clients ne sont pas prêts pour l'instant à effectuer des vols intercontinentaux ». Le cabinet britannique se réfère à la guerre du Golfe de 1991, qui a certes entraîné une baisse des voyages d'affaires,

mais ceux-ci, très vite, sont repartis à la hausse. Sauf que ce conflit avait duré six semaines et que personne ne peut prévoir, aujourd'hui, la durée et l'ampleur de la guerre qui vient de commencer.

MVA envisage un avenir plutôt serein pour Air France. Grâce à la collaboration avec Alitalia et Delta Airlines au sein de la « Sky team », la compagnie nationale va générer avec son « hub » de Roissy plus de correspondances, qui ont déjà augmenté de 60 % depuis 1996. Les experts britanniques sont d'autant plus certains qu'Air France va poursuivre dans cette voie que les Aéroports de Paris (ADP) ont le même intérêt à développer le pôle de correspondances. « C'est un élément important à considérer pour la création d'un troisième aéroport parisien », soulignent-ils. Ils rapportent une réflexion de la direction du transporteur aérien, qui peut apparaître comme une boutade ou une provocation, mais qui est significative, tout de même, de la position des dirigeants d'Air France. Il est écrit dans l'étude : « Air France affirme que, si Roissy devenait trop congestionné, la compagnie préférerait transférer tout ou partie de ses opérations à Milan-Malpensa plutôt que de se développer dans un autre aéroport français. »

MVA est tout aussi optimiste sur les perspectives de développement des aéroports régionaux, qui devraient, aussi, presque doubler leur trafic d'ici vingt ans (92 millions de passagers annuels, contre

49 millions aujourd'hui). Mais pour aussitôt tordre le cou à la candidature de Lyon - Saint-Exupéry qui se présente comme une alternative au troisième aéroport parisien. Les experts britanniques écrivent : « Saint-Exupéry ne pourrait pas assurer la gamme complète des services aériens car la population de la région est trop éparpillée,

Vatry (Marne). Trop loin de Paris et trop isolé, estime l'étude, qui précise qu'il faudrait construire une zone industrielle autour du site champenois pour qu'il ait au moins une chance de développer son trafic de marchandises.

Alors, MVA voit la solution dans le déflaconnement du trafic à Roissy et à Orly. Parmi les vingt-cinq premiers aéroports du monde, les deux plates-formes parisiennes sont largement en deçà de leurs capacités. Et la contre-expertise de donner l'exemple de Heathrow, près de Londres, qui, avec deux pistes, enregistre un trafic annuel de 60 millions de passagers contre 48 millions à Charles-de-Gaulle avec quatre pistes. Ce qui est valable pour Roissy l'est pour Orly, qui, avec deux pistes, ne traite que 25 millions de passagers. Au bout du compte, le cabinet de Londres évalue à 180 millions de passagers le total des capacités des aéroports parisiens.

Reste la question des riverains. La contre-expertise conclut qu'imposer des limites au trafic n'est pas une solution efficace. Une bonne orientation des pistes serait déjà une bonne mesure, mais la plus efficace serait de fixer le prix des billets d'avion par rapport à l'heure de départ ou d'arrivée, les taxes devant être plus élevées le matin tôt et le soir tard. Comment faire comprendre cette logique aux riverains de Roissy et d'Orly ?

Marcel Scotto

Roissy s'agrandit, Orly reste sous-utilisé

LES TRAVAUX continuent à Roissy - Charles-de-Gaulle : un gigantesque chantier se poursuit sur la première plate-forme de l'Hexagone. La quatrième piste est en cours de finition et sera opérationnelle, comme prévu, en 2002. Grues et engins de nivellement s'activent autour du terminal E. Le nouveau bâtiment de l'aérogare devrait être mis en service en 2003. Il pourra accueillir 10 millions de passagers supplémentaires chaque année.

Ainsi, Roissy pourrait théoriquement recevoir rapidement près de 60 millions de passagers par an, soit 5 millions de plus que le plafond fixé en 1997 par Jean-Claude Gayssot, le ministre des transports, pour faire accepter par les riverains sa décision de lancer la construction de deux pistes supplémentaires. Aéroports de Paris (ADP), l'établissement public à gestion privée, qui investit 5 milliards de francs dans la construction de son nouveau terminal, se montre cependant très prudent sur l'avenir de la plate-forme.

Dès l'inauguration de Roissy, en 1974, les plans d'origine et les réserves foncières autorisaient un développement de l'aéroport lui permettant d'ac-

cueillir, à terme, un maximum de 80 millions de passagers. Mais ADP n'envisage plus aujourd'hui d'étapes supplémentaires au développement de Roissy et se veut à la fois respectueux des décisions politiques et attentif à l'évolution du trafic. « S'il faut quinze ans pour construire un troisième aéroport, dit-on à ADP, il faut compter dix ans entre la décision de construire et l'inauguration d'une nouvelle aérogare. »

DÉPLAFONNER LES MOUVEMENTS

En fait, ADP souhaiterait sans doute dans l'immédiat un assouplissement de la position des pouvoirs publics sur Orly. Avec une capacité de 35 millions de passagers et une aérogare récemment rénovée à grands frais, la plate-forme du sud de Paris est notablement sous-utilisée, avec 25 millions de passagers annuels, en raison du plafonnement des mouvements d'appareils à 250 000 vols par an.

Le poids des riverains reste la clé du développement des aéroports parisiens.

Christophe de Chenay

Le maire de Lyon milite pour l'agrandissement de Saint-Exupéry

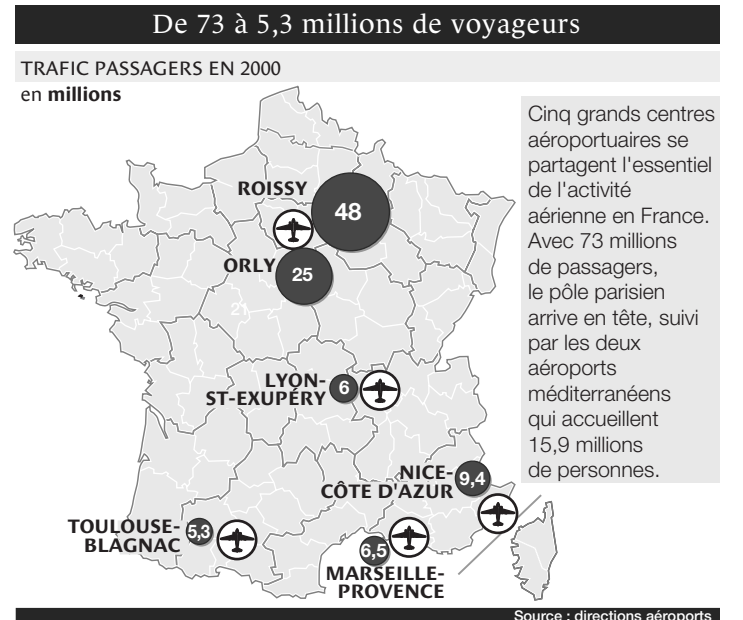
LYON

de notre correspondante
« Il serait plus judicieux d'aider la montée en puissance de Lyon-Saint-Exupéry que de dépenser 40 milliards de francs pour un troisième aéroport parisien », plaide Gérard Collomb. Alors que la liste des sites candidats à l'accueil du troisième aéroport parisien (PS) de Lyon tente, in extremis, de faire irruption dans le débat.

Il précise que les projets d'agrandissement de la plate-forme lyonnaise portent sur des investissements de 11,8 milliards de francs (1,8 milliard d'euros). Sur ce total, il demande à l'Etat une contribution de 4 milliards de francs (610 millions d'euros). Le programme d'extension prévoit notamment la construction de deux nouvelles pistes qui viendraient s'ajouter aux deux existantes. La capacité annuelle de Saint-Exupéry pourrait ainsi atteindre 30 millions de passagers et, à plus long terme, 50 millions, au lieu de 6 millions actuellement.

L'idée des élus de la région Rhône-Alpes est de présenter la candidature de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry comme une alternative au troisième aéroport parisien. L'objectif consiste à faire de cette plate-forme multimodale la « deuxième porte d'entrée en France », ainsi qu'à développer les autres aéroports régionaux français comme Nantes, ou encore Bordeaux et Toulouse. Les élus s'appuient sur un constat : environ 40 % des voyageurs enregistrés dans les aéroports parisiens – Roissy ou Orly – ne s'arrêtent pas à Paris, mais transitent par ces aéroports pour se diriger vers d'autres destinations.

C'est cette clientèle que Lyon-Saint-Exupéry vise, et non pas les passagers à destination de Paris, qui n'auraient effectivement aucun intérêt à atterrir à Lyon, pour prendre ensuite un TGV pour la capitale. En revanche, pour les passagers du sud de la France, transiter par Lyon serait plus logique. « En empruntant un TGV à la gare Saint-Charles, au centre de la ville, le Marseillais serait en une heure trente à Lyon, alors qu'il lui faudrait deux heures pour rallier Paris par les airs, si l'on tient compte de la distance des aéroports et du temps d'enregistrement », estime Bernard Chaffange, le direc-



teur de l'aéroport Lyon - Saint-Exupéry.

Avec une gare TGV installée sous l'aéroport, un maillage autoroutier très dense, sa situation au cœur du sud de l'Europe et 2 200 hectares de réserves foncières, Lyon - Saint-Exupéry dispose d'atouts considérables. « En France, même si Nice enregistre plus de passagers, nous sommes les seuls à disposer de telles capacités », estime M. Chaffange. Cependant, même si le site est peu urbanisé, certains riverains restent très hostiles à l'accroissement de l'aéroport.

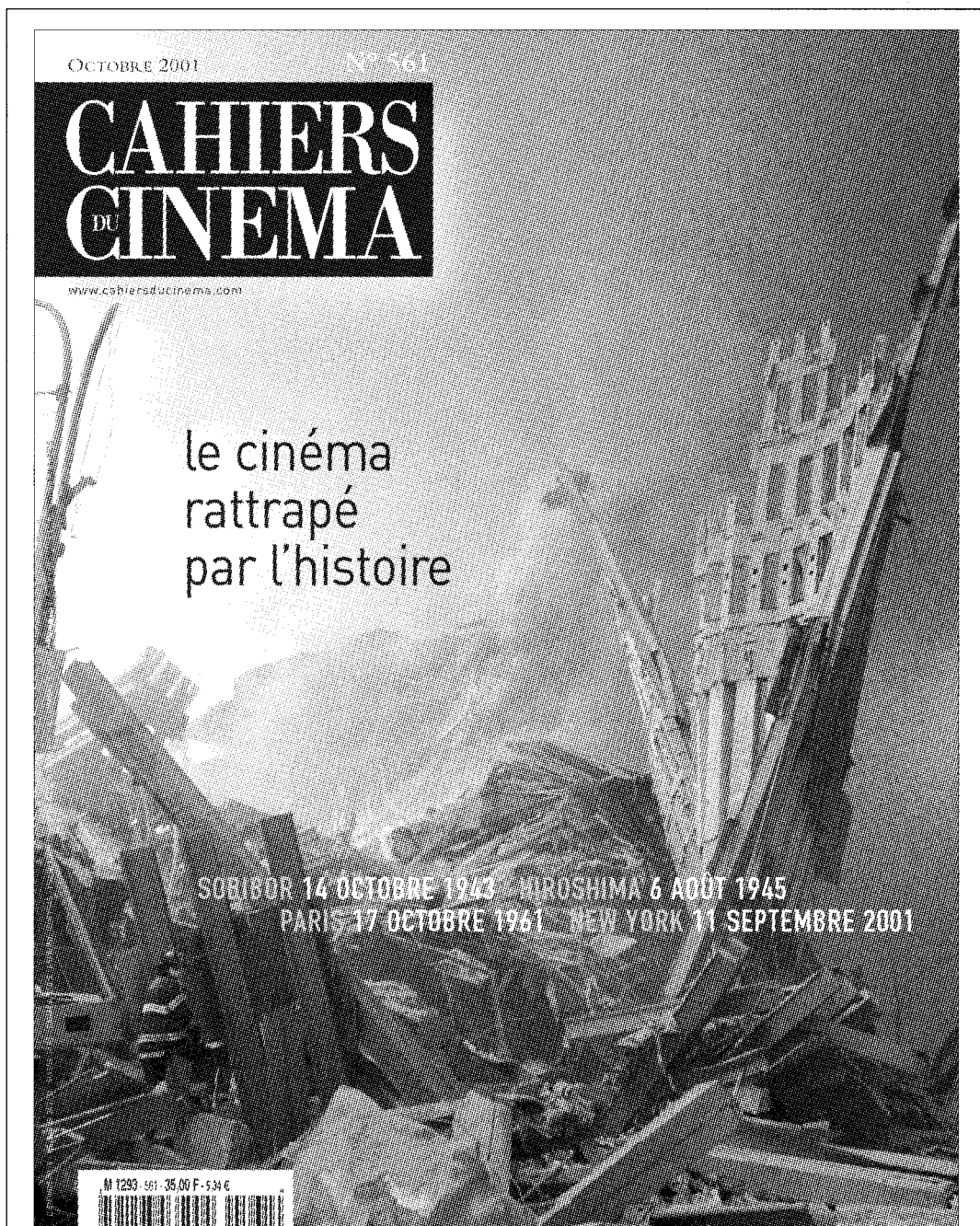
RAPPORT INÉGAL

Pour les élus, comme pour les responsables de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry, Air France et la direction générale de l'aviation civile sont à l'origine du projet de troisième aéroport parisien. « La logique de l'aviation civile est de concentrer le trafic en région parisienne ; celle d'Air France est de développer Roissy. Ce sont deux logiques différentes mais, dans les deux cas, elles pénalisent les aéroports régionaux. Air France n'a pas dans l'esprit de développer ses activités à Saint-Exupéry et d'y installer un deuxième hub international, car elle considère Lyon trop proche de Paris », explique Bernard Soulage, le président (PS) de la commission transports de la région Rhône-Alpes. « Sa stratégie consiste, via ses alliances avec Air Italia, à se

développer à l'échelle européenne à partir de l'aéroport de Milan », explique un autre élu. A Lyon, chacun souligne la responsabilité d'Air France dans le nouvel échec de la liaison quotidienne entre Lyon et New York, lancée avec Delta et interrompue en septembre, un an après son inauguration. « Le ciel français s'est développé dans une logique d'hyperconcentration sur Paris. Nous sommes le seul pays d'Europe à évoluer dans cette direction. Entre les aéroports parisiens et les autres aéroports régionaux, nous sommes dans un rapport d'un à douze, lorsque la Grande-Bretagne avec Londres et Manchester, l'Allemagne avec Francfort et Munich, l'Italie avec Rome et Milan sont dans un rapport d'un à trois », souligne M. Chaffange.

M. Collomb situe le débat sur le troisième aéroport dans le cadre de l'aménagement du territoire. Il estime que la décision à venir dépasse le cadre d'un site aéroportuaire, mais s'inscrit dans l'avenir de toute une région. « Si, demain, tout se concentrait sur Paris en matière de communication, nous perdriions d'autres lignes aériennes, d'autres TGV, d'autres sièges d'entreprise. Tout cela constituerait la pente du déclin », prédit le maire de Lyon. Derrière le débat du troisième aéroport, le premier ministre devra donc arbitrer celui de l'équilibre des territoires.

Sophie Landrin



NUMÉRO D'OCTOBRE
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

MÉDIAS Le gouvernement a choisi d'attribuer la Société française de production (SFP) à Euromédia, filiale du groupe de Vincent Bolloré au détriment du projet de Roland Fisz-

zel, PDG de l'entreprise. Ce dernier a porté plainte après avoir trouvé un micro dans son bureau. ● LA PRIVATISATION de cette société très déficitaire, s'accompagnera d'un plan

social qui devrait coûter au minimum 48 millions d'euros à l'Etat et 4,57 millions d'euros à Euromédia. ● IL S'AGIT d'une diversification nouvelle pour le groupe de Vincent Bol-

loré, qui poursuit une offensive en Italie mais espère trouver une nouvelle niche dans la production audiovisuelle française et lancer une chaîne numérique terrestre. ● LA RÉSI-

GNATION et la colère étaient perceptibles chez les salariés au siège de la SFP à Bry-sur-Marne, lundi 8 octobre, après le comité d'entreprise et le conseil d'administration.

En reprenant la SFP, Vincent Bolloré se diversifie dans les médias

L'homme d'affaires adopte une nouvelle fois une stratégie de niche : il espère rentabiliser le secteur de la production audiovisuelle en coupant sérieusement dans les effectifs de l'ancienne entreprise publique et en jouant sur les synergies avec Euromédia

APRÈS les transports maritimes, les plantations d'hévéa, les films plastiques, la finance italienne, Vincent Bolloré vient de se découvrir une autre passion : les médias. Contre toute attente, l'homme d'affaires, associé avec la société de production audiovisuelle Euromédia, a présenté sa candidature pour la privatisation de la Société française de production (SFP). Son projet, en concurrence avec un dossier de reprise par la direction et les salariés de la SFP, a été retenu, lundi 8 octobre, par les ministères des finances et de la culture.

Pour l'instant, l'engagement de M. Bolloré est des plus limités. Alors que l'Etat s'appête à verser au minimum 318 millions de francs pour financer le plan social de la SFP — 130 personnes seulement conserveront leurs postes sur 416 —, les deux partenaires ont proposé 30 millions de francs pour la reprise de la société de production. Contrairement à ses préceptes, le financier a même accepté, pour une fois, d'être en position minoritaire aux côtés d'Euromédia. « Pour apprendre le métier », explique son porte-parole. Les deux groupes ont fondé une coquille commune, SFP holding qui détiendra la société de production. SFP holding sera détenue à 70 % par Euromédia et 30 % par Vincent Bolloré. Celui-ci a pris également 20 % d'Euromédia. Au total, l'investissement pour M. Bolloré ne dépasse pas les 20 millions de francs dans la SFP.

Coup financier ou prémices d'une nouvelle activité ? « L'investissement est limité. Mais dans l'esprit de Vincent Bolloré, c'est le début d'un vrai métier. Depuis l'épisode Bouygues, il est très attiré par le monde de l'audiovisuel », constate un de ses administrateurs. Ses bagarres infructueuses pour prendre le contrôle d'abord du groupe de BTP et de communication, puis de Pathé, même si elles lui ont rap-



porté de confortables plus-values, lui ont, toutefois, servi de leçon. Face à des groupes comme TF1, Pinault et Vivendi Universal, M. Bolloré a compris qu'il manquait de poids et aurait du mal à les affronter. Il a préféré baisser et

opter pour une stratégie d'approche qui lui est familière : trouver des niches rentables et délaissées qui lui permettent de construire une activité.

Après la vente, fin mars, de son activité tabac qui lui a rapporté

plus de 1 milliard de francs, il a décidé de se lancer dans l'aventure audiovisuelle. Frédéric Chadeau, ex-responsable de la communication à l'Education nationale, dans le groupe depuis trois ans, a jeté les premières bases. En juillet, Philippe Labro, ancien directeur de RTL et caution dans le secteur, est venu le rejoindre avec un jeune énarque Jean-Christophe Thierry. L'équipe est la tête chercheuse du groupe dans l'audiovisuel. Elle est chargée d'étudier les dossiers et de repérer les bonnes affaires.

Un premier achat a été réalisé au printemps : le rachat du cinéma Mac Mahon. Un placement presque sentimental : « M. Bolloré allait y voir des westerns quand il était jeune » explique son entourage. Puis elle a étudié le dossier SFP. « Vincent croit que l'on va manquer d'images de divertissement : des comédies, des pièces de théâtre, des émissions de bon niveau comme celles d'Ardisson ou Drucker. La SFP est spécialisée dans ce type de programmes et a peu de concurrence. Avec l'aide d'Euromédia, cela lui a paru un excellent placement », dit un administrateur, même si la société est en perte

chronique. « Au pire, si l'affaire tourne mal, il y aura toujours les actifs immobiliers de la SFP, les studios de Boulogne ou de Bry-sur-Marne à récupérer ».

Dans l'esprit de M. Bolloré, rien dans ce dossier ne paraît risqué. Il a même l'intention d'aller plus loin dans cette nouvelle activité. Son équipe étudie la possibilité de présenter une candidature à une chaîne de télévision numérique hertzienne, lors de l'appel d'offres du Conseil supérieur de l'audiovisuel début 2002 (*Le Monde* du 5 octobre). Ce projet, s'il voit le jour, se ferait à nouveau en association avec d'autres professionnels, le groupe Bolloré acceptant d'être en position minoritaire.

Au total, les investissements dans l'audiovisuel pourraient représenter entre quelques centaines de millions et 1 milliard de francs. La dépense pèse peu face aux autres activités industrielles du groupe et encore moins par rapport à la formidable partie financière engagée par l'homme d'affaires en Italie. Un combat qui a l'envergure de celui mené autrefois contre Bouygues ou contre Lazard.

OFFENSIVE TRANSALPINE

Depuis le début de l'année, M. Bolloré ne pense plus qu'à cette offensive transalpine de plusieurs milliards de francs. Guidé par son mentor de toujours, Antoine Bernheim, associé commanditaire de Lazard, il a réussi à prendre pied dans le capital de Mediobanca, un des piliers de la finance et du capitalisme italien. Lors de la refonte du tour de table de la banque d'affaires, il a acquis, dans le montage financier, une participation de 2 %, aux côtés de tous les grands noms de la finance et de l'industrie italienne. Depuis, la bataille fait rage entre ces grands groupes pour savoir comment doit évoluer Mediobanca et qui récupérera ses participations. Lors de la

première escarmouche, à l'occasion de l'entrée d'EDF dans le conglomérat Montedison, M. Bolloré s'est rangé publiquement dans le camp de Vincenzo Maranghi, l'administrateur délégué de Mediobanca. Cela a failli lui réussir. Pour se protéger, Mediobanca a voulu lui confier 35 % de la holding Dieci qui portait une partie de l'autocontrôle de la banque d'affaires. Mais la transaction a été annulée par les autorités boursières.

Pour tous les observateurs, ce n'est que partie remise. Jouant la légitimité, M. Bolloré a bien l'intention d'apparaître comme un appui décisif qui, à son heure, peut faire basculer, avec ses quelques pourcentages, une majorité dans un sens ou dans un autre. Une deuxième manche est prévue le 29 octobre, lors du conseil d'administration de Mediobanca. Les deux camps pourraient à nouveau s'affronter sur l'évolution de Mediobanca. « Plus encore que l'avenir de la banque d'affaires, c'est le sort de l'assureur Generali [principale participation financière de Mediobanca] qui l'intéresse. Sa plus grande revanche serait de réinstaller Antoine Bernheim à la présidence du groupe d'assurance. Cela laverait l'affront de l'éviction de ce dernier, il y a deux ans », souligne un de ses proches.

Réussira-t-il ou non ? Au-delà des leçons de pouvoir que prend actuellement M. Bolloré en Italie, l'homme d'affaires est assuré de ne rien perdre. Quelle que soit la transformation de Mediobanca, il récupérera au moins des plus-values. En attendant, il a pris un autre pari en achetant un peu moins de 2 % d'Olivetti, maison-mère de Telecom Italia, pour 800 millions de francs environ. Il est persuadé que là aussi, le dossier ne peut qu'évoluer et qu'il y a quelque argent à engranger

Martine Orange

Un groupe éclectique

Vincent Bolloré a toujours eu une gestion patrimoniale de son groupe. Par prudence, il entend garder des activités très diversifiées, logées dans le groupe Bolloré ou dans le groupe Rivaud. D'un côté, il y a les investissements industriels, de préférence dans des niches où la concurrence est très faible ; de l'autre, les prises de position financières dans des groupes importants, grâce auxquelles il a pu, ces dernières années, par des allers-retours plus ou moins rapides, engranger 5 milliards de francs de plus-values.

● Activités de transports

(9,1 milliards de francs, soit 1,38 milliard d'euros, de chiffre d'affaires au premier semestre) :

- logistique et transports ferroviaires (Saga) ;
- manutention portuaire (SCAC) ;
- lignes maritimes (Delmas, Otal).

● Energie

(3,7 milliards de francs de chiffre d'affaires) :

- distribution de produits pétroliers ;
- pipeline Donge-Metz.

● Industrie

(950 millions de francs de chiffre d'affaires) :

- films plastique pour condensateurs et emballages ;

- papiers spéciaux minces ;
- IER (terminaux pour contrôle d'accès dans les avions...)

● Agriculture

(13 millions de francs de contribution au bénéfice) :

- premier groupe privé mondial de plantation d'hévéas et de palmiers à huile ;
- transformation et négoce du cacao, du café et du coton.

● Communication

- SFP (30 %) ;

- Euromedia (20 %) ;
- cinéma Mac-Mahon.

● Participations financières

- Pierre et vacances (5,9 %) ;

- Mediobanca (2 %) ;
- Olivetti (2 %).

L'ancien PDG Roland Fiszel a découvert un micro dans son bureau de Bry-sur-Marne

LE NOM du reprenneur ? Ce n'était même plus un mystère. La solution Euromédia courait depuis quelques jours. La rumeur s'était immiscée au siège de la Société française de production (SFP) de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) avant même que la commission de transfert et de participations ne tranche, jeudi 4 octobre. Le lendemain, Roland Fiszel, PDG de l'entreprise, était passé dans les couloirs et avait remercié des salariés. Le candidat éconduit à la reprise de l'entreprise avait l'air fatigué mais voulait pourtant toujours croire à ses chances. Il défendait encore son projet, concurrent de celui d'Euromédia, moins cher selon lui, et plus humain. M. Fiszel est dégoûté. Il estime que le patrimoine de

l'entreprise aurait dû atteindre 400 millions de francs et non pas les 230 millions, la somme retenue pour la cession. Mais surtout, le PDG ne décolère pas. Il y a une dizaine de jours, il a découvert dans son bureau rien moins qu'un micro. Il ignore qui l'a posé et qui souhaitait écouter toutes ses conversations — de PDG de l'entreprise mais aussi de reprenneur potentiel. M. Fiszel a déposé début octobre une plainte contre X au tribunal de grande instance de Créteil. Aucune enquête n'est en cours actuellement. C'est en tout cas la première fois qu'une telle entorse au droit est décelée à la SFP.

Pendant ce temps, le gouvernement a pris son temps avant de confirmer le nom du reprenneur. Peut-

être des esprits précautionneux ont-ils retardé l'échéance afin d'éviter toute tentative d'action à la veille du match de football France-Algérie, samedi, au Stade de France... retransmis par les moyens techniques de la SFP. Enfin, dimanche soir, tard, c'est un fax qui a prévenu M. Fiszel.

UN CALME IRRÉEL

Lundi matin, à l'ouverture du comité d'entreprise, il a lu le communiqué des ministères des finances, de la culture et de la communication. « Cette cession marque l'aboutissement de la restructuration de la SFP, après plusieurs tentatives infructueuses, dit le texte. (...) Le projet (...) vise à la constitution d'un pôle significatif dans le domaine de

la prestation technique audiovisuelle. (...) Le reprenneur préservera les compétences internes à l'entreprise et offrira aux personnels qui continueront d'y travailler une pérennité de leur emploi associée à un projet d'entreprise porteur d'avenir ».

Les salariés entendent donc ce qu'ils savent déjà. Cent trente seulement resteront sur les 416 actuels. Au cours de la journée, les choses vont se préciser. La SFP a coûté 30 millions de francs (4,57 millions d'euros) et l'Etat va verser 318 millions de francs, sans compter le financement des mesures de cessation anticipée d'activité encore difficile à chiffrer mais qui pourrait atteindre la même somme et impliquer des départs dès 51 ans. Le gouvernement promet des reclasse-

ments dans l'audiovisuel public — à France Télévision, Radio France, l'Institut national de l'audiovisuel (INA) ou sur le réseau de Radio France Outremer (RFO).

Le comité d'entreprise de lundi se passe dans un calme irréal. C'est la résignation : « Le coup de barre, les personnels l'ont reçu, en juillet, lorsqu'ils se sont rendu compte qu'il n'y avait que deux reprenneurs, estime-t-on la CFDT. Ils se sont sentis lâchés par l'actionnaire principal, l'Etat et par le service public. Après, le deuil a été fait. »

« GÂCHIS SOCIAL ET HUMAIN »

La CGT, majoritaire à la SFP, ne l'entend pas comme ça. « 30 millions de francs ? C'est le prix d'un car numérique ! » La colère monte dans l'après-midi, quand parvient à Bry-sur-Marne les déclarations de Catherine Tasca. Lors de l'inauguration du Mipcom, à Cannes, la ministre de la culture et de la communication affirme que le projet retenu par le gouvernement « va redonner une vraie chance à l'entreprise. Aujourd'hui, on peut considérer que l'on conserve une part importante de l'outil, qui est un outil performant ». La CGT parle de « scandale financier » et de « gâchis social et humain ».

Les salariés attendent que le reprenneur communique tous les détails de son plan. Ils sauront enfin qui reste, qui part, par catégorie de personnels. Lundi, un porte-parole d'Euromédia a annoncé que les 35 % d'activités sous-traitées par cette société iront vers la SFP. A Bry-sur-Marne, la nouvelle est prise avec des pincettes. Déjà beaucoup ricanent : « Euromédia est la seule boîte bénéficiaire du milieu : elle emploie 32 permanents mais 1 000 intermittents. »

A la CFDT, on arrête de faire de la politique pour parler de gestion humaine. Mais, il est trop tard : « Il

faut maintenant que les gens partent dans la dignité. Pour les autres, il faut redémarrer, retrouver un peu de confiance. En lançant une nouvelle polémique, cela n'améliorera pas les choses. »

« Les gens sont très déterminés, indique-t-on à la CGT. Si on ne

La campagne télévisée officielle serait modifiée

Les prochaines campagnes électorales officielles, imposées par la loi électorale et diffusées obligatoirement sur les télévisions et radios publiques, pourraient échapper à la SFP. Après avoir pris un avis informel auprès du Conseil constitutionnel, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a engagé une consultation auprès des partis politiques, pour modifier la création de ces spots de campagne boudés par certains candidats comme par un nombre croissant de téléspectateurs. Un plafond financier serait imposé aux partis qui présenteraient leur enregistrement, avant diffusion, au CSA. Les frais seraient remboursés par le ministère de l'intérieur, bailleur de fonds de ces campagnes, sur présentation des justificatifs.

Historiquement, le CSA a toujours fait appel aux moyens techniques et aux personnels de la SFP, et utilisé les studios de Radio France pour réaliser les images des campagnes télévisées officielles.

nous donne pas ce que l'on veut, cela pourra aller très loin. Cela fait mal aux tripes, mais la SFP d'aujourd'hui n'est plus la nôtre. »

Bénédicte Mathieu

Vingt-sept ans de crises

L'entreprise, née en 1974, a connu un passé très tumultueux, émaillé de nombreuses tentatives infructueuses de privatisation, de problèmes financiers chroniques et de plans sociaux à répétition.

- 1974 : la loi du 7 août donne naissance à la Société française de production (SFP), après l'éclatement de l'ORTF. La toute nouvelle société de droit privé à capitaux publics majoritaires emploie 3 000 salariés permanents. Le PDG, Jean-Charles Edeline, doit rendre l'entreprise privatisable dans les cinq ans.
- février 1979 : premier plan social, qui concerne 550 personnes, et premières grèves.
- 1982 : rétablissement du régime des commandes préférentielles des chaînes publiques à la SFP, supprimé en 1979.
- 1986 : fin de ce système de

commandes préférentielles. La SFP est « entièrement privatisable » et livrée à la concurrence.

- juin 1990 : un nouveau plan social, qui prévoit 500 départs, est suivi de grèves dures. Le PDG, Jean-Pierre Hoss, est séquestré pendant une nuit par la CGT.
- juillet : l'Etat efface 940 millions de francs de pertes cumulées par la SFP depuis 1983 et le groupe réorganise six mois plus tard ses activités en neuf filiales.
- 1992 : un plan social prévoit 338 suppressions d'emplois.
- juin 1996 : un décret « autorise le transfert au secteur privé de la SFP ». Quatre candidats sont en lice. Jugée la plus sérieuse, l'offre de Havas et de la CGE, qui conserve 520 postes, est rejetée par près des deux tiers du personnel.
- novembre : après une plainte

du groupe AB, Bruxelles exige le remboursement de 1,19 milliard de francs d'aides publiques versées par l'Etat français à la SFP entre 1993 et 1996, avant d'ouvrir une procédure à propos des aides versées par l'Etat français à la SFP.

- 28 mars 1997 : Havas et la CGE retirent leur offre. La privatisation est suspendue.
- 28 mai : un plan social prévoit de garder 360 salariés sur un millier. Quelques mois plus tard, l'entreprise déménage à Bry-sur-Marne (Val-de-Marne) buttes-Chaumont (19^e arrondissement de Paris) à Bouygues pour 150 millions de francs.
- octobre : un nouveau plan social inclut 550 suppressions d'emplois.
- 1998 : dernier versement d'une aide de l'Etat (2,5 milliards de francs). La Commission européenne n'acceptera plus de nouvelle subvention.

Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais

« Obtenir des législateurs qu'ils lèvent le secret bancaire au sein d'un même groupe »

Alors que le système financier apparaît comme un maillon faible de la lutte contre le terrorisme, Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, détaille, dans

un entretien au *Monde*, les réformes qui lui semblent nécessaires. Il souhaite que les autorités politiques s'engagent davantage contre les pays à risques.

LA MOBILISATION internationale contre le financement du terrorisme va-t-elle sonner le glas du secret bancaire, déjà écorné par la lutte contre le blanchiment et la fraude fiscale ? Depuis le 11 septembre, de nombreuses voix s'élèvent pour demander plus de transparence des circuits financiers, non seulement dans les petits pays exotiques, déjà sur la liste noire du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (Gafi), qui traque l'argent sale dans le monde, mais aussi, fait nouveau, dans les grands Etats aux réglementations embryonnaires, dont la Russie. Jean Peyrelevade, président du Crédit lyonnais, se prononce en faveur de l'arrêt des relations financières avec les territoires à risques. Il demande aux autorités de régulation européennes que « le secret bancaire ne puisse plus être opposable à l'intérieur d'un groupe bancaire ».

« Les banques sont vues comme le maillon faible de la lutte contre le financement du terrorisme. Que répondez-vous ?

– Je suis irrité de l'attitude de certains responsables qui suspectent le système bancaire français de complicité ou de sympathie pour des actes de ce type. Je rappelle que le secret bancaire est d'ordre législatif et s'impose à nous comme une composante fondamentale de la liberté individuelle.

« Cette réforme nécessite de modifier les législations suisse et luxembourgeoise »

Le législateur y apporte, à juste titre, des dérogations pour des motifs d'intérêt général. Nous n'avons aucune divergence d'aucune sorte avec cette volonté. Je rappelle par ailleurs que, comme tout délit, celui de blanchiment suppose l'intention de le commettre. Or la loi de 1996, qui fait sauter pour les banques l'intentionnalité comme condition du délit pénal en matière de blanchiment, fait de nous des otages commodes.

– Mais les failles sont incontables et nombreuses dans le système financier...

– Pour l'essentiel, ces failles sont de nature politique. Les inspections sont nombreuses dans l'Hexagone, les banques ayant transmis l'an dernier 2 600 déclara-



JEAN PEYRELEVADÉ

tions jugées suspectes à Tracfin, la cellule anti-blanchiment du ministère des finances, soit quinze par jour ouvrable. Des trous gigantesques existent, mais ailleurs, du côté des petits pays souvent exotiques que sont les îles Cook, Nevis, Marshall, Nauru, etc., qui n'ont pas d'activité économique propre. Il n'y a là ni vérification de l'origine des fonds déposés ou du client ni levée du secret bancaire sur demande judiciaire. Le Crédit lyonnais n'a pas d'activité dans ces Etats, preuve que l'on peut vivre sans y être implanté. Il appartient aux autorités politiques de décréter l'arrêt des relations financières avec ces pays.

– Qu'en est-il des pays qui, sans faire la promotion du secret bancaire, manquent de transparence ?

– Les pays plus importants, avec lesquels les relations économiques sont plus étroites et qu'on ne peut boycotter d'un trait, constituent aussi une catégorie à risque. Ils n'appliquent pas les procédures de vérification de la qualité du client. Ce sont notamment la Russie, le Liban et Israël. L'opacité y prévaut. Les politiques doivent convaincre ces pays d'adopter des réglementations plus strictes et de s'ouvrir à l'entraide judiciaire. Nous nous efforçons d'y choisir avec soin nos correspondants, mais il faut avouer que nous ne sommes pas très armés pour remonter la chaîne. Il faut se concentrer sur le point d'entrée des fonds, passage entre les mondes barbare et civilisé. Car comme dans un train, une fois que le fraudeur a passé le contrôle, il peut circuler à son aise.

– Concrètement, que préconisez-vous pour combattre l'opacité ?

– Il serait bon que les autorités européennes (politiques ou de régulation) balaient aussi devant leur porte. Il faut savoir que la Suisse et le Luxembourg n'acceptent de lever le secret bancaire que vis-à-vis des autorités judiciaires, par exemple dans le cadre d'enquêtes sur le blanchiment. Le secret bancaire peut en revanche

être opposé au président de banque que je suis, si je cherche à vérifier l'identité d'un titulaire de compte sur lequel j'ai un doute. Je peux ordonner une inspection de Paris dans n'importe quelle filiale du Crédit lyonnais, sauf en Suisse ou au Luxembourg. C'est inacceptable.

– Les événements actuels ne constituent-ils pas une opportunité pour réformer le système ?

– Pour responsabiliser les banques et leurs dirigeants, il faut faire en sorte que le secret bancaire ne puisse plus être opposable à l'intérieur d'un groupe. Mais cette réforme nécessite de modifier les législations suisse et luxembourgeoise, et suppose donc une volonté politique, ce qui est loin d'être acquis, notamment chez les régulateurs bancaires nationaux. Ceux-ci se sont accommodés de la situation actuelle, qui protège leurs prés créés.

« Je demande aux régulateurs d'obtenir des législateurs qu'ils lèvent le secret bancaire au sein d'un même groupe, dans toutes les filiales que ce dernier contrôle : un chef de maison, lui-même tenu au respect du secret bancaire comme ses collaborateurs, doit être maître et professionnellement responsable de tout son territoire. Le secret bancaire doit être levé s'agissant de l'argent du crime organisé, de la drogue et du terrorisme. Un accord doit être trouvé sur ces sujets, sachant qu'en matière de lutte contre la fraude fiscale le consensus sera difficile, sinon introuvable. »

Propos recueillis par Anne Michel et Pascale Santi

Les Quinze vont pouvoir aider ponctuellement leurs compagnies aériennes

La Commission européenne reconnaît que la situation économique du transport aérien peut justifier certaines subventions publiques. Mais elle juge surtout que le secteur doit se restructurer

BRUXELLES

de notre bureau européen

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : dans une communication au Parlement et au Conseil européens qui doit être publiée mercredi 10 octobre, la Commission de Bruxelles juge que les problèmes créés, dans le secteur aéronautique, par les attentats aux Etats-Unis justifient l'adoption d'aides d'urgence – « dans le cadre des règles et politiques actuelles », prévient cependant le texte. Mais, compte tenu du choc du 11 septembre, la « bienveillance » sera de mise lorsqu'il faudra examiner certaines mesures de compensation décidées par les Etats membres pour faire face aux pertes subies dans les quatre jours qui ont suivi les attentats – les compagnies aériennes souhaitent une période plus longue –, à l'augmentation des tarifs des assurances ou au financement de mesures de sécurité complémentaires.

La Commission examinera donc « au cas par cas » les possibilités d'accorder des exemptions. La diminution du trafic aérien est de 15 % à 30 % en Europe, et les taux de remplissage ont fondu, notamment sur les lignes régionales (en recul de 20 % à 30 %), selon le rapport. L'Association of European Airlines (AEA) prévoit une perte de 3,6 milliards d'euros (23,62 milliards de francs) jusqu'à la fin de l'année, due à une réduction de trafic de 7,7 %. Dix-sept mille salariés sont menacés de chômage dans les compagnies et ce chiffre pourrait atteindre quarante mille à terme. Le scénario noir qui se dessine inclut aussi 145 millions d'euros pour les mesures de sûreté supplé-

mentaires et 180 millions d'euros pour le surcoût des primes d'assurances. « La crise actuelle, ajoute la Commission, amplifie des problèmes qui existaient avant les attentats », à savoir l'endettement et la sous-capitalisation de nombreuses compagnies aériennes.

Rien à voir, cependant, avec la situation aux Etats-Unis où les pertes devraient avoisiner 10 milliards de dollars (11,11 milliards d'euros), ce qui a entraîné le vote d'une aide directe de 5 milliards de dollars par le Congrès, en plus de 3 milliards pour la sécurité et d'autres mesures de compensation. La Commission souligne donc qu'il est logique de tolérer que les Quinze garantissent la couverture des assurances, même au-delà des 30 jours prévus initialement, ou qu'ils financent de nouvelles mesures de sécurité. Logique également que les compagnies conservent les créneaux horaires de décollage qui leur sont attribués. La Commission affirme aussi qu'elle examinera avec bienveillance les accords de coordination des capacités, s'il convient de réduire le trafic, mais estime qu'il n'est pas nécessaire de procéder à des modifications législatives.

RAPPROCHEMENTS ET FUSIONS

Au sujet de l'application des règles communautaires en matière d'aides d'Etat, la Commission réclame des mesures « applicables à toutes les entreprises de manière uniforme », qui n'entraînent pas (trop) de distorsions de concurrence, et qui ne servent pas de prétexte pour remédier à d'autres difficultés : les événements du 11 septembre doivent être considérés com-

me « extraordinaires » mais « ne sauraient se traduire par une surcompensation des dommages subis ».

La Sabena serait-elle particulièrement visée, elle qui a reçu de l'Etat belge un « crédit-pont » de 125 millions d'euros ? « Cette aide pourra, je l'espère, être considérée comme ponctuelle et est destinée à maintenir l'activité pendant une période où l'on élabore un plan pour la Sabena », déclare la ministre belge des transports, Isabelle Durant. Comme pour prouver sa bonne foi, la présidente en exercice du conseil « Transports » insiste d'ailleurs avec la Commission sur la nécessaire restructuration du secteur aérien européen.

Le texte de la Commission plaide, en effet, pour des rapprochements et des fusions. Il demande aussi une profonde révision du système actuel d'accords bilatéraux sur le droit de trafic, négociés d'Etat à Etat. La Commission le conteste et a attaqué en justice la dizaine d'Etats qui ont signé des accords bilatéraux avec les Etats-Unis. Elle s'estime compétente en la matière et plaide encore pour un accord complet et à court terme entre les Etats-Unis et l'Europe « pour assurer des conditions d'exploitation sûres, fiables et concurrentielles pour les compagnies des deux côtés ». Enfin, la Commission demande la signature d'un accord de bonne conduite avec les Etats-Unis, pour éviter des distorsions de concurrence dues aux aides américaines, dans un secteur qui n'est pas couvert par l'Organisation mondiale du commerce.

Jean-Pierre Stroobants

Swissair licencie, Air France envisage des mesures de chômage technique

LES DIFFICULTÉS rencontrées par les compagnies aériennes européennes continuent de faire des dégâts considérables au sein des plus fragiles d'entre-elles. Le groupe Swissair, en quasi-faillite, a annoncé lundi 8 octobre la suppression de 6 000 emplois supplémentaires. Cette nouvelle vague de licenciements fait suite aux 3 000 postes supprimés et déjà annoncés dans la filiale de restauration Gate Gourmet (*Le Monde* du 25 septembre). Sur ces nouvelles suppressions, 2 560 concernent la compagnie Swissair, dont 1 750 postes en Suisse sur un effectif total de 7 300 personnes. Un quart va concerner Atraxis, la société informatique du groupe Swissair, qui emploie 500 personnes. Les 2 940 emplois restants seront supprimés au sein des autres compagnies du groupe mais la clé de répartition n'est pas encore connue. Depuis l'éclatement de la crise, Swissair aura finalement annoncé la suppression de 9 000 emplois sur 72 000 soit 13 % des effectifs. British Airways, qui a annoncé récemment

une baisse de 5,1 % de son coefficient de remplissage au mois de septembre, n'aurait plus selon la presse britannique du week-end que cinq mois de trésorerie devant elle. Et les spécialistes du transport aérien reconnaissent volontiers que dans ce métier, on meurt rarement d'un bilan déséquilibré mais plus souvent d'une crise de trésorerie !

D'autres compagnies, à l'image d'Air France ou d'Iberia se sortiront vraisemblablement mieux de la crise. Celles-ci sont moins engagées sur l'Atlantique nord : les liaisons Grande-Bretagne-Etats-Unis représente, par exemple, 37 % à 38 % du chiffre d'affaires de British Airways contre 22 % chez Air France ! Les autres facteurs positifs résident à la fois dans l'appartenance ou non à une alliance avec un hub (plate-forme de connexion) efficace et une bonne réactivité.

Air France par exemple, n'a annoncé aucun licenciement, mais un gel des embauches, ce qui correspond toutefois mécaniquement à une

diminution des effectifs de l'ordre de 1 000 à 2 000 personnes avec les départs en retraite. Si la situation devait s'aggraver, la compagnie nationale envisagerait une mesure de chômage partiel, ce qui serait une première dans le transport aérien français. Cette mesure permet d'ajuster les effectifs à la charge après des modes de régulations classiques comme l'incitation des salariés à prendre des congés.

Quant aux opportunités offertes par les difficultés de certaines compagnies, aucun transporteur n'envisage de prise de participation. Interrogé sur une éventuelle entrée au capital de Swissair ou de la Sabena, le PDG de Lufthansa, qui reconnaît aujourd'hui qu'il sera « difficile à présent de faire des bénéfices cette année », a déclaré « c'est très clair : pas de participations dans des compagnies malades. Nous ne l'avons pas fait jusqu'ici. Cela a été le déclencheur d'une crise chez certains voisins ».

François Bostnavaron

Bruxelles préconise l'ouverture des banques le 1^{er} janvier

BRUXELLES

de notre bureau européen

« Le risque de hausse des prix apparaît globalement très faible, voire nul. » A moins de trois mois du passage à l'euro, la Commission européenne se veut rassurante, mais note que « le public craint de plus en plus des abus lors du basculement des prix » et que « des plaintes ont été enregistrées dans plusieurs pays ». Elle appelle donc administrations et commerçants « à respecter leurs engagements de stabilité des prix et les consommateurs à faire preuve de vigilance ». Dans son second rapport sur le passage à l'euro, présenté mardi 9 octobre, la Commission juge l'information des citoyens « globalement insuffisante », même si elle s'est « considérablement améliorée ».

Elle insiste surtout sur la nécessité d'intensifier les efforts d'information des PME et commerçants, pour qu'ils soient sensibilisés aux problèmes concrets (rendu de monnaie, file d'attente, etc.). Le basculement en euros se fera très vite, puisque, le 5 janvier, la moitié de la population devrait avoir reçu des banques des billets en euros. Le gros des opérations de change

devrait avoir lieu en une semaine, contre deux prévues initialement. Bruxelles demande au Portugal et à la Finlande de faire en sorte que leurs distributeurs de billets fournissent des euros dès le 1^{er} janvier, comme dans les autres pays.

Elle demande aussi d'intensifier les efforts pour préaligner les commerces en euros. La Commission appelle de ses vœux l'ouverture des banques le 1^{er} janvier, comme l'ont décidé notamment l'Allemagne et les Pays-Bas, contrairement à la France, où les agences seront fermées. Dans sa quarantaine de recommandations, elle appelle les commerçants à rendre exclusivement la monnaie en euros et suggère de les alimenter essentiellement en petites coupures. C'est sur ces petites coupures que le risque de pénurie est le plus élevé : la production de quantités supplémentaires est en cours, même si la Commission assure que les quantités de pièces et billets produits fin septembre « couvrent les besoins pour le lancement initial ».

Arnaud Leparmentier

www.lemonde.fr/euro

Kirch s'assure la mainmise sur les droits télévisés de la F 1

LE MAGNAT allemand Leo Kirch s'est assuré la mainmise sur les droits télévisés de la Formule 1. Lundi 8 octobre, son groupe de médias a annoncé avoir augmenté de 20,3 % sa participation dans la société gérant les droits télévisés des Grands Prix de Formule 1, la SLEC. Le géant munichois détient désormais 58,3 % de la SLEC, aux côtés de son fondateur, le Britannique Bernie Ecclestone (25 %), et de la société allemande de droits audiovisuels EM. TV (16,7 %). C'est cette dernière, confrontée à des difficultés financières, qui a remboursé, sous la forme de parts de la SLEC, un prêt d'un milliard d'euros environ que lui avait consenti le groupe Kirch en début d'année avant de tenter en vain d'en prendre 16 % durant l'été.

Siemens prépare un plan de restructuration drastique

DANS UN ENTRETIEN accordé au journal *La Tribune* du mardi 9 octobre, Heinrich Von Pierer, PDG du groupe allemand Siemens, a confirmé qu'il préparait un plan de restructuration drastique de son activité de réseaux de télécommunications. « J'ai dit à plusieurs reprises que nous étudions à la loupe notre structure de production dans ce secteur et que je pouvais imaginer une réduction de moitié du nombre d'usines. Cela fait partie d'un programme que nous sommes en train de boucler, mais que nous ne pouvons pas encore présenter », a-t-il déclaré au quotidien. Heinrich Von Pierer a, en outre, reconnu que la cession de sa filiale Mannesmann Plastics à la société de capital risque britannique Apax pour 740 millions de dollars (822, 22 millions d'euros) avait échoué.

Enfin, il a démenti avoir parlé à Mario Monti, le commissaire européen à la concurrence, et à d'autres membre de la Commission européenne, pour bloquer la fusion entre Schneider et Legrand.

Les prix sont encore plus élevés... surtout quand on ne sait pas comment les réduire !



GRAND PUBLIC

acheter

En quelques années, votre marché s'est élargi à la taille de l'Europe. Et avec les nouveaux outils de communication, la distance n'est plus un obstacle. Dès lors, vous devez pouvoir comparer avant d'acheter, à condition de connaître les meilleurs fournisseurs sur le marché.

EUROPAGES résout ce problème pour vous : Avec ses 500 000 entreprises de tous secteurs d'activités, sélectionnées dans 30 pays pour leur capacité à l'export, vous avez tous les atouts pour mener vos appels d'offres. Et en plus c'est gratuit. Pourquoi vous en priver ?

ACHETEZ MIEUX, VENDEZ PLUS EURO PAGES L'ANNUAIRE EUROPÉEN DES AFFAIRES

annuaire imprimé / CD-Rom / www.europages.com @

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **MOULINEX** : les administrateurs judiciaires n'excluent pas la possibilité d'une liquidation du groupe français d'électroménager. Ils jugent « inacceptable » l'offre de reprise partielle présentée par le fonds Fidei et « insuffisante » celle du groupe SEB. Ils ont révélé que le mystérieux groupe canadien Euroland n'a pas remis le chèque promis lors du comité central d'entreprise le 2 octobre.

● **APAX PARTNERS** : la société britannique de capital risque a confirmé, lundi, avoir mis fin aux discussions concernant le rachat à Siemens de sa filiale Mannesmann Plastics, pour 740 millions de dollars (822 millions d'euros). Apax a souhaité renoncer après que Mannesmann Plastics eût revu à la baisse ses prévisions de résultats.

● **OGM** : les deux agrochimistes américains DuPont et Monsanto ont trouvé un accord, qui met fin à trois poursuites judiciaires de l'un contre l'autre, sur l'utilisation d'un maïs génétiquement transformé pour résister aux insectes. DuPont continuera à offrir à ses clients ce maïs OGM en payant des royalties à Monsanto qui a mis au point la technologie.

● **AREVA** : Jean-Pierre Delalande, député (RPR, Val d'Oise) est nommé secrétaire général du groupe Areva (nouveau nom de l'ensemble Framatome, Cogema, CEA-Industries).

● **BANQUE DE FRANCE** : le personnel des rotatives de l'imprimerie de Chamalières (Puy-de-Dôme) a reconduit, lundi, la grève engagée depuis le 12 septembre. Cette action menée par une centaine de salariés, à l'initiative de la CGT, porte sur les conditions de travail de nuit.

SERVICES

● **CLEAR CHANNEL** : le groupe multimédia américain a annoncé, lundi, le rachat de son compatriote Ackerley Group notamment spécialisé dans l'affichage, pour 495 millions de dollars (550 millions d'euros). La transaction devrait s'achever au premier trimestre 2002.

FINANCES

● **LEHMAN BROTHERS** : la banque d'affaires américaine dont le quartier général a été très endommagé lors des attentats du 11 septembre, a annoncé, lundi, qu'elle rachetait un immeuble flambant neuf au centre de Manhattan à Morgan Stanley, qui ne veut plus s'y installer.

● **ESPIRITO SANTO** : la filiale du groupe portugais, Espirito Santo Financial Group (ESFG), a fait son entrée lundi à la Bourse de Lisbonne, au cours de 17,50 euros par action. Basée à Luxembourg, ESFG regroupe les participations du groupe au Portugal, dont le Banco Espirito Santo (BAS), et en Europe.

● **CGNU** : la compagnie d'assurance britannique a annoncé, lundi, être à la recherche d'un acheteur pour CGU Courtage en France, sa filiale d'assurance dommages dédiée au marché du courtage de CGU France. Le chiffre d'affaires de ces activités s'est établi à 355 millions d'euros en 2000.

● **CREDIT SUISSE FIRST BOSTON** : la banque d'affaires du groupe Credit Suisse va licencier 2 000 personnes, soit près de 7 % de ses effectifs, dans le cadre d'un plan de réduction de ses charges d'exploitation lourd, d'un milliard de dollars d'ici à 2002. Le CSFB s'attend à une perte d'exploitation de 135,1 millions d'euros au troisième trimestre 2001, du fait des attentats du 11 septembre.

RÉSULTATS

● **PRADA** : le groupe de luxe italien a annoncé un résultat net consolidé en hausse de 24,9 % sur le premier semestre 2001 à 868 millions d'euros, essentiellement grâce aux succès des marques Prada et Miu Miu. Suite aux attentats du 11 septembre, Patrio Bertelli, CEO du groupe, a déclaré devoir « réviser à la baisse nos prévisions, mais nous sommes confiants dans notre stratégie et le potentiel de nos marques ». Au premier semestre 2001, le poids relatif de l'Europe a augmenté, passant à 47 % des ventes totales de Prada.

● **AVENIR TÉLÉCOM** : le distributeur marseillais spécialisé en produits et services de télécommunications a enregistré une perte nette part du groupe de 37,82 millions d'euros sur son exercice fiscal 2000-2001, clos le 30 juin, contre un bénéfice de 31,68 millions un an plus tôt.

VALEUR DU JOUR

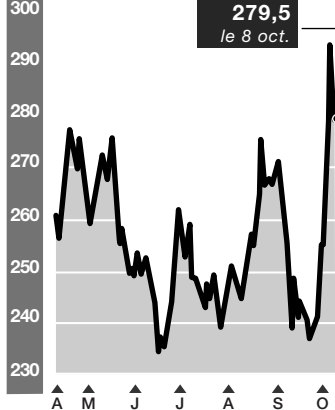
Les magasins de Marks & Spencer n'intéressent plus PPR

LE GROUPE Pinault-Printemps-Redoute (PPR) a annoncé, lundi 8 octobre, qu'il ne s'intéressait plus au dossier Marks & Spencer. « Après plusieurs semaines d'études et de discussions, et compte tenu notamment du niveau des prix demandés, Pinault-Printemps-Redoute préfère retirer sa candidature », explique le groupe dans un communiqué. Chez PPR, on soulignait notamment qu'entre le début des négociations, en juillet, et aujourd'hui, la conjoncture s'est profondément modifiée.

Le cabinet Anadex, mandaté par le comité central d'entreprise, a par exemple évalué le magasin du boulevard Haussmann, à Paris, à plus de 1 milliard de francs (152 millions d'euros). Au-delà de la valorisation se pose aussi la question du nombre de magasins à reprendre. Marks & Spencer avait annoncé, en mars, qu'il allait fermer 38 magasins en Europe continentale afin de replier ses activités sur le seul marché britannique. Le groupe avait affirmé qu'il souhaitait vendre en bloc ses 18 magasins français. Or PPR n'était intéressé que par 6 à 8 magasins en France et en Espagne, contrairement au groupe Galeries Lafayette, qui s'est dit intéressé par les 18 magasins français. Ce dernier est désormais le seul candidat en lice. Des rumeurs avaient évoqué l'intérêt du groupe Omnium (Eurodif, Maxi-Livre, Bouchara), de l'américain Wal-

Action Marks & Spencer

en pence à Londres



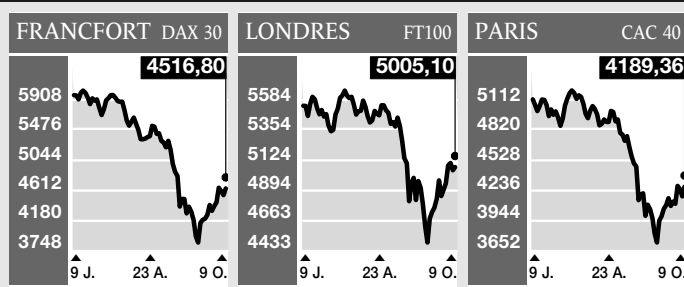
Source : Bloomberg

Mart et de la chaîne japonaise de vêtement Uniqlo. Mais ces informations n'ont jamais été confirmées. Marks & Spencer s'était engagé à boucler ce dossier avant la fin de l'année, le président du groupe pour la France, Alain Juillet, envisageant de « présenter une solution positive » en octobre. Le groupe est d'autant plus pressé de tourner la page qu'il compte désormais se concentrer sur son redressement au Royaume-Uni.

La restructuration commence à porter ses fruits : Marks & Spencer a annoncé mardi une hausse de 2,8 % de ses ventes au deuxième trimestre, très au-dessus des prévisions des analystes. L'action à la Bourse de Londres ouvrait en forte hausse de 8,59 %, mardi, à 303,5 pence.

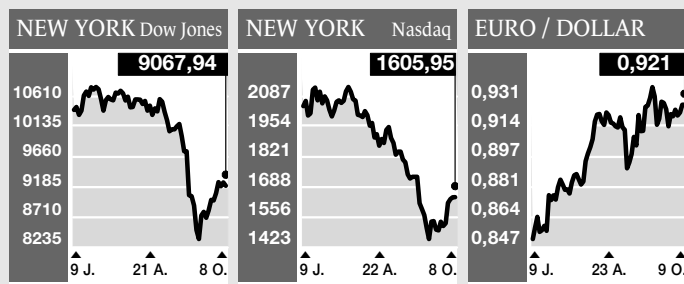
Stéphane Lauer

EUROPE



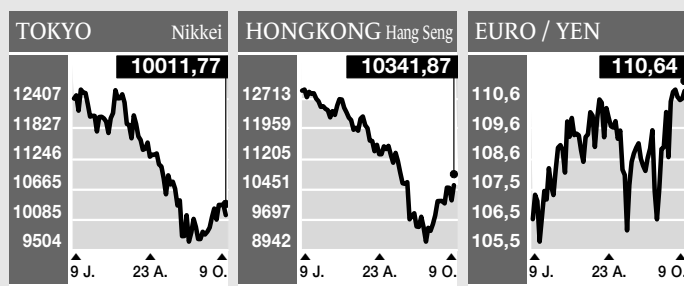
Europe 9h57	Indices sélection	cours 09/10	Var. % 08/10	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3341,97	- 0,34	- 29,97
EUROPE	STOXX 50	3366,31	- 0,54	- 26,13
EUROPE	EURO STOXX 324	276,53	- 0,20	- 29,42
EUROPE	STOXX 653	268,93	- 0,38	- 25,25
PARIS	CAC 40	4189,36	0,41	- 29,31
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	2840,10	0,37	- 29,40
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	462,57	1,05	- 27,45
BRUXELLES	BEL 20	2667,99	0,04	....
FRANCFORT	DAX 30	4516,80	0,48	....
LONDRES	FTSE 100	5005,10	- 0,55	- 19,56
MADRID	STOCK EXCHANGE	7177,60	- 0,31	- 21,21
MILAN	MIBTEL 30	30198	0,69	- 30,93
ZURICH	SPI	5943,90	- 0,15	....

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 08/10	Var. % 05/10	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9067,94	- 0,57	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1062,44	- 0,91	- 19,53
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1605,95	0,04	- 35
TORONTO	TSE INDEX	6894,24	- 0,07	- 22,83
SAO PAULO	BOVESPA	10094,66	....	- 33,85
MEXICO	BOLSA	309,66	....	- 2,01
BUENOS AIRES	MERVAL	....	....	....
SANTIAGO	IPSA GENERAL	93,50	- 1,94	- 2,60
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6532,23	- 2,96	- 4,29

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 09/10	Var. % 08/10	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10011,77	- 1,90	- 27,38
HONGKONG	HANG SENG	10341,87	3,75	- 31,49
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1374,62	1,90	- 28,66
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	62,48	2,36	- 1,37
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3087,70	0,39	- 2,12
BANGKOK	SET	18,58	2,43	- 0,27
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2787,88	0,81	- 29,81
WELLINGTON	NZSE-40	1874,65	- 0,76	- 1,42

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 perdait 1,17 %, mardi 9 octobre, dans les premiers échanges, s'inscrivant à 4 123,54 points. L'indice vedette de la place de Paris avait terminé la journée en hausse de 0,18 %, lundi 8 octobre, à 4 172,21 points.

FRANCFORT

RÉFÉRENCE du marché allemand des actions, l'indice DAX reculait de 1,14 %, mardi 9 octobre, dans les premières transactions, s'établissant à 4 444,11 points. L'indice DAX avait gagné 0,17 %, lundi, à 4 495,15 points en clôture.

LONDRES

COMPOSÉ des cent premières capitalisations boursières cotées sur le marché britannique, l'indice Footsie cédaît 0,20 %, mardi 9 octobre, peu après l'ouverture, à 5 022,70 points. L'indice Footsie était resté stable – enregistrant seulement une perte symbolique de 0,07 % –, lundi 8 octobre. Le Footsie avait ainsi fini la séance à 5 032,70 points.

TOKYO

LES VALEURS JAPONAISES ont terminé en baisse de 1,90 %, mardi 9 octobre, selon l'indice Nikkei, principal indicateur de la Bourse de Tokyo, qui s'est établi à 10 011,77 points. La Bourse de Tokyo était fermée lundi, jour férié au Japon. Mardi était donc la première journée de transactions depuis le début des bombardements américains sur l'Afghanistan.

NEW YORK

LES MARCHÉS AMÉRICAINS ont ouvert sur une baisse, lundi 8 octobre, Wall Street perdant jusqu'à 1 % en matinée et le marché Nasdaq abandonnant jusqu'à 2 %, à la suite des frappes aériennes contre le régime des talibans en Afghanistan. Ils se sont ensuite repris. L'indice Dow Jones a clôturé en repli de 0,57 %, à 9 067,94 points. Le Nasdaq, riche en valeurs de technologie, s'est finalement apprécié de 0,04 %, s'inscrivant à 1 605,95 points.

« Je pense que les marchés avaient assez bien anticipé que nous allions probablement avoir une opération militaire. La simple menace d'opérations militaires ne semblait pas marcher », a déclaré Gary Thayer, chef économiste chez le courtier AG Edwards, à l'Agence France Presse.

TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat restait stable sur les marchés obligataires européens, mardi 9 octobre, dans les premiers échanges. Le taux de l'Obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans ressortait à 4,77 %. Celui du Bund, son homologue allemand, s'inscrivait à 4,67 %.

MONNAIES

L'EURO repartait à la hausse face au billet vert, mardi 9 octobre dans les premières transactions, à 0,9216 dollar. Le yen s'appréciait également face à la devise américaine, à 119,89 yens pour un dollar.

ÉCONOMIE

La Banque de France réserve la relance aux pays vertueux

LE GOUVERNEUR de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, s'est prononcé pour « une certaine utilisation » des stabilisateurs économiques en Europe face au ralentissement de l'activité économique, c'est-à-dire la faculté de laisser filer le déficit budgétaire en raison de la baisse des recettes fiscales et du maintien au même niveau les dépenses publiques. Après la réunion à Washington, samedi 6 octobre, des ministres des finances du G 7, M. Trichet a estimé qu'il y a « matière à réagir, mais de façon plus modeste » que le plan de relance budgétaire mis en place aux Etats-Unis. « Il y a matière à avoir une certaine utilisation des stabilisateurs automatiques en Europe, mais dans la mesure où les uns et les autres ont des marges de manœuvres ». Ce qui n'est pas le cas, selon M. Trichet de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. M. Trichet a en outre déclaré que la Banque centrale européenne jouait son rôle de soutien de la croissance économique en Europe en contrôlant l'inflation, contribuant ainsi à la confiance des consommateurs. Il a refusé de commenter les taux d'intérêt en vigueur dans la zone euro mais a souligné que les consommateurs pouvaient s'appuyer sur la stabilité des prix, et que les entreprises pouvaient continuer d'investir.

UNION EUROPÉENNE : le Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Pedro Solbes, n'exclut pas que le produit intérieur brut de l'Union européenne puisse se contracter au troisième trimestre 2001. Toutefois, une récession de longue durée lui paraît exclue tant dans l'Union européenne (UE) que dans les pays de la zone euro. Cité par le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung, il a déclaré que le quatrième trimestre devrait être un peu meilleur que le précédent, mais que la croissance économique dans l'Union serait cette année « nettement inférieure à 2 % ». Pour autant, il a exhorté les pays européens à la discipline budgétaire.

Le statut de société européenne a été définitivement adopté après 31 ans de débats, lundi 8 octobre. Ce statut, qui entrera en vigueur en 2004, donnera aux entreprises qui opèrent dans plusieurs pays de l'UE la possibilité de créer une société de droit européen. Le règlement prévoit qu'elle pourra alors agir comme un opéra-

teur unique dans toute l'UE en appliquant un cadre unique de règles et un système unique de gestion de l'entreprise et de publication de l'information financière, évitant ainsi les contraintes des législations nationales des pays où elles sont présentes.

ALLEMAGNE : le nombre de chômeurs a progressé de 20 000 en septembre, selon des chiffres corrigés des variations saisonnières (CVS), selon Reuters. La statistique officielle devait être publiée par l'Office fédéral des statistiques, mardi 9 octobre en milieu de matinée. En données non CVS, le nombre de chômeurs a baissé à 3,743 millions en septembre pour l'ensemble de l'Allemagne, pour un taux de chômage de 9 % contre 9,2 % en août. Le chiffre traduit une baisse d'environ 46 000 chômeurs comparé à août, mais une hausse de 58 000 par rapport à septembre 2000.

OPEP : « le mécanisme de stabilisation des prix par la réduction des quotas de production ne sera pas appliqué, malgré la baisse récente des cours sous le seuil des 22 dollars le baril, a estimé, lundi, le secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Ali Rodriguez. Il y a une nouvelle situation et il faut attendre un peu pour voir comment les événements évoluent », a déclaré Ali Rodriguez à l'agence Reuters.

JAPON : l'économie est « dans un état grave », selon un rapport trimestriel du ministère des finances nippon, signalant l'effondrement de la production, de l'emploi et de l'investissement. Une semaine plus tôt, la Banque centrale du Japon avait signalé que la confiance des entreprises avait atteint son plus bas niveau en trois ans et demi, du fait de la récession et des attentats.

Les commandes à la construction mécanique japonaise, important indicateur des dépenses d'investissement des entreprises, ont augmenté de 8,7 %, en données CVS, en août, selon l'institut gouvernemental de recherche économique et sociale. Les estimations des analystes allaient d'une progression de 4,6 % à une diminution de 6,9 %. A plus long terme, il s'attendait à une tendance à la baisse.

AUSTRALIE : le moral des entreprises est au plus bas depuis 1992, selon une étude menée par la Banque centrale australienne, du fait de la perspective d'une récession, et d'une baisse des exportations et du tourisme. La Banque centrale pourrait être à nouveau amenée à baisser les taux d'intérêt pour la sixième fois cette année.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE (10).....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	3,32894
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503

Hors zone Euro

Euro contre	08/10
COUR. NORRONE DANOISE.....	7,4349
COUR. NORVÉGIENNE.....	8,0700
COUR. SUÉDOISE.....	9,7341
COUR. ALLEMANDE.....	33,6780
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,8093
DOLLAR CANADIEN.....	1,4382
DOLLAR HONGKONG.....	7,1154
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,2022
FORINT HONGROIS.....	256,9800
LEU ROUMAIN.....	28133
ZLOTY POLONAIS.....	3,8054

Cours de change croisés

09/10 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR.....	.....	0,83274	0,92135	0,14047	1,47325	0,62251
YEN.....	120,08500	.....	110,64000	16,86500	176,95000	74,76500
EURO.....	1,08536	0,90383	.....	0,15245	1,59965	0,67570
FRANC.....	7,11875	5,92860	6,55957	.....	10,49050	4,43245
LIVRE.....	0,67877	0,56515	0,62515	0,09535	.....	0,42250
FRANC SUISSE.....	1,60640	1,33760	1,47990	0,22565	2,36690	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 08/10	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	3,72	3,42	4,73	5,49
ALLEMAGNE.....	3,69	3,56	4,63	5,41
GDE-BRETAG.....	5,32	4,29	4,70	4,70
ITALIE.....	3,69	3,52	4,99	5,75
JAPON.....	0,03	0,01	1,39	2,46
ÉTATS-UNIS.....	2,34	2,22	4,50	.....
SUISSE.....	1,90	1,98	3,02	3,67
PAYS-BAS.....	3,66	3,52	4,78	5,47

Matif

Cours 9h57	Volume 09/10	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5	.....	.....	.....
DÉCEMBRE 2001	550	90,06	90,20
Euribor 3 mois	.....	.....	.....
JANVIER 2001.....	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 08/10	Var. % 05/10
BRENT (LONDRES).....	21,64	+ 0,32
WTI (NEW YORK).....	22,85	- 0,04
LIGHT SWEET CRUDE.....	22,25	- 0,31

Or

En euros	Cours 08/10	Var. % 05/10
OR FIN KILO BARRE.....	10200	.....
OR FIN LINGOT.....	10270	+ 1,08
ONCE D'OR (LO) \$.....	266,40	.....
PIÈCE FRANCE 20 \$.....	59	+ 1,55
PIÈCE SUISSE 20 F.....	59	+ 1,37
PIÈCE UNION LAT. 20.....	59	+ 1,37
PIÈCE 10 DOLLARS US.....	183	- 8,50
PIÈCE 20 DOLLARS US.....	368,25	+ 0,61
PIÈCE 50 PESOS MEX.....	378	+ 1,07

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde », www.lemonde.fr/bourse

MÉDECINE Le prix Nobel de physiologie et médecine 2001, d'une valeur de 10 millions de couronnes suédoises (1,03 million d'euros), a été attribué, lundi 8 octobre, à

l'Américain Leland H. Hartwell et aux Britanniques R. Timothy (Tim) Hunt et Paul M. Nurse. ● LEURS DÉCOUVERTES dans le domaine de la recherche cellulaire ouvrent, selon

la Fondation Nobel, « de nouvelles possibilités » de traiter le cancer. ● ILS ONT DÉCRYPTÉ le contrôle du cycle cellulaire qui conduit à la division continue des cellules en

cellules-filles. ● LES TROIS BIOLOGISTES ont identifié les molécules-clés qui commandent ce cycle dont le fonctionnement est le même chez les levures, les plantes, les animaux

et l'homme. ● LE DÉCRIRE, c'est mieux comprendre tous ses dysfonctionnements, ce qui permettrait de concevoir de nouveaux traitements pour lutter contre les tumeurs.

Un Américain et deux Britanniques Prix Nobel de médecine

Leland Hartwell (Etats-Unis), ainsi que Timothy Hunt et Paul Nurse (Grande-Bretagne) ont été couronnés pour leurs travaux sur les mécanismes de contrôle du cycle cellulaire. Ces découvertes ont aidé à comprendre les altérations du génome des cellules cancéreuses

LE PRIX NOBEL de physiologie et de médecine 2001 a été, lundi 8 octobre, conjointement attribué à Leland H. Hartwell (Etats-Unis), R. Timothy Hunt (Grande-Bretagne) et Paul M. Nurse (Grande-Bretagne). Cette distinction récompense la somme des travaux de ces trois chercheurs sur les mécanismes impliqués dans les processus assurant la régulation des cycles cellulaires.

Ces travaux – qui peinent encore à se traduire par des applications thérapeutiques concrètes – pourraient ouvrir, au-delà des seules dimensions médicales et pathologiques, de riches perspectives sur la compréhension du vivant, ainsi que sur les rythmes auxquels il est soumis et qui structurent les entités cellulaires le composant. Qu'il s'agisse aussi bien des levures de l'ensemble des représentants du monde végétal que du monde animal. La prestigieuse distinction de l'Institut Karolinska de Stockholm vient aussi, cent ans après sa création, rappeler toute l'importance qu'il convient aujourd'hui d'accorder à la cellule après les travaux menés sur le séquençage des patrimoines génétiques.

Les trois lauréats 2001 ont, en substance, aidé à progresser de manière substantielle dans la compréhension moléculaire des dispositifs qui président à la division continue des cellules des organismes vivants en « cellules-filles » remplaçant à l'identique les cellules qui meurent en leur conférant la vie via notamment

la transmission de leur patrimoine génétique. Ces trois chercheurs ont ainsi, de manière différente et complémentaire, identifié plusieurs des molécules-clés qui participent à ces perpétuelles divisions.

Les décrypteurs du vivant que sont les biologistes ont, depuis plus d'un siècle, compris l'essentiel de la division cellulaire au travers des objectifs de leurs microscopes. Ils ont ainsi saisi très tôt, sinon expliqué, la double exigence d'une reproduction qui – à la différence, essentielle, de celle qualifiée de sexuée – impose généralement un doublement de la masse de la cellule, une duplication des organites qui figurent dans son cytoplasme, ainsi que le décalque

à l'identique de son génome. « Notre compréhension du cycle cellulaire a subi une révolution au cours des dernières années. Auparavant, ce cycle était observé par l'analyse au microscope photomicroscopique des étapes de la ségrégation des chromosomes en suivant l'incorporation de l'ADN (...), expliquent les auteurs de la troisième édition de *Biologie moléculaire de la cellule*, ouvrage collectif publié par les éditions Flammarion (collection « Médecine-Sciences »). Des expériences récentes ont apporté une nouvelle perspective en révélant un système de contrôle du cycle cellulaire qui coordonne tout le cycle. Les protéines de ce système sont apparues pour la première fois il y a un milliard d'années et ont été

si bien conservées au cours de l'évolution que beaucoup fonctionnent parfaitement quand elles sont transférées de la cellule humaine à celle de la levure. »

Leland H. Hartwell, chercheur américain travaillant au Fred Hutchinson Cancer Research Center a été primé pour la découverte, faite au début des années 1970, de l'existence d'une catégorie de gènes qui commandent le cycle cellulaire, en menant des recherches sur de la levure de boulanger. L'un de ces gènes – baptisé « start » – joue un rôle central dans l'impulsion nécessaire à chaque nouveau cycle. Les deux lauréats britanniques travaillent quant à eux à l'Imperial Cancer Research Fund de Londres.

Paul Nurse s'est consacré à l'étude d'une levure, lointaine cousine de la levure de boulanger, qui s'est éloignée de sa parente il y a un milliard d'années. M. Nurse a notamment identifié, grâce à des outils et des méthodes de génétique et de biologie moléculaires, l'un des facteurs-clés de la régulation du cycle cellulaire que sont les kinases dépendantes des cyclines (CDK). « Il a notamment montré que leur fonction s'est conservée tout au long de l'évolution. Les CDK activent le cycle cellulaire par le biais d'une réaction chimique de phosphorylation avec d'autres protéines, précise le jury du prix Nobel. M. Nurse a isolé en 1987 le gène correspondant chez l'homme, qu'il a baptisé CDK1. »

Pour sa part, Timothy (Tim)

Hunt est récompensé pour la découverte des cyclines, catégorie de protéines qui régulent l'action des CDK. Il a aussi mis en évidence la dégradation des cyclines lors de la division cellulaire, un mécanisme qui s'est révélé essen-

mieux encore, induits de manière expérimentale. Peut-on, pour autant, en conclure que les travaux des lauréats du Nobel 2001 de physiologie et de médecine ont d'ores et déjà connu des traductions diagnostiques et thérapeutiques concrètes ?

« Ce n'est malheureusement pas le cas, regrette le professeur Laurent Degos, directeur de l'Institut d'hématologie à l'hôpital Saint-Louis (Paris) et précurseur dans la thérapie des leucémies au travers du concept de redifférenciation des cellules cancéreuses. Une nouvelle fois l'institution suédoise montre à quel point elle est attirée par de très beaux travaux fondamentaux, travaux qui demeurent malheureusement très éloignés de la maladie et des malades. Cette prestigieuse récompense donnée à des recherches de "science pure" très éloignées de la clinique, du diagnostic et de la thérapeutique est sans aucun doute le fruit du renom international dont jouissent les grandes institutions anglo-saxonnes auprès du jury suédois. »

« Sans nullement contester la valeur des travaux récompensés, ajoute le professeur Degos, on doit désormais se demander s'il ne conviendrait pas de scinder en deux le prix Nobel dit de médecine et de physiologie afin, à l'avenir, de récompenser comme il convient l'œuvre des docteurs Schweitzer – Prix Nobel de la paix 1952 – d'aujourd'hui et de demain. »

Jean-Yves Nau

Une domination anglo-saxonne

Les dix dernières années sont terriblement éloquentes. La physiologie et la médecine sont, à de très rares exceptions, des sciences britanniques et américaines. Huit Français seulement ont été couronnés par ce Nobel depuis sa création. Quatre avant 1940 et quatre depuis. Le dernier en date étant Jean Dausset en 1980.

Pour les mêmes périodes, les Etats-Unis en ont obtenu respectivement 4 et 78, les Britanniques 7 et 15, et les Allemands 8 et 7. Une rapide lecture de la liste des derniers prix le démontre clairement. 2000 : Arvid Carlsson (Suède), Paul Greengard (Etats-Unis) et Eric Kandel (Etats-Unis). 1999 : Günter Blobel (Etats-Unis). 1998 : Robert Furchgott (Etats-Unis), Ferid Murad (Etats-Unis) et Louis Ignarro (Etats-Unis). 1997 : Stanley Prusiner (Etats-Unis). 1996 : Peter Doherty (Australie) et Rolf Zinkernagel (Suisse). 1995 : Edward Lewis (Etats-Unis), Christiane Nüsslein-Volhard (Allemagne) et Eric Wieschaus (Etats-Unis). 1994 : Alfred Gilman (Etats-Unis) et Martin Rodbell (Etats-Unis). 1993 : Richard Roberts (Grande-Bretagne) et Philipp Sharp (Etats-Unis). 1992 : Edmond Fischer (Etats-Unis) et Edwin Krebs (Etats-Unis).

« Des expériences récentes ont apporté une nouvelle perspective en révélant un système de contrôle du cycle cellulaire qui coordonne tout le cycle »

tiel à la régulation du cycle. L'association des CDK et des cyclines permet le passage d'une phase à l'autre du cycle de la cellule, les CDK pouvant, si l'on retient une métaphore automobile, être comparées au moteur, et les cyclines à la boîte de vitesse.

L'étude des mécanismes moléculaires et biochimiques sous-jacents à la division cellulaire a été souvent rendue possible par l'étude des anomalies inhérentes aux phénomènes cancéreux, que ces derniers soient spontanés ou,

MENSUEL ● N° 296 ● OCTOBRE 2001

Le Monde de l'éducation

« Shoah » projeté dans les lycées
Entretien avec Claude Lanzmann

ENQUÊTE
Les mécomptes de l'euro à l'école

Attentats
Aider les élèves à décrypter

● CHINE UN SYSTÈME, DEUX ÉCOLES
● GÉOGRAPHIE UNE DISCIPLINE QUI S'AFFIRME

Ce qui doit vraiment changer

VIENT DE PARAÎTRE

Les trois lauréats



LELAND H. HARTWELL

61 ans, est né le 30 octobre 1939 à Los Angeles (Californie). Il est depuis 1997 président directeur général et administrateur du Fred Hutchinson Cancer Research Center de Seattle (Etats-Unis). Le comité Nobel vient de le distinguer pour la découverte d'une catégorie de gènes qui commandent le cycle cellulaire. L'un de ces gènes joue un rôle central dans le démarrage de chaque nouveau cycle, d'où son nom, « start ». M. Hartwell a également introduit la notion de « points de contrôle » (checkpoints), conduisant à une approche novatrice du cycle cellulaire. A l'annonce de son prix, Lee H. Hartwell a déclaré que cette récompense était « une reconnaissance de l'unité de la biologie ». En effet, dit-il, « quand j'ai commencé il y a trente ans, je me suis intéressé au cancer et à la façon dont les cellules se divisent. Nous n'en savions rien. J'ai d'abord travaillé avec une cellule très simple, une cellule de levure. Depuis nous avons découvert de nombreux gènes qui contrôlent la division cellulaire et ce sont les mêmes qui ont été trouvés dans les cellules humaines. » Membre de l'Académie américaine des sciences (NAS) depuis 1987, le biologiste a rejoint en 1968 l'Université de l'État de Washington où il enseigne la génétique depuis 1973. Ce n'est qu'en 1996 qu'il est rentré au Fred Hutchinson Cancer Research Center. En novembre 2000, il a reçu à Paris le prix Leopold Griffuel décerné par l'Association française pour la recherche sur le cancer.



R. TIMOTHY HUNT

58 ans, Britannique, né le 19 février 1943, travaille à l'Imperial Cancer Research Fund, à Londres. Il est récompensé pour la découverte des cyclines, les protéines qui régulent l'action des CDK. Il a mis en évidence la dégradation des cyclines lors de la division des cellules, un mécanisme qui s'est avéré essentiel pour la régulation du cycle cellulaire. Timothy Hunt a obtenu son Ph.D de biologie à l'université de Cambridge, en Grande-Bretagne. Il a ensuite poursuivi ses études post-doctorales à l'école de médecine Albert-Einstein de New York, avant de revenir au département de biochimie de l'université de Cambridge. Puis, il a rejoint l'Imperial Cancer Research Fund de Londres en 1990. Ses publications les plus marquantes, consacrées aux cyclines, ont été éditées en 1995 et 1996 dans la revue de l'organisation européenne de biologie moléculaire. Pour Tim Hunt, qui s'est déclaré « aux anges », ce prix représente « un tribut au travail de l'ensemble de l'Imperial Research Cancer Fund » De ce point de vue, ses recherches et celles de Paul Nurse ont, dit-il, « ouvert un nouveau chapitre dans la recherche sur le cancer ».



PAUL M. NURSE

52 ans, Britannique, né le 25 janvier 1949, est, depuis septembre 1996, le directeur général de l'Imperial Cancer Research Fund, de Londres. Ses travaux l'ont conduit à identifier par des méthodes de génétique et de biologie moléculaire l'un des facteurs clés de la régulation du cycle cellulaire, les kinases dépendantes des cyclines (CDK). Il a montré que la fonction des CDK s'est conservée tout au long de l'évolution. Les CDK activent le cycle cellulaire par le biais d'une réaction chimique (phosphorylation) avec d'autres protéines. Pour le biologiste britannique, annobli il y a quelques années par la Reine, « les avancées dans la recherche sur le cancer ne se produisent pas en une nuit, mais grâce à des recherches financées à long terme. Nous avons désormais une meilleure vision de la manière dont se développe le cancer », a-t-il ajouté en prédisant que « cette connaissance accumulée sera le fondement de futures stratégies de traitements et de préventions » des tumeurs. Paul Nurse, qui est titulaire d'un Ph.D de biologie de l'université d'East Anglia, a travaillé au département de zoologie de l'université d'Edinburgh (1974-1980), à l'École de biologie de l'université du Sussex (1980-1987), puis à l'Imperial Cancer Research Fund, non sans être passé par l'université d'Oxford (1987-1996). Il est lauréat du prix Lasker 1998 et membre de l'Académie américaine des sciences (1995).

PRÊT-À-PORTER PRINTEMPS-ÉTÉ 2002

Chic sexy et voiles immaculés

Des panoplies rock de Stella McCartney au blanc conceptuel de Comme des Garçons, les visions extrêmes du corps se sont succédé sur les podiums

CONVERTIS en night-club le temps du défilé de Stella McCartney, les entrepôts de la Sernam dans le Marais ont accueilli, lundi 8 au matin, le parterre de célébrités le plus fourni d'une saison de mode peu encline aux festivités. Dennis Hopper, Jude Law, Chrissie Hynde et Paul McCartney – en costume et cravate – se sont tassés sur les bancs pour assister à la première collection de la jeune Anglaise, qui a lancé sa marque en avril 2001 sous l'égide du Gucci Group. Pendant que son compatriote Alexander McQueen – fils d'un chauffeur de taxi de l'East End londonien – célèbre l'Espagne et la corrida, la fille du Beatle s'amuse avec le « cockney », l'argot populaire de Londres.

La veste cintrée à inscription « Whistle » (costume) et la redingote en satin duchesse ivoire aux lettres noires « Trouble and strife » (épouse) cohabitent avec des vêtements aux messages plus explicites, comme cette culotte imprimée « Wet » (mouillée). Plus extravertie que jamais, Stella McCartney multiplie les clin d'œil aux panoplies rock dans des combinaisons madonesques en dentelle bleu roi, des sacs en forme de guitare ou des tuniques pailletées. Adeptes des tee-shirts « collector », l'ex-directrice artistique de Chloé a confié un modèle en édition limitée à l'artiste anglais Gary Hume. Mais, par-delà l'anecdote, Stella McCartney prouve son sens de la ligne et sa maîtrise des coupes Savile Row dans des robes-manteaux de satin plissé ou des tailleurs incrustés de dentelle, aux contours précis.

Dans une approche diamétralement opposée du vêtement et du corps, le défilé Hermès a eu lieu comme d'habitude dans la boutique du Faubourg-Saint-Honoré,

avec en « guest-star » du moment l'ancien mannequin Inès de La Fressange à la quarantaine radieuse. Si le Belge Martin Margiela – responsable du prêt-à-porter féminin depuis 1997 – ose des incursions concluantes dans le vestiaire du soir, avec des robes au décolleté profond en jersey viscose noir brûlé ou de parfaits smokings à col châle en ottoman de soie, il ressort ses classiques de façon routinière au risque d'ennuyer son public. Maille en cachemire sans coutures, vareuses et imperméables en toile Mackintosh constituent le fond de garde-robe idéal d'une femme qui semble partager son temps libre entre un manoir en Solagne et une villa à Deauville.

Pendant que les blouses de gaze et les ruchés de mousseline se déroulent au kilomètre, Rei Kawakubo (Comme des Garçons) insuffle une énergie inédite aux cotonnades romantiques. Sur des mannequins coiffés de bonnets en lambeaux de papier journal, les vêtements immaculés définissent une douceur sous influence dans un costume en coton imprimé de nombres noirs ou des blouses de madones qui encadrent le visage.



Nicolas Ghesquière pour Balenciaga. Chaussées de cothurnes ou de sandales en feuilles de cuir, ses amazones modern style portent tunique de maille tamponnée d'arabesques, jupe de cuir vermeil ou robes brodées de plumes de paon. Loin des teintures épicées du Sud, le couturier excelle dans des harmonies délavées, entre bleu-gris de ciel d'orage, vert jade et grège. La matière s'anime dans les reliefs d'une mousseline nervurée ou d'une soie ombrée. « Rusticité et détails luxueux. (...) Contraste de matières et de styles », annonçait le programme de l'Anversois Dries Van Noten, qui a présenté sa collection à l'Ecole nationale des beaux-arts, sur les sonorités cristallines de Björk. Saris, kimonos, imprimés « Tye and die » aux contours flous libèrent un parfum d'Orient tempéré par la rigueur flamande d'une veste en épaisse toile de lin brute.

Délaissant ses lacérations post-punk, Martine Sitbon révèle la subtilité d'une palette de tons poudrés, dans des silhouettes légères influencées par les années 1920, entre robes ceinturées de perles et broderies de tulle aux accents vintage. L'érotisme affleure



Robe Comme des Garçons, en haut à gauche. Robe manteau Stella McCartney, ci-dessus. Mousseline poudrée par Martine Sitbon, à droite. Modèles Bernhard Willhelm, ci-dessous. Les coulisses de Dries Van Noten, ci-dessous à gauche.

Photographies de Gérard Uféras/Rapho

dans des détails lingerie et des mousselines froissées aux drapés irréguliers. Loin des clichés mielleux et des frous-frous naïfs, sa vision du romantisme est l'une des plus sensibles du moment.

Anne-Laure Quilleriet



Michael Kors, plus new-yorkais que jamais

Après l'annulation de son défilé initialement programmé le 12 septembre à New York, le créateur américain Michael Kors a installé sa collection du 7 au 9 octobre dans l'intimité d'une suite de l'Hôtel Meurice. « J'ai dessiné cette collection bien avant le drame mais, étrangement, c'est la plus new-yorkaise que j'aie jamais réalisée », remarque ce natif de Long Island, également directeur artistique de Céline depuis 1997. « Tout est américain : les lignes profilées et le graphisme arts déco, en référence à l'architecture du Chrysler Building, ou l'esprit sportswear des ensembles en cachemire. » Tuniques en tulle de soie et fils métalliques, robes très années 1980 traversées d'à-plats de peinture noire ou maillots de bain en daim imperméable habillent une femme « qui ne suit plus les saisons ». « New York est une ville à angles droits plutôt masculine. Paris est plus romantique et plus féminine. J'ai la chance d'explorer les deux humeurs », explique Michael Kors, qui entend développer sa griffe en Europe avec l'ouverture d'une boutique à Londres, en 2002, et à Paris l'année suivante.



Les rêveries balnéaires de la nouvelle école belge

UN PARTERRE de fibres optiques multicolores semble s'animer sous les hurlements de groupes en bande-son. Bientôt, un cortège inquiétant d'adolescentes, noyées sous d'immenses sweat-shirts à capuche aux imprimés de masques ou des deux doigts divins défile en noir ou blanc. Présentée le soir du 7 octobre, la collection du créateur allemand installé à Anvers, Bernhard Willhelm a exacerbé – parfois jusqu'à la caricature – les visions romantiques du moment. Comme échappées d'un conte, des nuées de fées en mini-robe-tunique à traîne, couleur Chamalow rivalisaient de froufrous, tandis que des génies déambulaient en sarouel noir et blouse à capuche. Plissés, smockés, drapés, les tissus (mousseline de soie, coton...) ont sculpté des volumes asymétriques, surdimensionnés avec des jabots géants. Parfois même, ils se sont parés de délicates broderies naïves figurant les animaux de la jungle. Dans cet esprit de

rêverie solitaire, d'autres jeunes créateurs, issus également de l'Ecole des beaux-arts d'Anvers ont puisé leur inspiration sur les bords de mer.

Ultra-romantique, la vision de Hans de Foer s'est incarnée dans des jupes de gitanes à reflets changeants bleu-or ou or-gris, des blouses froncées ou des pantalons retroussés en ceinture. Une idée présente également chez Angelo Figus qui a multiplié les références aux années 1920 et au travail de recyclage de Marcel Duchamp. « J'ai imaginé une plage après l'hiver où personne ne serait encore revenue, jonchée de petits bouts de métal ou de verre », explique le créateur d'origine sarde installé à Anvers. Ocre, outremer, vermillon... Comme les peintures d'Eugène Boudin, les couleurs se posent en petites touches sur l'unique épaulette d'une veste blanche d'officier. Marines également, les rayures basculent le corps dans des jupes fluides asymétriques – en lin

et coton – ou de molles tuniques en jersey, tandis qu'une veste aux manches déconstruites repousse le coude jusqu'à l'avant-bras.

Plus expérimental, le défilé-performance d'Anke Loh a mis en scène les visions balnéaires de la créatrice d'origine allemande. Une vidéo montrant un monde aquatique figé dans les balles de plastique rythmait sa chorégraphie. Pour sa troisième collection, la lauréate du grand prix du Festival international des arts et de la mode de Hyères 2000 a révisité le maillot de bain dans des bustiers plissés et asymétriques en Lycra portés sur des pantalons larges et des jupes portefeuille aux plissés déconstruits. Ici, comme ailleurs, le blanc se transforme en couleur, s'adoucit de verts céladons, ou de bleu ciel ou retient, au contraire, l'incandescence d'un rouge, prêt à embrasser le corps comme un coucher de soleil.

Louise Roque

Retour du soleil

MERCREDI : les hautes pressions vont se repositionner sur la France et le flux perturbé est rejeté des îles Britanniques à la Scandinavie. Les côtes de la Manche seront à la limite sud du temps perturbé. Le soleil revient partout ailleurs, y compris sur les régions méditerranéennes.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. Après quelques brouillards matinaux, le temps est ensoleillé. Des nuages côtiers arriveront au nord de la Bretagne. Les températures seront comprises entre 16 et 19 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Quelques brouillards matinaux sur l'Ile-de-France et le Centre. Le soleil brillera largement. Des nuages élevés arriveront sur le nord de la Picardie et la haute Normandie. Des températures entre 16 et 19 degrés.

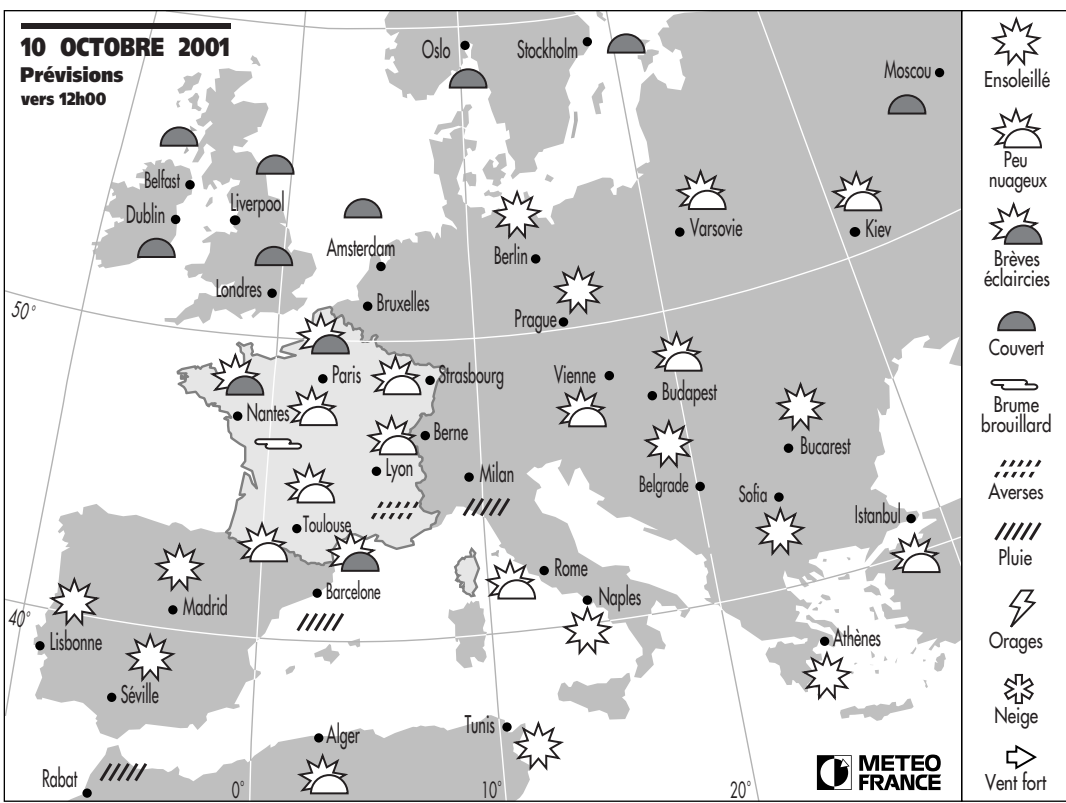
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le temps s'améliore. Il y aura encore de la grisaille ou des brouillards

matinaux, puis le soleil brillera largement. Des températures entre 17 et 20 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Après des brouillards matinaux, le soleil l'emporte. Des températures entre 20 et 23 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Sur le Limousin, après quelques brouillards matinaux, le soleil va l'emporter. Sur l'Auvergne et Rhône-Alpes, les nuages seront encore nombreux et donneront quelques averses jusqu'en mi-journée. Dans l'après-midi, le soleil finira par s'imposer. Le thermomètre indiquera 17 à 20 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Les pluies encore orageuses dureront jusqu'en matinée, puis l'amélioration se dessinera et le temps sera agréable en fin de journée avec juste des nuages élevés. Le vent d'est soufflera sur le Var aux alentours de 60 km/h le matin puis faiblira. Les températures seront comprises entre 20 et 25 degrés.

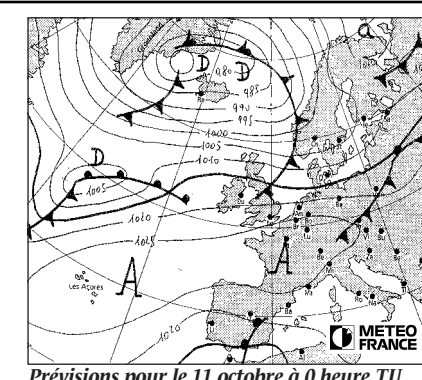
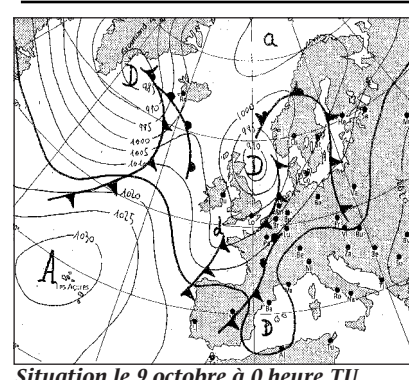


PRÉVISIONS POUR LE 10 OCTOBRE 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	18/25 C	NANCY	9/19 S
BIARRITZ	11/20 S	NANTES	11/19 S
BORDEAUX	10/22 S	NICE	16/22 C
BOURGES	10/19 S	PARIS	11/19 S
BREST	11/17 C	PAU	9/19 S
CAEN	12/16 C	PERPIGNAN	16/20 C
CHERBOURG	11/17 C	RENNES	10/18 S
CLERMONT-F.	10/20 S	ST-ETIENNE	9/20 N
DIJON	9/19 S	STRASBOURG	9/18 S
GRENOBLE	11/22 S	TOULOUSE	11/19 S
LILLE	10/17 C	TOURS	10/18 S
LIMOGES	8/17 S		
LYON	12/21 N	FRANCFORT	22/32 S
MARSEILLE	17/23 N	CAYENNE	26/31 C
		FORT-DE-FR.	26/31 C
		NOUMEA	20/25 S

PAPEETE	24/27 P	KIEV	11/19 S
POINTE-A-PIT.	24/30 C	LISBONNE	13/21 S
ST-DENIS-RE.	20/25 S	LIVERPOOL	12/18 C
EUROPE			
AMSTERDAM	11/16 C	LONDRES	10/17 C
ATHENES	20/29 S	LUXEMBOURG	10/17 S
BARCELONE	15/18 P	MADRID	10/19 S
BELFAST	12/14 C	MILAN	14/18 P
BELGRADE	14/25 S	MOSCOU	10/16 C
BERLIN	11/17 S	MUNICH	10/20 S
BERNE	11/19 S	NAPLES	16/26 S
BRUXELLES	11/17 S	OSLO	7/10 C
BUCAREST	11/23 S	PALMA DE M.	15/26 P
BUDAPEST	14/22 S	PRAGUE	9/18 S
COPENHAGUE	10/13 C	ROME	17/24 S
DUBLIN	13/15 S	SEVILLE	12/23 S
FRANCFORT	9/20 S	ST-PETERSB.	11/13 C
GENEVE	12/20 S	STOCKHOLM	11/14 C
HELSINKI	9/13 C	TENERIFE	20/25 S
ISTANBUL	18/23 S	VARSOVIE	10/16 S

VENISE	15/19 C	LE CAIRE	21/29 S
Vienne	14/20 S	NAIROBI	16/27 S
AMÉRIQUES			
BRASILIA	18/21 P	PRETORIA	16/31 S
BUENOS AIR.	14/21 C	RABAT	14/21 P
CARACAS	25/33 S	TUNIS	21/30 S
CHICAGO	13/17 P	ASIE-Océanie	
LIMA	13/17 S	BANGKOK	25/31 P
LOS ANGELES	15/21 S	BEYROUTH	23/29 S
MEXICO	11/23 S	BOMBAY	26/30 C
MONTREAL	10/19 S	DJAKARTA	28/30 P
NEW YORK	11/20 S	DUBAI	25/37 S
SAN FRANCIS.	12/19 S	HANOI	23/29 C
SANTIAGO/CHI	12/21 C	HONGKONG	23/29 S
TORONTO	11/19 S	JERUSALEM	22/29 S
WASHINGTON	11/19 S	NEW DEHLI	21/35 S
AFRIQUE		PEKIN	10/20 S
ALGER	17/25 S	SEOUL	16/22 S
DAKAR	26/31 S	SINGAPOUR	26/31 S
KINSHASA	22/30 P	SYDNEY	12/22 S
		TOKYO	18/23 P



PRATIQUE

Autoriser l'installation d'une antenne de téléphone mobile sur un immeuble

Avec le développement du téléphone mobile, beaucoup de copropriétés reçoivent des propositions d'installation d'antennes sur le toit de leur immeuble. Deux questions se posent alors. Peut-on héberger sans risques une station de base ? Quels sont les avantages et les inconvénients des contrats ?

Actuellement, les risques du rayonnement des ondes électromagnétiques sur la santé ne sont pas connus. Seul l'effet thermique est démontré : l'application d'un champ électromagnétique sur des tissus apporte une quantité d'énergie qui se transforme en chaleur. Pour le reste, « nous n'avons pas eu connaissance d'un risque particulier concernant la santé des populations proches des émetteurs des réseaux. Toutefois, nous ne disposons pas de suffisamment de recul pour affirmer de façon certaine l'existence ou l'absence de risques liés à de telles installations », indique-t-on au secrétariat d'Etat à la santé.

En attendant les résultats des études en cours, et au nom du principe de précaution, la recommandation européenne du 12 juillet 1999 fixe la valeur limite d'exposition à 41 volts par mètre pour la

fréquence de 900 mégahertz, et à 58 volts par mètre pour 1 800 mégahertz. Une étude du Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), à la demande de la direction de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction, a calculé les périmètres de sécurité à respecter en fonction du type d'antenne et de la fréquence d'émission. Ainsi, pour une antenne panneau unidirectionnelle de 900 mégahertz, située sur un toit, le périmètre de sécurité sera de 3 mètres. Pour une antenne panneau de 1 800 mégahertz, il sera

de 1,50 m devant l'antenne (où le rayonnement est maximum) et de 50 centimètres sur les côtés, en dessous, au-dessus et derrière. Pour une antenne fouet omnidirectionnelle en façade, il sera de 50 centimètres et l'antenne devra être installée à plus de 10 centimètres de la façade.

Les valeurs de champ magnétique ou électrique sont très faibles pour les occupants des appartements situés sous l'antenne, puisque le rayonnement de celle-ci est horizontal et va en décroissant avec la distance. Les passants dans

la rue sont en dehors du périmètre de sécurité. Celui-ci ne concerne que les ouvriers travaillant sur les toits. Les opérateurs doivent donc délimiter ce périmètre et informer les professionnels.

BAIL DE DROIT PRIVÉ

Lorsqu'une copropriété décide d'accepter l'installation d'une station de base de téléphonie mobile sur son immeuble (à la majorité de l'article 26, soit la moitié des copropriétaires représentant les deux tiers des voix), elle conclut avec l'opérateur un bail de droit privé,

par lequel elle s'engage à lui louer un emplacement : par exemple, une surface de 3 m² sur le toit et un local technique d'un mètre carré au sous-sol. L'Association des responsables de copropriété (ARC) et la CLCV (Consommation, logement et cadre de vie) conseillent de faire préciser le nombre et la configuration des antennes, et de prévoir que toute modification ou extension de l'installation donnera lieu à un avenant au contrat.

Elles recommandent aussi de limiter la durée de la location à six ou neuf ans (et non pas douze ans comme le demande SFR). En cas de tacite reconduction, le préavis est de six mois. Quant au montant du loyer, selon l'emplacement et le trafic escompté, il peut aller de 10 000 F à 120 000 F (de 1 524 € à 18 294 €) et sera revalorisé chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction. On veillera à ce que les travaux d'installation et la remise en état de lieux à la fin du bail soient à la charge de l'opérateur de téléphonie. Enfin, certains contrats stipulent que si les antennes sont endommagées lors de travaux sur le toit pour le compte de la copropriété, les frais

seront à la charge du bailleur. Si une extension d'assurance s'avère nécessaire, on demandera à l'opérateur d'en assumer les frais.

Pour des raisons de sécurité la copropriété limitera les allées et venues entraînées par l'entretien et le dépannage de la station. Les opérateurs ont tendance à minimiser le nombre des visites de routine (une à trois par an) et des interventions en urgence, estimées « à quatre par an maximum, car 70 % des pannes sont réparables à distance ». Il importe de savoir si le dépannage est assuré par l'opérateur, ou bien sous-traité. On précisera les modalités d'accès de l'immeuble : refus des interventions jour et nuit, obligation de prévenir le gardien. Il ne faut pas se laisser impressionner par les réticences de l'opérateur : si une antenne tombe en panne, il peut transférer le trafic sur une autre. Attention aux clauses d'exclusivité : plusieurs installations peuvent coexister sur un même espace, cette colocalisation donnant lieu au versement de plusieurs loyers. La seule restriction concerne d'éventuelles interférences radioélectriques.

Michaëla Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 238

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

SCRABBLE® N° 246

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTELEMENT

I. Blesse pour aller plus vite. Le plus vite possible sur la monture. - II. Fait du propre. Tient le premier rôle au cinéma. - III. Donnet de la hauteur au propos. Travailler au pas. - IV. Espère un premier rôle au cinéma. Le cinéma est le septième. - V. Petits restes. Même à plusieurs ils ne font plus beaucoup de travail. - VI. Club phocéen. Boîtes à images. Descendue à contresens. - VII. Laisse passer. Sortir à un bout. - VIII. Grande école. Met le feu

aux organes. Réservé aux intimes de Gide. - IX. En fuite. Ouvre le journal. Rendez-vous économique à ne pas manquer. - X. Sale coup pour le contribuable.

VERTICALEMENT

1. Avec lui, tout disparaît. - 2. Il n'y a pas de petites économies avec elle. - 3. Passe à côté. Ouvre la marche. - 4. Assure un beau revers. Cité antique. - 5. Peut dire n'importe quoi. Pour une demi-sœur. - 6. Devenus imbuables. - 7. Démonstratif. Aide à la sortie.

- 8. Soirée mondaine. Patron. Article. - 9. Difficile à avaler. Boule batave. - 10. Ce n'est pas parce qu'elle est minuscule qu'elle est petite. Compagne du premier venu. - 11. Dans la poche du Danois. Pour rester sur la bonne voie, il ne faut pas le lâcher. - 12. Une gourmandise qui fait voyager.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 237

Horizontalement

I. Cochon. Truie. - II. Aphorismes. - III. Perpète. Mélo. - IV. Ire. Ircam. II. - V. Temple. Lento. - VI. Eul (élu). Cène. - VII. Lu. Dérape. Ti. - VIII. Aspe. OS. Rias. - IX. Révulsée. Olt. - X. Décroissance.

Verticalement

1. Capitulaire. - 2. Opère. Usée. - 3. Chrême. PVC. - 4. Hop. Pudeur. - 5. Oreille. Ló. - 6. Nitre. Rosi. - 7. Sec. Casés. - 8. Tm. Alep. Es. - 9. Rémener. - 10. Use. Ne. Ion. - 11. Lit. Talc. - 12. Ecologiste.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

Les bibliothécaires sont mal payés

1. Tirage : E E L O P S S.

a) Trouvez et placez un sept-lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez quatre mots de huit lettres, dont un nonuple, en le complétant avec quatre lettres appartenant à l'un ou à l'autre des mots placés sur la grille.

c) Avec ce même tirage, placez un neuf-lettres.

N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la et continuez.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) A D E E I S X : en vous appuyant sur trois consonnes, trouvez deux huit-lettres. S O N D I E Z : en vous appuyant sur les quatre lettres de POSA, trouvez quatre huit-lettres différents.

Solutions dans Le Monde du 17 octobre.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
A															
B															
C															
D															
E															
F															
G															
H															
I	A	U	X	I	N	E	S								
J															
K															
L															
M															
N															
O															

Solutions du problème paru dans Le Monde du 3 octobre.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) BRICOLE, 1 I, 113, faisant ELI-SENT.

b) BOUCLIER, E 4, 98 - BICOLORE, D 1, 82, ou l'anagramme

ORBICOLE, omniprésent - CABRIOLE, 2 A, 64.

c) CORBEILLE, 8 A, 114 - CHIROUBLES, 15 A, 220 - BIBLIOTHÉCAIRES, 4 A, 98.

d) ACENSAI, donnai une terre en fermage - AUXINES, hormones végétales - UNIAXES, se dit d'un cristal qui n'a qu'un axe - SANIEUX, d'où coule de la sanie, mélange de pus et de sang.

Michel Charlemagne

CINÉMA Rivette d'abord ! Son nouveau film, *Va savoir*, est une fête du regard et de l'esprit, un jeu subtil et réjouissant. Entraînés par Jeanne Balibar, les puissances du cinéma, secondées par celles du théâtre, y conspirent au plus joyeux complot tragi-comique fomenté cette année, au service de ce mystère dont le cinéaste fait, depuis toujours, l'enjeu de ses mises en scène. Souhaitons que ce film solaire en ces temps sombres ne pâtisse pas de l'actualité. Celle-ci est d'ailleurs largement évoquée sur les grands écrans par les autres nouveautés de la semaine, qu'il s'agisse de la reconstitution sur le mode de la fiction de la crise des missiles de Cuba, avec *13 jours*, de Roger Donaldson, ou de documentaires, avec l'évocation instructive et émouvante du *Cas Pinocchet*, de Patricio Guzman, et avec l'incisif *Quand les hommes pleurent*, réalisé par Yasmine Kassari chez les immigrés sans droits, exploités en Espagne. Nulle contradiction pourtant entre approches ludiques et descriptions plus méthodiques, mais le déploiement des possibilités du cinéma, telles que les interroge la stimulante manifestation « Images de la pensée », organisée au Louvre.

► www.lemonde.fr/cinema

Le prix d'une livre d'acteur

LE JOURNAL DE BRIDGET JONES. Film britannique de Sharon Maguire. Avec Renee Zellweger, Hugh Grant, Colin Firth. (1 h 40.)

C'est une arithmétique très shakespearienne qui permet de surveiller le cours de la livre de chair d'acteur. Il y a un peu plus de vingt ans, cinquante livres de Robert De Niro – celles qu'il avait gagnées pour tourner la deuxième partie de *Raging Bull* – lui avaient valu autant d'attention de la part des médias que les vingt-cinq livres qui, l'an passé, sont venues envelopper Renee Zellweger avant qu'elle ne se glisse dans la peau de Bridget Jones. La dévaluation est brutale, 50 %. Question d'époque, ou question de sexe ? Question de sexe, bien sûr. La valeur marchande du tour de taille d'une actrice excède largement celle du tour de poitrine d'un collègue masculin. On peut s'en étonner en considérant les mœurs hollywoodiennes du moment qui traitent la nudité féminine avec une rigueur qui ramène à un autre siècle, ou à d'autres continents.

Le risque et les kilos qu'a pris Renee Zellweger apparaissent du coup comme une transgression héroïque. C'est presque vrai. Le roman de Helen Fielding – *Le Jour-*

nal de Bridget Jones – moquait gentiment l'obsession de la minceur et le désir qui la provoque : la recherche de l'homme parfait (en anglais *Mr. Right*). Cette moquerie n'allait pas jusqu'à énoncer l'insoutenable : qu'on peut être mince et rester seule, ou que l'on peut trouver des kyrielles de *Mr. sans* qu'aucun d'entre eux ne soit *right*.

ZOOM

Le risque et les kilos qu'a pris Renee Zellweger apparaissent comme une transgression héroïque

Le film de Sharon Maguire (réalisatrice anglaise débutante) respecte la vraie nature de la blutette de Helen Fielding, tout en lui ajoutant assez d'acidité britannique pour qu'elle ait paru d'un fol exotisme au public américain : beaucoup de gros mots (différents des deux côtés de l'Atlantique – *to fuck* se dit plutôt *to shag* à Londres), des situations osées

et Hugh Grant en Casanova crapuleux de l'industrie de la communication (mais Woody Allen avait déjà pensé à lui faire jouer une caricature odieuse de ses personnages de *Quatre mariages* ou *Notting Hill*). Et le patronyme attribué au personnage que joue Colin Firth (D'Arcy) ne suffit pas à faire passer Helen Fielding pour une moderne Jane Austen.

Ces limites font que l'effort physique de Renee Zellweger n'est pas proportionnel à l'importance du film auquel il contribue. Mais son amorce de double menton, sa bouée de sauvetage resteront quand même comme les signes extérieurs d'un talent particulièrement attachant. A rebours de ses collègues qui obligent les scénaristes à toutes les contorsions pour ne pas se retrouver en position désavantageuse, cette Bridget née en Amérique (et Dieu sait que les Anglais le lui ont reproché tout au long du tournage du film, avant de se rendre à ses charmes à la sortie du *Journal*) a pris le risque du ridicule, et en a été richement récompensée. *Bridget* a déjà rapporté plus de 200 millions de dollars de recettes de par le monde. Une simple division permettra d'évaluer la valeur marchande de quelques livres en trop.

Thomas Sotinel

RENCONTRE

Magda Wassef sur la route du Caire

« Responsable du cinéma à l'Institut du monde arabe, vous êtes aussi la déléguée en France du Festival du Caire, dont la 25^e édition a lieu du 9 au 20 octobre. Pourquoi ces dates avancées, alors que cette manifestation se tient d'ordinaire en novembre ?

– A cause du ramadan, qui cette année tombe au moment où a lieu le Festival. Pendant cette période, les salles ferment, les gens n'ont pas envie d'aller au cinéma.

– L'organisation du festival a-t-elle souffert du climat créé par les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ?

– Très peu. En Egypte, nous avons l'habitude du terrorisme islamiste, notre réponse a toujours été qu'il fallait maintenir les manifestations culturelles qui déplaisent à ces fanatiques obscurantistes. Il y a néanmoins eu quelques annulations, dont celle de Vittorio Storaro [chef opérateur notamment de Bertolucci et de Coppola], qui devait présider le jury. C'est Abbas Kiarostami qui occupera cette fonction. La présence iranienne est très forte dans ce festival, avec une rétrospective et *The Hidden Half*, de la réalisatrice Tamineh Milani, récemment emprisonnée à Téhéran. C'est une nouveauté : jusqu'à une date récente, ce pays était considéré avec une grande suspicion. Au milieu des années 1990, une rétrospective de films iraniens avait dû être supprimée après que la presse eut dénoncé des œuvres venues d'un pays accusé de financer les islamistes.

– Quelle est la situation du cinéma égyptien au moment où le festival célèbre son quart de siècle ?

– La situation est en pleine évolution, du fait de l'entrée en jeu de la société Fenoun, dirigée par des hommes d'affaires originaires de tout le monde arabe. Cette société a entrepris d'acheter les droits et les négatifs de tous les films égyptiens ; elle acquiert également des salles. Dotée d'énormes moyens financiers et de soutiens politiques, elle tend à occuper une position monopolistique, ce qui inquiète beaucoup le milieu du cinéma. Ce phénomène complique d'ailleurs la tâche du festival : l'accès aux écrans nécessaires à la manifestation aussi bien que la possibilité de montrer certains films sont plus difficiles. Mais, simultanément, cette période est aussi celle d'un regain d'activité économique, avec la hausse de la production et celle de la fréquentation grâce à la construction de multiplexes. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

La joie de filmer, à la ville comme à la scène

Va savoir. Jeanne Balibar entraîne une farandole enchantée de quiproquos amoureux, de rebondissements romanesques et d'interrogations artistiques

Film français de Jacques Rivette. Avec Jeanne Balibar, Sergio Castellitto, Marianne Basler, Jacques Bonnaffé, Hélène de Fougerolles, Bruno Todeschini. (2 h 34.)

Un cercle de lumière s'ouvre dans le noir. On voit Jeanne Balibar, blonde. Elle joue Camille, une actrice française. Camille joue, en italien, la jeune femme sans nom héroïne de *Comme tu me veux*, de Pirandello. Camille a pour partenaire et metteur en scène son compagnon, Ugo. Après le tomber de rideau, brune et en français, elle s'angoisse d'être revenue à Paris, qu'elle quitta trois ans plus tôt pour fuir une histoire d'amour malheureuse. Voilà, c'est parti. La machine s'est mise en branle, elle se fera tapis volant, complot burlesque, défi intellectuel, invitation sentimentale, exercice de charme imparable. Comment ? Par une constante prolifération de situations, de répliques, de références, par un croisement infini de pistes – jeux de piste, signes de piste, relais de poste...

La tentation est grande d'entreprendre de décomposer cet appareillage complexe et jubilatoire. On peut énumérer le rapport entre théâtre et cinéma, entre textes littéraires (Ugo recherche un manuscrit inédit de Goldoni) et théorique (Pierre, l'amoureux d'avant, évidemment prêt à réapparaître sur le premier banc de square, est prof de philo spécialiste de Heidegger), conte de fées et enregistrement réaliste, sourcilieuse exigence de vérité (des mots, des gestes, des lieux) et totale liberté d'invention – des rebondissements, coïncidences et jeux de



Sergio Castellitto (Ugo) et Jeanne Balibar (Camille), côté scène, jouent Pirandello.

l'amour, de la jalousie, de l'esprit.

Le risque de se livrer à semblable énumération est plus grand encore. Il serait de perdre au passage l'essentiel, qui est l'élan, joyeux et inquiet, qui emporte tous ces ingrédients, composants, participants, toutes ces figures. Il y a la virtuosité, incontestable. Virtuosité de conception des scènes, virtuosité des répliques, virtuosité des gags, des ruptures de ton, des compositions graphiques. Brio imparable des interventions des seconds rôles – Bruno Todeschini éblouissant de noirceur féline en chat séducteur et cynique ; Catherine Rouvel, succulente en maman-

gâteau ; Claude Berri, impeccable bibliophile « je-sais-tout-je-ne-vous-ai-rien-dit ».

UN IMMENSE SAVOIR DU CINÉMA

Il y a le talent des coscénaristes Pascal Bonitzer et Christine Laurent (également créatrice des costumes), des acteurs, Sergio Castellitto qui de sa vie n'avait jamais été moitié aussi bon, Jacques Bonnaffé à l'exacte intersection de ce qu'il sait si bien faire depuis longtemps et d'une folie physique, brute, inattendue, comique et violente, surging de la courtoisie intellectualisée et tendue. Il y a le talent et la beauté de Marianne Basler et

d'Hélène de Fougerolles. Comme elles donnent vie, profondeur, ombres et lumières à leurs personnages qui menaçaient de n'être qu'artefacts de fiction, pièces nécessaires – l'une épouse de Pierre, l'autre flirt et fée d'Ugo – d'un jeu où les seules règles de la symétrie dramatique paraissent justifier leur existence.

Il y a Jeanne Balibar. Un cas, une musique, un mystère qui aurait un corps, un visage, une voix. Ce qu'elle fait dans ce film est si riche, si complexe sans être jamais difficile, si dynamique, jubilatoire, inquiétant, émouvant et corrosif qu'il faut n'en rien dire,

ou entamer un interminable éloge. Relevons seulement l'intense plaisir de regarder Camille. Camille joue sur scène, joue aussi à fuir et à retrouver Ugo, non, Pierre. Elle souffre vraiment, et rit de ça, elle connaît les pièges et s'y fait prendre, elle pense, parle, agit, existe. Ce plaisir est celui de regarder Jeanne Balibar – qui joue Camille –, avec toutes les nuances, contradictions, volte-face et entretchats, avec toute l'intelligence et l'impulsivité que met la jeune femme à démêler et enchevêtrer son imbroglio affectif.

Il y a Jacques Rivette. C'est-à-dire un immense savoir du cinéma, une pensée de la mise en scène, une exigence éthique, un sens du travail avec les acteurs, une audace narrative. A la fois une grande œuvre et un gigantesque réservoir de connaissances, de curiosités, de réflexions : la virtuosité et le talent. Mais, à cela, qui caractérise le cinéma de Rivette dans sa maturité (depuis *La Bande des quatre*) se mêle un autre ingrédient, impondérable. Tout ce que sait Rivette, tout ce qu'il aime chez les autres (aucun cinéaste n'est aussi gourmand, et gourmet, des films de ses collègues), tout ce qu'il a lui-même construit, imaginé, rêvé, pensé dans ses films depuis plus de quarante ans (*Paris nous appartient*, 1960) devient le carburant, consommé avec munificence, du gai moteur à explosion de *Va savoir*.

J.-M. F.

Le mystère Rivette reste entier

CET ESPACE aurait dû être occupé par un entretien avec Jacques Rivette. Le cinéaste n'a pas voulu, n'a pas pu (le mystère reste entier) accorder cette interview. Et l'on reste avec le matériau préalable à une première rencontre : quelques livres, des coupures de presse, des films vus ou remémorés dont le beau documentaire de Claire Denis et Serge Daney, *Jacques Rivette, le veilleur*.

On reste aussi avec la conviction que, quelles qu'auraient été les lumières apportées par le cinéaste sur *Va savoir*, le mystère Rivette serait resté entier. Critique de cinéma, il commençait un célèbre article paru dans les *Cahiers* en 1953 par cette affirmation : « L'évidence est la marque du génie de Howard Hawks », et le terminait par : « Ce qui est, est ». On le croyait alors péremptoire et on en faisait le Saint-Just du groupe des

Cahiers. Mais cette recherche de l'évidence dissimulait déjà un premier malentendu. A Serge Daney, il dit qu'il aurait préféré être « une éminence grise ».

ŒUVRES OUVERTES

En 1957, Jacques Rivette est le premier de la « bande des *Cahiers* » à tourner un long métrage qu'il terminera après les autres – Chabrol, Truffaut ou Godard. Et lorsque *Paris nous appartient* sort enfin en salles, en décembre 1961, il explique au *Monde* : « Je sais bien en quoi (le film) est, autant que l'histoire qu'il raconte, un échec. Je crains qu'il ne touche qu'un spectateur sur dix ou sur cinquante. » Mais comment pourrait-il en aller autrement ? Les quelques constantes du cinéma de Rivette font de ses films des œuvres ouvertes, aussi bien au regard qu'à l'appropriation, des objets vulnérables à l'in-

terprétation, à la projection des désirs.

Paris nous appartient a été tourné presque clandestinement, à une époque où la pellicule était encore rationnée. Le Centre national du cinéma avait accordé une autorisation pour un court métrage ; le film achevé dure cent quarante minutes. C'est la première constante : on sait que les films de Rivette durent deux heures au moins, douze heures et trente minutes au plus (*Out One, Noli me tangere*). Il y a des raisons à ce temps qu'il faut passer dans les salles pour connaître Rivette. « Il faut trois heures là où il en fallait une il y a cinquante ans », a-t-il dit. Il y a des raisons, il y a des effets aussi. On ne peut pas passer à travers les films de Rivette sans en être changé. Dans ces organismes vivants, on fait sa propre vie, deux, trois, quatre heures durant.

A chaque film, Jacques Rivette est à la fois Minos et Ariane dans son labyrinthe. Metteur en scène, son travail est de faire cheminer histoire, personnages (et donc comédiens) et spectateurs. Mais ce travail s'accomplit exclusivement derrière la caméra.

Lorsqu'il parle, Jacques Rivette évoque le cinéma des autres. Parfois, il donnera quelques informations sur les conditions matérielles de l'élaboration d'un de ses films. Sa science du cinéma transparaît dans ses propos. Des propos dispensés avec une parcimonie qui tient plus de la réticence que de l'avarice. Mais jamais il n'a fait porter cette puissance d'interprétation sur son propre cinéma. Pour percer le mystère Rivette, il n'y a d'autre façon que de voir ses films.

T. S.

cit
de la **musique**

Australian Chamber Orchestra
pour la 1^{ère} fois en France

Ivry Gitlis, violon
Richard Tognetti, direction
Gesualdo/Tognetti, Dean, Haydn, Beethoven/Tognetti
13 octobre > 20h

01 44 84 44 84
www.cite-musique.fr
porte de Pantin

Jacques Bonnaffé, le choix de jouer

JACQUES BONNAFFÉ revient d'une tournée en province. A Bordeaux plus précisément où le dernier film de Jacques Rivette vient d'être présenté en avant-première.

PORTRAIT

Après Godard, Garel ou Davila, le comédien se place sous le signe de Jacques Rivette

re. Dans la quiétude d'un appartement donnant sur un de ces jardins cachés que l'on trouve autour de la butte Montmartre, il retrace son parcours, plus attentif à saisir la signification des choses qu'à énoncer une simple suite de faits.

Il est né à Douai en 1958, de parents enseignants, dans un environnement, selon lui, encourageant naturellement l'intérêt pour la culture. Mais le Nord, c'est aussi une origine et une image de marque qui peut être « attachée à une souffrance, une blessure dans l'expression ». Faire du théâtre ou du cinéma, ce sera trouver les lieux pour s'exprimer avec assurance – « au moins tu es de quelque part », lui disent ses copains –, l'utilisation, sur scène, de l'accent ch'timi sera simultanément la trace conservée de cette blessure. D'où l'importance du spectacle joué en patois du Nord, cité souvent par lui, *Cafougnette* et *l'défilé*, pré-

senté au Théâtre de la Bastille en 1996.

Mais le goût pour le jeu et le théâtre était d'abord, selon lui, le résultat logique d'« une exhibitionnisme naturel, d'une théâtralité carnavalesque innée. J'aime bien l'entre-deux, être entre le jeu et la vérité ». Il fait ses débuts cinématographiques dans *Anthracite*, d'Edouard Niermans, en 1980, mais c'est avec le rôle de Joseph, le vigile dans *Prénom Carmen*, qu'il surgit véritablement. Jean-Luc Godard le repère au théâtre par l'intermédiaire de Dominique Besnehard, alors responsable de casting. Il garde de la relation avec Godard un souvenir rassurant et affectueux, celui d'une camaraderie mouvementée et d'une véritable attention. Aussi se souvient-il d'un jeu de piste au terme duquel le cinéaste lui a demandé de se rendre dans une librairie et de lire la quatrième de couverture du *Journal d'un voleur*, de Genet, pour travailler son rôle.

« UNE PASSION INTÈGRE »

Sa carrière est ensuite essentiellement guidée par ses propres choix : « On sait dès les premiers films qu'il y a des choses qu'il faut faire et des choses qu'il faut refuser. Même si on décide plus facilement de son destin au théâtre où l'on peut passer d'une scène nationale à une obscure salle des fêtes du Nord. » Au cinéma, il cite parmi

ses rencontres les plus fécondes Philippe Garrel (*Elle a passé tant d'heures sous les sunlights*, en 1985) ou Jacques Davila, avec qui il a tourné dans *La Campagne de Cicéron* en 1990. Et insiste sur l'existence, dans le cinéma français depuis la nouvelle vague, d'une tradition de liberté qui n'oblige personne à « bien jouer », ou à impressionner l'autre par son style de jeu. Ce cinéma, dit le comédien, a transformé le rapport du spectateur au jeu de l'acteur.

Quant à ses expériences de télévision, elles ont été guidées moins par le scénario que par le plaisir de tourner avec certains réalisateurs, et le goût d'un travail qui exige d'un comédien des qualités particulières comme une certaine capacité de mémoire ou de concentration. La rencontre avec Rivette a été « la découverte d'une passion intègre pour le théâtre et ses rapports au cinéma », mais aussi la rencontre avec les acolytes du cinéaste, les scénaristes Pascal Bonitzer et Christine Laurent, et le directeur de la photographie, William Lubchansky, qui partagent les mêmes sentiments. « Sur le tournage, avec les autres comédiens, nous avons moins l'impression de travailler que de préparer un bon coup. Du premier au dernier jour, il y avait une malice dans les yeux de Rivette. »

Jean-François Rauger



BRUNO GARCIN-GASSER POUR « LE MONDE »

Jacques Bonnaffé : « Il y a des choses qu'il faut faire et des choses qu'il faut refuser. »

Lumières sur un monde noir

Le Cas Pinochet. Ce sombre documentaire retrace les tribulations judiciaires du dictateur chilien

Film chilien (coproduction franco-hispano-belge) de Patricio Guzman. (1 h 50.)

Dès les premiers plans, les ressources comme les écueils de ce film apparaîtront. Patricio Guzman, qui avait notamment réalisé *La Première Année* (1971), sur les débuts du régime Allende, et le document fleuve *La Bataille du Chili* (1979), consacré à la fin du pouvoir démocratique dans son pays, revient sur une histoire extraordinaire : l'inculpation de Pinochet par le juge espagnol Baltazar Garzon, son arrestation par Scotland Yard, et ce qui s'ensuivit, succession de rebondissements dont les appareils judiciaires espagnol, britannique et chilien, les victimes de la dictature, les soutiens de Pinochet au Chili et dans l'establishment européen, les avocats des droits de l'homme et les médias, seront les protagonistes.

Ce scénario comporte un double risque : arriver après une couverture médiatique importante et se résumer à un montage de documents télévisés ; s'enfermer dans une rhétorique militante et compassionnelle. Pour l'essentiel, *Le Cas Pinochet* évite ces dangers. La plupart des documents d'actualité présentés ont déjà été vus, ou ressemblent à ceux qu'on a vus à la télévision. Mais la composition des documents et des témoignages laisse affleurer à l'écran un rapport aux événements d'une autre intensité, d'une autre nature que ce qu'engendre le reportage ou le pamphlet.

La construction du film organise par vagues successives, comme des nappes de mémoire revenant peu à peu, la mise en images et en mots de ce qui est arrivé alors, depuis le coup d'Etat du 11 septembre. On le sait ? Sans doute, mais la force du film est de tenir ce « savoir » pour insuffisant. Du passé à demi enfoui par les militaires chiliens puis par les gouvernants civils ressurgissent les témoignages invoquant ce qui fonde les péripéties de l'automne

1998 : les arrestations arbitraires, la torture et les exécutions sommaires, le secret entourant le sort des disparus.

Ici intervient la seconde et principale réussite du film : même si on est bien informé, la présence physique des personnes concernées produit un tout autre rapport. Ainsi des victimes : leur manière de parler longuement, de dire et ne pas dire, d'hésiter, la texture de la voix aussi bien que les traits du visage recèlent une puissance indicible, qui excède le sens – politique, éthique, affectif – de ce qu'ils disent ou veulent dire. C'est vrai aussi de Joan Garcés, compagnon d'Allende et animateur du combat contre la junte – il ne parle que de procédure, mais son visage, son corps, sa voix, sont comme un chant bouleversant.

UN POUVOIR FANTASMATIQUE

Dans une tonalité évidemment très différente, cette puissance expressive agit aussi avec cette figure étonnante que devient, à l'écran, Peter Schaad, l'homme d'affaires et ami de Pinochet. Tout comme la rencontre entre le vieux dictateur et Margaret Thatcher se charge d'une violence physiquement perceptible. Ou, différemment, les lieux triviaux qui furent le théâtre de tortures, et où reviennent quelques-uns qui y furent suppliciés. La brique, le carrelage, prennent alors un pouvoir au sens propre fantasmagorique.

Guzman bascule peu à peu au-delà du témoignage et de la dénonciation. Son film devient l'invocation d'un monde noir (celui de la terreur, celui de l'oubli) dont les tribulations de ce vieux monsieur courbé et rusé dessinent la trace à la surface de l'actualité.

J.-M. F.

★ A lire, pour les hispanophones, un livre consacré à la carrière du réalisateur : *Patricio Guzman, de Jorge Ruffinelli* (éd. Catedra Filmoteca Española.)

Ce douloureux continent qu'on nomme l'exil

Quand les hommes pleurent. Un regard bouleversant sur les travailleurs marocains en Espagne

Film documentaire de Yasmine Kassari. (57 minutes.)

Quand les hommes pleurent, film de Yasmine Kassari remarqué depuis 1999 dans un nombre impressionnant de festivals, a pour sujet l'immigration clandestine des Marocains qui, chaque année, traversent au nombre de 30 000 le détroit de Gibraltar à destination de l'Europe, et plus particulièrement des côtes espagnoles. Parmi eux, 14 000 sont interceptés et renvoyés dans leur pays, 1 000 meurent noyés, et 15 000 parviennent à passer.

Mais le film de Yasmine Kassari, comme son titre l'indique assez clairement, ne se veut nullement un reportage d'information. Ces chiffres ne nous sont donnés que pour mémoire, et permettent tout au plus de prendre en compte le cadre socio-économique sur lequel vont se découper, avec une précision et une émotion d'autant plus fortes, la situation désespérée et le destin amer de quelques-uns d'entre eux.

Le cadre général est celui d'un pays de rêve, l'Andalousie, jadis terre de rencontre et de mutuel enrichissement des civilisations. Il suffit à Yasmine Kassari de planter sa caméra dans les bidonvilles immenses où sont parqués les travailleurs marocains pour qu'une première et désagréable question saisisse d'emblée le spectateur : serait-ce là tout le chemin franchi entre le Moyen Age et le XXI^e siècle ? Résultat, pour partie, de l'intégration de l'Espagne à l'Union européenne, une véritable barrière économique et sociale s'est levée entre les pays méditerranéens, selon le continent auxquels ils appartiennent.

Ce n'est pourtant rien encore au regard de ce qui va suivre. Car les premières victimes de ce processus sont les hommes, pris au double piège du paradis que constitue pour eux la richesse européenne, et de l'enfer en lequel il se transforme dès lors qu'ils y ont posé le pied.

UN RACISME ABJECT

Dénommés *Moros*, et considérés comme tels par la population locale dans une résurgence terrifiante – et d'une actualité semble-t-il brûlante – des anciennes guerres de religion, ces hommes sont en butte à un racisme abject et à l'humiliation d'une forme moderne d'esclavage. Plusieurs d'entre eux témoignent de cette condition dans le film, révélant la misère économique qui les a incités, au péril de leur vie, au départ, et la condition inhumaine qu'on leur fait à leur arrivée, depuis le travail de récolte, épuisant et mal rémunéré, jusqu'aux logements insalubres, en passant par le chantage exercé

à leur rencontre par des petits patrons qui leur vendent, avec la complicité tacite des autorités locales, les contrats de travail indispensables à l'obtention d'un permis de séjour. La dénonciation de cette situation de non-droit – notamment mise en scène lors de la « descente » haineuse d'un de ces petits propriétaires dans le bidonville – annonce, de fait, les émeutes racis-

tes qui devaient se dérouler, en 2000, à El-Ejido. La clairvoyance politique n'est pas cependant la seule vertu du film, qui dit également, de façon à la fois digne et bouleversante, l'impuissance et la honte de ces hommes, incapables de retourner dans leur famille au pays, parce que ce serait en quelque sorte avouer leur déchéance et la faillite de leur

rêve. Par la proximité qu'il a su instaurer avec ces hommes brisés, par l'inavouable réalité qu'il parvient à mettre au jour, par la dimension fragmentaire et intuitive de son approche, ce beau documentaire confine à la poésie, en faisant aborder au spectateur ce douloureux continent qu'on nomme l'exil.

Jacques Mandelbaum

Alfred Jarry
Ubu roi
Bernard Sobel

Théâtre de Gennevilliers
28 septembre - 28 octobre
tél. 01 41 32 26 26

scope
France

KEVIN COSTNER

OCTOBRE 1962

TREIZE JOURS

QUI FIRENT TREMBLER LE MONDE

UN FILM DE ROGER DONALDSON

METROPOLITAN FILMEXPORT BEACON PICTURES ROGER DONALDSON KEVIN COSTNER TREIZE JOURS THIRTEEN DAYS BRUCE GREENWOOD STEVEN CLIP DILLAN BAKER
TREVOR JONES SIS MUSENDES CONRAD BEFE ACE DENNIS WASHINGTON ANDRZEJ BARTKOWIAK A.C. PAUL DEASON MARY MONTFORT
ILONA HERZBERG MICHAEL DE LUCA THOMAS A. BLISS MARC ABBRAHAM ARVYAN BERNSTEIN PETER O. ALMOND KEVIN COSTNER DAVID SELF ROGER DONALDSON

www.metrofilms.com

LE 10 OCTOBRE

RTV9 GINEG.FR NOSTALGIE

HORS CHAMP

■ **Intrigant festival que celui organisé par Les Cahiers du cinéma** sous l'intitulé « La Compétition, *Winners never quit* » pour fêter le premier anniversaire de leur site Internet. Sur le motif du duel, une double programmation a été conçue en croisant les choix des rédacteurs de la revue et ceux d'invités. Le jeu du dédoublement, qui permet de voir *Abyss*, de Cameron, et *Chronique d'une disparition*, d'Elia Suleiman, *Furio*, d'Oshima, *Starship Troopers*, de Verhoeven, ou *Palombella Rossa*, de Moretti, se poursuit avec la mise en ligne de plaidoyers pour ces choix sur le site Internet www.cahiersducinema.com. Du 10 au 16 octobre, au Cinéma du Panthéon, 13, rue Victor-Cousin, Paris-5^e. Tél. : 01-40-46-01-21.

■ **Michelangelo Antonioni, à quatre-vingt-neuf ans, s'apprête à repasser derrière la caméra** pour réaliser un volet d'un film en trois parties, les deux autres étant confiées à Wong Kar-wai et Pedro Almodovar. Intitulé *Eros*, le segment dirigé par Antonioni a été écrit par Tonino Guerra. Il réunit deux femmes ayant eu naguère le même amant.

■ **Le 15 juin mourait le chef opérateur Henri Alekan**, dont la lumière a baigné plus de cent films de 1929 à 1992. En hommage à cette grande figure du cinéma, l'Espace Saint-Michel (7, place Saint-Michel, Paris-5^e) programme, du 10 au 16 octobre à 19 heures, sept œuvres auxquelles il a participé. Renseignements : 01-43-25-59-47.

Les idées sont-elles photogéniques ?

OUVERTURE de saison cérébrale pour le cycle cinématographique de l'Auditorium du Louvre qui ambitionne de mettre en lumière rien moins que les « images de la pensée ». Toute image, et plus particulièrement toute organisation d'images, n'est-elle pas la transposition, la mise en forme d'une pensée dans le domaine du visible ? Une question passionnante – qui relie, dans la civilisation chrétienne, le mystère de la foi à celui de l'art – demeure néanmoins dans l'ombre : celle des modalités du passage entre l'abstraction de la pensée et sa figuration.

L'enjeu de ce cycle consiste dans le sillage tacite du philosophe Gilles Deleuze, auteur d'un chapitre décisif sur la question (*La Pensée au cinéma*, dans son ouvrage intitulé *L'Image-Temps*, Editions de Minuit, 1985) à montrer des œuvres qui font de ce passage leur objet même. Trois voies sont ici choisies. La première est celle des films-essais, une catégorie où semble s'incarner par excellence le travail de la pensée sous la forme d'une recombinaison critique des images et du monde.

Images du monde et inscription de la guerre, de Harun Farocki (1988) et *JLG par JLG : autoportrait de décembre*, de Jean-Luc Godard (1991) sont deux exemples de ce cinéma à la fois philosophique et politique qui n'a de cesse de questionner le monde en faisant du

regard, ou de son absence, l'épreuve de son interrogation. Chaque geste cinématographique, depuis le cadrage jusqu'au montage, devient ici opération critique.

Le deuxième angle d'attaque passe par la fiction proprement dite, à travers le dialogue qu'elle noue avec le monde des idées. Il peut s'agir du film de genre (*Planète interdite*, de Fred M. Wilcox, 1956), du cinéma moderne (*La Mort d'Empédocle*, de Straub et Huillet, 1987), de la comédie classique (*L'Extravagant Monsieur Deeds*, de Capra, 1936) ou des films expérimentaux et fantomatiques de Samuel Beckett (notamment le très inquiétant *Film*, réalisé en 1966 avec Buster Keaton dans le rôle principal).

UN PROGRAMME CAPTIVANT

C'est sans doute l'aspect le moins convaincant de cette manifestation qui sacrifie largement ici, en raison de son exigence de transversalité, les films qui auraient le mieux convenu à son thème : ceux, d'Antonioni à Resnais, qui ont fait l'histoire d'un certain cinéma moderne où l'action devient précisément pure pensée.

Un certain nombre de documentaires viennent parfaire ce cycle, sous l'angle de la transmission du savoir. Parmi beaucoup de choses passionnantes (de Gilles Deleuze à Jacques Lacan en passant par Chris Marker), on retiendra la série *Le*

Temps des philosophes, produite à partir de 1964 par le Centre national de documentation pédagogique. On y voit le philosophe Alain Badiou dialoguer, dans des films de trente minutes environ, avec Michel Foucault, Paul Ricœur, Raymond Aron ou Georges Canguilhem. Destinée à la télévision scolaire, cette série captivante, qui met en scène le rayonnement de l'intelligence en action, réalise d'une certaine manière une utopie : celle du relais que la télévision, instrument démocratique, est censé fournir à la diffusion de la pensée dans l'espace public.

Mentionnons enfin la lecture, par Christian Rist, d'un extrait de *Molloy*, de Beckett (jeudi 11 octobre, à 20 h 30), la conférence du philosophe américain Stanley Cavell consacrée à un de ses sujets de prédilection, « comédie et philosophie » (samedi 13 octobre, à 18 heures), ainsi que trois soirées consacrées aux liens entretenus par des philosophes avec la musique, depuis Socrate (lundi 15 octobre, à 18 h 30), jusqu'à Jankélévitch (mercredi 24 octobre, à 18 h 30), en passant par Adorno (lundi 22 octobre, à 18 h 30).

J. M.

★ **Images de la pensée. Auditorium du Louvre, Paris-1^{er}. M^o Louvre. Tél. : 01-40-20-84-00. Du 11 au 31 octobre.**

Les meilleures entrées en France

FILMS	Nombre de semaines d'exploitation	NOMBRE D'ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	Evolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1 Moulin Rouge	1	377 677	343	—	377 677
2 Chaos	1	297 650	432	—	297 650
3 Fast and Furious	2	236 093	396	▽ - 29%	614 354
4 Vidocq	3	219 205	654	▽ - 46%	1 535 874
5 Une hirondelle a fait le printemps	5	191 929	513	▽ - 23%	1 687 805
6 La Chambre des officiers	2	110 919	248	▽ - 33%	309 145
7 The Pledge	2	102 655	189	▽ - 32%	282 984
8 Dieu est grand, je suis toute petite	2	80 569	162	▽ - 41%	243 851
9 Beautés empoisonnées	2	68 625	292	▽ - 41%	206 626
10 La Planète des singes	7	52 737	254	▽ - 41%	3 831 419

* Période du mercredi 3 octobre au dimanche 7 octobre inclus

A l'antique injonction des chansonniers, « Monte là-dessus, tu verras Montmartre », le spectateur français ne peut résister. Après la Butte selon Amélie, les foules se précipitent pour découvrir la place du Tertre version australienne. *Moulin Rouge*, de Baz Luhrman, prend la tête du classement avec une impressionnante moyenne de 1 101 spectateurs par salle. Derrière, *Chaos* marque les retrouvailles de Coline Serreau avec le grand public. Mais avec une moyenne par salle simplement honorable (682 spectateurs), le film pourrait avoir du mal à se placer parmi les grands succès de la réaliste entre *Crise et Couffin*. Un seul autre nouveau film parmi les vingt premiers, *Le Pornographe*, de Bertrand Bonello, qui réalise un score très parisien de 18 697 spectateurs. Toujours une minorité de films américains dans ce classement (*Fast and Furious* tirant bien son épingle à cheveu du jeu). Ultime témoignage de la tendance centrifuge du public français, la rurale *Hirondelle* semble dorénavant promise à un plus bel avenir que le parisien, *Vidocq* dont la chute s'est encore accentuée.

Source : Ecran total

(Publicité)

LES NOCTURNES DE LA RIVE DROITE

MERCREDI 10 OCTOBRE DE 18H A 22H

75 PROFESSIONNELS DE L'ART VOUS INVITENT

À UNE SOIRÉE EXCEPTIONNELLE !

AVENUE MATIGNON - RUE DU CIRQUE - FAUBOURG SAINT-HONORE
 AVENUE GABRIEL - RUE JEAN MERMOZ - RUE DE PENTHIEVRE - RUE DE MIROMESNIL
 Galerie Hopkins - Custot / Galerie Bocara / Galerie Maurice Garnier / Galerie Yoshi / Galerie Fabien Boulakia / Galerie Gérard Lasés / Galerie Cazeau - Béraudière / Galerie Enrico Navarra / Galerie Albert Benamou / Bernard et Benjamin Steinitz / Galerie Flora J. / Galerie Matignon / Galerie J.P. Joubert / Galerie Taménaga / Makassar France / Michel Meyer / Galerie Daniel Malingue / Bernheim-Jeune & Cie / Galerie Pierre Levy / Galerie Caplain-Matignon / Galerie Matignon 32 / Robert Mikaeloff / Galerie Jean-Louis Danant / ArtFrance / Univers du Bronze / Galerie Jérôme de Noirmont / Galerie Mermoz / Bernard et Benjamin Steinitz / Galerie Nichido / Galerie Gilbert & Paul Pétrides / David Jones Fine Art UK Ltd / Jane Roberts Fine Arts Ltd / Galerie Martin du Louvre / Atelier Saint-Honore / Galerie Odelmatt-Védovi / Galerie Adler / Galerie Martin Caille Matignon / Bernheim-Jeune & Cie / Galerie de la Présidence / Pierre et Pierre-Edouard de Souzy / Librairie Lardanchet / Didier Aaron & Cie / Galerie Jean-François Heim / Talabardon & Gautier / Artemis Fine Arts / Gérard Monclé / Galerie Bayart / Librairie Chrétien / Galerie Monique Martel / Galerie Dumartin Espace Pierre Cardin Galerie ARPE 7 / Galerie ARCANÉ 17 / Galerie S.I.O.A. / Roger Margain & Jacques Pollet / Galerie des Pennes / Galerie du Dragon / Galerie Pascal Denoyelle / Univers du Bronze / Artemisia / Galerie Colbert / Villa Antica / Galerie APITA / Galerie Francis Barlier / Philippe Heim / Galerie Alexandre Lacroix / Galerie Dumas Simart / Galerie Bertin-Toublanc / Galerie du XX^e siècle / Antique Caméras / A Colin Maillard / Duret - Dujarier Paris / Eve Cazes / Galerie Delorme / Galerie Rappin-Gabillet.

Pour couronner cette soirée, un menu « Nocturnes de la Rive Droite » vous est proposé par Dallauau, Le Berkeley et le Restaurant de l'Hôtel Le Bristol

Une restitution exemplaire de la crise des missiles de Cuba

Treize jours. Roger Donaldson signe un thriller passionnant, adapté du livre de Robert Kennedy

Film américain de Roger Donaldson. Avec Kevin Costner, Bruce Greenwood, Steven Culp, Dylan Baker. (2 h 25.)

Le réalisateur Roger Donaldson (*Cadillac Man*, *La Mutante*) et son scénariste David Self réalisent avec une maîtrise admirable un thriller politique adapté directement des conversations enregistrées à la Maison Blanche (*The Kennedy Tapes : Inside the White House during the Cuban Missile Crisis*, édité par Ernest R. May et Philip D. Zelikow) au moment où John Fitzgerald Kennedy et son équipe tentaient de résoudre la crise des missiles de Cuba.

Treize jours dure deux heures et demie ; il aborde pourtant son sujet sans le moindre raccourci par la journée du 16 octobre 1962, lorsque des photos prises par un avion de reconnaissance où apparaissent des missiles soviétiques stationnés sur l'île de Cuba sont remises au président Kennedy (Bruce Greenwood). Kenny O'Donnell (Kevin Costner), assistant spécial du président, quitte précipitamment femme et enfants pour prévenir JFK d'une attaque comparable à celle de l'armée japonaise sur Pearl Harbor. Alors qu'il se demande encore comment contrecarrer les Soviétiques, Kennedy doit dans le même temps réfréner les ardeurs de ses géné-

raux. *Treize jours* ne décrit pas seulement la crise entre les Etats-Unis et l'Union soviétique mais les conflits entre les personnels politique et militaire au sein même du pouvoir exécutif américain.

Roger Donaldson emprunte son découpage au récit posthume de Robert Kennedy (*13 jours, la crise des missiles de Cuba*, Grasset) consacré à une crise dont il restitue le déroulement avec une rigueur exemplaire. Son film se passe essentiellement dans un bureau, ovale ou rectangulaire, dans lequel plusieurs hommes, suant sang et eau, sont le plus souvent en désaccord sur la stratégie à appliquer. Peut-on imaginer une histoire aussi passionnante que celle-ci ? Norman Mailer écrivait avec justesse que le monde ressemblait durant cette période à « un château de cartes ». Bruce Greenwood dans le rôle de JFK et Steven Culp dans celui de son frère Robert se fondent parfaitement dans la peau de leurs personnages, s'efforçant même de retrouver la gestuelle de leurs célèbres inspirateurs.

Olek Kupra campe un Andreï Gromyko qui rappelle Bela Lugosi alors que Kevin Conway, dans le rôle du général de l'armée de l'air Curtis LeMay, excelle dans son anticommunisme belligérant. Le rôle du modérateur est tenu par Kevin Costner. Il est à la fois la conscience et le cerveau du président Kennedy. Kevin Costner crée immédiatement

un lien avec le JFK d'Oliver Stone, film dans lequel il incarnait le procureur Jim Garrison. *Treize jours* reprend même la thèse soutenue par Oliver Stone, celle de la volonté du président Kennedy d'évacuer les troupes américaines au Vietnam une fois la crise des missiles réglée et sa réélection assurée.

Le personnage interprété par Kevin Costner est le premier à comprendre que l'establishment militaire pousse à un conflit ouvert. Il sait

Le film décrit le conflit entre militaires et politiques au sein de l'exécutif américain

aussi, contre tout son entourage, qu'Adlai Stevenson (Michael Fairman), ambassadeur américain à l'ONU, saura puiser les ressources nécessaires pour contrecarrer son homologue soviétique lors d'un débat crucial aux Nations unies. Pièce essentielle dans le jeu qui opposait faucons et colombes américaines, Stevenson trouve la monnaie d'échange : le retrait des fusées américaines obsolètes stationnées en Turquie contre celui des missiles soviétiques à Cuba.

Dans *Treize jours*, la Maison Blan-

che ressemble à de vastes coulisses. Les acteurs de la crise s'y préparent longuement avec leurs conseillers avant d'apparaître sur les scènes du conflit : l'enceinte des Nations unies, l'antichambre de l'ambassade soviétique à Washington ou les écrans de télévision. *Treize jours* décrit la crise des missiles comme un théâtre des apparences sur lequel les Américains ont su remporter le conflit de l'image.

Même si ce film est le récit fidèle d'un épisode-clé de l'histoire américaine et, comme tel, fortement ancré dans son époque, il est difficile de ne pas le rapprocher de la crise internationale actuelle et du spectacle d'un autre président américain sommé d'effectuer des choix tout aussi cruciaux.

Lorsque JFK apparaît à la télévision, il évoque le souvenir de la seconde guerre mondiale pour préparer le citoyen américain à un nouveau conflit, encore plus meurtrier. « Le président s'inquiéta à maintes reprises de perdre le contrôle de la situation du fait d'un mauvais calcul, d'un accident, d'une stupidité, d'une folie », écrivait Robert Kennedy dans son récit, avant de faire allusion à *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick. Quelqu'un aura certainement eu la bonne idée de projeter le film de Roger Donaldson au président George W. Bush.

Samuel Blumenfeld

NOUVEAUX FILMS

LA FILLE DE SON PÈRE

■ Un petit bourgeois (François Berléand) s'approprie la fille naturelle (Natacha Régner) d'un de ses amis (Frédéric Pierrot) dans le but d'embêter sa femme (Fanny Cottençon). On décèle dans ce film tous les stigmates du conformisme français du moment : obligation de tragédie, vision dépressive de la vie en province, incapacité de sortir les acteurs de leurs emplois (Natacha Régner encore une fois reléguée aux marges de la société). François Berléand – qui trouve là son premier rôle – fait par moments discrètement briller son immense talent comique.

T. S.
Film français de Jacques Deschamps. Avec François Berléand, Natacha Régner, Fanny Cottençon. (1 h 30.)

LES ACTEURS ANONYMES

■ *Les Acteurs anonymes*, deuxième film de Benoît Cohen, se présente comme une gageure située du côté de la comédie expérimentale, façon Dogma. Soit un tournage en caméra DV, une durée et des moyens de tournage réduits, et, plus original encore, un principe d'improvisation à peu près totale. Douze jeunes comédiens peu connus sont réunis dans un « centre de désintoxication » pour acteurs plus ou moins ratés qui voudraient en finir avec ce métier. Le résultat frôle la catastrophe, tant l'improvisation s'avère incompatible avec un postulat aussi improbable. Il eût fallu soit choisir une trame plus réaliste, soit composer une mécanique comique sans faille, plutôt que d'ajouter la fantaisie à l'aléatoire.

J. M.
Film français de Benoît Cohen. Avec Julien Boisselier, Chantal Banlier, Mathieu Demy. (1 h 30.)

FROGZ

■ Premier long métrage de Guillaume Tunzini, *Frogz* consacre le mariage du conte de fées et du cinéma expérimental, sous les auspices de l'humour potache et de la bande dessinée. Soit, en guise de prince charmant, un riche héritier gay, dont le père, un magnat des jeux vidéos, a subordonné l'héritage à son mariage. Celui-ci est organisé sous la forme d'un concours, au cours duquel les

prétendantes doivent affronter un certain nombre d'épreuves et d'énigmes. La princesse potentielle, une sorte de Cruella blonde, fait partie d'un redoutable gang féminin, sorte de société secrète dont les codes émanent des rites occultes du Moyen Age. Cadres bis-cornus, pellicule grattée et laideur assumée composent la pâte formelle de cette pochade pas plus méchante que cela, mais bien trop complaisante pour convaincre de son utilité.

J. M.
Film français de Guillaume Tunzini. Avec Agathe Tessier, Nanou Garcia, Sandrine Molaro. (1 h 31.)

SUPER 8 STORIES

■ Le guitariste rythmique de *No Smoking Orchestra* s'appelle Emir Kusturica. Sur scène, il gratte d'un air menaçant ; en tournée, il filme ses camarades. La musique balkanique brutale et anglophone du *No Smoking Orchestra* bénéficie ainsi d'un traitement que n'ont jamais connu les Beatles (Emir Kusturica est un bien meilleur cinéaste que Michael Lindsay Hogg). C'est injuste.

T. S.
Documentaire germano-italien d'Emir Kusturica. (1 h 30.)

VA SAVOIR ; LE JOURNAL DE BRIDGET JONES

■ Lire page 32.

LE CAS PINOCHE ; QUAND LES HOMMES PLEURENT

■ Lire page 33.

TREIZE JOURS

■ Lire ci-contre.

ANGEL EYES ; DANNY BALINT ; LET IT SNOW

■ La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

L'ART AMERICAIN

FIAC

Galerie Beaubourg

Château Notre-Dame des Fleurs

Vence - Tél. 04 93 24 52 00

http://www.galerie-beaubourg.com

LES TBM DU 10 AU 20 OCTOBRE

OUVERT DIMANCHE 14
 DE 10 H À 19 H
 NOCTURNE TOUS LES JEUDIS
 JUSQU'À 21 H

LE
 BON
 MARCHÉ

RIVE GAUCHE

www.lebonmarche.fr

DISPARITION

■ **PIERRE THIBON**, ancien éditorialiste politique au *Figaro*, est mort, vendredi 5 octobre, à Montpellier. Né le 21 février 1923, Pierre Thibon était entré après la guerre au *Parisien libéré*, où il devint chef adjoint du service politique, avant de le quitter pour devenir chef des informations politiques à *France-Soir* en 1956. De 1965 à 1983, Pierre Thibon fut journaliste politique au *Figaro*, où il termina sa carrière comme éditorialiste. Fréquentant assidûment les « couloirs » de l'Assemblée nationale, où il recueillait les confidences des hommes politiques, il était alors considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs de la vie politique française.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 6 octobre sont publiés :

● **Santé** : un décret relatif aux cellules et aux produits de thérapies génique et cellulaire fixant les conditions d'autorisation des établissements, organismes, procédés, produits et protocoles d'essais cliniques et modifiant le code de la santé publique ;

– un décret modifiant la liste des maladies faisant l'objet d'une transmission obligatoire de données individuelles à l'autorité sanitaire et modifiant le code de la santé publique.

● **Logement** : un décret relatif aux prêts conventionnés des établissements de crédit pour la construction, l'acquisition et l'amélioration de logements et modifiant le code de la construction et de l'habitation.

● **Agriculture** : un décret relatif à l'identification et à l'amélioration génétique des équidés.

Au *Journal officiel* du dimanche 7 octobre est publié :

● **Muséum** : un décret relatif au Muséum national d'histoire naturelle.

AU CARNET DU « MONDE »

Mariages

Rémi COIGNET

&
Maria-Karina BOJIKIAN

sont heureux de faire part de leur mariage qui a été célébré à Paris, le 29 septembre 2001.

Décès

– Jeannine Bard, son épouse,
Hervé et Christiane Bard,
Nathalie et Claude Lieber,
Frédérique et Tom Webber,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Michel BARD,
radiologiste des hôpitaux,
professeur au Collège de médecine,
cofondateur du GETROA,

survenu le samedi 6 octobre 2001, à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7^e.

– France et Philippe Mabile,
Hervé et Joëlle Bertrand,
Brigitte Bertrand,
Catherine Bertrand,
ses enfants,
Bruno et Caroline,
Frédérique et Didier,
Nicolas et Geneviève,
Nathalie et Alexandre,
Caroline, Sophie et Arthur,
Fabrice, Cyril, Sébastien,
Juliette, Benjamin, Thibaut,
ses petits-enfants,
Arthur, Victor, Manon, Margaux,
Claire, Damien, Alice, Charlotte, Eliot,
ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Michel BERTRAND,
née **Rose May BENOIT**,

le 6 octobre 2001, entourée des soins attentifs de l'équipe soignante de l'hôpital Rossini.

Ils rappellent à votre souvenir son mari,

M. Michel BERTRAND,
(†) Nancy, 1973,

ses fils,

M. Arnaud BERTRAND,
(†) Neuilly, 1994,

M. Thierry BERTRAND,
(†) Paris, 1999.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 11 octobre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, à Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu le vendredi 12 octobre, à 14 h 15, au cimetière de Menthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie).

7 bis, rue Pélilot,
95880 Enghien-les-Bains.
10, rue Louis-Blanc,
75010 Paris.

– On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

Roger CASENS,
avocat honoraire.

La messe sera célébrée le mercredi 10 octobre 2001, à 16 heures, en l'église Saint-Etienne de Chilly-Mazarin (Essonne).

– La famille Goutner,

Les familles Meunier, Dumeur, Pison, Chéreau, Chanet, Raymond, Duvernet, ses cousins,
Les familles Darde et Josselin, ses neveux,
Ses nombreux parents et amis,
Khadija Boulaïch,

ont la tristesse d'annoncer la mort, le 6 octobre 2001, de

Mme André DARDE,
née **Claude MEUNIER**,

dans sa centième année, en son domicile, 16, avenue Pierre- Brossolette, 92240 Malakoff.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 10 octobre, en l'église Notre-Dame de Malakoff, 80, avenue Pierre-Larousse, à 10 h 45.

L'inhumation aura lieu à Risset (Isère).

– Mme Pierre Dejean,
M. Yves Dejean,
M. Jacques Dejean,
ses enfants,
Benoît et Anne,
ses petits-enfants,
Les familles Ayme-Martin, Lacadée, Protat, Perlant, Mony, Boudin, Ricard,
font part du décès de

Pierre DEJEAN,

chevalier de la Légion d'honneur,
des Palmes académiques
et de l'ordre de Saint-Silvestre.

Les obsèques ont été célébrées le 4 octobre 2001, à Pau, en l'église Saint-Martin.

– Le président,
Les membres de l'Association des linguistes anglicistes de l'enseignement supérieur,
ont eu la tristesse d'apprendre le décès de

Lionel GUIERRE,
professeur émérite
à l'université Paris-VII,
cofondateur et premier vice-président
de leur association.

Ils expriment leur profonde sympathie à sa famille et à ses proches.

– Max Hecquet,
Christiane Hecquet,
Yves, Agnès Hecquet-Blard,
et leurs enfants,
Alain, Odile Hecquet-Rossi,
et leur fils,
Bernard, Françoise Hecquet-Savés,
et leurs enfants,
Brigitte, Jean-Claude Dupont-Hecquet,
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jacqueline HECQUET,
née **BERTRAND**,

survenu le samedi 6 octobre 2001, à Douai, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 9 octobre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame (terrasse Notre-Dame), à Douai.

L'inhumation a eu lieu au cimetière Saint-Roch, à Valenciennes, à 16 heures.

Résidence Jean-Menu,
59500 Douai.

– Jacques-Claude Helfft,
Brigitte Mansart,
sa sœur,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père, le

**médecin-général
Jacques HELFFT**,

commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 4 octobre 2001, en sa quatre-vingt-quatorzième année.

– L'UFR de géographie, histoire et sciences de la société de l'université Paris-VII - Denis-Diderot,
à la grande tristesse de faire part du décès brutal de

Michel LECOMPTE,
professeur de géographie physique
à l'université Paris-VII - Denis-Diderot.

L'UFR tient à témoigner toute sa gratitude pour les qualités d'enseignant et de chercheur et le rayonnement d'un collègue trop tôt disparu.

La direction de l'UFR et l'ensemble du personnel adressent à sa famille et à ses proches leurs plus sincères condoléances.

– Le grand cinéaste et graphiste polonais

Jan LENICA

nous a quittés le vendredi 5 octobre 2001, à Berlin.

Ses rêves vivent en nous...

Teresa Byszewska
Et ses amis de Paris.

– Nantes. Paris. Angers.

Marie-Lise Chanin et Jacques Andriessens,
Edith et Hervé Haëntjens,
Monique Lory,
Eric et Béatrice Lory,
Luc et Marie Lory,
ses enfants,

Ses dix-sept petits-enfants,
Ses vingt-neuf arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mme Jacques LORY,
née **Jacqueline VERCHALY**,

le 4 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-treizième année,

rejoignant ainsi sa fille,

Françoise SOLLIER,

décédée le 9 septembre dernier, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée, en l'église Notre-Dame-de-Toutes-Joies, à Nantes, le 6 octobre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Ses collègues et amis
ont la tristesse d'annoncer le décès, le 5 octobre 2001, de

Jean-Pierre MAURY,
maître de conférences à l'UFR
de physique de l'université
Paris-VII - Denis-Diderot.

Ils expriment toute leur sympathie à sa famille.

– Ses amis de l'ex-Galerie 30
ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Jean MAZEAUFROID,
peintre et écrivain,

survenu à Limoges, le 5 octobre 2001.

– Bruno Morando (†),
Nicole et Jean-Claude Delvaux,
Dominique et Monique Morando,
Alain et Claude Morando,
Brigitte et Philippe Delpit,
Philippe Morando et Odile Taglang,
Bertrand et Béatrice Morando,
Marie-Odile Morando-Schaal,
Bénédictine Morando-Oudot,
ses enfants,
Ses trente-cinq petits-enfants,
Ses dix-sept arrière-petits-enfants,
Marie-Thérèse et Bernard Philibert,
sa sœur et son beau-frère,
Ses neveux, petits-neveux et arrière-petits-neveux,
Irène Clément,

ont la tristesse de faire part du décès de

Emile MORANDO,
chevalier de la Légion d'honneur,

le 7 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 12 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 82, avenue du Général-Leclerc, à Paris-14^e.

L'inhumation aura lieu, dans l'intimité familiale, au cimetière de Garancières (Yvelines).

– Geneviève Paris,
son épouse,
Heliette Paris,
sa fille,
Les familles Paris, Pons, Feraud,
Bonafous,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul PARIS,

survenu le 29 septembre, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

18, rue Bague,
75015 Paris.
16, rue Jean-Jacques-Rousseau,
75001 Paris.

– Odette Pontal,
son épouse,
Marie-Claude et Douglas Hawes,
Jean-François et Martine Pontal,
Didier et Marie-Hélène Pontal,
Thierry Pontal,
ses enfants,
Fabrice et Christine Robert,
Nathalie et Olivier Piot,
Lorraine et Marc Lacrépinière,
Armelle, Clément, Alexandra, Aurélie Pontal,
ses petits-enfants,
Et ses sept arrière-petits-enfants,
Mmes Avenal et Ronsin,
ses belles-sœurs,
Et ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Gaston PONTAL,
préfet de région honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national
du Mérite,
médaille de la Résistance,

rappelé à Dieu le 7 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-huitième année.

« *Jésus dit : Je suis la résurrection... Qui croit en moi, même s'il meurt, vivra ; Quiconque vit et croit en moi ne mourra jamais.* »
Saint Jean, chap. XI, verset XXV.

La messe d'enterrement sera célébrée le jeudi 11 octobre, à 10 heures, en l'église de la Sainte-Trinité, à Paris-9^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

137, avenue Achille-Peretti,
92200 Neuilly.
23, rue Ballu,
75009 Paris.

– Tribute to

André ROBERT,
29 août 1930, Courcelles -
3 octobre 2001, Menton.

Trop tôt, oui vraiment, tu es parti trop tôt ce mercredi soir. Les infirmières ont dit que tu t'étais éteint tout doucement, mais notre cœur nous a quand même fait mal. Je devais te faire visiter notre appartement sur les quais, à Grenoble, dont j'étais fier. J'aurais voulu te présenter mes futurs enfants, t'inviter dans de grands restaurants comme tu l'avais fait quand nous étions étudiants. Tu fais partie de nos souvenirs, d'enfance et d'adolescence. Les voyages au Maroc en voiture avec toute la famille, Ringo ton chien que j'embaçais souvent, tes goûters. Puis plus tard, adulte, j'ai pu apprécier ton intelligence, ton esprit, ta curiosité et ta soif d'apprendre sans cesse de nouvelles choses. Nous avons tant rigolé ensemble avec complicité.

Ainsi, Maman, Papa, Houria, Pierre, Malika, Hafida, Zaki, Anissa, Karim et Oxana,
nous te disons : Au revoir André.

– Paola et Claude Karila-Cohen,
Maud et Jacques Hayat,
Betty et Jérôme Guilbert,
ses enfants,
Anne et Olivier,
Daniel et Pascale,
Pierre et Karine,
Olivier, Emmanuel, Sophie,
ses petits-enfants,
Julie, Léa, Elie,
Myriam, Benjamin,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Emilia SANTILLANA,
née **FIORENTINO**,

survenu le 1^{er} octobre 2001, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 4 octobre.

Ils rappellent le souvenir de son époux,

le docteur Aldo SANTILLANA,

décédé le 8 mai 1996.

94 bis, boulevard Pereire,
75017 Paris.
143 bis, avenue de Wagram,
75017 Paris.
56, rue des Sources,
92160 Antony.

– Mme André Séméria,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André SÉMÉRIA,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
officier de l'ordre national du Mérite,

survenu, à Nice, le 7 octobre 2001, dans sa quatre-vingt-septième année.

Priez pour lui.

246, rue Lantrua,
83220 Le Pradet.

– Pierre-Luc et Marie-Christine,
ses enfants,
Prisca,
sa petite-fille,
Les familles Soler, Giraud et de Philippe,
Ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

**Marie-Antoinette
SOLER de PHILIPPE**,

le 8 octobre 2001, jour de son quatre-vingt-quatrième anniversaire.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Cavailon (Vaucluse).

– Chamalières, Caluire, Evian.

Maurice SOURDET,
ingénieur ESPCI Paris,

est entré dans la Paix de Dieu, le 29 septembre 2001, à Lyon, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, entouré de sa famille,

Catherine et Michel Riollet,
Bertrand Sourdet,
Jacques-Olivier et Christine Sourdet,
ses enfants,
Thomas, Julien, Henri, Camille,
Ulysse,
ses petits-enfants.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Notre-Dame de Chamalières, le jeudi 4 octobre.

44, chemin des Villas,
69300 Caluire.
2, rue Diderot,
63400 Chamalières.
5, avenue de Maraîche,
74500 Neuvecelle.

Remerciements

– Dans l'impossibilité de remercier individuellement tous ceux qui se sont associés, par leur présence, leurs messages, leurs envois de fleurs, à notre peine lors du décès de

M. Jacques GENEVRAY,

recevez l'expression de notre profonde gratitude.

Les familles Boucrot et Genevray.

Anniversaires de décès

– Il y a un an, le 10 octobre 2000, tu nous quittais,

Anne.

Tous ceux qui t'aimaient te gardent dans leur cœur.

– Le 9 octobre 2000, vaincue par la maladie,

Marion MARSOUIN,

ma compagne, quittait ceux qui l'aimaient.

Elle reste présente dans mon cœur.

Vincent.

– « *Vivant ? Je suis encore mort !* »

Le 10 octobre 2000, disparaissait

Maurice RAPIN,
peintre surréaliste.

Souvenir

– La réunion annuelle en souvenir de leurs camarades décédés dans l'année aura lieu **jeudi 11 octobre, à 19 heures**, au siège des EEIF, 27, avenue de Ségur, Paris-7^e.

A cette occasion, sera évoquée, en particulier, la mémoire de

**Frédéric HAMMEL
(Chameau)**,

décédé le 15 juillet 2001.

Anniversaires

Adrien,

aujourd'hui tu aurais vingt ans.

Tu as vingt ans,
Tu es près de nous.
On t'aime.

Ta famille.
Tes amis.

Colloques

– « **La Communauté andine : un facteur décisif pour l'intégration en Amérique latine** », colloque organisé par l'HEAL les 11 (après-midi) et 12 octobre 2001, 28, rue Saint-Guillaume, Paris-7^e. Thèmes : « Les politiques commerciales des pays andins, les relations entre la CAN et l'Union européenne ».

Invités : secrétariat général de la CAN, ambassadeurs des pays membres, Commission européenne, COFACE, BID.

http://iheal.univ-paris3.fr

Conférences

Les conférences du
Forum de la Copropriété
jeudi 11 octobre 2001.

– Loi SRU - Traitement, comptage et gestion d'eau.

– Loi SRU - Les nouvelles règles et le règlement de copropriété.

– Bâtiment et santé : les nouvelles obligations.

– Immeubles en fête : la solidarité de proximité, avec la participation de Mme Lienemann, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement, des transports et du logement, chargée du logement.

– Tri sélectif et évolution réglementaire de la gestion des déchets.

– Entretien d'immeuble : diagnostic, prévention et maintenance.

Pour obtenir une invitation gratuite aux conférences du Salon de la Copropriété (du 11 au 13 octobre), porte de Versailles, hall 6, adressez votre demande à :

Squad International, Sophie Laverne,
17, rue de Choiseul,
75002 Paris.
Tél. : 01-47-42-79-09.

Cours

COURS D'ARABE

tous niveaux, jour, soir, samedi.
Inscriptions : AFAC, 01-42-72-20-88.

Communications diverses

Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e,
jeudi 11 octobre, à 20 h 30,
débat avec Albert Memmi,
auteur du *Pharaon* (éd. Le Félin).
Tél. : 01-42-71-68-19.

Assemblées générales

Centre international
de recherche et de développement
de l'haptonomie (CIRDH),
Oms (Pyrénées-Orientales).
Association 1901 sans but lucratif.

L'assemblée générale du CIRDH aura lieu le **samedi 27 octobre 2001, à 10 heures**, à Oms (Pyrénées-Orientales).

Informations : 04-68-39-42-23.
Fax : 04-68-39-48-01.
E-mail : cirdh@haptonomy.org

DEBARRAS
integral, tous locaux,
récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide

LE MONDE
diplomatique

**La « guerre totale »
des Etats-Unis**

Par Ignacio Ramonet, Steven C. Clemons,
Selig S. Harrison, Hicham Ben Abdallah
El Alaoui, Eric Klinenberg, Tariq Ali,
Marwan Bishara, Christian de Brie
et Serge Halimi

Egalement au sommaire :
Les ouvrières sacrifiées de Levi's ; En Tunisie, course de vitesse pour les libertés ; Menaces de nouvelle partition dans les Balkans ; A Durban, l'avenir du passé ; Gènes, la tentation autoritaire ; Barenboïm, Israël et le tabou Wagner

NUMÉRO D'OCTOBRE 2001
En vente chez votre marchand de journaux **25 F - 3,81€**

À NOS ABONNÉS
Pour vos changements d'adresse
ou suspensions d'abonnement
durant vos vacances
un seul numéro
0825 022 021
(0,99 F TTC/mn)
ou par Internet :
www.lemonde.fr
(rubrique « Services aux lecteurs »)

EN VUE

■ Un tremblement de terre d'une magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter n'a pas fait de victimes, lundi 8 octobre, en Afghanistan.

■ Les salves des missiles Tomahawk et les largages humanitaires de l'opération « Liberté immuable » sont « un succès », estime le secrétaire américain à la défense, **Donald Rumsfeld**, doublement satisfait.

■ America Wins, fabricant de rouleaux de papier hygiénique à l'effigie d'Oussama Ben Laden, reversera 20 % des bénéfices aux familles des victimes des attentats du World Trade Center.

■ Le nombre de morts des attentats du 11 septembre s'élève à 5 465, selon un dernier bilan.

■ Le nombre de enfants de moins de cinq ans morts en juillet en raison des sanctions imposées par l'ONU s'élève à 8 216, d'après le ministère irakien de la santé. En août, à 7 467.

■ La Haute Cour de Géorgie, qui s'est prononcée, vendredi 5 octobre, contre l'utilisation de la chaise électrique, « son lot de douleur atroce, de cerveau brûlé et de corps boursouflé », considère l'injection létale comme un moindre mal.

■ **Tom Ridge**, homme-clé de la lutte antiterroriste aux Etats-Unis, farouche partisan de la peine de mort, promet : « Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour protéger le pays et son mode de vie ».

■ Depuis que les dons affluent pour venir en aide aux victimes du World Trade Center, l'argent n'entre plus dans les caisses des organisations new-yorkaises Citymeals-on-Wheels, qui distribue des repas aux personnes âgées, et Bailey House, qui héberge et nourrit les malades du sida.

■ Les thérapeutes du Zimbabwe encouragent, en complément des traitements antisida, le « verrouillage central », sort jeté sur la libido des adultes ; à condition que les guérisseurs le « débranchent » en cas de décès ou de divorce.

■ La police togolaise aurait fermé les yeux sur les œufs de vautour, les pattes de hyène et la peau de panthère si elle n'avait trouvé chez le sorcier **Kokouvi Agbekossi**, pasteur à ses heures de l'Eglise du Seigneur de l'adoption, une bosse de bossu.

■ A Joal-Fadiout, ville natale de **Léopold Sédar Senghor**, qui fête les 95 ans du poète, les catholiques et les musulmans dorment dans un même cimetière à l'ombre de majestueux baobabs sur une colline de coquillages éblouissante de blancheur.

Christian Colombani

La coalition antiterroriste n'est qu'« une plaisanterie »

Le quotidien « Haaretz » exprime l'inquiétude des Israéliens face au changement de cap de George W. Bush et le met en garde contre les risques de s'allier à des terroristes pour lutter contre d'autres terroristes



dirigeants de l'Etat hébreu. Sous le titre « Deux plaisanteries sur la voix de la coalition », Ze'ev Schiff met en avant « la situation absurde et pleine de contradictions dans laquelle se trouve Washington à la suite de ses efforts pour mettre sur

un pied une coalition internationale. D'un point de vue israélien, on peut considérer comme une plaisanterie que les Etats-Unis, apparemment sur l'avis de l'Egypte, proposent au président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, de participer à un forum régional pour débattre des moyens de lutte contre le terrorisme. L'aspect le plus ridicule de cette plaisanterie est que le même individu qui lance des opérations terroristes à l'intérieur de la « ligne verte » ait mis comme condition à sa participation qu'Israël ne fasse pas partie de cette coalition. Les Américains pensent apparemment que ce serait un bon moyen de contrôler Arafat (...).

« La seconde plaisanterie, c'est que la Syrie ait toutes les chances d'entrer au Conseil de sécurité des Nations unies. Bien que ce ne soit

pas le Conseil qui dirige cette coalition, il a récemment adopté une résolution appelant à lutter contre le terrorisme et les Etats qui le soutiennent. Si la Syrie y rentre, cet organe international aurait en son sein un Etat membre qui s'opposerait à cette résolution. »

SITUATION PARADOXALE

Et Ze'ev Schiff d'énumérer la longue liste de griefs d'Israël contre la Syrie dirigée de main de fer par la dynastie des Assad, avant de critiquer la stratégie américaine : « Nous aurions dans ce cas la preuve que l'attaque terroriste massive contre les Etats-Unis n'a pas ouvert un nouveau chapitre et que la coalition antiterroriste que Washington est en train de mettre sur pied est frappée de la même tare. »

capacité, surtout, à rester fermes et intransigeants sur les principes qui fondent nos valeurs républicaines (la laïcité en particulier) que la guerre elle-même ne soit pas perdue !

DAWN (Pakistan)

A. B. S. Jafri

■ Maintenant que nous sommes membres à part entière de la grande coalition antiterroriste, il est plus important que jamais d'exercer une vigilance de tous les moments à l'égard des extrémistes chez nous. Juguler l'extrémisme est devenu la priorité des priorités pour ce pays. Ne pas faire le nécessaire, de la manière la plus ferme et le plus totale, pourrait avoir pour nous des conséquences incal-

culables et sans doute irréparables. Qu'ils en aient le courage ou non, ceux qui ont créé ce type de terrorisme pernicieux sont contraints de réaliser la folie qu'ils ont commise (...). Le dictateur militaire Zia Ul-Haq (...) et les gouvernements qui l'ont suivi ont utilisé des éléments extrémistes, engendrés artificiellement pour aider les Etats-Unis [en Afghanistan], comme avant-garde et commandos. Le ministre de l'intérieur de Benazir Bhutto a été le premier saint patron des talibans, et elle a placé leur généralissime à la tête de son bureau des affaires étrangères. Ces deux dernières années, notre gouvernement a suivi la ligne de la moindre résistance, et notre ministre des affaires étrangères, Abdul

Sattar, a soutenu contre vents et marées les talibans sous le prétexte qu'ils « contrôlaient 90 % du pays ».

Grâce aux talibans, le Pakistan a désormais une culture de la drogue, et il est inondé d'armes illégales (...). Nos relations avec eux ont créé de fortes tensions avec nos deux meilleurs amis, la Chine et l'Iran (...). Maintenant que les Etats-Unis ont déclaré la guerre à l'extrémisme dans ce qu'il a de plus extrême, pouvons-nous mener ce combat hors de nos frontières tout en continuant de l'héberger chez nous ? Cette situation renforce encore plus nos impératifs réalistes aussi bien que moraux d'agir de manière implacable contre nos propres extrémistes.

En conclusion, le journaliste de Haaretz met en garde l'allié et protecteur contre des partenaires arabes « qui font de leur mieux (...) pour s'assurer que l'opération américaine ne pourra, au mieux, que se terminer par un succès partiel ». En effet, les pays musulmans du Proche-Orient sont, selon lui, en train de coordonner leur position et ceux qui sont prêts à rejoindre la grande coalition anti-Ben Laden et anti-talibans posent leurs conditions : « D'abord, qu'Israël soit laissé hors de la coalition ; deuxièmement, qu'il soit expliqué clairement qu'il ne s'agit pas d'une guerre contre les Arabes ou les musulmans ; troisièmement, que la riposte américaine soit limitée et reçoive une caution internationale, si possible de l'ONU. Les Egyptiens ajoutent qu'il faut mettre l'accent sur la guerre économique et politique et non pas sur un déploiement de forces. D'autres ajoutent une quatrième condition : que les fronts de libération et ceux qui les soutiennent ne soient pas considérés comme des organisations terroristes. »

Pays qui se sent menacé par le terrorisme, Israël se trouverait ainsi dans la situation paradoxale d'être exclu d'une coalition mondiale chargée d'extirper le terrorisme. Et George W. Bush ne serait-il pas en train – nécessité faisant loi – de se repositionner sur la même ligne que son père lors de la guerre du Golfe en privilégiant l'alliance arabe, incontournable dans sa lutte contre des terroristes eux aussi musulmans ?

Patrice de Beer

www.refdesk.com

Le père du journaliste à scandale Matt Drudge a créé un site à l'opposé de celui de son fils



ne, de mettre un peu d'ordre dans le chaos du Web. Surfeur infatigable, il trouve sans cesse de nouveaux liens vers des sites de référence et met chaque jour en exergue une citation, un site du jour et une information.

La différence entre le site du père

et celui du fils est flagrante. Matt, de plus en plus proche de l'aile conservatrice du Parti républicain, donne ses opinions personnelles, répercuté volontiers des rumeurs et a recours aux gros titres sensationnels. Bob est à la fois plus libéral et plus sobre, et insiste sur le caractè-

re non commercial de son travail : « Le seul objet de Refdesk est d'indexer des sites de qualité et d'aider les visiteurs à naviguer. » Pourtant, comme la plupart des sites d'information américains, Bob Drudge adopte depuis le 11 septembre un ton patriotique et belliqueux : en ce 8 octobre, au lendemain des frappes sur l'Afghanistan, le « site du jour » était celui du Pentagone. Cela dit, Bob Drudge n'oublie pas que, dans l'Amérique profonde, la vie continue : le « fait du jour » est un résumé des exploits de Barry Bond, le joueur de baseball le plus célèbre du moment.

En ces temps de crise, la puissance de Refdesk est démontrée quotidiennement : dès qu'un site est référencé, il voit son trafic augmenter de façon spectaculaire. Très conscient de son impact, Bob a décidé de sélectionner principalement « des grands sites d'entreprises et d'administrations, pour être sûr que le serveur pourra faire face à l'afflux de connexions ».

Jean Lasar

SUR LA TOILE

TERRORISME-ALLEMAGNE

■ Le procureur général de Wiesbaden (Allemagne) a ordonné à cinq prestataires Internet de lui livrer toutes les données concernant sept sites Web créés par M. Talip T., un Turc de vingt-sept ans récemment arrêté pour « appartenance à une association terroriste islamiste ». - (AFP.)

APPEL AU MEURTRE

■ Un officier de police d'une petite ville de la banlieue d'Atlanta (Géorgie) a été démis de ses fonctions pour avoir affiché sur un forum de discussion un texte préconisant le bombardement de La Mecque et le massacre généralisé de populations arabes en représailles aux attentats du 11 septembre. - (AP.)

PUBLICITÉ ET VIE PRIVÉE

■ Selon le quotidien Los Angeles Times, America Online (AOL), le plus grand fournisseur d'accès Internet au monde, a annoncé un changement dans sa politique de protection de la vie privée de ses abonnés. Désormais, il utilisera des mini-logiciels tels que « cookies » et « webbugs » pour collecter des informations statistiques sur l'impact de ses bandeaux publicitaires.

Abonnez-vous au Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 26,35 € (172,84 F) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPAE

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99 TTC/min)

Le Monde (USPS-009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518 Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Les colis du géant

par Dominique Dhombres

QUELQUES images, glanées au fil des heures. Al-Jazira, d'abord, où Tony Blair, très souriant, s'adresse au monde musulman. Le premier ministre britannique a une cravate rouge, il parle devant une fenêtre à travers laquelle on aperçoit des arbres. Il est dans la pièce du 10, Downing Street qui donne sur St. James Park. C'est ici que se réunit le cabinet britannique. Le côté Downing Street est célèbre, mais beaucoup moins chic que le côté St. James. A la fin de l'interview, Tony Blair serre longuement la main du journaliste d'Al-Jazira.

Quand un Anglais vous serre aussi longuement et ostensiblement la main, chose qu'il a horreur de faire en temps ordinaire, c'est qu'il considère qu'il vient d'accomplir un geste très important. « Nous ne cherchons pas la vengeance, nous voulons la justice », affirme Tony Blair en

anglais, doublé en arabe. La Grande-Bretagne a cherché, au cours de deux guerres au XIX^e siècle, et encore en 1919-1920, à contrôler l'Afghanistan à partir de son empire des Indes. Elle s'y est cassé les dents à l'occasion, seul revers important (avec le Soudan du Mahdi) jamais infligé à ses soldats par des natives. Ce n'était pas le sujet de l'entretien.

CNN, ensuite, où George Bush, en cravate bleu ciel, au côté d'un élu américain en cravate claire, au cours d'une émouvante cérémonie, a grondé les terroristes, les talibans et leur train, sans compter Ben Laden, ses sosies et ses clones. Ils avaient eu bien tort, les uns et les autres, de « réveiller le géant endormi ». Et il leur en cuirait. Comme dans les livres d'enfants. On avait déjà eu l'affiche « Ben Laden recherché mort ou vivant ». Cette fois, on a le bon géant réveillé par des inconscients. Quel artiste subliminal, ce Bush !

LCI, enfin, où Rony Brauman passait en boucle, et non sans biscuits. Il s'agissait des 37 000 rations alimentaires larguées sur la tête des Afghans dans la nuit de dimanche à lundi, en même temps que les bombes et les missiles de croisière, par deux avions gros-porteurs à hélices C 17 partis de Ramstein, en Allemagne, et qui y sont revenus. Les colis, pesant chacun plusieurs centaines de kilos facile, étaient balancés à grande altitude avec un parachute. Ils tombaient n'importe où. L'intention était bonne, mais il valait mieux ne pas les recevoir sur la gueule. « Sur le plan quantitatif, cela ne représente rien. Sur le plan qualitatif, c'est un énorme bobard. On largue quelques vivres. On n'a pas besoin d'appeler cela de l'humanitaire », disait Brauman, de Médecins sans frontières. Le bon géant a décidé de sa façon à lui d'envoyer des colis aux enfants.

MARDI 9 OCTOBRE

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 18.30 Studio ouvert. L'argent du terrorisme. **Public Sénat**
- 20.45 et 21.50 Thema : Quelle armée pour quels conflits ? **Arte**
- 21.00 Halte aux marées noires. **Forum**
- 23.00 Carte blanche à... Corinne Lepage. **Forum**

MAGAZINES

- 20.50 Ça me révolte ! Marseille : les enfants des rues. Casablanca : les enfants des rues. Amnistie : les dangers de l'élection présidentielle. Faux aveux. Accident médical - indémnisation. Les animaux envahisseurs. **M 6**
- 22.15 Ça se discute. Pédophilie, crime, maltraitance : comment vivre après avoir été accusé à tort ? **TV 5**
- 22.50 Fallait y penser. Invités : Marina Fois ; Jean-Paul Rouve. **France 2**
- 0.35 Capital. Immobilier : Bons plans et galères. **M 6**

DOCUMENTAIRES

- 20.00 Le Bûcheron et ses ours. **National Geographic**
- 20.15 Reportage. La Dernière Prise. **Arte**
- 20.55 L'Opium des Talibans. **Odysée**
- 20.55 France Gall par France Gall. **France 3**
- 21.00 Photographes en action. **National Geographic**

Le Monde TELEVISION

CineClassics

20.45 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen ■■■■
La troisième production en Agfacolor, procédé commandé à la société Agfa par Joseph Goebbels qui cherchait à faire du cinéma allemand un concurrent artistique du cinéma hollywoodien, fut mise en chantier en 1942. *Münchhausen*, inspiré des aventures fantaisistes d'un officier saxon historico-léendaire du XVIII^e siècle et réalisé par Josef von

- 21.00 Raphaël. [1/3]. Les années d'apprentissage. **Mezzo**
- 21.00 Thema : Combattre le terrorisme. Stratégies de l'armée américaine. **Arte**
- 21.00 La Hongrie en train. **Voyage**
- 22.00 Jacques Le Goff. [2/5]. **Histoire**
- 22.00 Le Huitième continent. **National Geographic**
- 22.00 La Valse des médias. **Planète**
- 22.15 Rumeurs sur Carpentras. **Festival**
- 22.20 Chronique d'une petite ville russe en hiver. **Canal +**
- 22.25 Thema : Combattants de l'invisible. **Arte**
- 23.00 Biographie. Beethoven, le son et la fureur. **La Chaîne Histoire**
- 23.00 Pilot Guides. L'Afrique australe. **Voyage**
- 23.00 Music Planet. Kylie Minogue. « Wouldn't Change a Thing ». **Arte**
- 23.00 La Terre de l'anaconda. **Nat. Geographic**

MUSIQUE

- 19.20 Placido Domingo à Covent Garden. Enregistré en 1996. Avec Leontina Vaduva ; Lilian Watson ; Angela Georgiou ; Susan Graham ; Veronica Villarroel ; Dwayne Croft ; Roberto Alagna ; Placido Domingo ; Par l'Orchestre du Royal Opera House, dir. Asher Fish. **Muzzik**
- 20.35 et 23.00 Manuel de Falla. *Suite n° 2*, extraite du « Tricorne ». Enregistré en 1989. Par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Pablo Perez. **Mezzo**

Baky, eut un succès considérable. Pour la magie du grand spectacle (Russie de Catherine II, Venise en décors naturels), ses trucages à la Méliès (le boulet de canon, le voyage sur la Lune), sa poésie, son aspect kitsch et son humour germanique à double tranchant. Les splendides images de la version, restaurée dans ses teintes originales à la fin des années 1970 par la fondation F. W. Murnau de Munich, prouvent suffisamment que cette œuvre appartient à l'histoire mondiale du cinéma en couleurs.

- 20.55 Mozart. Avec Radu Lupu, piano. Par la Deutsche Kammerphilharmonie, dir. David Zinman. **Muzzik**
- 22.00 Mahler. *Des Knaben Wunderhorn*. Avec Lucia Popp (soprano), Walton Greenoos (baryton). Par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Leonard Bernstein. **Mezzo**
- 22.40 Mozart. Avec Aleksandar Madzar, piano. Par le Royal Philharmonic Orchestra, dir. André Previn. **Muzzik**
- 23.15 Attila. Opéra de Verdi. Arènes de Vérone, 1985. Par l'Orchestre et les Chœurs des Arènes de Vérone, dir. Nello Santi. **Mezzo**
- 23.35 Miles Davis joue Gil Evans. Montreux, 1991. **Muzzik**

THÉÂTRE

- 23.10 La Visite de la vieille dame. Pièce de F. Dürrenmatt. **Festival**

TÉLÉFILMS

- 20.40 La Rumeur. Etienne Périer. **Festival**
- 20.50 Tel père, tel fils ! Ted Kotcheff O. **TF 6**
- 22.05 Dorothy Dandridge. Martha Coolidge O. **Paris Première**
- 22.40 L'École de la vie. John David Coles O. **Téva**

SÉRIES

- 20.50 Buffy. Le puzzle. **Série Club**
- 21.00 The Street. Prophecy on Loses (v.o.) O. **Téva**
- 22.15 Sex and the City. The Cheating Curve (v.o.) O. **Téva**
- 22.20 Les Chemins de l'étrange. Un coin de paradis. **13^{ème} RUE**

Canal+

22.20 Chronique d'une petite ville russe en hiver
En 1992, Christophe de Ponfilly, auteur, entre autres, d'un remarquable portrait du défunt commandant Massoud, s'était rendu à Kirjatch, petite ville russe à une centaine de kilomètres de Moscou. Il y filma la vie quotidienne d'une population traumatisée par la guerre d'Afghanistan. Huit ans plus tard, Ponfilly est retourné voir vivre Kirjatch et ses 40 000 habitants.

FILMS

- 16.05 Falbalas ■■■■ Jacques Becker (France, 1945, 125 min) O. **CineClassics**
- 17.05 Maria's Lovers ■■■■ Andrei Konchalovsky (Etats-Unis, 1984, 105 min) O. **Cinétoile**
- 18.50 Tycoon ■■■■ Richard Wallace (Etats-Unis, 1947, 130 min) O. **Cinétoile**
- 19.00 Pot-Bouille ■■■■ Julien Duvivier (France, 1957, 120 min) O. **Histoire**
- 20.45 Le Jeu du faucon ■■■■ John Schlesinger (Etats-Unis, 1984, 130 min) O. **Cinéfaz**



- 20.45 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen ■■■■ Josef von Baky. Avec Hans Albers, Eduard von Winterstein (Allemagne, 1943, v.o., 110 min) O. **CineClassics**
- 20.45 L'Exorciste 2 : L'Hérétique ■■■■ John Boorman (Etats-Unis, 1977, 120 min) O. **TCM**
- 20.50 Rushmore ■■■■ Wes Anderson (Etats-Unis, 1998, 90 min) O. **Canal +**
- 22.25 Fargo ■■■■ Joel Coen et Ethan Coen (Etats-Unis, 1995, 100 min) O. **RTL 9**
- 0.20 Les Contrebandiers de Moonfleet ■■■■ Fritz Lang (Etats-Unis, 1955, 85 min) O. **TCM**
- 0.25 Un cœur qui bat ■■■■ François Dupeyron (France, 1990, 95 min) O. **Cinéstar 1**
- 0.30 Paris, Texas ■■■■ Wim Wenders (Fr. - GB - All., 1984, v.o., 140 min) O. **Cinéfaz**
- 0.30 Sommersby ■■■■ Jon Amiel (Etats-Unis, 1992, v.o., 110 min) O. **CineCinemas 1**
- 0.45 Genèse d'un repas ■■■■ Luc Moullet (France, 1978, 110 min) O. **Canal + Vert**
- 0.45 Le jour se lève ■■■■ Marcel Carné (France, 1939, 90 min) O. **Arte**

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 18.30 Studio ouvert. Les réactions au discours de Lionel Jospin. **Public Sénat**
- 21.00 La Haute couture : mythe ou réalité ? **Forum**
- 22.00 Paris, capitale de la haute couture. **Forum**
- 23.00 Mademoiselle Chanel. **Forum**

MAGAZINES

- 13.00 Explorer. Cascadeurs des canyons. La cité perdue des Mayas. Otaries déchaînées. **Nat. Geographic**
- 14.00 Open club. Jean Tulard. **CineClassics**
- 14.05 Cas d'école. Les langues étrangères. **La Cinquième**
- 17.00 Les Lumières du music-hall. Catherine Sauvage. **Paris Première**
- 18.05 C dans l'air. **La Cinquième**
- 18.30 L'Invité de PLS. **LCI**
- 19.00 Explorer. Rendez-vous avec la baleine du Pacifique. Le jitterbug. Montagnes russes. **National Geographic**
- 20.45 Les Mercredis de l'histoire. Il était une fois la Tchétchénie. **Arte**
- 20.55 Des racines et des ailes. Spéciale sectes. **France 3**
- 22.25 Ça se discute. Pourquoi cherche-t-on à pousser ses enfants ? **France 2**
- 22.30 Emmy Awards 2001. **Canal Jimmy**
- 23.25 Culture et dépendances. Invités : Vincent Cassel ; Guy Sorman ; Salman Rushdie ; Jeanne Balibar ; Jean-Pierre Chevènement. **France 3**
- 0.35 Vol de nuit. Invités : Alain Robbe-Grillet ; Marina Picasso ; Annabel Buffet ; Enrico Macias ; Amélie de Bourbon Parme ; Thadée Klossowski de Rola. **TF 1**
- 0.55 Des mots de minuit. Invités : Isabelle Carré ; Denise Bombardier ; Hélène Lenoir ; Debout sur le zinc ; Lounis Ait Menguellat. **France 2**

DOCUMENTAIRES

- 17.00 La Terre de l'anaconda. **Nat. Geographic**
- 17.15 Les Mystères de l'Histoire. La fin du monde. **La Chaîne Histoire**
- 18.00 Sous le charme du tigre. **National Geographic**
- 18.00 La Fête de l'ours. **Planète**
- 18.00 Hollywood Stories. Elle McPherson et David Carradine. **Paris Première**
- 18.00 Le Grand Livre de l'Histoire de France. François 1^{er}. **La Chaîne Histoire**
- 18.05 Histoire du jazz français. [3/3]. 1960-1980. **Histoire**

Le Monde TELEVISION

France 3

23.25 Culture et dépendances
Franz-Olivier Giesbert, directeur de l'hebdomadaire *Le Point*, qui animait la saison passée « Le Gai Savoir » sur Paris Première, propose un nouveau rendez-vous culturel sur France 3. Entouré de jeunes chroniqueurs - parmi lesquels Daniel Schick (Europe 1) -, il s'intéressera chaque semaine à un thème de l'actualité culturelle. Sujet de l'émission de ce soir : « Ou va l'Occident ? ».

- 18.30 Le Caravage. **Mezzo**
- 18.30 L'Ami perroquet. **Nat. Geographic**
- 19.00 Basiques instincts. [2/3]. L'instinct d'alimentation. **Odysée**
- 19.00 Connaissance. Les Jeux à travers la monde. [2/3]. La capoeira - La course au tronc d'arbre. **Arte**
- 19.25 Berlin, Postdamer Platz. **Planète**
- 19.55 Lyndon B. Johnson, un président à l'écoute. [1/3]. Histoire d'une rivalité. **Odysée**
- 20.00 Jacques Le Goff. [1/5]. **Histoire**
- 20.00 Les Ours blancs en famille. **National Geographic**
- 20.15 Reportage. Enfants esclaves de Poipet. **Arte**
- 20.30 Les Fantômes de Bonifacio. **Planète**
- 20.35 La Guerre en couleurs. Midway. Le mont Suribachi. **La Chaîne Histoire**
- 21.00 Le Naufrage du « Lusitania ». **Nat. Geographic**
- 21.45 Musica. Les Frères et Sœurs d'Aida. [1/2]. **Arte**
- 22.15 De Gaulle ou l'éternel défi. [4/6]. Une Europe tricolore. **Planète**
- 22.15 Biographie. Le capitaine Scott. **La Chaîne Histoire**
- 23.00 Pilot Guides. L'Afrique de l'Ouest. **Voyage**
- 23.00 Frères Masai. **National Geographic**
- 23.10 Biographie. Abraham Lincoln [1/2]. **La Chaîne Histoire**
- 23.20 Aguiqui Mouna. **Planète**
- 23.30 L'Opium des Talibans. **Odysée**
- 23.55 Les Mystères de l'Histoire. Les grandes enquêtes de Scotland Yard. **La Chaîne Histoire**
- 0.00 Moldavie. Doïna ou une chanson douce. **Voyage**
- 0.00 Sous le charme du tigre. **National Geographic**

SPORTS EN DIRECT

- 15.30 Cyclisme. Championnats du monde sur route. Elite dames. Contre-la-montre individuel (19,2 km). A Lisbonne (Portugal). **Eurosport**
- 18.30 Tennis. Tournoi messieurs de Vienne (3^e journée). **Eurosport**
- 20.30 Basket-ball. Euroleague masculine (1^{er} journée, groupe D) : Asvel - AEK Athènes. **Pathé Sport**
- 20.45 Football. Ligue des champions (1^{er} phase, groupe F, 1^{er} journée). FC Barcelone (Esp.) - Lyon. **TF 1**

DANSE

- 23.45 Giselle. Chorégraphie de Patrice Bart. Musique d'Adam. Par le ballet de la Scala. Avec Alessandra Ferri (Giselle), Massimo Murru (Albrecht). Avec l'Orchestre du Teatro alla Scala, dir. Paul Connelly. **Mezzo**

Odysée

23.30 L'Opium des talibans
Alors que l'Afghanistan n'était pas encore à la « une », Odysée avait présenté, en mars, cet étonnant document qu'elle avait pris l'initiative de coproduire et qui venait d'être primé au Festival de Biarritz (FIPA). En 2000, quasi clandestinement, avec une caméra le plus souvent cachée, Olivier Weber (grand reporter au *Point*) et François Margolin (documentariste chevronné) ont sillonné les vallées afghanes où

MUSIQUE

- 17.15 Nuits d'été, de Berlioz. Enregistré en 1994. Avec Barbara Hendricks (soprano). Par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jesus Lopez Cobos. **Mezzo**
- 17.45 Maurice Ravel. Concert enregistré en 1984. Par l'Orchestre symphonique de la Radio du NDR de Hanovre, dir. Aldo Ceccato. **Muzzik**
- 18.20 Ravel par Martha Argerich. Enregistré en 1986. **Muzzik**
- 19.00 Josquin des Prés. *Qui habitat*. Enregistré en 1995. Avec David James (contre-ténor), Roger Covey-Crump (ténor), John Potter (ténor), Gordon Jones (baryton). **Mezzo**
- 19.05 Carlos e Vasco Martins. Lisbonne, 1999. **Muzzik**
- 19.10 Beethoven. *Symphonie n° 8 en fa majeur*, opus 93. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Daniel Barenboim. **Mezzo**
- 22.00 Taraf de Haïdouks. Gand, décembre 1994. **Mezzo**
- 23.05 Gershwin. *Un Américain à Paris*. Enregistré en 1976. Par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

- 18.00 Le Parfum de la dame en noir. Yves Boisset. **Festival**
- 19.05 Démons et merveilles. Randall Miller. **Disney Channel**
- 20.50 Le Poids du passé. Steven Schachter. **TF 6**
- 21.00 Clara et son jumeau. Joël Santoni O. **Téva**
- 22.15 La Madone noire. Rogiero Ceitil. **Festival**
- 22.40 Une maman dans la ville. Miguel Courtois O. **Téva**

SÉRIES

- 18.50 Ally McBeal. La main aux fesses O. **Téva**
- 18.55 Charmed. Menace du futur O. **M 6**
- 19.55 Un flic dans la mafia. Du sang neuf. **Série Club**
- 20.15 Johnny Staccato. Meurtre en Hi-Fi O. **CineClassics**
- 20.45 Les Chemins de l'étrange. Spirit Junction. **13^{ème} RUE**
- 20.45 Suspect n° 1. Sphères d'influence O. **RTL 9**
- 20.45 Star Trek, Deep Space Nine. Foi et traîtrise O. **Canal Jimmy**
- 20.50 Le Lycée. Mauvaise mère O. **M 6**
- 20.50 L'Institut. Terre battue. **France 2**
- 21.35 Brooklyn South. Ballade irlandaise O. **Série Club**
- 22.50 X-Files. Via Negativa O. A coup sûr O. **M 6**

MERCREDI 10 OCTOBRE

FILMS

- 13.10 Quand la ville dort ■■■■ John Huston (Etats-Unis, 1950, 110 min) O. **TCM**
- 14.45 Tokyo Eyes ■■■■ Jean-Pierre Limosin (Fr. - Jap., 1999, 95 min) O. **Cinéfaz**
- 15.30 Sommersby ■■■■ Jon Amiel (Etats-Unis, 1992, 110 min) O. **CineCinemas 2**



- 16.20 Furyo ■■■■ Nagisa Oshima. Avec David Bowie, Tom Conti, Ryuichi Sakamoto (GB - Jap., 1982, 120 min) O. **Cinéfaz**
- 16.55 Mademoiselle Hicks ■■■■ John Cromwell (Etats-Unis, 1934, v.o., 85 min) O. **CineClassics**
- 18.20 Le Plus Beau Pays du monde ■■■■ Marcel Blüwal (France, 1998, 115 min) O. **CineCinemas 1**
- 18.20 Vautrin ■■■■ Pierre Billon (France, 1943, 115 min) O. **CineClassics**
- 18.20 Une étrange affaire ■■■■ Pierre Granier-Deferre (France, 1981, 95 min) O. **Cinéfaz**
- 18.40 Le Trésor de la Sierra Madre ■■■■ John Huston (Etats-Unis, 1948, 125 min) O. **TCM**
- 19.15 Jeremiah Johnson ■■■■ Sydney Pollack (Etats-Unis, 1972, 105 min) O. **Cinétoile**
- 20.50 Cyrano de Bergerac ■■■■ Augusto Genina (Italie, 1925, 140 min) O. **CineClassics**
- 21.00 Man on the Moon ■■■■ Milos Forman (Etats-Unis, 1999, 115 min) O. **Canal +**
- 21.20 Fargo ■■■■ Joel Coen et Ethan Coen (EU, 1995, 105 min) O. **RTBF 1**



- 22.30 Swimming with Sharks ■■■■ George Huang. Avec Kevin Spacey, Frank Whaley, Michelle Forbes (Etats-Unis, 1995, v.o., 90 min) O. **Cinéfaz**
- 22.35 Le Couteau dans l'eau ■■■■ Roman Polanski (Pologne, 1962, v.o., 95 min) O. **Arte**
- 23.10 Les Aventures fantastiques du baron de Münchhausen ■■■■ Josef von Baky (Allemagne, 1943, v.o., 110 min) O. **CineClassics**
- 0.50 Batman et Robin ■■■■ Joel Schumacher (Etats-Unis, 1997, 125 min) O. **TPS Star**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 18.15 Exclusif.
- 18.50 L'euro ça compte.
- 18.55 Le Bigdil.
- 19.45 et 20.50, 0.45 Star Academy.
- 19.50 Météo.
- 19.52 Vivre com ça.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 Stars à domicile.
- 23.15 Le Temps d'un tournage.
- 23.20 Vis ma vie.
- 0.50 Les Couillises de l'économie.

FRANCE 2

- 17.55 et 0.55 CD'aujourd'hui.
- 18.00 Le Groupe.
- 18.30 Friends O.
- 19.00 On a tout essayé.
- 19.50 Un gars, une fille.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 Traque sur Internet. Film. Irwin Winkler O.
- 22.50 Fallait y penser. 0.35 Journal, Météo.
- 1.00 Paradise Road. Film. B. Beresford O.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.10 Tout le sport.
- 20.20 Tous égaux.
- 20.55 France Gall par France Gall.
- 22.45 Météo, Soir 3.
- 23.20 Kill Me Again ■■■■ Film. John Dahl O.
- 0.50 Libre court. *La Fiancée de Mandrake*. Court métrage. Alice de Poncheville.

CANAL +

- 18.10 « Taxi 2 », le making of. **► En clair jusqu'à 20.44**
- 18.30 Les Simpson O.
- 18.55 + de cinéma.
- 19.30 Le Journal, Le Zapping.
- 19.55 Les Guignols de l'Info.
- 20.05 La Grande Course.
- 20.15 Burger Quiz.
- 20.50 Rushmore ■■■■ Film. Wes Anderson O.
- 22.20 Chronique d'une petite ville russe en hiver.
- 23.20 Le Harem de M^{me} Osmane. Film. Nadir Moknèche O.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 14.40 Mission sauvetages.
- 15.35 Sylvia.
- 16.35 Alerte à Malibu.
- 17.20 Beverly Hills.
- 18.15 Exclusif.
- 18.50 L'euro ça compte.
- 18.55 Le Bigdil.
- 19.45 et 20.35, 0.25, 0.25 Star Academy.
- 19.48 Météo, Journal, Météo.
- 20.40 Football. Ligue des Champions.
- 0.35 Vol de nuit.

FRANCE 2

- 13.45 Derrick O.
- 15.50 Mort suspecte O.
- 16.40 Un livre.
- 16.45 Premier rendez-vous.
- 17.30 Grosse pointe O.
- 17.50 et 0.50 CD'aujourd'hui.
- 17.55 Le Groupe.
- 18.30 Friends O.
- 19.00 On a tout essayé.
- 19.50 Un gars, une fille.
- 19.55 et 20.45 Tirage du Loto.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 L'Institut. Terre battue.
- 22.25 Ça se discute. Pourquoi cherche-t-on à pousser ses enfants ?
- 0.30 Journal, Météo.
- 0.55 Des mots de minuit.

FRANCE 3

- 13.55 C'est mon choix.
- 15.00 Questions au gouvernement.
- 16.05 Cyclisme.
- 17.35 A toi l'actu@.
- 17.50 C'est pas sorcier.
- 18.15 Un livre, un jour.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.10 Tout le sport.
- 20.20 Tous égaux.
- 20.55 Des racines et des ailes. Spéciale sectes.
- 22.50 Météo, Soir 3.
- 23.25 Culture et dépendances.
- 1.10 Les Dossiers de l'Histoire. Chémise noire.

CANAL +

- 14.45 Le Petit Poucet. Le making of O.
- 15.10 Le Pacte de la haine. Téléfilm. Martin Bell O.
- 16.35 Surprises.
- 16.45 Eddy Time.
- En clair jusqu'à 20.44
- 18.15 Divers et variés.
- 18.55 + de cinéma.
- 19.30 Résultats et rapports.
- 19.35 Le Journal, Le Zapping.
- 19.55 Les Guignols de l'Info.
- 20.10 Burger Quiz.
- 20.45 Encore + de cinéma.
- 21.00 Man on the Moon ■■■■ Film. Milos Forman O.
- 22.55 Seinfeld. Grandeur et décadence O.
- 23.55 Midnight +.
- 0.50 The Big One ■■■■ Film. Michael Moore (v.o.) O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- O Tous publics
- O Accord parental souhaitable
- O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- O Public adulte
- O Interdit aux moins de 16 ans
- O Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00 Archimède.
- 19.45 Arte info, Météo.
- 20.15 Reportage. La Dernière Prise.
- 20.45 Thema. Quelle armée pour quels conflits ? 20.45 et 21.50 Débat. 21.00 Combattre le terrorisme. 22.25 Les troupes d'élite de la Bundeswehr.
- 23.00 Music Planet. Kylie Minogue.
- 23.58 La nuit s'anime. Bob et Margaret.
- 0.20 Ayez donc des gosses ! / Do. Court métrage.
- 0.45 Le jour se lève ■■■■ Film. Marcel Carné O.

M 6

- 17.55 Le Clown O.
- 18.54 C Koa le mobile ?
- 18.55 Charmed O.
- 19.50 Mode 6.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.05 Madame est servie O.
- 20.39 Un jour à part.
- 20.40 Caméra Café, Décrochages info.
- 20.50 Ça me révolte !
- 22.55 Appels anonymes. Téléfilm. Joey Travolta O.
- 0.35 Capital.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Perspectives contemporaines. *Pénitens*, de Benjamin Berton.
- 22.10 Multipistes.
- 22.30 Surpris par la nuit (rediff.). Afghanistan : limites extrêmes.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Un mardi idéal. Invités : Claire-Marie Leguay, pianiste ; Quatuor Debussy ; Mona Héfer.
- 22.00 En attendant la nuit.
- 23.00 Jazz, suivez le thème. Laura [2/4]. 0.00 Extérieur nuit.

RADIO CLASSIQUE

- 20.00 Les Rendez-vous du soir. Œuvres de Boccherini, Mozart.
- 20.40 Dubuffet ou la subversion de la culture. Œuvres de Czemy, Poulenc, Bach, Jolivet, Varèse, Debussy, Dubuffet, Mimaroglu, Ligeti.
- 22.45 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de R. Schumann, Brahms.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 14.05 Cas d'école. Les langues étrangères.
- 15.10 L'Inde du Nord.
- 16.10 VLAM Vive la musique.
- 17.00 Va savoir.
- 17.30 100 % question.
- 18.05 C dans l'air.
- 19.00 Connaissance. Les Jeux à travers le monde [2/3].
- 19.45 Arte info, Météo.
- 20.15 Reportage. Enfants esclaves de Poipet.</

La coagulation

par Pierre Georges

UNE PHRASE saisie au vol sur Europe 1. Le chroniqueur économique, Nicolas Beytout, expliquait d'une métaphore que les marchés n'avaient pas réagi, comme le voudrait une forme d'habitude, au déclenchement des opérations militaires en Afghanistan. Un vieux dicton boursier voudrait en effet que « les bourses baissent au son du clairon et remontent à celui du canon ». Et là, notait-il, rien de tel. Ni reprise ni hausse. Un calme plat, comme une inquiétude durable ou comme la conviction que l'affaire serait de longue haleine. Et périlleuse de surcroît.

Son du clairon, son du canon. Autant le dire : au-delà de ces considérations martiales, les seules choses qui soient véritablement à la hausse, ce jour, seraient le pessimisme et, même, une vraie inquiétude. Parce que déjà – on le savait mais on le sait encore mieux en le voyant – les frappes sur l'Afghanistan, ou plutôt à objectif taliban, ont sérieusement ébranlé, et un peu plus que cela, tout le monde arabe et musulman.

Aux impacts des missiles de croisière ou des bombes qu'on ne voit pas, autrement que sur un écran verdâtre et lunaire comme autant d'effets laser, correspondent les impacts sur les foules musulmanes du monde. Et on les voit, ceux-ci, déjà un peu partout, au travers des manifestations – de l'avant-garde des manifestations en tout cas – organisées par les plus radicaux, les plus déterminés ou les plus solidaires des islamistes.

Bien sûr, toute image de télévision a son effet de loupe et de grossissement qui peut aboutir à surévaluer l'ampleur des mouvements de foule et de radicalisation. Bien sûr, les manifestants

palestiniens ou pakistanais, pour ne parler que d'eux, n'étaient pas toute la Palestine et pas tout le Pakistan. Mais il n'empêche. Il faudrait être aveugle ou sourd pour ne pas voir ou entendre que ces avant-gardes radicales et révoltées annoncent la marche en avant, le cheminement dans ces opinions publiques de deux idées.

La première, aussi contestable soit-elle, est qu'Oussama Ben Laden est devenu, pour ces plus radicaux, une manière de héros et de guide. Autrement dit, il paraît évident que ce que nous appelions hier la vidéo de croisière lancée par Ben Laden, par le biais de la télévision Al-Jazira, était bien une arme. Et une arme très bien ciblée, dans ses effets et dans ses objectifs. Cette vidéo, ce discours alternant soigneusement la menace – « L'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité » – et ce qui la motive – la victimisation des opprimés musulmans – ont probablement eu un impact considérable, une redoutable et folle efficacité.

La deuxième idée, directement issue de la première, et que s'évertuent à faire passer Ben Laden et ses zélotes, est que ce n'est point tant le terrorisme qui serait visé que l'Islam. Partout, dans tous les reportages, des mots, des sentiments, des considérations reviennent des pays musulmans, comme en écho au discours de Ben Laden. A savoir que le sang d'un enfant irakien, le sang d'un Palestinien, le sang d'un musulman, n'auraient aucun prix à l'aune des victimes et malheurs occidentaux et chrétiens.

Cette idée est absurde, bien sûr. Mais déjà elle fait son chemin en une très dangereuse et rapide coagulation.

Les marchés financiers réagissent avec prudence à une crise qu'ils jugent imprévisible

Les grandes places boursières sont peu sensibles aux premières frappes américaines

NEW YORK

de notre correspondant

Les marchés financiers ont réagi avec une extrême prudence lundi 8 octobre au lendemain des premières frappes américaines et britanniques contre les talibans et l'organisation terroriste Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden. La tendance était incertaine et irrégulière tout au long de la journée. Rien de comparable à la panique qui avait suivi les attaques du 11 septembre contre New York et Washington où à l'envolée des cours, en janvier 1991, à la suite des premiers bombardements contre l'Irak lors de la guerre du Golfe.

Après une minute de silence au New York Stock Exchange en l'honneur des militaires américains engagés dans les combats, l'indice Dow Jones a joué au Yo-Yo toute la séance pour terminer en baisse de 0,57 % dans un marché peu actif en ce jour partiellement férié de Columbus Day. L'indice de la Bourse électronique Nasdaq a enregistré une hausse de 0,04 %. Quelques heures plus tôt, Londres en perdant 0,07 %, Paris en

gagnant 0,18 % et Francfort avec une hausse de 0,17 % avaient réagi de la même façon. Tokyo était fermée en raison d'une fête japonaise, et a perdu 1,90 %, mardi, en réaction aux frappes américaines. Mardi dans la matinée, à Paris, l'indice CAC 40 enregistrait un repli de 1,17 %. A Londres, l'indice Footsie cédaît 0,20 %, et à Francfort, l'indice Dax perdait 1,14 %.

« ACHETER AU SON DU CANON »

En général, les marchés financiers font preuve de plus d'allant quand les guerres commencent. Un vieux proverbe boursier français recommande « d'acheter au son du canon et de vendre au son du clairon ». L'augmentation des dépenses publiques et des commandes à l'industrie de la défense sont favorables, au moins dans un premier temps, à la Bourse. D'ailleurs, les cours de grands groupes d'armement américains comme Raytheon, Lockheed Martin, Northrop Grumman, Alliant Techsystems, Honeywell international, General Dynamics et même Boeing étaient en hausse sensible.

Mais cette fois, l'ennemi semble difficile à identifier et les objectifs de guerre vagues. Les boursiers craignent par-dessus tout l'inconnu. En plus, Wall Street et les places européennes ont regagné en deux semaines l'essentiel du terrain perdu après les attentats du 11 septembre et reprennent leur souffle.

La grande circonspection des investisseurs s'explique par les incertitudes considérables à la fois sur la capacité des économies et en particulier de celle des Etats-Unis à rebondir dans les prochains mois et sur la durée, les imprévus et les risques de la campagne militaire. Les précédents historiques montrent que dans la majorité des cas la tendance à Wall Street dépend étroitement pendant les opérations militaires des victoires ou des défaites américaines. Or la guerre contre le terrorisme s'annonce longue, difficile des derniers conflits.

« Tout va dépendre du résultat des bombardements et des premiers combats au sol », estime Jack Shaughessy, responsable des investissements d'Advest. Si les Etats-Unis

et leurs alliés sont capables de chasser rapidement les talibans de Kaboul, de capturer ou tuer Oussama Ben Laden, la Bourse et l'économie pourraient rebondir assez vite. Le consommateur américain retrouverait vite la confiance, en chute libre depuis le 11 septembre. Le rétablissement pourrait être d'autant plus spectaculaire que la forte baisse des taux d'intérêt depuis le début de l'année et les mesures de relance décidées dans les prochains jours à la Maison Blanche agiront dans le même sens. Voilà pour le scénario rose.

Il en existe un autre. Celui d'une guerre incertaine, de l'enlisement, de l'impossibilité de mettre hors d'Etat de nuire Ben Laden et de nouveaux attentats aux Etats-Unis. Les analystes américains commencent à étudier de près aujourd'hui les conséquences économiques en Espagne, en Angleterre et en Israël d'attentats. Passé le choc initial, dans la plupart des cas, la vie semble reprendre un cours presque normal.

Eric Leser

L'usine AZF dément que l'acide sulfurique ait pu servir d'« étincelle »

LA DIRECTION de l'usine chimique AZF a démenti, lundi 8 octobre, les informations de *La Dépêche du Midi* qui affirmait, samedi, qu'un mélange d'acide sulfurique issu d'une fuite aurait pu constituer « l'étincelle » qui a fait exploser, le 21 septembre, les 300 tonnes de nitrate d'ammonium. Selon l'usine, une fuite est bel et bien survenue le 14 juillet sur la tuyauterie d'un bac de stockage d'acide sulfurique et a été « neutralisée à la craie ». « Tout a été fait selon une procédure classique et normale, a précisé le directeur du site, Serge Biechlin. Cette solution n'a pas été déversée dans le hangar. » Selon AZF, la solution, du sulfate de calcium, a été stockée sur une aire étanche puis transférée, « après contrôle de qualité », vers l'usine Soferti de Fenouillet, près de Toulouse. La cuvette de rétention qui a absorbé la fuite d'acide sulfurique a pour sa part été lavée à l'eau « et la solution obtenue neutralisée à la soude avant de rejoindre les effluents de l'usine ».

Nouveaux incidents en Abkhazie

MOSCOU. Cinq observateurs des Nations unies ont été tués, lundi 8 octobre, dans la chute de leur hélicoptère, abattu dans une zone qui serait contrôlée par des rebelles géorgiens et tchéchènes, en Abkhazie, une région de la Géorgie qui a proclamé son indépendance en 1992. L'accident a fait neuf victimes : le chef de la mission de l'ONU en Géorgie, le Hongrois Laszlo Torok, quatre observateurs de nationalités française, allemande, pakistanaise et suisse, dont les identités n'ont pas été révélées, une interprète, et les trois membres ukrainiens de l'équipage. L'hélicoptère, loué à une société ukrainienne, avait décollé lundi matin de Soukhoumi, la « capitale » autoproclamée d'Abkhazie, afin d'effectuer la première patrouille dans les gorges de Kodor depuis le mois de décembre. Il a été abattu quinze minutes plus tard par un missile, tiré, selon le gouvernement séparatiste abkhaze, par des rebelles tchéchènes alliés à des « partisans » géorgiens. Des affrontements avaient eu lieu dans ces gorges, qui coupent l'Abkhazie en deux, la semaine dernière, et ont repris dans la nuit de lundi à mardi. Selon les séparatistes abkhazes, plusieurs villages ont été bombardés mardi matin par l'aviation géorgienne. – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **INTERNET** : le site Internet du Monde, lemonde.fr, a enregistré en septembre, mois marqué par les attentats aux Etats-Unis, des résultats inégalés depuis son lancement, selon les statistiques Cybermétrie. Avec 6,06 millions de visites et 31,33 pages vues le mois dernier, lemonde.fr a confirmé sa place de premier site français d'« actualité et d'informations », d'après ce classement publié par l'institut Médiamétrie. Le quotidien économique *Les Echos* a conservé sa deuxième place en nombre de visites (2,66 millions). Le site lemonde.fr domine sa catégorie depuis juin 2001. Son score en juillet était de 3,27 millions de visites. En août, Cybermétrie, qui référence une cinquantaine de sites, n'avait pas publié ses résultats pour cause d'ajustements techniques de ses outils de mesure.

■ **IMMIGRATION** : une cinquantaine de sans-papiers et des militants associatifs se sont rassemblés, lundi 8 octobre au soir, devant la préfecture de Loire-Atlantique à Nantes, où les demandeurs d'asile ont passé la nuit pour exiger un relogement. Les sans-papiers avaient été expulsés, vendredi 5 octobre, par les CRS, de la Bourse du travail où ils campaient depuis plusieurs semaines.

www.ccf.fr

De la gestion quotidienne de leurs comptes à la gestion de leurs placements, sur www.ccf.fr, nos clients peuvent effectuer tous les types d'opérations. Toutes ces informations sont, de plus, accessibles en un seul coup d'œil. Où que vous soyez dans le monde, à n'importe quelle étape de votre vie : tous nos services sont disponibles.

CCF

VOTRE UNIVERS DE SERVICES FINANCIERS

Membre du Groupe FSIIC



PORTRAIT

En transformant le vélo de son grand-père, Rob White a donné naissance à une œuvre multimédia.

P. IV

CITOYEN

En Midi-Pyrénées, les militants écologistes utilisent de plus en plus le Réseau comme un moyen d'information et d'action.

P. V



ENTREPRISES

Après de timides débuts sur le Net, Tesco, numéro un britannique de la grande distribution, s'est imposé comme le premier cybermarché du monde.

BusinessWeek ebiz P. VI



7 000

MÉTIERS

D'ici à 2010, les entreprises du BTP auront besoin de recruter au moins 7 000 jeunes chaque année, notamment sur le Net.

P. VIII

CYBERCULTURE

Les objets high-tech combinent de plus en plus d'usages. Ils deviennent gourmands en technologies différentes.

P. VII

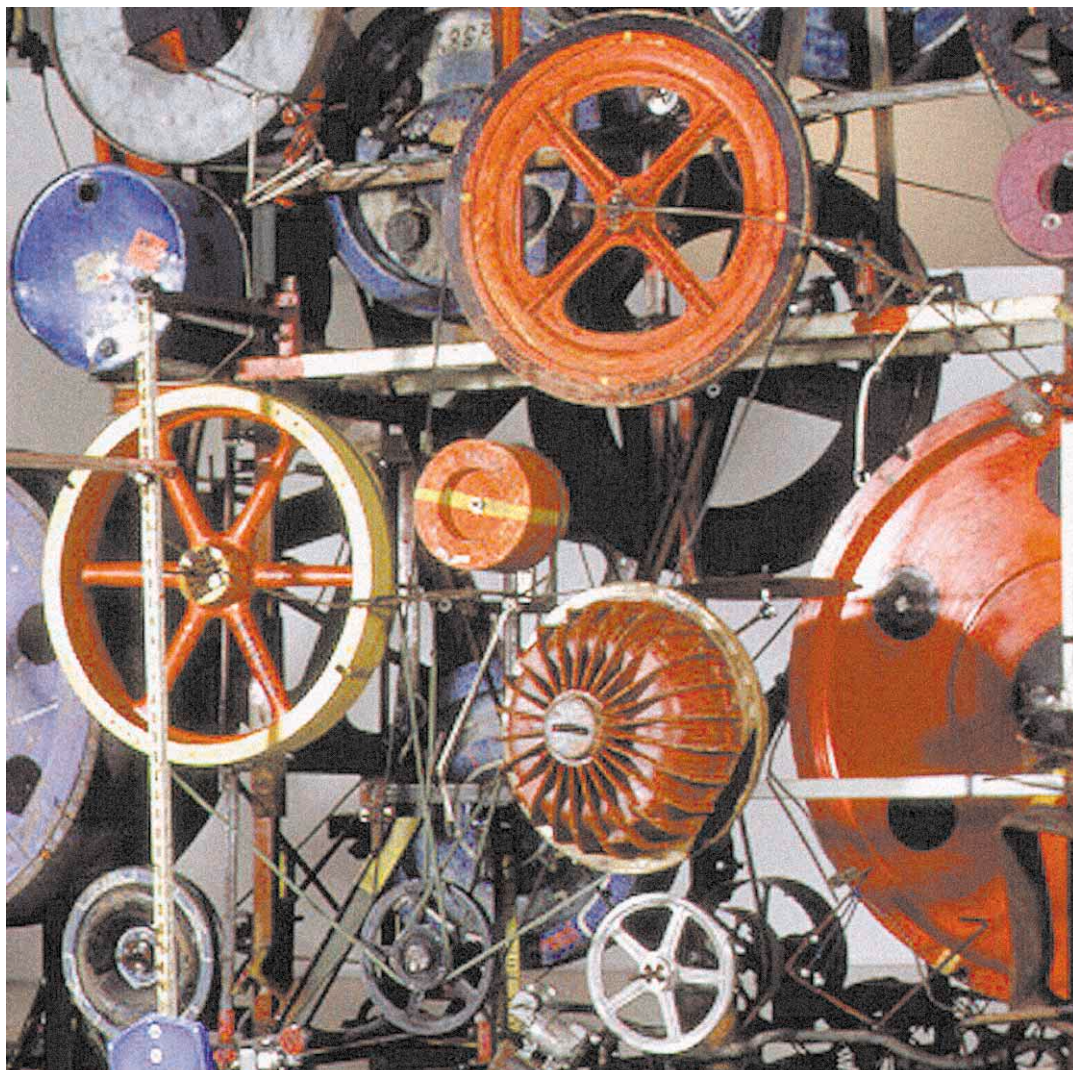


ENQUÊTE

Intelligence artificielle: la fin des certitudes

Victime de ses prétentions de jeunesse, l'IA sait que le chemin de la maturité sera long et complexe

Jean Tinguely, « Fatamorgana, Méta-Harmonie IV », 1985, Musée Jean-Tinguely, Bâle.



MUSEE JEAN TINGUELY, BALE. PHOTO: CHRISTIAN BAUR

L'INTELLIGENCE artificielle – l'IA, pour les spécialistes – n'a toujours pas rattrapé les fictions qu'elle inspire depuis presque cinquante ans qu'elle existe. De Hall 9000, l'ordinateur omnipotent du film de Kubrick, 2001, l'odyssée de l'espace, aux robots actuels, la distance est encore énorme. Ne parlons pas de celle, abyssale, qui sépare les ordinateurs doués de conscience du dernier film de Spielberg, AI, qui sort le 24 octobre dans les salles françaises, des robots, pourtant à la pointe de la technique actuelle, « qu'on a tout juste réussi

à programmer pour qu'ils soient capables de ramener du réfrigérateur une canette de soda puis de la jeter dans la poubelle du laboratoire une fois vide », selon Jean-Arcady Meyer, directeur de recherche au LIP6, l'un des principaux laboratoires d'IA français. L'IA, qui consiste, selon l'un de ses pères fondateurs, Marvin Minsky, à « faire faire aux machines ce que l'homme ferait moyennant une certaine intelligence », et dont la robotique est une des branches « appliquées », avait pourtant, à sa naissance, énormément promis. Mais de grosses

désillusions plombent la discipline dès le début des années 1970, et elle s'en relève à peine aujourd'hui.

Au moment où sort 2001, l'odyssée de l'espace, en 1968, l'IA va sur ses douze ans. Elle est née en tant que champ de recherche constitué à la suite de la conférence d'été de Dartmouth, organisée par une poignée de chercheurs, passionnés par les ordinateurs, les mathématiciens Allen Newell et John McCarthy, le touche-à-tout Marvin Minsky, et leur doyen, Herbert Simon, économiste fameux. Le film s'inspire des premiers programmes de recherche alors en cours sur la Côte est, au MIT, dans les universités Stanford et Carnegie Mellon, ou chez IBM: reconnaissance et synthèse vocales, jeu d'échecs... Et les spectateurs d'alors ont tout lieu de penser que Hall existera bien en 2001. Comment ne pas croire Herbert Simon, Prix Nobel d'économie en 1978, quand il déclare, en 1965: « D'ici vingt ans, les machines seront capables d'effectuer n'importe quel travail réalisable aujourd'hui par un humain (*). »

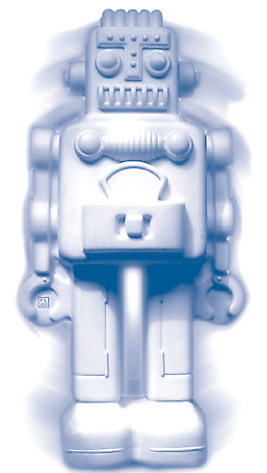
Deeper Blue ne battra Kasparov qu'en 1997, avec trente ans de retard sur la prévision de Simon. Et la vision par ordinateur, la reconnaissance vocale, toutes ces pistes de recherche, se sont révélées très complexes. Pourquoi une telle erreur de jugement? Naïveté de la part des premiers représentants de l'IA, qui croyaient peut-être pouvoir se passer des neurobiologistes, des psychologues, des interrogations des philosophes, pour créer des machines pensantes? Ou volonté d'attirer les médias afin d'attirer les crédits de recherche? « La raison principale, assure Jean-Arcady Meyer, c'est qu'on a été beaucoup trop ambitieux au regard des moyens techniques et conceptuels dont on disposait à l'époque et dont on continue à disposer actuellement. Nos machines ont fait des progrès considérables en mémoire et puissance, mais les algorithmes que nous avons écrits ne sont toujours pas appropriés pour décrire ce qui se passe dans le cerveau humain. » Pis, de ces fanfaronnades du début, la discipline a même failli mourir. « Les gens y ont cru et ont injecté beaucoup d'argent dans l'IA, explique encore Jean-Arcady Meyer. Mais lorsque les résultats des projets de traduction automatique et de reconnaissance vocale ont commencé à se faire vraiment attendre, l'argent s'est brusquement tari. Au point qu'à part le petit sous-bresaut qu'ont constitué les systèmes

experts [qui connaissent cependant des applications industrielles impressionnantes, comme le projet Sacher] dans les années 1970, la discipline a failli périr. Aujourd'hui, les gens qui se recommandent de l'IA le font un peu honteusement. »

Ils se concentrent à la tâche, considérable. Le but est de constituer des équipes pluridisciplinaires, avec neurobiologistes, psychologues, informaticiens, pour explorer les fondements de l'intelligence, dont l'une des définitions pourrait être l'adaptabilité dans un environnement complexe et changeant. S'attaquer à la forteresse intelligence, la dernière à prendre selon Jacques Pitrat, l'un des pères de la discipline en France, demande le très long temps de la recherche fondamentale.

Cécile Ducourtieux

(*) In A la recherche de l'intelligence artificielle, de Daniel Crevier, Champs Flammarion, 1997.



A Usinor-Sacilor, le système Sacher est l'une des rares applications d'intelligence artificielle opérationnelles dans l'industrie.

Lire page III

PUBLICITÉ

Réseau fluide qui se reconfigure en permanence, Internet est perçu par certains chercheurs comme un système nerveux mondial dont le fonctionnement emprunte des mécanismes du cerveau humain.

Les circonvolutions de la recherche

A l'instar de l'intelligence, qui ne répond pas à une seule définition, l'IA recouvre une multitude de travaux scientifiques

QU'EST-CE que l'intelligence artificielle? La définition qu'en donne Marvin Minsky, l'un des pères de la discipline («faire faire aux machines ce que l'homme ferait moyennant une certaine intelligence» – les doter de ce qui ressemble à un cerveau, en somme), recouvre de multiples axes de recherche pas tous très fructueux.

Aux débuts de la discipline (fin des années 1950), les chercheurs se sont concentrés sur l'écriture de programmes qui résolvait des théorèmes. Ces programmes paraient du principe que la pensée était au cerveau ce que le programme est à l'ordinateur et qu'elle fonctionnait selon des règles logiques. L'idée de base était en effet que l'ordinateur, comme l'intelligence humaine, dès lors qu'il était correctement programmé, pouvait se conduire comme un «mécanisme physique qui génère des comportements intelligents en manipulant des symboles au moyen de règles formelles».

Des succès notables ont été très vite observés. Les premiers et les plus connus des programmes résolveurs de théorèmes, Logic Theorist, qui démontrait des problèmes de logique, et Geometry Theorem Prover, étonnaient par leur réponse car ils obéissaient à des règles heuristiques que leur avaient assignées leurs concepteurs. Ces dernières sont en fait des consignes qui permettent au programme d'éviter d'explorer, par exemple, entre deux coups, aux échecs, toutes les positions possibles d'une pièce sur le clavier. Elles peuvent s'apparenter à l'intuition, qui fait que l'homme prend une décision dans un environnement complexe sans en avoir envisagé absolument tous les cas possibles auparavant. Les heuristiques permettent par conséquent, en réduisant considérablement le nombre d'explorations, d'augmenter la rapidité et donc l'efficacité de la résolution de problèmes. Tous les travaux de recherche sur les jeux – essentiellement les jeux

d'échecs, mais aussi les jeux de dames ou le jeu de go – tirent parti de ces heuristiques.

Dans le même temps, au début des années 1960, cinq autres domaines de recherche ont commencé d'être explorés simultanément, avec plus ou moins de bonheur. Traitement du langage naturel écrit, traitement automatique de la parole, vision par ordinateur, robotique (qu'il est possible de lire dans les laboratoires, du moins, comme une forme appliquée d'IA, une manière de voir si les programmes fonctionnent) et systèmes experts. Le traitement du langage naturel «était d'un intérêt considérable, en particulier pour les applications grand public», précise Jean-Paul Haton, éminent représentant de la discipline en France, dans *L'IA* (PUF, collection «Que sais-je?»). «Mais les premiers échecs en traduction automatique ont mis en évidence que ni la traduction grammaticale de la structure de

phrase ne sont suffisantes pour comprendre le langage naturel: il faut, en réalité, mettre en jeu un processus de raisonnement faisant intervenir des informations et des connaissances nombreuses et variées, notamment sur la langue, le contexte et les interlocuteurs.»

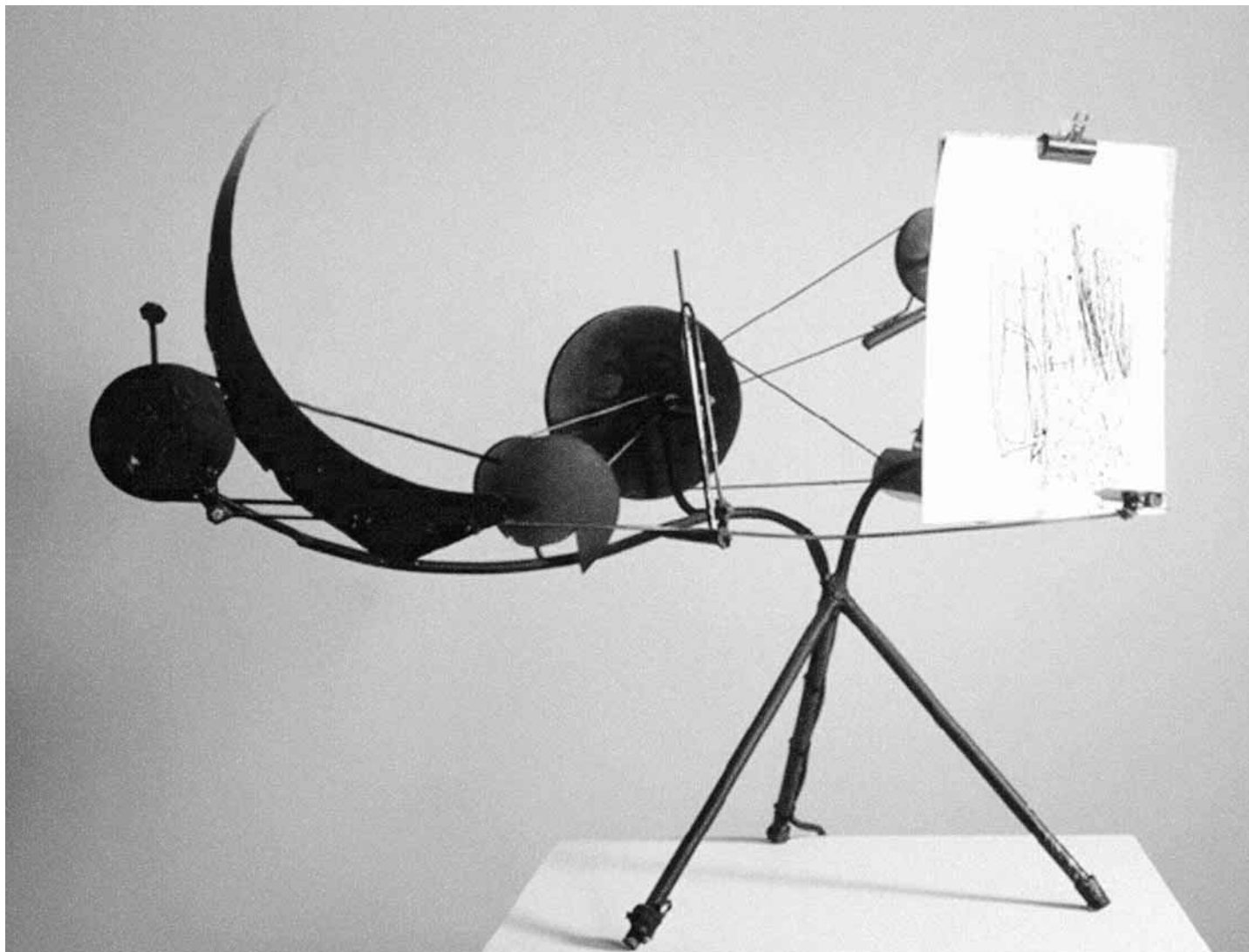
Mêmes difficultés pour le traitement automatique de la parole. Jean-Paul Haton écrit encore: «La compréhension d'une phrase par une machine est un processus qui fait intervenir de nombreuses connaissances [...]. Les bruits entachant le signal analogique et sa grande variabilité acoustique accroissent la difficulté.» Robotique dans les milieux industriels et vision ont, par contre, réussi à convaincre le marché de leur utilité et de leur efficacité, mais les chercheurs en IA y voient surtout de l'automatique plutôt qu'une véritable intelligence. Les systèmes experts ont également rencontré le succès commercial. «J'ai commencé mes recherches en IA à une époque où l'on vivait un peu cette folie autour d'Internet qui a eu lieu l'année dernière», raconte Jean-Gabriel Ganascia, directeur de recherche au LIP6, laboratoire d'informatique et d'IA de Paris-VI. Ces programmes sont construits avec une «base de connaissance» qui peut être interrogée pour obtenir des diagnostics ou des conseils.

Mais, encore une fois, «ces systèmes souffrent de faiblesses fondamentales qui touchent à leur incapacité à apprendre», écrit Daniel Crevier. L'ennui, donc, avec toutes

ces explorations, qui ont amplement occupé les laboratoires d'IA pendant quarante ans, c'est que les chercheurs se sont souvent concentrés sur des domaines spécifiques du comportement: le raisonnement logique dans le cas du jeu, ou la vision, par exemple. Mais ces recherches n'ont guère fait avancer la compréhension et la simulation de l'intelligence, dont l'une des vertus premières est l'apprentissage. «Si les ordinateurs se révélaient être d'efficaces têtes chercheuses, ils restaient des élèves épouvantables. On pouvait, certes, les dresser comme des bêtes de trait, à associer des réponses fixes d'avance à un schéma convenable de stimuli. Mais ils refusaient obstinément de faire jaillir par eux-mêmes des idées susceptibles de traduire des situations nouvelles», écrit Daniel Crevier. Alain Cardon, directeur de recherche au LIP6, ajoute dans le même sens: «L'IA a plutôt choisi la voie du symbolique et du raisonnement déductif, qui n'ont cependant rien à voir avec le fait de penser le sens commun, de ressentir.»

La plupart des chercheurs s'orientent ainsi à nouveau, depuis le début des années 1990, vers les réseaux neuronaux et la métaphore biologique, un temps explorés dans les années 1960 mais vite abandonnés, sans doute faute d'avancées suffisantes à l'époque dans la compréhension, par les biologistes, du fonctionnement du cerveau.

Cécile Ducourtieux et Corinne Manoury



Jean Tinguely, «Méta-Matic n°10», 1959, Musée Jean-Tinguely, Bâle.

Jacques Pitrat, un des pères de la discipline

«**BEAUCOUP** de chercheurs en intelligence artificielle sont comme des prêtres qui auraient perdu la foi», assure Jacques Pitrat. Lui y croit encore. A soixante-sept ans, le

Profil

chercheur continue de programmer, de son appartement avec vue sur le bassin de La Villette, dans le 19^e arrondissement de Paris. C'est pour cette persévérance et aussi parce qu'il est l'une des rares grandes figures de l'intelligence artificielle française, qui en compte peu, qu'il est admiré et respecté. Au LIP6, laboratoire d'informatique et d'intelligence artificielle de Paris-VI, où il a encore un bureau, après avoir été directeur du Laforia (qui a depuis fusionné avec le LIP6), on en parle de lui avec respect et chaleur.

«Vous verrez, assure Alexis Drogoul, maître de conférences au LIP6, il a gardé sa faculté à s'enthousiasmer, comme un enfant. Il a l'intelligence de reconnaître qu'il y a été contraint par les conditions économiques et culturelles de son temps. Dans les années 1980, par exemple, il avait encadré une thèse sur les robots autonomes [absolument pas à la mode à l'époque, mais la grande tendance aujourd'hui dans les laboratoires de robotique], mais sans soutien. Il était donc très en avance.»

Sa carrière coïncide avec la naissance de la discipline dans l'Hexagone. Polytechnicien, jeune ingénieur de l'armement dans les années 1950, il est adjoint au directeur du service des machines à calculer de la délégation générale pour l'armement (DGA). Son chef de service découvre les premiers écrits américains

sur l'IA, en particulier ceux qui portent sur les problèmes de traduction automatique, alors très en vogue. Le jeune chercheur se passionne à son tour et soutient sa thèse en 1966 sur un programme de démonstration de théorème. Il intègre le CNRS au département mécanique, le département informatique n'existant pas encore, et rejoint l'équipe de l'Institut de programmation de Paris-VI.

Il choisit alors de travailler sur la connaissance et, depuis lors, il creuse le sillon des métaconnaissances – littéralement, les connaissances sur les modèles – et s'emploie à la création de programmes capables d'engendrer d'autres programmes. Sa conviction, pour parvenir à une intelligence artificielle, c'est le principe de l'amorçage. «Pour fabriquer un objet, on se sert de ce même objet. Par exemple, pour

fabriquer de l'acier, il faut le marteler avec un marteau en acier. Cela peut paraître paradoxal et impossible, à moins d'intégrer le facteur temps. Autre exemple: il est possible de construire soit même un ordinateur, avec des composants épars, mais il est imparfait. Avec son aide, cependant, on en réalise un meilleur. L'objet de l'étape n sert à construire l'objet de l'étape n + 1. Et le système devient autonome, l'intervention humaine n'étant plus nécessaire. C'est comme cela qu'il faut procéder en intelligence artificielle: d'abord utiliser son intelligence humaine pour amorcer un programme qui produira une intelligence.» L'amorçage est un outil très puissant mais de très longue haleine... et Jacques Pitrat en a oublié l'heure de la retraite.

C. Du.

PEUT-ÊTRE ont-ils lu l'IA comme «l'irruption de l'ordinateur et des techniciens dans leur monde, celui de la pensée» comme le dit Alain Cardon, chercheur au LIP6, laboratoire d'informatique et d'intelligence artificielle de Paris-VI. Toujours est-il que les rares philosophes – essentiellement des Anglo-Saxons – qui se sont intéressés à la discipline ont été cruels pour elle et ses représentants, à l'exception notable de Daniel Dennett, professeur de philosophie à Stuffs University. Ce dernier suit l'IA avec passion depuis les années 1980 et a travaillé avec l'équipe du projet Cog, robot humanoïde du laboratoire d'intelligence artificielle du MIT. Les critiques portent sur la faisabilité de l'IA, c'est-à-dire la possibilité de simuler l'esprit sur la machine. Et elles se révèlent d'autant plus pertinentes que la discipline a eu du mal à produire des résultats concrets.

Hubert L. Dreyfus, aujourd'hui professeur de philosophie à l'université de Berkeley, se prêta à l'exercice avec persévérance. Il se serait allé jusqu'à affirmer: «Il manque aux intrinsèques prophètes de l'ordinateur omniscient [...] un attribut fondamental du cerveau humain: quelques neurones (1).» Le fond de sa critique? Il se délecte surtout du fossé qui sépare les réalisations concrètes de l'IA des prophéties de ses fondateurs, Simon, Newell et McCarthy. Herbert Simon, dans une déclaration de 1957 restée célèbre, affirmait en effet que «d'ici dix ans, un ordinateur sera champion du monde d'échecs, il découvrirra ou démontrera un important théorème mathématique». En 1965, il récidivait: «D'ici vingt ans, les machines seront capables d'effectuer n'importe quel travail réalisable aujourd'hui par un humain.» John

McCarthy faisait en 1963, à Stanford, le pari de construire une machine réellement intelligente en l'espace d'une décennie. Mais, «mise en demeure de répondre de toutes ses prétentions, l'IA trouve en Dreyfus un critique vigoureux et caustique, qui n'a pas été sans effets bénéfiques sur son évolution», assure Jean-Gabriel Ganascia, chercheur au LIP6 (2).

Autre bête noire des chercheurs en IA, le linguiste et philosophe John Searle. Simuler n'est pas penser, objecte-t-il au projet de l'IA. «Selon l'intelligence artificielle forte, la pensée est au cerveau ce que le programme est à l'ordinateur. Les simulations informatiques des phénomènes cérébraux sont des modèles des aspects formels de ces phénomènes, mais ces simulations ne sont certainement pas des reproductions... Vous ne digérez pas une blanquette en exécutant un programme qui simulerait la digestion» (in «L'esprit est-il un programme d'ordinateur?», *Pour la science*, n°149, mars 1990). A l'appui de cette critique, son expérience de pensée, devenue fameuse, de la chambre chinoise. Supposons que nous manipulions, conformément à des instructions (un programme), des caractères chinois. Les messages nous parviennent par la boîte aux lettres, et nous renvoyons les suites de caractères par le même canal. A l'examen des messages sortants, nous donnons cependant l'impression de parler le chinois, sans toutefois y rien comprendre.

C. Du.

(1) In *A la recherche de l'intelligence artificielle*, de Daniel Crevier, Champs Flammarion, 1997.
(2) In *L'Ame-Machine, les enjeux de l'intelligence artificielle*, de Jean-Gabriel Ganascia, Seuil, 1990.

A lire, à voir

Jean-Gabriel Ganascia
2001, l'odyssée de l'esprit



Flammarion

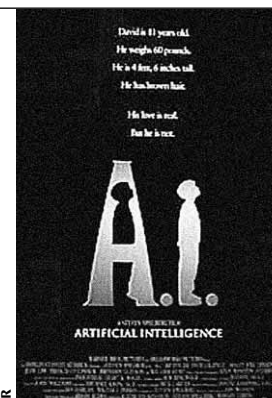
2001, l'odyssée de l'esprit

Les sciences cognitives, les peurs et les phantasmes qu'elles génèrent, décortiquées par Jean-Gabriel Ganascia, ingénieur et philosophe de formation. Jean-Gabriel Ganascia, Flammarion, 125 francs (19,06 euros).



Supertoys

L'histoire d'un petit garçon dont l'intelligence est particulière: elle est artificielle. Trois nouvelles qui ont servi de trame au film de Spielberg. Brian Aldiss, Anne-Marie Métailié, 112 francs (17,09 euros).



A.I. Intelligence artificielle

David est un robot enfant de 11 ans. Dans un univers où les robots assurent les tâches essentielles de la vie quotidienne, David part à la recherche de son identité. Le dernier film de Spielberg n'a pas convaincu outre-Atlantique. Il sort en France le 24 octobre.

Des hauts fourneaux intelligents

Le top des réseaux

L'INTELLIGENCE, tout artificielle qu'elle soit, ne se niche pas forcément là où on le croit. Ainsi, s'attendrait-on à la traquer à l'ombre des hauts fourneaux? C'est pourtant là, près des gigantesques cônes, que se trouve la plus importante application industrielle mondiale de l'intelligence artificielle (IA). Et plus précisément, au côté de six des sept hauts fourneaux du groupe Usinor-Sacilor. Sachem (Système d'aide à la conduite des hauts fourneaux), nom du système d'intelligence artificielle, veille en permanence sur les hautes forges de Dunkerque (Nord), Hayange (Moselle) et Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône).

Sa mission: « Etre capable de percevoir au plus tôt les dérives et dysfonctionnements du procédé pour que les corrections à apporter soient aussi modérées que possible et assurer ainsi la stabilité de fonctionnement et d'économie des moyens d'action, selon une étude de la Commission européenne d'octobre 2000. Les opérations de Sachem sont faites de détections précoces, de traitements préventifs, de diagnostics et de programmes thérapeutiques. » Une apparente simplicité qui dissimule en réalité l'ampleur réelle de la tâche. Le procédé haut fourneau compte parmi les plus instrumentés du monde. Un millier de capteurs (températures, pressions, analyse de gaz...) et d'autres sources d'informations délivrent à Sachem environ 5 000 données par minute.

Le projet est né au début des années 1990. L'intelligence artificielle avait alors le vent en poupe. L'idée, chez Usinor, fut alors de pouvoir disposer 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 de la connaissance scientifique et opérationnelle des meilleurs experts du groupe. L'analyse permanente – et humaine – des hauts fourneaux avait déjà permis d'améliorer grandement le processus. « Restait à mettre toute cette expertise en boîte », résume François-Marie Lesaffre, responsable technique du pôle informatique avancée d'Usinor. C'est qu'en dépit de

Le système Sachem est l'une des rares applications opérationnelles dans l'industrie

son aspect monolithique et massif, un haut fourneau, capable de produire jusqu'à 5 000 tonnes d'acier par jour, réclame un pilotage de la plus haute précision, « comme pour de la dentelle », précise encore François-Marie Lesaffre.

Le premier système a été installé en octobre 1996, au terme de cinq années d'études. Le sixième et der-

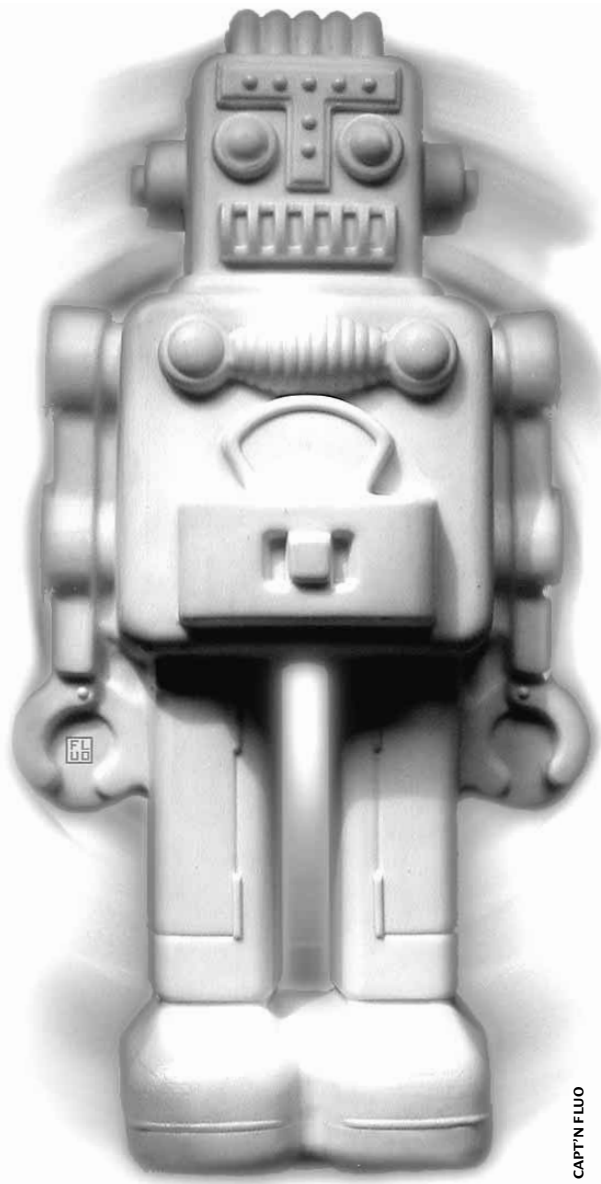
nier Sachem en date fonctionne depuis l'an 2000. Les résultats ont en effet été plus que probants. Aujourd'hui, le processus permet d'économiser 1,7 euro par tonne d'acier, pour une production annuelle de 11,5 millions de tonnes sous Sachem. L'investissement, lui, a représenté 200 années-homme de travail. Prévu d'emblée pour pouvoir s'adapter à différents environnements et processus, le portage de Sachem s'effectue avec un retour sur investissement de l'ordre de six mois.

Car c'est bien dans ce domaine que s'écrivent les grandes lignes de l'histoire industrielle de l'IA. Jean-Michel Truong, aujourd'hui auteur de romans et essais, fut avec sa société Cognitech l'un des pionniers de l'intelligence artificielle en France au milieu des années 1980: « La discipline a fait naître des espérances qui n'étaient pas solvables, des attentes irréalistes. » « Du coup, lui répond comme en écho un autre spécialiste, l'intelligence artificielle est passée pour une technologie fourre-tout, sans avenir. Et quand on allait rencontrer des industriels pour leur proposer des applications, on nous riait au nez. » Sans débouchés industriels, moins de crédits pour la recherche, et moins de crédits, moins d'avancées. Spirale infernale.

Reste qu'entre logique floue, traitement du langage, évolution artificielle, modélisation du savoir et du raisonnement, réseaux neuronaux, entre autres, l'IA semble aujourd'hui regagner des galons dans l'univers industriel. Tous les ans, les Etats-Unis organisent une conférence destinée à lister une vingtaine d'expériences industrielles réussies. Depuis l'année 2000, l'Europe s'y est mise. La première conférence a eu lieu à Berlin. La prochaine se tiendra à Lyon, en juillet 2002.

Olivier Zilbertin

■ www.afia.polytechnique.fr
■ www.jean-michel-truong.net
■ www.sachem.com.fr



CAPTAIN FLUO

Le «cerveau mondial» à l'étude

Au sein du groupe Global Brain, des scientifiques de tous horizons se penchent sur l'«intelligence» du Réseau

ILS N'AVAIENT, a priori, que peu de centres d'intérêt communs. Issus d'horizons très divers, les chercheurs du groupe Global Brain (cerveau mondial) ont pourtant trouvé dans l'émergence et le développement d'Internet un sujet d'études au croisement de leurs préoccupations: ausculter et analyser l'«intelligence» du Réseau. Philosophes, sociologues, neurobiologistes, informaticiens, ils sont un peu plus d'une dizaine à former le noyau dur de ce groupe de recherche international et pluridisciplinaire, dont l'existence ne tient nullement à un programme de recherche institutionnel.

Créé en 1996, de façon informelle, sous l'impulsion de Francis Heylighen, chercheur à l'Université libre de Bruxelles (ULB), et de Ben Goertzel, fondateur de l'éditeur de

logiciels Webmind, le groupe s'est constitué spontanément au fil des années, rejoint par des scientifiques dont les publications abordaient des problématiques ayant trait à l'intelligence artificielle, aux réseaux, à la cybernétique.

« Notre idée, explique Francis Heylighen, est de considérer l'humanité comme un tout, comme un "super-organisme" doté d'un système nerveux qui, en quelque sorte, est constitué par Internet. » Le terme de Global Brain, qui a donné son nom au collectif, reste sujet à débat au sein du collectif. « Parvenir à un consensus sur la définition générale du "cerveau mondial" » était ainsi l'un des enjeux du premier séminaire du groupe, qui s'est tenu du 3 au 5 juillet dernier à l'Université libre de Bruxelles.

Reste qu'à l'image du cerveau, la Toile est envisagée comme un système en constante évolution, capable de se reconfigurer en fonction des actions qui lui sont imposées de l'extérieur. Comme le dit Joël de Rosnay, directeur de la prospective et de l'évaluation de la Cité des sciences et de l'industrie et membre de Global Brain, Internet et le cerveau fonctionnent comme « un réseau fluide qui se reconfigure en permanence ».

Pourtant, il ne s'agit pas, pour les membres du groupe, de dresser une liste d'analogies et de similitudes entre le cerveau et la Toile. « L'objet

du travail effectué au sein de Global Brain est, surtout, de savoir comment la compréhension du cerveau et du réseau neuronal peut nous aider à comprendre comment un système complexe se construit, explique Joël de Rosnay. C'est-à-dire comment il crée des liens, conserve des fonctions, sélectionne des "synapses", mémorise de l'information dans des bases de données. »

Pour aborder cette « intelligence » du Réseau, il faut en passer par l'étude de ce que les membres de Global Brain appellent la « vie artificielle ». Celle-ci, explique Joël de Rosnay, « se fonde sur des simulations que l'on appelle des swarms, c'est-à-dire des "essaims". On étudie des essaims d'agents logiciels en interaction dans un réseau, de même que l'on peut étudier la façon qu'ont les insectes sociaux de résoudre collectivement des problèmes complexes ». Des modèles d'intelligence collective qui pourraient inspirer, par exemple, la conception de nouveaux systèmes de routage du trafic IP (Internet Protocol). A la manière des fourmis, capables de trouver, collectivement, le plus court chemin d'un point à un autre, les paquets IP pourraient être acheminés plus rapidement d'un serveur à un autre.

Mais ces agents logiciels peuvent également être de petits logiciels amenés à jouer le rôle de médiateur entre l'internaute et le reste du Ré-

seau. Et ce, pour répondre à des requêtes de plus en plus complexes. Ils pourraient, de plus, interagir et se transmettre les informations nécessaires à la résolution d'un problème dont les conditions de départ et d'arrivée sont connues.

Ces « agents intelligents » sont, pour Francis Heylighen, une première étape vers un « Internet pensant ». « On peut imaginer, poursuit-il, des petits logiciels qui "observent" l'usage que leur utilisateur fait d'Internet et collectent des informations relatives à ses centres d'intérêt, à ses attentes... » Selon Francis Heylighen, ce type d'agents serait particulièrement utiles lorsque l'utilisateur ne peut formuler ses requêtes à l'aide de seuls mots-clés. L'agent se chargerait alors, à partir des informations collectées sur l'utilisateur, de combler les lacunes et de répondre à des requêtes complexes.

Si elles peuvent déboucher sur des projets d'applications comme les « agents intelligents » évoqués par Francis Heylighen, les réflexions du groupe Global Brain restent très en amont de l'industrie. Et, conclut Joël de Rosnay, « nous apportons plus de questions que de réponses ».

Stéphane Foucart

■ www.derosnay.com
■ pespmc1.vub.ac.be

www.automatesintelligents.com

Ce site a été lancé il y a bientôt un an par Jean-Paul Baquiast, ancien haut fonctionnaire, et Christophe Jacquemin, fonctionnaire du ministère de la recherche, tous deux passionnés par l'intelligence artificielle et attachés à ce qu'elle soit mieux prise en considération par le politique et les institutions de recherche. S'y trouvent notamment d'intéressants entretiens avec des chercheurs français.

www.aaai.org

Le site officiel de l'Association américaine d'intelligence artificielle est une porte d'entrée fantastique sur la discipline. Sur www.aaai.org/AITopics/aitopics.html, il est possible d'explorer l'intelligence artificielle par angles (philosophique, robotique, actualités, éthique, historique...).

www-formal.stanford.edu/jmc/index.html

C'est la page personnelle de John McCarthy, organisateur de la conférence de Darmouth (été 1956), événement fondateur de la discipline « intelligence artificielle », aujourd'hui professeur émérite à Stanford. Outre une large sélection de ses articles publiés, McCarthy propose des ressources sur la pointe avancée de la recherche en intelligence artificielle (ordinateurs émotionnels, par exemple).

www.ai.mit.edu

Un tour d'horizon des recherches en cours à l'Artificial Intelligence Laboratory du MIT, l'un des trois plus anciens et prestigieux laboratoires d'intelligence artificielle américains, avec ceux de Stanford et de l'université Carnegie Mellon.

Une sélection de Cécile Ducourtieux

Trois questions à...

Francis Jutand

1 Vous êtes directeur du département sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC) du CNRS, créé voilà un an. En quoi la naissance de ce nouveau département va-t-elle favoriser la recherche en intelligence artificielle (IA)?

Une grande mission de notre département est de développer l'interdisciplinarité. Or l'intelligence artificielle est, par nature, un domaine interdisciplinaire lorsqu'elle tente de comprendre le fonctionnement du cerveau (physiologie, imagerie cérébrale, psychologie cognitive, traitement d'informations...), de modéliser et imiter ses processus (informatique théorique, automatique et robotique...) et de décrypter les interactions humaines (sciences humaines et sociales). Nous avons donc ouvert trois grands chantiers thématiques transversaux qui participent de la problématique de l'intelligence artificielle: cognition et traitement de l'information, robotique et entités artificielles, et société de l'information, à qui 21 millions de francs sont consacrés, hors salaires. Deux postes ont aussi été créés cette année au CNRS sur le thème des agents intelligents.

2 Où en est, aujourd'hui, la recherche en intelligence artificielle en France?

L'IA a toujours été un sujet passionnel, car l'intelligence implique l'humain avec ses capacités et ses complexités. Les formidables progrès de l'informatique ont pu faire croire qu'il y aurait des progrès tout aussi spectaculaires en IA, et les désillusions ont été à la mesure des attentes. Dans les deux dernières décennies, les chercheurs en IA ont pris leurs distances avec les communautés informatiques pour s'engager davantage vers les sciences cognitives (étude des processus d'apprentissage chez l'humain). Aujourd'hui, nous voulons faire la synthèse des avancées dans les deux disciplines en profitant des points forts de la France dans certains secteurs de l'informatique fondamentale (logique...) et des sciences cognitives (psychiatrie...).

3 Où se situent les principaux pôles de recherche en intelligence artificielle?

Sans parler vraiment de nations « modèles », il est incontestable que le Japon et les Etats-Unis sont en pointe dans l'IA. Le premier a toujours été fasciné culturellement par la robotique, les seconds ont toujours eu beaucoup d'avance historiquement en informatique. De plus, les deux bénéficient de lourds financements publics (programme Real World Computing du MITI au Japon et grandes politiques fédérales – défense, espace et santé – aux Etats-Unis) et privés (de l'industrie électronique pour l'un et informatique pour l'autre). En Europe, il existe de très bons chercheurs, mais l'effort est encore trop dispersé.

Propos recueillis par Gaëlle Macke

Musée Jean-Tinguely

LES ILLUSTRATIONS des pages I et II de cette enquête sont extraites d'un CD-ROM – conçu par l'artiste Michel Jaffrennou et réalisé graphiquement par Grégory Pignot – qui offre une promenade virtuelle dans le Musée Jean-Tinguely de Bâle. Prix de la critique Möbius international 2000, ce CD-ROM comporte cinq entrées: Bâle, le musée, les œuvres de la collection, le parcours créatif de l'artiste et une boîte à outils, conçue selon le principe du « hasard en action » cher au sculpteur.

Editeur: Victory Interactive Media
Distributeur: Réunion des musées nationaux
Prix: 262,05 francs (39,95 euros)

Totalement inhumaine

L'homme, réceptacle fragile et périssable, n'est que la très provisoire enveloppe de l'intelligence. Quel sera le successeur? Jean-Michel Truong, Les Empêcheurs de penser en rond, 2001, 100 francs (15,24 euros).



STANLEY KUBRICK'S
2001:
a space odyssey

2001, l'odyssée de l'espace

Plus que jamais d'actualité, le grand classique de Stanley Kubrick de 1968. Quand le robot Hall, aux commandes d'un vaisseau spatial, décide de se révolter et de ne plus obéir. Toujours disponible en cassettes vidéo et DVD.

PUBLICITÉ

La cyberculture physique

Artiste multimédia, Rob White a fait de la bicyclette de son grand-père une œuvre interactive

NON, la technologie n'a rien d'un monstre froid dévorant toute trace d'humanité. En tout cas pas pour Rob White. Aux yeux de cet artiste multimédia britannique de 45 ans, né du côté de Manchester, la création est affaire de sensations et de sentiments. Quelque chose de bien réel, en somme.

L'homme est terrien, attaché à ses racines. «*Je veux lier ma pratique artistique à la vie de ceux que je connais et qui me sont chers*», lance-t-il dans un français teinté d'un solide accent anglais. Et ses attaches se trouvent d'abord dans sa famille. Après avoir retrouvé la bicyclette qui avait permis à son grand-père de traverser le sud-ouest de la France, puis les Pyrénées pour aller jusqu'à Pampelune, au tout début du siècle, il décide en 2000 d'en faire la pièce centrale d'une installation numérique. Il dote l'engin de capteurs qui le transforment en un outil de navigation sur un écran où se déroulent les pages du carnet de voyage de son grand-père.

Au texte manuscrit du carnet, il ajoute dessins et vidéos rapportés du périple qu'il a lui-même entrepris sur les traces de son aïeul. La première bicyclette interactive est née. En pédalant, et avec les mouvements du guidon, le cycliste avance dans le texte et les images du voyage. «*Pour moi, le multimédia est une expérience physique*», commente-t-il, goguenard.

Grâce à cette monture particulière, Rob White fait depuis un an le tour de la Terre, d'expositions en Salons. Ainsi, du Milla 2001, à New York, jusqu'au festival parisien @rt Outsiders, l'artiste chevauche avec bonhomie sa bicyclette pour faire parcourir au visiteur les chemins de traverse du souvenir et remonter le cours du temps.

Son idée de bicyclette interactive semble même séduire des entreprises. Il raconte qu'une salle de remise en forme pour cadres très supérieurs serait intéressée par son drôle de vélo, afin de proposer à ses clients de ne plus seulement pédaler en suivant les cours de la Bourse, mais aussi de se distraire intelligemment. Il confie également, le sourire en coin, qu'il n'est pas mécontent de nouer des contacts avec France Télécom. En cette rentrée 2001, il a en effet participé aux journées Net Company organisées par l'opérateur télécoms, ce qui l'a amené à prendre langue avec les responsables des laboratoires de recherche et développement installés à Rennes. Ces équipes de chercheurs



explorent les possibilités de la maison communicante, et des applications multimédias dans la vie courante, par exemple pour l'industrie touristique. Outre les échanges – qu'il estime importants pour lui – avec des spécialistes de la technologie, il voit dans cette rencontre un moyen d'essayer de vivre «*un peu*» de sa production artistique. Au cours de la même semaine, il a également rencontré des membres de l'Institut Pasteur, qui cherche des moyens de valoriser ses archives auprès du public. Rob White se met à rêver, mi-amusé, mi-sérieux, à une bicyclette interactive pour naviguer dans les immenses collections de moustiques de l'Institut.

MÉMOIRE VIVE

Mais en cette matinée de septembre qui le voit profiter de sa virée parisienne, tous ces contacts ne grisent pas Rob White au point d'en perdre la tête. Il sait qu'en retrouvant sa maison dans le quartier d'Islington, à Londres, et ses élèves en cours de multimédia à l'université d'Herfordshire, il reviendra sur terre, avec des préoccupations plus simples et concrètes.

Pour «*éviter de finir comme ces pop-stars prisonnières d'un seul succès, auxquelles on demande toujours de chanter le même tube*», Rob White pense aussi déjà à sa prochaine création: Dreamland.

En évoquant ce projet, son œil se fait alors d'un bleu plus perçant. L'émotion devient plus forte, même si le discours reste pudique. Dreamland ne puise pas seulement sa source du côté des souvenirs, mais aussi, plus profondément, du côté de la maladie.

Rob White veut ici faire partager l'expérience douloureuse vécue par l'un de ses amis nommé Klem. Privé du plein usage de sa mémoire à cause d'un usage abusif d'alcool et des problèmes de nutrition, ce dernier ne se souvient que des neuf ou dix dernières minutes qu'il vient de vivre. Klem est victime depuis plus d'un an du syndrome de Korsakoff.

Chaque matin, en se réveillant, son ami a tout oublié de la veille et pense se trouver à New York, dans un hôtel où il résidait en 1992. Une vie prisonnière d'un éternel recommencement.

«*Avec cette œuvre, je veux rendre hommage à notre amitié et amener le visiteur à prendre conscience de l'importance de cette pathologie*», raconte Rob White. D'où l'idée de travailler sur une installation qui capterait la présence du visiteur, interagirait avec lui, et qui, au bout de dix minutes, effacerait irrémédiablement la trace de son passage. Au moyen d'une photo chimiquement détruite, par exemple.

Son envie d'explorer la traduction des sens et des émotions dans un art vraiment interactif a égale-

ment fait germer le projet Cameleon dans l'esprit de «*l'artiste bricoleur*». Son objectif? Construire une sculpture de deux à trois mètres de long d'un caméléon dont la peau serait faite de petits écrans à base de composants *light emitting polymers* (LEP). Ces derniers permettent d'obtenir des zones d'affichage souples, fines et légères à manipuler.

«*Avec ce Cameleon, je veux construire un dispositif qui réagisse à la présence des visiteurs, à leurs gestes, leurs paroles, leur agressivité ou leur douceur*», explique l'artiste en déployant un grand sourire, convaincu qu'une petite dose d'humour dans l'art numérique n'est pas une mauvaise chose. Pour ce projet, il espère pouvoir travailler avec l'université de Cambridge dans le cadre d'un programme destiné à favoriser la création de passerelles entre les nouvelles technologies et l'art. Séduire le monde avec son bric-à-brac numérique, l'aventure n'est pas pour déplaire au petit gars de Manchester.

Bertrand d'Armagnac

■ www.veloquence.com

interactif.lemonde.fr/portraits

Carnet interactif

Divento

Alexandre-Reza Radji est nommé directeur général adjoint du portail de loisirs culturels du groupe Vivendi Universal, dont il aura la charge des aspects marketing et commercial.

M6 Publicité Interactive

Philippe Framezelle est le nouveau directeur commercial de M6 Publicité Interactive, division spécialisée lancée par la chaîne M6. Il quitte la direction commerciale du site Web de loterie en ligne Bananalotto.

Audientia

Cyriaque Lenfant et Edouard Soudée deviennent respectivement PDG et directeur général d'Audientia, éditeur spécialisé dans la mesure d'audience des sites Web.

A bon droit

Les contrats conclus à distance

C'EST PAR VOIE d'ordonnances que le gouvernement a été habilité à intégrer le contenu de plusieurs directives communautaires dans le droit interne. Une ordonnance du 23 août 2001 a ainsi transposé plusieurs textes en matière de droit de la consommation, notamment sur la publicité comparative (directive du 6 octobre 1997), les clauses abusives (directive du 5 avril 1993) ou la prévention en matière d'alimentation humaine et animale. Cette ordonnance transpose également la directive 97/7/CE du 20 mai 1997 concernant la protection des consommateurs en matière de contrats à distance. Jusque-là, les contrats à distance, qui recouvrent les opérations dans lesquelles le vendeur et le consommateur ne sont pas en présence physique l'un de l'autre, étaient loin d'être inconnus du droit français. Une loi du 6 janvier 1988, relative aux opérations de télépromotion et sur le téléachat, s'appliquait déjà à toutes les opérations de vente à distance. L'ordonnance du 23 août 2001 a donc complété et modifié le code de la consommation et apporte des précisions, applicables tout particulièrement à Internet, sur plusieurs points.

Le nouveau texte définit d'abord les contrats à distance: il s'agit de «*toute vente d'un bien ou toute fourniture d'une prestation de service conclue, sans la présence physique simultanée des parties, entre un consommateur et un professionnel qui, pour la conclusion de ce contrat, utilisent exclusivement une ou plusieurs techniques de communication à distance*». Sont donc visés tous types de contrats conclus par fax, téléphone, Minitel, Internet, etc. En revanche, ces dispositions ne concernent pas les contrats conclus entre professionnels, ni certains contrats tels que ceux portant sur des services financiers ou ceux conclus lors d'une vente aux enchères publiques.

L'offre de contrat à distance doit désormais comporter, de manière claire et compréhensible, plusieurs informations au nombre desquelles: le nom du vendeur du produit ou du prestataire de service, son numéro de téléphone, son adresse, les frais de livraison, les modalités de paiement, la durée de validité de l'offre ou l'existence d'un droit de rétractation. Le consommateur devra recevoir «*par écrit ou sur un autre support durable à sa disposition*» confirmation de ces informations, ainsi que d'autres précisions énumérées et portant notamment sur les modalités du droit de rétractation ou le service après-vente. Les premiers commentateurs de ce nouveau texte inclinent à penser que cette confirmation devrait intervenir par voie d'e-mail, plutôt que par affichage sur une page Web.

Quant au droit de rétractation du consommateur, il peut s'exercer pendant un délai de sept jours francs, «*sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités, à l'exception, le cas échéant, des frais de retour*». Cependant, ce délai est porté à trois mois tant que le professionnel n'aura pas fourni les informations requises par la loi. Si le consommateur décide d'exercer son droit de rétractation, le professionnel est tenu de le rembourser «*sans délai*» et au plus tard dans les trente jours.

Il faut enfin noter que plusieurs dispositions ne sont pas applicables à certaines situations, telles que les services fournis en une seule fois au moyen d'une technique de communication à distance et facturés par l'opérateur de cette technique: le texte vise ici, par exemple, les contrats portant sur des téléchargements instantanés.

Alain Hazan, avocat à la cour

■ www.droit-technologie.org

PETITES HISTOIRES NUMÉRIQUES

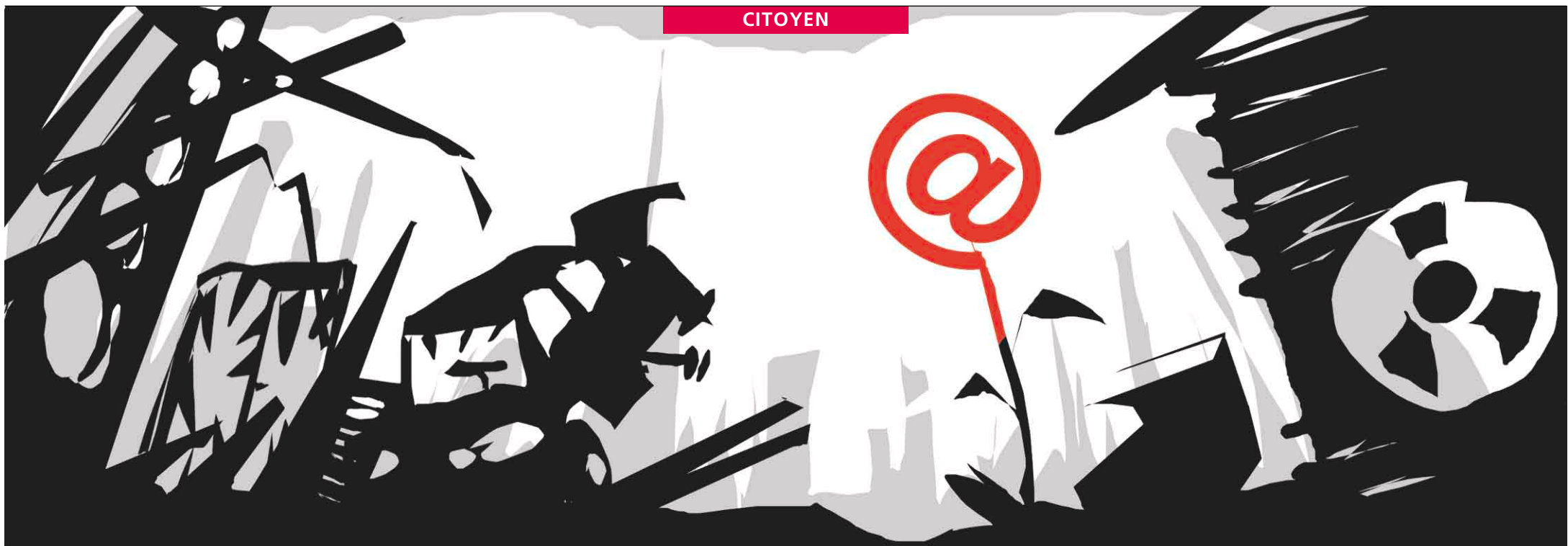
DEPUIS presque un an, les internautes ont «*la quéquette qui colle*». Ne vous méprenez pas: rien à voir avec une maladie honteuse. Plutôt une succession d'heureuses coïncidences qui ont transformé en quelques mois cette petite phrase – agrémentée de quelques couplets du même acabit – en un succès incontestable: près de 300 000 téléchargements sur le seul site Francemp3, le titre de «*chanson Web de l'année*» octroyé par une radio canadienne et, à la clef, une signature de contrat avec la maison de disques EMI en avril 2001. Les deux auteurs, Steph et Moustache, alias le duo de choc Les Mules, ne se prennent pas au sérieux, et il n'y a pas vraiment pas de quoi... Avant d'être un tube, leur chanson *J'ai la quéquette qui colle* n'était en effet qu'une pochade entre amis, composée à l'occasion d'une soirée. «*Du bucolique potache*», expliquent-ils en plaisantant. Quelques rimes d'un genre «*décalé, assez léger et pas foncièrement vulgaire*», préfère-t-on avancer – plus marketing – chez EMI. Steph et Moustache se prennent d'autant moins au sérieux que le succès est survenu à leur insu, par la seule grâce d'Internet. De retour de cette fameuse soirée, Moustache enregistre la chanson et l'envoie par courriel à quelques amis: de proche en proche, de messagerie en messagerie, la chanson s'est



On connaît la chanson

professionnel». Ils ne savent pas au juste combien d'exemplaires de leur disque ils ont vendus: «*Au moins 30 000*», selon eux; «*environ 50 000*», selon la maison de disques. Ils ont en tout cas perdu le compte des téléchargements sur le Net: leur chanson, reprise par des dizaines de sites, y continue son petit bonhomme de chemin.

Marie Belœil



Les militants écologistes du Lot cultivent le Réseau

Internet s'impose peu à peu dans la stratégie d'action des associations de défense de l'environnement

A PEINE dissipées aux yeux des 8 000 Toulousains qui, mardi 25 septembre, manifestaient leur colère place du Capitole, les fumées du désastre de l'usine AZF s'évaporent à présent sur d'autres rancœurs : celles de ne pas avoir été écouté à temps, de ne pas avoir été pris au sérieux. Ces regrets amers, on peut les lire dans les communiqués de l'Union Midi-Pyrénées nature et environnement (Uminate), basée à Toulouse, qui avec le tissu associatif local multipliait depuis quinze ans les mises en garde concernant l'usine. Un rôle de veille et d'information qui avait été renforcé par l'inauguration du site Web de l'Uminate (1), il y a quatre ans. « Notre site s'inscrit dans une logique d'ouverture au public qui a toujours prévalu depuis la mise à disposition de notre fonds documentaire », précisait Josée Cambou, directrice de l'Uminate, interviewée trois jours avant l'explosion de l'usine. Cela aura été malheureusement en vain.

Pour les autres sites industriels à risque, il faut espérer que plus de crédit sera désormais accordé au travail des associations. Dans le département du Lot, c'est précisément ce à quoi contribue l'appropriation du Web par le milieu associatif. « Lorsque les militants utilisent Internet, ils prouvent qu'ils ne sont pas

contre le progrès. Et ils démontrent qu'avec peu d'énergie on peut utiliser un média sophistiqué et donc que l'utilisation des technologies de pointe n'exige pas forcément une importante consommation d'énergie. Internet permet ainsi de changer l'image des militants en les présentant de façon positive et offensive, ce qui déstabilise leurs adversaires dans leur argumentaire classique », analyse Charles Farenny, professeur de mathématique, résident à Montcuq et membre de l'association Quercy Blanc Environnement (2). Affichant sur sa page d'accueil une photographie du chanteur Nino Ferrer, qui fut l'un de ses plus illustres résidents, le site Web de l'association mène combat contre l'installation de lignes à très haute tension, à travers des séries de photomontages dénonçant le danger qu'elles représentent ou en publiant l'intégralité du rapport qu'un expert indépendant a réalisé pour évaluer l'impact d'un tel projet

LE WEB, OUTIL DE RALLIEMENT

Un moyen pour ces militants de contrer les discours qui les présentent comme des hippies néoruraux, ennemis naturels des agriculteurs et du développement économique. La caricature, « souvent mise en avant par les préfets pour diviser les contestations », ironise Denis Foissac, Lotois de Caillac, enseignant à Luzech et président de l'ADEC (3), a donc vécu. C'est en tout cas une certitude pour Charles Farenny qui précise que, depuis onze ans que le combat est mené et depuis quatre ans que le site existe, « nous avons gagné à notre cause presque tous les élus, les partis politiques, les syndicats, les paysans... ».

Si le Web donne aux associations le sérieux qui faisait défaut dans le regard de leurs contempteurs, c'est aussi par ce qu'il permet d'enrichir

le savoir de la base militante. « Certains commissaires enquêteurs qui travaillent dans le Lot me font parfois part de leur étonnement. Les gens leur citent des données où des études britanniques, hollandaises... ce qui est vraiment nouveau », observe Josée Cambou. Le contenu des sites s'inscrit en effet dans la logique d'une circulation fluide et exhaustive des informations.

« La presse n'ayant pas le temps de s'intéresser sur la durée à nos problèmes, le site nous permet de maintenir l'actualité à jour et, surtout, de faire circuler l'information auprès des adhérents, dont certains peuvent être des vacanciers résidant hors du département ou à l'étranger, et entre les associations », explique Richard Truchot, webmaster autodidacte du site qui coordonne l'action de deux associations (4) opposées à l'implantation d'une mine de quartz dans la Bouriane (à cheval sur les communes de Peyrilles, Lavercantière et Thédirac). Le site propose une chronologie qui s'interrompt au jugement du tribunal administratif de Toulouse rendu en juin dernier en faveur des militants (en attendant le jugement du tribunal de Bordeaux auprès duquel la partie adverse a fait appel). Il met également en ligne de nombreux documents résumant les différentes démarches et actions effectuées (photos, cartes, extraits de lois, arrêtés municipaux, lettres officielles, rapport d'expert, pétitions...) qui, ainsi que l'espère Richard Truchot, permettront à tous ceux qui seraient confrontés à un problème similaire de réagir plus vite et plus efficacement.

Brigitte Lespinasse, membre de l'Association Ribeyrone (5) qui se bat contre l'implantation d'un élevage de poulets industriels à Masclat, le croit aussi. « On se rend compte aujourd'hui que, si on avait

utilisé le Net dès le départ de notre action, il y a un an, on aurait gagné beaucoup de temps, notamment pour trouver des informations, précise-t-elle. Mais on n'avait pas ce réflexe à l'époque. Aujourd'hui, nous avons nous-même un site... »

Mais, de l'avis de tous, il est peu probable qu'Internet remplace un jour les moyens de lutte traditionnels (téléphone, fax, lettres, présence physique, actions locales, rencontres...). Ce qui est logique, dans la mesure où les adhérents ne sont pas tous connectés, pas plus que l'ensemble des Lotois (6) qu'il est donc vain de vouloir mobiliser de la sorte. C'est ce qu'a rappelé le collectif Contre la porcherie industrielle qui, sans Internet mais avec José Bové (dont la présence a attiré entre 1 000 et 3 000 personnes), a obtenu une belle demi-page avec photo dans l'édition du Lot de *La Dépêche*. L'événement était suffisamment médiatique pour figurer dans l'édition du quotidien, bien que la manifestation ait eu lieu à Puy-laroque, dans le département voisin du Tarn-et-Garonne.

Nicolas Weinberg

- (1) perso.wanadoo.fr/uminat
 (2) multimia.com/chafar
 (3) ADEC (Association pour la défense de l'environnement de Caillac et du causse de Catus-Crayssac) : perso.respublica.fr/sossource
 (4) Association pour la préservation des sites menacés en Bouriane, Agir pour préserver notre bien-être en Bouriane : multimia.com/bouriane/index.shtml
 (5) ribeyrone.free.fr
 (6) D'après l'Insee, en France et en 2000, 7 % des ruraux avaient une connexion à Internet et seulement 1 % des agriculteurs étaient connectés. Les chiffres concernant le Lot sont probablement en deçà.

interactif.lemonde.fr/
webcitoyen

Atomique.com, aiguillon syndical

Créé à l'initiative de la CGT, le site se propose de révéler au plus grand nombre les incidents des centrales

« LES TRAVAUX de déconstruction des tranches UNGG de Saint-Laurent se poursuivent normalement. Le traitement des eaux de piscine se poursuit et la vigilance reste de mise concernant la contamination alpha. Quelques coques en béton contenant des déchets présentent des fissures non négligeables et seront prochainement expertisées suite à une demande de la CGT en CHSCT [comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail]... »

Le 7 juillet dernier, les représentants de la Confédération générale du travail de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, dans le Loir-et-Cher, postent ce message sur atomique.com. C'est que le site Internet des syndiqués CGT de plusieurs centrales nucléaires françaises a décidé de « rendre publics tous les incidents pouvant avoir des conséquences ou non sur le personnel et l'environnement, ainsi que toutes les remises en cause des libertés individuelles et collectives visant à entraver cette démarche car le secret qui entoure encore nos centrales nucléaires et le manque de démocratie pour le personnel qui y travaille ne sont pas de nature à rassurer la population ».

Atomique.com débarque ainsi sur la Toile en juillet 1998, après que différents incidents techniques sont survenus à la centrale de Belleville-sur-Loire. « Les différentes informations données aux médias par la direction n'étaient pas toujours conformes à la réalité, et la population locale avait une opinion qui ne reposait donc pas sur la réalité », rappelle Guy Callafato, secrétaire général du Syndicat des personnels de la production et du transport d'énergie (SPPTE) Centre CGT. Il ne s'agissait pas d'information mais de manipulation.

Les salariés décident alors, par la voix de leurs représentants syndiqués, de prendre la main et la parole, pour créer en ligne « une source d'information qui contourne la direction, le ministère de l'indus-

trie et les médias qui vivent de la pub d'EDF ». Et à en croire Guy Callafato, le site a acquis une certaine légitimité : « Les universités américaines, les sous-traitants d'EDF, les compagnies d'électricité nous suivent quotidiennement et nous questionnent parfois quand la télévision parle du nucléaire. »

Une audience que la direction d'Electricité de France ne voit pas forcément d'un très bon œil. « La direction a toujours observé notre site de près et exprimé des réserves sur le fait qu'on communiquait vers l'extérieur », témoigne le syndicaliste. Ainsi, les cégétistes se sont récemment vu rappeler à l'ordre pour avoir mis en ligne un document de l'Autorité de sûreté nucléaire révélant des insuffisances dans le système de surveillance de la centrale de Dampierre-en-Burly, dans le Loiret.

Pourtant, les responsables d'atomique.com prennent toutes les précautions pour ne pas attirer les foudres de leurs chefs. Ainsi s'assurent-ils toujours de la véracité des informations qui sont en leur possession, et ont-ils signé avec la direction de l'entreprise publique un code de bonne conduite qui les engage à prévenir les autorités locales avant de les publier sur leur site. « Mais, si ça n'avance pas, on s'est réservé le droit de s'exprimer en toute indépendance », prévient le secrétaire général du SPPTE. Et avec un certain succès.

A Belleville-sur-Loire, EDF n'a pas tardé à réagir aux alertes lancées sur la Toile par les cégétistes et à apporter des solutions aux problèmes qu'ils soulevaient. « Le fait qu'on s'exprime vers l'extérieur grâce à la Toile contribue à faire avancer les choses », analyse Guy Callafato, pour qui le site a joué également son rôle, aussi modeste soit-il, dans la plus grande transparence dont fait preuve la direction du parc nucléaire français depuis que l'opinion publique s'intéresse à la question du nucléaire.

Si les employés de l'usine AZF qui a explosé à Toulouse le 21 septembre dernier avaient pu exprimer leurs craintes quant à la sûreté des installations sur un site Web similaire à celui des salariés du nucléaire, auraient-ils pu prévenir la catastrophe ? « La population toulousaine avait déjà des éléments d'information, objecte Guy Callafato, mais le fait de diffuser de l'information sur Internet aurait apporté une dimension différente. »

Stéphane Mandard

Chronique

Licencieuses licences de Microsoft

« Quand la révolte de Tycho commença en 2062, le droit universel de lire devint bientôt l'un de ses objectifs principaux. » Richard M. Stallman, Le Droit de lire, 1997.

« DÉPÊCHEZ-VOUS d'acheter FrontPage 2002. » Cet appel a de quoi étonner lorsque l'on sait qu'il est lancé sur Linuxfr.org. A vrai dire, c'est moins le logiciel de création de sites Web de Microsoft lui-même que sa licence utilisateur qui suscite l'admiration ironique, sinon agacée, de la communauté Linux.

Si la pratique n'est pas en elle-même exceptionnelle, l'une des clauses légales, figurant dans le contrat de licence utilisateur (CLUF) de la dernière version de FrontPage, est pour le moins surprenante. Cette clause stipule en effet qu'il est interdit d'« utiliser [certains composants de ce logiciel] sur un site qui dénigre Microsoft, MSN, MSNBC, Expedia ou leurs produits ou services, enfreint la propriété intellectuelle ou d'autres droits de ces parties, viole une loi fédérale ou internationale, ou fait la promotion du racisme, de la haine ou de la pornographie ».

Si cette affaire déclenche aujourd'hui une levée de boucliers dans le milieu des développeurs et des webmasters, il convient néan-

moins de rappeler que Microsoft n'en est pas à son coup d'essai pour tenter à tout prix de protéger son image et d'étouffer ainsi toute contestation dans l'œuf. En janvier dernier, déjà, le magazine ZDNet révélait que Hotmail/MSN (filiale de Microsoft), sous prétexte de lutte anti-spam, filtrait, sur la base d'une liste inconnue de mots et d'expressions, les messages postés et se permettait même d'en jeter certains sans se donner la peine d'en avertir l'expéditeur.

Procédure technique de contrôle des utilisateurs, réglementation portant atteinte à la liberté d'expression, ces révélations ne peuvent qu'inquiéter les utilisateurs des produits de cette entreprise qui, rappelons-le, a vocation à détenir une position de monopole sur le marché. Au-delà du caractère ridicule, sinon puéril d'une telle démarche, cette affaire illustre une inflexion majeure dans la conception que les entreprises ont de la vente de produits logiciels. Il ne s'agit plus aujourd'hui de vendre des logiciels à proprement parler mais d'en louer leur usage à des conditions préalablement définies par l'entreprise elle-même. Use it, don't own it. Ce passage d'un droit d'acquisition à un droit temporaire d'usage, à une location en d'autres

termes, constitue, selon Jeremy Rifkin, l'un des éléments fondamentaux de la révolution de la nouvelle économie dans laquelle la licence ne précise plus seulement les conditions de la transaction, mais aussi les conditions de l'utilisation elle-même du produit. La nouvelle licence professionnelle d'Office XP, considérée par beaucoup comme une transition vers le modèle ASP (Application Service Provider), est une parfaite illustration de ce principe : l'entreprise n'achète plus un outil logiciel mais en loue son usage pendant une période donnée.

D'un point de vue légal, donc, il pourrait éventuellement s'agir d'une clause abusive, mais en aucun cas d'une atteinte à la liberté d'expression définie par le premier amendement de la Constitution américaine, comme certains ont tenté de l'avancer. Dans ces conditions, en effet, la liberté d'expression ne s'inscrit plus forcément dans le champ du droit public, mais peut aussi faire l'objet d'une clause de droit privé entre le prestataire de services et l'utilisateur.

Olivier Blondeau

olivier.blondeau@freescape.eu.org

PUBLICITÉ

Tesco: petites ambitions et grands résultats

JOHN BROWETT, PDG du cybermarché Tesco.com, n'est pas du genre à se vanter. Il en aurait pourtant le droit. Alors que, du temps de la gloire des dotcom, les analystes



lui reprochaient sa « frilosité » quant au commerce électronique, le numéro un britannique de la grande distribution a vu ses concurrents en ligne mettre l'un après l'autre la clé sous la porte. Aujourd'hui, Tesco.com est le plus gros et le plus performant cybermarché au monde. « Nous avons eu un peu de chance, explique John Browett, mais nous avons aussi eu raison. »

Le grand pari de Tesco a été de parler petitement. En 1996, alors que le Web était en plein essor et que l'idée de faire ses courses en ligne semblait géniale, Tesco est allé pas à pas sur Internet: un seul de ses supermarchés (celui d'Osterley) a commencé à accepter des commandes à distance via un site Web basique. Il s'agissait de voir si les clients étaient prêts à des produits d'épicerie sans les choisir au supermarché. De plus, Tesco voulait tester des options logistiques de traitement des commandes entre piocher directement dans les rayons des magasins ou faire construire des entrepôts dédiés. En mars 1998, l'entreprise en est arrivée à la conclusion que la demande existait pour ce type de service et qu'il était possible d'y répondre en s'approvisionnant directement dans ses supermarchés. Mais il restait encore de nombreux perfectionnements à apporter pour trouver un modèle économique viable. Ce n'est donc qu'en septembre 1999 que les services d'achat en ligne ont été proposés dans une centaine de supermarchés.

LES VERTUS DE L'EMPIRISME

Aujourd'hui, Tesco.com avance à la vitesse grand V: elle a étendu ses activités à 250 points de vente (plus du tiers des 690 supermarchés britanniques de la chaîne), ce qui lui permet de desservir 91% de la population britannique. D'après les analystes, la cyberentreprise devrait afficher cette année un chiffre d'affaires de plus de 491 millions d'euros et, plus rare, une marge d'exploitation sur la vente de produits d'épicerie de quelque 5% (soit plus de 24 millions). L'an dernier, Tesco.com était en perte de 14 millions à cause des coûts de diversification dans de nouveaux secteurs comme les CD et vidéos, mais elle était déjà rentable dans l'épicerie. « C'est la seule entreprise au monde qui ait vraiment trouvé le truc », explique David McCarthy, analyste chez Schroder Salomon Smith Barney.

Tesco a en effet compris que la vente de produits alimentaires sur la Toile n'atteindrait pas des volumes importants avant très longtemps. Après tout, le groupe devrait réaliser, en 2001, 33 milliards d'euros

D'abord critiquée pour son approche trop prudente du commerce en ligne, la première chaîne de supermarchés britannique est devenue le plus grand cybermarché du monde

Bretagne, parce que nous avançons très pragmatiquement », commente John Browett.

Voilà une leçon que les dotcom en faillite auraient pu mettre à profit. De nombreuses start-up du Net ont privilégié la croissance à tout prix sans savoir si leur modèle économique était viable... jusqu'à l'effondrement final. « Vous ne pouvez pas vous intéresser uniquement au chiffre d'affaires et définir seulement après la structure des coûts », précise John Browett. Malgré cette logique incontestable, en 1999, de grands gourous du e-commerce comme McKinsey et Accenture pressaient le groupe anglais de faire construire des entrepôts. L'entreprise a donc refait ses comptes afin de vérifier qu'elle ne se trompait pas de direction. « Nous avons pris le risque de ne pas faire comme tout le monde au

frais de main-d'œuvre. Chaque entrepôt devait desservir des millions de clients potentiels habitant dans un rayon de près de 100 kilomètres. Mais, dès la construction des trois premiers entrepôts – à Oakland, Atlanta et Chicago –, les résultats n'ont fait qu'empirer.

Le talon d'Achille de Webvan: la demande était trop faible pour faire fonctionner les entrepôts à hauteur de leurs capacités. Les coûts fixes ont donc rapidement eu raison du chiffre d'affaires. Les analystes estiment que, pour chaque commande livrée, Webvan perdait de 5 à 30 dollars en frais d'exploitation. Lorsqu'on ajoute les amortissements, les coûts de marketing et autres frais généraux, on arrive au chiffre astronomique de 132 dollars de déficit par commande. De son côté, Tesco, en quatre ans, n'a

22 millions de dollars, Tesco a acquis 35% des parts de GroceryWorks, la start-up détenue à 50% par Safeway. Les deux entreprises ont déjà fermé trois entrepôts de GroceryWorks au Texas. Il est prévu de commencer à installer le système de Tesco.com dans quelques-uns des 1500 supermarchés américains de Safeway début 2002.

Certes, la méthode Tesco n'est pas parfaite. Une fois reçues dans le centre de traitement de données de Dundee, en Ecosse, les commandes sont automatiquement acheminées vers le magasin le plus proche du client, qui ne peut donc acheter que ce qui s'y trouve. S'il s'agit de l'un des plus petits points de vente de Tesco, les clients n'ont le choix qu'entre environ 20000 articles, contre 40000 dans des supermarchés de plus grande taille. Les analystes redoutent également que le modèle de Tesco.com ne puisse faire face à l'augmentation des ventes. Bien que ses coûts fixes soient faibles, Tesco.com a des coûts variables assez élevés, la hausse du nombre de commandes nécessitant une main-d'œuvre supplémentaire pour préparer et livrer les commandes. Par conséquent, Tesco.com ne pourra probablement pas bénéficier des économies d'échelle que Webvan comptait réaliser avec ses entrepôts. Autrement dit, elle ne sera peut-être jamais beaucoup plus rentable qu'à l'heure actuelle.

MÊLER LES BRIQUES AUX CLICS

John Browett reste serein. A terme, Tesco.com adoptera probablement une méthode hybride: des entrepôts près des grandes villes et l'approvisionnement en magasin dans les régions rurales. Le grand rival anglais de Tesco, Sainsbury, s'y met déjà: il inaugure actuellement un service de livraison dans 36 de ses magasins mais ouvrira également des entrepôts près de Londres et de Manchester. « Nous pensons qu'à long terme, le succès viendra de centres distincts de préparation de commandes », explique Matt Samuel, porte-parole de Sainsbury, mais pour l'instant, nous nous servons de nos magasins pour nous implanter plus rapidement sur le marché. » John Browett, quant à lui, estime que son entreprise ne se sentira pas à l'étroit dans ses magasins avant d'avoir atteint un chiffre d'affaires de 4,75 milliards d'euros, soit dix fois son niveau actuel. En attendant, dans un secteur comme le commerce alimentaire où les marges sont extrêmement faibles, le système de « picking » en magasins a été sans cesse peaufiné pour réduire les coûts. Ainsi, au lieu d'obliger les préparateurs de commandes à traverser le supermarché de part en part pour traiter la commande d'un seul client, le supermarché est divisé en six zones; chaque préparateur parcourt une seule zone en poussant un chariot et en y mettant les produits commandés par six clients. Les produits commandés sont ensuite regroupés par client à l'arrière du magasin et chargés dans des camionnettes de livraison.

Si Tesco arrive à réduire au minimum ses coûts, c'est grâce non seulement à de tels procédés mais aussi à un usage judicieux de la technologie. Par exemple, tous les chariots des préparateurs sont équipés d'un système sans fil qui indique le meilleur chemin à suivre dans le magasin et les articles à prendre, un par un. Il faut donc compter en moyenne 30 secondes par article, une commande ordinaire de 64 articles pouvant, d'après les analystes, être préparée en 32 minutes, à un coût d'environ 8,50 dollars, frais de main-d'œuvre et amortissements inclus. Malgré la rationalisation des opérations, ce coût reste encore relativement élevé: il est égal à environ 7% de la commande moyenne, qui s'élève à 134 euros.

Tesco compense ces coûts, notamment en n'utilisant pas de caissières, ce qui économise environ 3% de la valeur des commandes. Sur tout, les cyberclients achètent davantage de produits aux marges élevées: légumes bio, viandes de qualité supérieure et produits de marque. Enfin, Tesco.com a, dès le début, imposé aux clients des frais de livraison de 8 euros par commande. Elle affirme que les clients sont prêts à payer ce genre de services – ainsi qu'en témoigne la multiplication par quatre du nombre de commandes en un an. D'après l'analyste Timothy Laseter de Booz, Allen & Hamilton, Tesco.com empêche chaque année 30 millions d'euros au titre des frais de livraison, relativement proches du coût réel de livraison, estimé à 37 millions. Sur tout, les frais de livraison ont contribué à faire augmenter le montant moyen des achats, les clients souhaitant rentabiliser leurs commandes. Alors que les achats réalisés en magasins atteignent en moyenne 38 euros, les commandes passées à Tesco.com sont généralement trois fois plus élevées.

Enfin, Tesco.com bénéficie également de certains avantages que Webvan n'aurait jamais pu recréer, même avec un milliard de dollars supplémentaires d'investissements. La marque Tesco, l'une des plus connues d'Angleterre, confère aux cybermarchés du même nom une légitimité immédiate. En outre, Tesco.com a droit à des publicités gratuites dans les mailings que Tesco envoie tous les trimestres à ses 10 millions de clients détenteurs d'une carte de fidélité. Elle a relié son site Web aux bases de données des supermarchés, afin que les clients puissent facilement commander de nouveau les produits qu'ils ont précédemment achetés en ligne ou en magasin. Et la simple présence dans les supermarchés de préparateurs des commandes constitue une publicité permanente pour le service Web. Tesco n'essaie pas de créer une entreprise indépendante. Tesco.com n'est qu'une unité de ventes supplémentaire qui permet à l'entreprise d'augmenter son chiffre d'affaires et de vendre davantage de produits. Tant qu'elle n'est pas déficitaire, l'opération représente un bénéfice net.

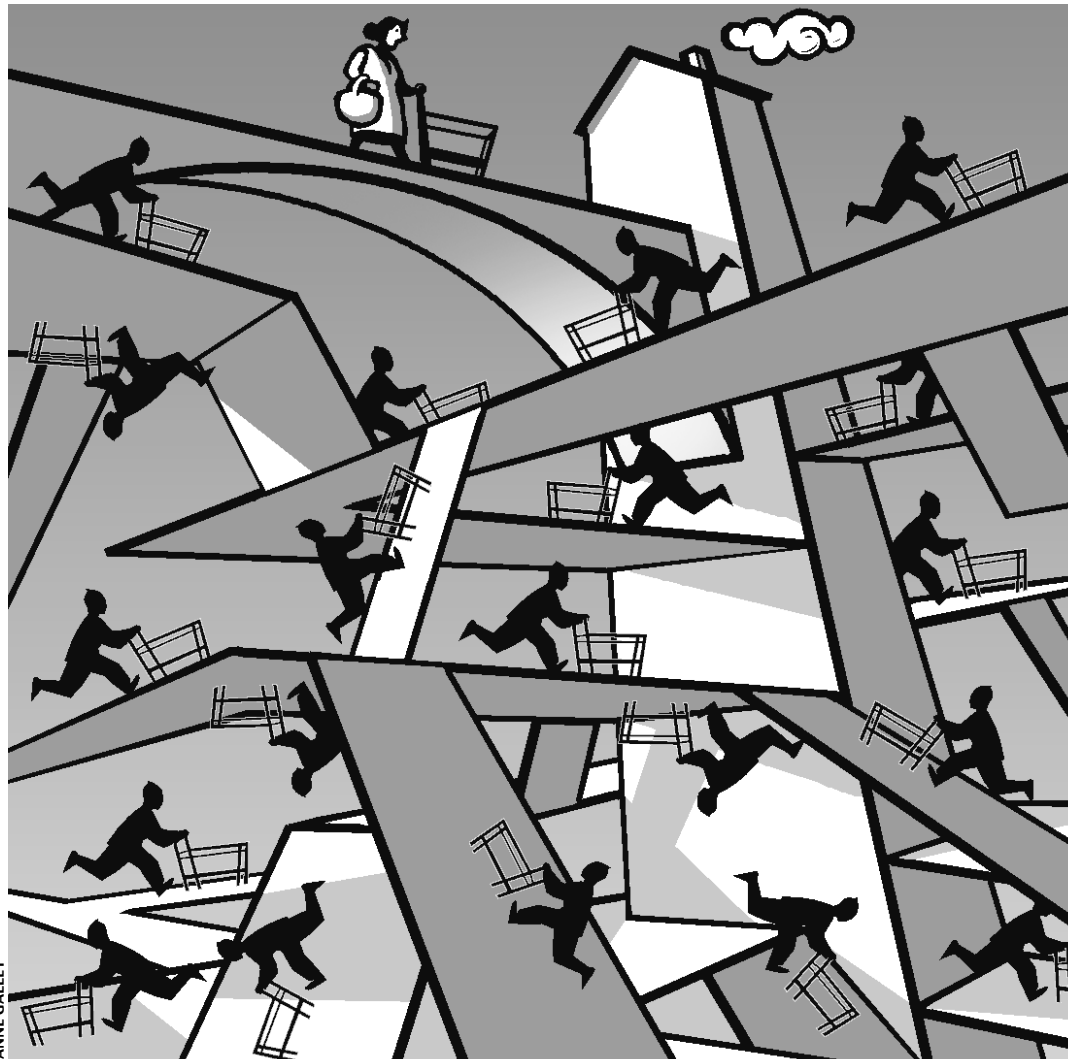
Quels sont les projets d'avenir de Tesco.com? Renforcer sa présence en Grande-Bretagne: en 2004, prédit Mark Wasilewski, analyste chez ABN Amro, elle atteindra un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros – ce qui ne représentera que 7,5% du chiffre d'affaires total de Tesco – et réalisera un profit net de 181 millions. Tesco a également annoncé la première expansion à l'étranger (hormis le contrat signé avec Safeway) de ses opérations en ligne: au premier trimestre 2002, elle compte inaugurer des cybermarchés en Corée du Sud (pays qui a le taux le plus élevé au monde de connexions Internet haut débit résidentielles), où elle dispose déjà de sept supermarchés et prévoit d'en ouvrir onze de plus. Comme quoi Tesco devient ambitieux, finalement.

Andy Reinhardt

★ Les pages « Entreprises » sont réalisées par les rédactions du « Monde interactif » et de « Business Week/e.biz ».

★ Traduit de l'anglais par Chantal Dussuel.

interactif.lemonde.fr/
neteconomie



ros de chiffre d'affaires, dont seulement 1,5% pour sa filiale Internet. Au lieu de dépenser une fortune pour construire des entrepôts coûteux équipés des dernières technologies, Tesco a délibérément opté pour la simplicité. Aujourd'hui, Tesco.com traite plus de 3,7 millions de commandes par an, et la moitié de ses clients en ligne n'allaient pas dans les supermarchés Tesco avant. Elle profite de cette base de clientèle pour prendre pied dans de nouveaux secteurs, comme les produits pour bébés et les caisses de vin. « Nous avons la possibilité de devenir le principal service de livraison locale en Grande-

moment où l'euphorie battait son plein », se souvient John Browett.

Tesco s'est fait un plaisir de poursuivre sa stratégie après l'échec retentissant de Webvan. Cette start-up californienne, qui avait bénéficié d'investissements sans précédent, s'est déclarée en faillite en juillet. En deux ans, ce supermarché 100% cyber a flambé 1,2 milliard de dollars en essayant de s'implanter sur tout le territoire américain. La stratégie de Webvan résume les ambitions démesurées de l'ère des dotcom: il s'agissait de construire une vingtaine d'entrepôts automatisés à 35 millions de dollars l'unité, pré-

consacré que 63 millions d'euros au lancement de ses opérations en ligne et a, depuis, dépensé 31,5 millions supplémentaires pour vendre des articles autres que les produits alimentaires.

« Maintenant que les modèles économiques utopiques et très coûteux des dotcom ont tourné à la catastrophe, la méthode de Tesco fait l'unanimité », affirme Andrew Wolf, analyste chez BB&T Capital Markets. Pour preuve, Safeway, troisième chaîne de supermarchés aux Etats-Unis, a annoncé en juin qu'elle allait s'associer à Tesco pour livrer des produits alimentaires commandés en ligne. Moyennant

Le britannique Tesco a réussi là où l'américain Webvan a échoué



L'appui des magasins

Tesco. La cyberfiliale profite de l'acquis de sa maison mère: la notoriété de la marque, la base des 10 millions de clients porteurs de carte de fidélité et surtout le réseau de supermarchés dans lesquels elle pioche les articles pour satisfaire les commandes des internautes. Du coup, l'investissement de départ a été limité à 61 millions d'euros.

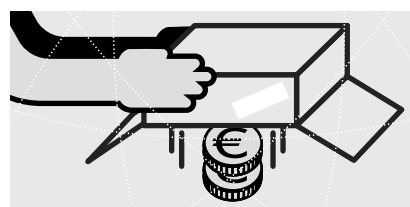
Webvan. Partant de zéro, la dotcom a dépensé 1,2 milliard de dollars pour démarrer son activité, construisant des entrepôts automatisés à 35 millions l'unité. Il fallait à la fois nouer des relations avec les fournisseurs, attirer les clients et faire fonctionner le service alors qu'aucun dirigeant de la société n'avait déjà travaillé dans la distribution alimentaire.



Une stratégie prudente

Tesco. Le groupe britannique a passé des années à définir et peaufiner son service de commandes en ligne et son système de livraison. Après avoir lancé cette offre pour les clients d'un seul magasin en 1996, Tesco a peu à peu étendu géographiquement son service Web à un tiers de ses 690 supermarchés au Royaume-Uni.

Webvan. La start-up a voulu courir avant de savoir marcher. Elle comptait pénétrer sur vingt-quatre marchés locaux américains en trois ans. Elle a ouvert trois entrepôts dans la baie de San Francisco, à Atlanta et Chicago. Et alors qu'elle n'était encore parvenue à l'équilibre sur aucun des trois, a continué à en bâtir deux autres dans le New Jersey et le Maryland, qui n'ont jamais ouvert.



Pas de cadeaux

Tesco. Les gourous du commerce en ligne pensaient que les consommateurs ne voudraient jamais payer la livraison. Tesco est allé à contre-courant en la facturant 8 euros. Tesco.com enregistre aujourd'hui quelque 70000 commandes par semaine sur Internet et empêche 30 millions d'euros par an pour la livraison. De plus, la livraison payante encourage les clients à remplir davantage leur chariot.

Webvan. Ce nouveau venu a voulu séduire les consommateurs en leur offrant la livraison gratuite au-delà de 50 dollars d'achats. Le déficit n'a donc cessé de se creuser, les analystes estimant que Webvan perdait de 5 à 30 dollars sur chaque commande enregistrée.



Le Net, pas suffisant

Tesco. La cyberfiliale n'a pas à dégager des profits en tant que telle afin d'être un succès pour sa maison mère. La présence de Tesco en ligne l'aide à renforcer son image de marque: Tesco.com affirme que la moitié de ses clients faisaient auparavant leurs courses dans des supermarchés concurrents et espère que, maintenant, lorsqu'ils voudront se déplacer dans un magasin, ce sera chez Tesco.

Webvan. La start-up devait survivre sur son seul chiffre d'affaires sur la Toile. Mais l'e-krach prouve que le Net est moins une fin qu'un moyen. Les consommateurs ne pouvaient faire leurs courses chez Webvan qu'en se connectant via leur PC, ce qui privait la société des petits achats de dépannage dans un magasin.

Les produits «tout en un» se multiplient

Fruits de technologies différentes, les objets hybrides combinent les usages

À L'IMAGE du bon vieux couteau suisse, les objets high-tech sont de plus en plus gourmands en fonctions différentes. S'il y a encore un pas à franchir dans le grand mouvement de convergence technologique promis par les constructeurs, avant que la télévision ne fasse tire-bouchon et que les consoles de jeu vidéo servent de pince à épiler, le consommateur observe une forte tendance à la concentration des applications au sein d'un même produit. Les appareils photo numériques se transforment en baladeurs capables de lire du MP3, les téléviseurs se dotent de modem et les assistants personnels transportent leurs utilisateurs sur le Net. Et ce n'est qu'un début.

Il y a quelques semaines, par exemple, le constructeur japonais Matsushita a annoncé la prochaine commercialisation d'un enregistreur de DVD (norme DVD-RAM) équipé d'un disque dur de 40 gigaoctets. De son côté, Panasonic vient de présenter une nouvelle machine à musique. Lecteur de CD audio, le futur SV-SR1000 remplit également la fonction de lecteur-enregistreur de fichiers musicaux numériques sur les cartes mémoires SD (Secure Digital). Avec un tel appareil, plus besoin d'avoir un ordinateur pour transformer ou enregistrer de la musique au format MP3.

Ainsi va la convergence. Plus les possibilités offertes par les technologies évoluent, plus les objets numériques se complexifient. Au point qu'il est parfois difficile de s'y retrouver – la multiplication des normes de transmission sans fil et des supports amovibles compliquent ainsi grandement la lisibilité pour le consommateur – et de comprendre l'utilité de certains appareils. On se souvient que le spécialiste du café italien Lavazza avait présenté en 2000 une cafetière capable d'envoyer des courriers électroniques ! Dans la même veine, Electrolux travaille toujours sur son Screen-Fridge, un réfrigérateur intelligent qui composera des recettes et établira la liste des courses en fonction des aliments restant sur ses étagères.

«L'intérêt du consommateur pour les objets de convergence, remarque Matthieu Cortesse, analyste chez GFK, dépend du degré de maturité des technologies offertes.» Ainsi

les lecteurs combinant DVD et VHS rencontrent-ils en ce moment un bon accueil, car ils offrent une transition en douceur entre deux supports populaires. «Le consommateur, qui ne veut pas dépenser trop d'argent pour la performance, est aussi intéressé par le gain de place. Il souhaite évacuer son ancien magnétoscope dans une salle de jeux ou une chambre d'enfant. Cet acheteur potentiel préfère le côté pratique à une recherche absolue de la qualité», explique Matthieu Cortesse.

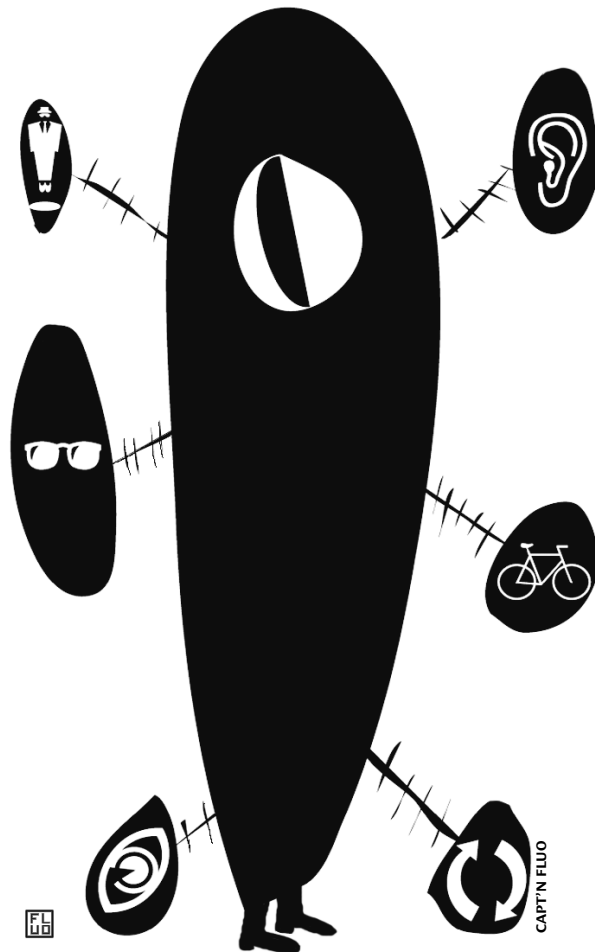
L'échec déjà ancien du lecteur de CD-I (Compact Disc interactif) de Philips est là pour rappeler que les consommateurs ne sont pas forcément prêts à avaler n'importe quoi et qu'en matière de convergence, il faut avancer progressivement. Du côté des téléphones portables, autre objet emblématique de la convergence, la fusion du mobile et de l'assistant personnel est en marche. Mais le flop retentissant du WAP prouve que si les fabricants et les opérateurs ne réfléchissent pas aux usages, il ne sert à rien de marier deux technologies (Internet et téléphonie mobile) et de les faire converger vers un appareil unique peu adapté à l'état du marché.

La télévision n'échappe pas non plus à la concentration des fonctions. Avec TAK, Thomson Multimedia et Microsoft sont persuadés que les usages sont justement au cœur du problème et que la convergence des technologies peut se faire de manière naturelle. La gamme des téléviseurs équipés d'un modem, commercialisée sous cette marque, est ainsi une tentative de transformer un objet immuable comme la télévision en un appareil communicant. Courrier électronique, émissions interactives et navigation sur Internet sont parmi les principales applications de cette nouvelle combinaison.

«Aujourd'hui, explique Jacques Thibon, PDG de TAK, les frontières entre les différents produits sont en train d'évoluer. Cela ne veut pas dire que tel ou tel objet va en remplacer un autre, mais plutôt que, suivant les usages, les gens se tourneront vers un objet plutôt qu'un autre. On peut prendre l'exemple de la radio. Nous avons quantité de postes de radio, de différente qualité mais qui correspondent à des utilisations variées. Nous ne sommes pas dans une phase de recherche d'un produit miracle. Nous simplifions les usages tout en prenant garde à ne pas créer des fonctions artificielles.»

La prochaine évolution devrait être l'intégration à côté du tube cathodique d'un disque dur, histoire de rapprocher un peu plus la télévision de l'ordinateur. Il ne manquera plus que le décapiseur sur la télécommande.

G. F.,
avec A. Ba.



Trois questions à...

Serge Tisseron

1 Vous êtes psychiatre et psychanalyste, observateur des nouveaux comportements et auteur d'ouvrages sur la place et l'utilisation des objets high-tech dans notre société. Comment analysez-vous la multiplication des appareils hybrides ?
Premièrement, il faut savoir que cette tendance n'est pas récente. Il y a notamment eu l'exemple des Tamagotchi qui invitaient les enfants à réaliser plusieurs opérations [nourrir la bestiole, l'éduquer...] avec seulement deux boutons. Ensuite, la multiplication des appareils «tout en un» et la concentration des fonctions va de pair avec le mouvement de miniaturisation que nous observons aujourd'hui. Elle est aussi une exigence des consommateurs dans le cadre de la mobilité. Les objets hybrides correspondent donc à un désir de concentration, mais ils assouviennent également des fantasmes de puissance et de meilleure gestion de notre espace personnel ou domestique. Avec eux, nous avons l'impression de gagner de la place et de posséder des machines à tout faire particulièrement puissantes.

2 Cette tendance est-elle durable ?
Je n'en suis pas persuadé. Je crois que dans quelques années, le véritable luxe sera de posséder un espace particulier dédié à une occupation très précise. Nous aurons une pièce pour le home cinéma, une autre pour l'informatique et un endroit encore différent pour écouter de la musique. Chaque objet induit un comportement psychique différent, et on les utilise d'autant mieux que l'on est dans un environnement distinct. Il n'est pas difficile de comprendre que l'on regarde mieux la télévision bien installée dans un fauteuil et que l'on surfe mieux sur Internet face à un ordinateur. Je pense aussi que la multiplication des objets hybrides ne va pas empêcher un mouvement parallèle de déconcentration des fonctions. Nous nous attachons aux objets aussi à cause de leur fonction première. Et si d'un côté il y a un désir de puissance, de l'autre il y a une envie de familiarité avec les objets qui passe par le design, la simplicité et l'habillage. En fait, je pense vraiment que nous aurons deux gammes d'appareils. Ceux qui concentrent les fonctions seront utilisés pour nos déplacements, d'autres plus familiers pour nos usages quotidiens.

3 Les nouveaux objets électroniques et numériques modifient-ils les rapports entre les individus ?
Pour le moment, nous ne savons pas très bien comment ces objets vont être utilisés, mais il est possible d'imaginer qu'ils vont entraîner des modifications sociales. Dans un foyer, si vous avez une machine à tout faire, comment concilier qu'une personne veuille écouter de la musique, l'autre jouer à un jeu vidéo et une troisième surfer sur Internet ? Il y a des dynamiques qui échappent aux innovations technologiques. On s'aperçoit par exemple que l'écran de visualisation des appareils photo numériques, prévu pour faire la sélection des images, crée une nouvelle forme de convivialité entre les gens qui se massent autour pour voir les clichés. Cela n'avait sans doute pas été calculé.

Propos recueillis par Guillaume Fraissard

Couteaux suisses high-tech

Compact

Vraiment multimédia, l'appareil photo numérique FinePix 50i de Fujifilm fait aussi office de webcam, lecteur MP3, enregistreur de courtes séquences vidéo et audio pour le Net et dictaphone. A toutes ces fonctions s'ajoutent une définition d'image de 4,3 millions de pixels, l'enregistrement des photos sur une carte à mémoire amovible (SmartMedia) et un design séduisant. Prix : 6 990 F (1 065,62 €).
■ www.fujifilm.fr



Complet

Pour répondre à l'attente de la famille, le HP PSC 950 de Hewlett-Packard est un «tout en un» qui ne se contente pas de réunir dans un même appareil une imprimante, un scanner, un photocopieur et un fax. Il est aussi doté de trois lecteurs de cartes à mémoire (Compact Flash, SmartMedia et Memory Stick) permettant d'imprimer directement des photos stockées sur l'un de ces supports. De plus, le HP PSC 950 assure le transfert de ces images vers un ordinateur via un port USB. Prix : 2 990 F (455,82 €).
■ www.france.hp.com



Pilote

Sans fil, d'une taille inférieure à un format A4 et pesant 1,1 kg, la tablette tactile LogBoard d'Elsa est dotée d'un clavier Qwerty virtuel (Azerty en 2002) et d'un stylet. Elle s'utilise partout dans la maison pour surfer, envoyer des courriels, consulter son agenda et écouter de la musique MP3. Une connexion au téléphone mobile (GPRS/GSM) et par ondes radio (Bluetooth) est prévue. Dans l'avenir, la Logboard servira à piloter les objets (TV, lecteur vidéo et audio) et l'infrastructure domotique (ouverture, fermeture, etc.). Prix : 10 859 F (1 655,44 €). Disponible en décembre 2001.
■ www.elsa.com



Autonome

La nouvelle génération du Nokia 9210 Communicator – un téléphone qui, une fois ouvert, devient un PDA (Personal Digital Assistant) équipé d'un vrai clavier à touches – inaugure l'affichage couleur sur un écran haute résolution. La compatibilité avec les fichiers Windows, Word, Excel et Powerpoint étant désormais assurée, vous disposez d'un vrai bureau miniature mobile. Prix : 6 990 F (1 065,62 €) sans abonnement.
■ www.nokia.fr



Intérieur, extérieur

En plus du tuner (radio) et du lecteur de CD classiques, la microchaîne MP3 S-P2450 de Samsung inclut un baladeur MP3 amovible. Un encodeur MP3 convertit les CD audio en fichiers MP3, et les données sont stockées sur une carte à mémoire amovible SmartMedia. Prix : 3 990 F (608,27 €).
■ www.samsung.fr



Pratique

Combinant un magnétoscope à quatre têtes et un lecteur DVD, le SV-DVD1E de Samsung lit les DVD vidéo, les CD audio, les vidéos CD, mais aussi la plupart des CD-R (CD réinscriptibles), y compris ceux qui stockent du MP3 (CD-R MP3). Simultanément, vous pouvez enregistrer une cassette VHS et regarder un DVD. Grâce à ce pont entre technologie classique et technologie numérique, vous profitez encore de votre vidéothèque VHS. Un atout très appréciable. Prix : 3 990 F (608,27 €).
■ www.samsung.fr



Une sélection d'Agnes Batifoulier

Précision

Une erreur technique s'est glissée dans la sélection de baladeurs MP3 dans le numéro daté du 3 octobre du «Monde interactif». Le dernier objet présenté n'était pas la micro-chaîne MP3 de Samsung mais bien un baladeur MP3 Thomson Personal Jukebox PDP 2800. Toutes nos excuses pour cette confusion.

Jouer à comprendre le monde

KIPULKAI
Éditeur : Gibcom
Plate-forme : PC et Internet
Site : www.kipulkai.com.
Parution : janvier 2002

IMAGINEZ un univers totalement nouveau, avec une civilisation régie par des règles inconnues, réservé uniquement aux 7-13 ans. Bienvenue dans le monde de Kipulkai, la nouvelle création de Roland Oskian. La série ludo-éducative Adi-Adibou est l'un des produits multimédias les plus connus du public. Pourtant, beaucoup ignorent le nom de son créateur, Roland Oskian. Issu de l'Ecole centrale de Paris, Roland Oskian débute sa carrière chez Matra en 1983, où il finit par s'ennuyer ferme. Aussi, après avoir passé quelques années à s'occuper de satellites, il décide de prendre la clé des champs en créant Coktel Vision. Soutenu par une poignée de fidèles compa-

gnons, il édite son premier logiciel éducatif, sur disquettes, en 1987. Puis il développe Adi et Adibou. Conçue pour les enfants avec une ergonomie adaptée, la gamme obtient un succès immense et, très vite, Coktel dévore des parts du marché européen de l'éducatif. Son association avec le mastodonte américain de l'édition du jeu vidéo, Sierra, puis son absorption par ce dernier en ont fait un leader du monde du jeu. Mais Roland Oskian n'est toujours pas satisfait. L'homme décide alors de réitérer l'aventure et s'envole avec une partie de sa fine équipe vers un horizon bien plus vaste, Internet, pour créer un monde pédagogique on-line.

Dans le monde de Kipulkai, chacun a droit à une maison et un bout de terrain pour cultiver ses talents et servir la communauté on-line. Le représentant du pré-adolescent interagit avec l'environnement et les autres enfants sous la surveillance

d'administrateurs. Kipulkai est destiné à développer une société d'échanges dans laquelle chacun trouve sa place en fonction de ses compétences et de ses préférences. Qu'il soit agriculteur, marchand ou éleveur, le joueur évolue grâce à des missions qui lui permettent d'accroître ses aptitudes et de mieux appréhender son environnement.

Loin des scénarios habituels, chaque aventure pose un problème réel, comme la pollution ou le fanatisme. Elle demande à l'enfant des efforts d'analyse pour saisir les causes de déséquilibre et les résoudre. Il lui faut bien sûr trouver des objets, parler aux gens, mais aussi créer ses propres outils et comprendre le fonctionnement du monde qui l'entoure. Si l'enfant préfère voler des fruits pour éloigner un animal de son nid, on le laissera voler. Mais il en supportera les conséquences sans qu'elles

l'empêchent de parvenir au bout de l'aventure. Les missions comportent donc une grande part de liberté : seules les bases des déséquilibres sont contrôlées par les développeurs.

Les peuples de Kipulkai possèdent une autonomie qui rend leurs réactions face au joueur parfois imprévisibles, le scénario évoluant de manière totalement inédite. Ainsi, chacun apporte une solution différente en fonction de sa sensibilité et, une fois revenu au sein de la communauté, il peut discuter des choix effectués. Avec Kipulkai, le joueur apprend à réfléchir par lui-même : on ne lui inculque plus des règles de grammaire ou de mathématiques, on l'aide à grandir.

Céline Guise

[interactif.lemonde.fr/
cyberculture](http://interactif.lemonde.fr/cyberculture)

Les chantiers de jeunesse du BTP Cybercafetier pionnier

Pour renouveler sa pyramide des âges, le bâtiment et les travaux publics se tournent vers Internet

JUSQU'À présent, le secteur du bâtiment et des travaux publics s'est montré discret sur le Réseau. Dans ce secteur composé à 98% de PME, l'essentiel des embauches passe encore en priorité par la cooptation. Mais le BTP est aujourd'hui confronté à la nécessité de recruter pour satisfaire les besoins de la profession. Et les professionnels du secteur commencent à trouver des vertus à ce média, idéal pour recruter à grande échelle et pour cibler une population plus jeune.

En effet, l'emploi dans les travaux publics fait face à deux problèmes, l'un structurel, l'autre conjoncturel. Tout d'abord, dans les années 1990, le secteur a vécu une crise et n'a pas recruté. « La pyramide des âges s'est donc déformée et nous devons renouveler les effectifs. Ensuite, depuis deux ans, l'activité a repris. Pour 2001, nous em-

bauchons. Pour 2002, les perspectives sont plus stables, mais nous avons encore des besoins en personnel », explique Corine Le Sciellour, directrice de la communication de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP).

Les travaux publics emploient actuellement 240 000 salariés, dont deux tiers d'ouvriers. En 2000, 30 000 nouveaux salariés ont rejoint les rangs de cette industrie. « Les entreprises du TP auront besoin chaque année d'ici à 2010 de recruter au minimum 7 000 jeunes, alors que 4 000 seulement sortent des formations chaque année », analyse Corine Le Sciellour. Même constat du côté du bâtiment, où le marché du travail est tout aussi tendu. Selon la Fédération française du bâtiment (FFB), 35 000 nouveaux emplois ont été créés en 2000, et les perspectives pour 2001 et 2002 sont au beau fixe pour le recrutement.

« Pour faire face à ce problème, depuis deux ans, les 8 000 entreprises adhérentes de la FNTP nous ont demandé des actions de fond. Nous sommes en phase de démarrage sur le Net, estime Corine Le Sciellour. Pour nous, le Réseau est un moyen de nous faire connaître des jeunes. Ce n'est pas un gadget ! »

Ainsi, depuis juin dernier, un module d'offres et demandes d'emploi, qui arrive en relais d'une campagne télévisée lancée en avril

dernier, a été mis en place sur le site de la fédération. De même, un site consacré à la présentation des différents corps de métier – et ils sont nombreux, environ une dizaine –, a été spécialement créé. « Nos besoins se situent principalement du côté des ouvriers, qui ne bénéficient pas forcément d'un accès Internet chez eux », précise Corine Le Sciellour.

La start-up PME/BTP.com a bien compris ce problème. Créée cette année par deux diplômés de l'ESTP (Ecole supérieure des travaux publics), elle a décidé de monter au créneau pour cibler les non-cadres du secteur. « Ceux qui travaillent dans le BTP n'ont pas forcément de formation Internet. Il faut donc aller les chercher », explique Jean-Benoît Ferrant, l'un des fondateurs. Le site a donc été conçu comme le pivot d'une stratégie qui mêle on-line et off-line : des contacts ont été noués sur le terrain avec les missions locales d'aide à l'emploi, et d'autres projets impliquant des acteurs du secteur sont à l'étude.

Chez Emailjob, qui a ouvert en décembre 1999 un site vertical qui cible le BTP, des accords vont être passés avec des centres de formation des apprentis et des écoles spécialisées. « Internet présente l'avantage de pouvoir convaincre des gens qui ne pensent pas forcément au BTP mais qui ont des profils intéressants, comme les juristes, les

commerciaux, les informaticiens... », avance Alain Rieunier, directeur marchés d'Emailjob.

C'est justement ce qui intéresse le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Cet organisme réunit des experts de la recherche et de l'évaluation, et est en recherche constante de profils très pointus. « Nous recrutons actuellement une soixantaine de personnes par an. Les difficultés de recrutement, nous les rencontrons sur les métiers de l'informatique, les ingénieurs et les techniciens. Nous devons donc mieux communiquer pour mieux recruter. Et cela passe par Internet », précise Philippe Le Bail, responsable du développement des ressources humaines.

Depuis huit mois, le CSTB a donc testé le recrutement en ligne sur son propre site. « Nous avons un public très particulier qui vient chercher des infos pointues sur le secteur, sur les normes en vigueur. Ce public s'aperçoit en venant sur notre site qu'on embauche. Nous recevons donc via Internet des CV très pointus. D'où l'idée de faire monter en puissance un site emploi, déclare le responsable. Nous allons présenter le CSTB sur un plan ressources humaines. » Avec, en perspective, la possibilité de créer et d'entretenir le vivier constitué grâce à Internet.

Laurence Bernaert

COMME dans les bonnes maisons, la devanture mentionne : « *cafeorbital.com, depuis 1995* ». Autant dire, dans le monde d'Internet, depuis la préhistoire. En six années

Portrait

d'existence, ce pionnier des cybercafés parisiens, situé face au jardin du Luxembourg, a assisté sereinement à la prolifération de ses homologues, parallèlement au développement de l'univers Internet.

Lorsqu'il décide de se lancer dans l'aventure, Nicolas Jardry, trentecinq ans aujourd'hui, est encore photographe. Le monde du Net lui est totalement étranger, comme à la plupart des Français. Par le hasard d'un séjour à Londres, il découvre en 1994 l'ancêtre européen des cybercafés, Cyberia. « Ça a été le choc, se souvient encore Nicolas. Tout ce dont on a parlé par la suite, le Web, le mail, la communication, tout était déjà en place. Mais à l'époque, c'était nouveau et underground. » Il revient de la capitale britannique avec un reportage de quatre pages... et l'idée d'ouvrir à Paris le premier cybercafé : « Quand j'en ai parlé autour de moi, les gens me répondaient science-fiction ! »

Mais cela ne l'empêche pas de réunir un capital de départ de 100 000 francs et de s'entourer de trois personnes. Surtout, il suit une formation intensive, sur le tas, en informatique et aux nouvelles technologies. D'autant plus que, dès le départ, il opte pour les logiciels libres : « Dans les six mois qui ont précédé l'ouverture, je me suis plongé dedans à fond. » Dans le même temps, il gère également tout ce qui concerne la création, le concept et le suivi de projet. « A l'époque, rien que pour se connecter, c'était compliqué, raconte-t-il. Seuls cinq ou six fournisseurs d'accès étaient présents sur le marché. »

En avril 1995, le Café Orbital ouvre pourtant ses portes, fort de six PC, dotés d'une connexion de 64 kbits/s. Les médias se précipitent et assurent un succès d'estime à ce lieu. Beaucoup de curieux viennent s'initier à Internet, principalement aux joies de la messagerie en ligne. « C'était avant l'explosion du courrier électronique. Nous fournissions alors des adresses en @cafeorbital.com, que les gens pouvaient consulter sur place. Depuis, nous avons supprimé ce service, mais à la grande époque, nous gérons jusqu'à 3 000 adresses. »

Alors que Nicolas Jardry pensait conserver en parallèle son métier de photographe, il s'aperçoit rapi-

dement que les deux sont inconciliables et décide de se concentrer uniquement sur le Café Orbital. Durant deux ans, le lieu sera « expérimental ». « On ne savait pas trop si ça allait continuer, précise-t-il. A partir de 1997-1998, on a commencé à se dire que c'était un vrai métier. Nous avons réalisé beaucoup de formations en entreprises. Nous avons également organisé des événements. »

Au fil des années, la clientèle, très internationale, s'est développée, attirée par ce lieu calme et atypique, où règne un esprit « artisanal », voulu et entretenu par Nicolas Jardry et son équipe. La trentaine de postes disponibles, au rez-de-chaussée et au sous-sol, est occupée la plupart du temps. « Aujourd'hui, nous faisons moins de formations, constate-t-il. Nous avons affaire à un public averti. Nous misons tout sur l'accueil. » C'est pourquoi l'arrivée à Paris, au printemps dernier, de la chaîne EasyEverything, qui met en avant l'heure de surf à 10 francs, ne l'a pas inquiété : « Nous l'avons vécue assez sereinement. Cela nous a permis de nous positionner comme des spécialistes. »

Cette notion de « spécialiste » est d'autant plus forte que, dès le départ, le Café Orbital a accompagné son activité grand public – le cybercafé – d'une activité de prestation de service destinée aux entreprises, baptisée Orbital Network. En 1995, après six mois d'existence, l'équipe, forte de son savoir-faire, réalisait les premières maquettes pour le site d'Evian. « C'était notre premier projet, cela démarrait fort. Nous avions, et nous avons toujours, une bonne expérience des demandes et des attentes du public. Cette expérience nous a aidés dans nos projets orientés vers les professionnels. »

Depuis, Orbital Network est né et se positionne comme une agence de création Web. Elle a à son actif une cinquantaine de projets, dont le développement du site de la marque de couture Céline, des Galeries Lafayette ou encore du Musée Guimet. « Cette activité s'est imposée naturellement », résume Nicolas Jardry. D'ailleurs, elle constituera bientôt 100% de son activité : il s'apprête à remiser son tablier de cybercafetier, puisque le Café Orbital est en vente...

La. B.

Recevez par mail les sujets développés dans « Le Monde interactif ». Abonnez-vous gratuitement interactif.lemonde.fr

PUBLICITÉ

Pour en savoir plus

Café Orbital

Le site officiel du cybercafé : il permet de faire connaissance avec le lieu, notamment via une série de photographies et une webcam. Présentation des tarifs d'accès au Net, carte des boissons...

■ www.cafeorbital.com

Accès publics à Internet

Le site de cette association est un rendez-vous incontournable pour tous ceux qui souhaiteraient ouvrir leur propre cybercafé. Il contient notamment une FAQ (foire aux questions), où l'on pourra accéder à un business plan.

■ www.api.net

CyberCafe Guide

A l'origine une mailing list réunissant 800 cybercafés dans le monde, ce site en anglais regroupe des liens, des infos, qui permettront de se familiariser avec cette communauté. A consulter, notamment, le fil d'actualité sur cet univers particulier.

■ www.cybercafeguide.com

le Monde INTERACTIF

16-18, quai de la Loire, 75019 Paris.
Tél. : 01-53-38-42-60. Fax : 01-53-38-42-97.
E-mail : hitech@lemonde.fr

Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani.
Directeur général : Bruno Patino.

Rédacteur en chef : Bertrand d'Armagnac.

Secrétaire général de la rédaction : Claudine Boeglin.

Rédaction : Olivier Zilberstein, chef de service (Enquête),

Pierre Bouvier (site Internet), Cécile Ducourtieux (Entreprises), Stéphane Foucart (Techniques), Guillaume Fraissard (Cyberculture, Portrait), Gaëlle Macke (Entreprises), Stéphane Mandard (Citoyen), Corinne Manoury (Techniques), Catherine Rollot (Métiers).

Édition : Olivier Herviaux.

Réalisation : Nathalie Le Dréau, Alex Monnet, François Montintin.

Révision : Olivier Houdart, Martine Rousseau.

Publicité : Le Monde Publicité. Directeur général : Stéphane Corre. Caroline Séjournant, directrice de clientèle (01-42-17-39-56). Philippe Raër (01-42-17-38-58).

Impression : Le Monde Imprimerie.

Les articles extraits de BUSINESS WEEK traduits et reproduits dans ce numéro sont la propriété de The McGraw-Hill Companies, Inc. ©2001. Tous droits réservés. Articles translated and reprinted in this issue from BUSINESS WEEK are copyrighted 2001 by The McGraw-Hill Companies, Inc. All rights reserved.

interactif.lemonde.fr